

► L'approvisionnement alimentaire entre ressources et pouvoirs

Sous la direction de Pierre Janin et Éric-Joël Fofiri Nzossié



INTRODUCTION DE LA PUBLICATION

L'approvisionnement est une fonction centrale pour atteindre la sécurité alimentaire, mais il ne peut, pour autant, la garantir seul. Même si l'on s'efforce de l'aborder de manière globale, cette question a souvent été réduite à certaines étapes (commercialisation, acquisition d'aliments pour répondre à une demande immédiate ou pour faire des réserves). Or, les pratiques et les logiques sont plurielles et la question peut être envisagée en termes d'enjeux sociétaux et politiques. Ce numéro de la Revue internationale des études du développement met à jour et questionne les relations entre la territorialisation des fournitures, les organisations chargées de l'approvisionnement et les rapports de pouvoir au cœur des systèmes en place, et ce à plusieurs échelles (du local à l'international), sous différents aspects (chaîne de commercialisation, agriculture urbaine, contrôle étatique autoritaire), et dans diverses aires géographiques. Le sous-titre du dossier, « entre ressources et pouvoirs », souligne bien la situation actuelle des systèmes d'approvisionnement, écartelés entre prisme sécuritaire et souveraineté. À la lecture des articles, on comprend que l'approvisionnement alimentaire n'est pas seulement une question de production et d'économie, mais qu'il constitue un enjeu sociétal fort et une véritable clé de lecture politique, d'autant plus quand il s'agit de régimes autoritaires.

► **L'approvisionnement alimentaire
entre ressources et pouvoirs**

Revue internationale des études du développement

Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES)
Campus du Jardin d'agronomie tropicale de Paris
45 bis, av. de la Belle-Gabrielle, 94736 Nogent-sur-Marne Cedex

Directrice de publication : **Charlotte Guénard**

Assistante d'édition : **Béatrice Trotier-Faurion**

Courriel : revdev@univ-paris1.fr

Tél: +33 (0)1.43.94.72.02 – fax : +33 (0)1.43.94.72.44

Secrétaire de rédaction : **Myriam Koubbi**

Courriel : sr.revdev@univ-paris1.fr

Tél: +33 (0)1.43.94.72.26

Abonnements et valorisation : **Emma Tyrou**

Courriel : RIED.abonnements@univ-paris1.fr

Tél: +33 (0)1.43.94.73.71

Éditrice externe : **Stéphanie Lebassard**

Maquette et mise en page : **Syntaxte**

Imprimeur : **Bialec** – 23 Allée des Grands Pâquis, 54180 Heillecourt

Éditeur : **Éditions de la Sorbonne** – 212, rue Saint-Jacques, 75005 Paris
www.editions-sorbonne.fr

Périodicité : **revue trimestrielle**

Période : **janvier, février, mars 2019**

N° de commission paritaire : **0619T82331**

N° ISSN : **2554-3415**

N° ISBN : **979-10-351-0288-3**

Dépôt légal : **février 2019**

Revue publiée avec le soutien de l'Institut des sciences humaines et sociales (InSHS-CNRS)

Revue labellisée ERIH-PLUS NSD.

Revue labellisée AERES dans les sections Géographie, Aménagement, Urbanisme (2013),
Science politique (2011), Sociologie, Démographie (2013), Économie (2015)

Tous les numéros de la *Revue internationale des études du développement / Revue Tiers Monde*
sont disponibles en ligne : Persee.fr de 1960 à 2006 – Jstor.org depuis 1960 – Cairn.info depuis 2003.

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés réservés pour tous pays. En application de la loi du 1^{er} juillet 1992, il est interdit de reproduire, même partiellement, la présente publication sans l'autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

All rights reserved. No part of this publication may be translated, reproduced, stored in a retrieval system or transmitted, in any form or any other means, electronic, mechanical, photocopying recording or otherwise, without prior permission of the publisher.

Todos los derechos reservados. En virtud de la Ley del 1^o de julio de 1992, se prohíbe reproducir la presente publicación, aunque sea parcialmente, sin la autorización del editor o del Centro Francés de explotación del derecho de copia (3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

REVUE INTERNATIONALE DES ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT

Revue trimestrielle publiée par l'Institut d'études du développement
de la Sorbonne de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

► L'approvisionnement alimentaire entre ressources et pouvoirs

Sous la direction de Pierre Janin
et Éric-Joël Fofiri Nzossé

Éditions de la Sorbonne

Fondateur **Henri LAUGIER**
Directrice de publication **Charlotte GUÉNARD**
Assistante d'édition **Béatrice TROTIER-FAURION**

RÉDACTEURS EN CHEF

Roser CUSSÓ
Sociologie – Université Paris 1/ UMR D&S

Pierre JANIN
Géographie – IRD/ UMR D&S

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Myriam KOUBBI

COMITÉ ÉDITORIAL

Tania ANGELOFF
Sociologie – Université Paris 1/UMR D&S

Amina BÉCHEUR*
Gestion – Université Paris-Est/IRG

Sarah BEN NÉFISSA*
Science politique – IRD/UMR D&S

Natacha BORGEAUD-GARCIANDÍA*
Sociologie – Conicet/UMR D&S

Benjamin BUCLET*
Socio-économie – CREED

Sylvie CAPITANT
Sociologie – Université Paris 1/UMR D&S

Roser CUSSÓ*
Sociologie – Université Paris 1/UMR D&S

Tarik DAHOU
Anthropologie – IRD/Paloc

Éric DENIS
Géographie – CNRS/Paris 1/Paris 7

Marie-Ève DESROSIERS
Science politique – Université d'Ottawa/Édim

Hamath DIA
Sociologie – Université de Ziguinchor/Certop

Anne DOQUET
Anthropologie – IRD/Imaf

Daouda GARY-TOUNKARA
Histoire – CNRS/LAM

Gaëlle GILLOT
Géographie – Université Paris 1/UMR D&S

Tourya GUAAYBESS
Science politique – Université de Lorraine/Crem

André GUICHAOUA*
Sociologie – Université Paris 1/UMR D&S

Pierre JANIN*
Géographie – IRD/UMR D&S

Luca JOURDAN*
Anthropologie - Université de Bologne

Ringailé KUOKŠTYTĖ
Science politique – UNESCO

Anne LE NAËLOU*
Sociologie – Université Paris 1/UMR D&S

Kamala MARIUS

Géographie – Université de Bordeaux/LAM

François PACQUEMENT*

Professionnel du développement (histoire) – AFD

Denis PESCHE*

Sociologie – CIRAD/UMR ART-Dev

Marc PONCELET

Sociologie – Université de Liège/Pôle SuD

Mireille RAZAFINDRAKOTO

Économie – IRD/Dial

Pascal REVAULT

Professionnel du développement (santé) – Comede

Sadio SOUKOUNA

Sociologie politique – IMAF/UMR D&S

Virginie TALLIO*

Anthropologie – MISR/LAM/ISCTE-IUL

Xiaojing TANG

Sociologie – Université de Huashida/Mage

Jean-François TRANI

Économie/Démographie – Washington University in Saint-Louis/Brown School

Marie VANNETZEL

Science politique – CNRS/Curapp

Les membres du comité éditorial marqués * constituent le comité de rédaction.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Bertrand BADIE

Dora BARRANCOS

Hakim BEN HAMMOUDA

Pierre BERTHAUD

Sophie BESSIS

Michel CARTON

Georges CORM

Georges COURADE

Gordon CUMMING

François GÈZE

Sofia GRUSKIN

Lora IANNOTTI

Jean-François KOBIANÉ

Rubén M. LO VUOLO

Jean-Luc MAURER

Radhia NASRAOUI

Marc RAFFINOT

Aida ROBBANA

Chérif Salif SY

Christine VERSCHUUR

Chen YINGFANG

Sommaire

- 7 **Les défis de l’approvisionnement alimentaire : acteurs, lieux et liens**
Pierre Janin

Dossier

- 35 **La performance de la chaîne de commercialisation des feuilles de manioc à Kinshasa et dans son hinterland**
Papy Bonkena Bokombola – Patience Mpanzu Balomba
- 65 **Produire et se nourrir dans les monarchies du Golfe**
Une économie politique des approvisionnements agricoles et alimentaires
Matthieu Brun
- 89 **Abu Dhabi au défi de la sécurité alimentaire**
L’approvisionnement des villes comme expression du pouvoir et de la hiérarchie sociale
Damien Calais
- 115 **Social Participation in Political Spaces and the Valuing of Culture as Empowering Resources to Promote Access to Quality Food in Brazil**
Lidiane Fernandes da Luz – Renato S. Maluf
- 137 **La contribution de l’agriculture urbaine à l’approvisionnement alimentaire de La Havane**
Vers la construction d’un système agraire urbain en temps de crise
Riadh Mestiri
- 165 **Le commerçant, le paysan et la distribution du pouvoir de marché dans la Gnagna (Burkina Faso)**
Samuel Pinaud

Document

- 191 **Les distorsions des politiques d’alimentation de la « révolution bolivarienne »**
Crise de l’approvisionnement et politisation des contrôles au Venezuela
Paula Vásquez Lezama
- 211 **Analyse bibliographique**
- 215 **Résumés**

Les défis de l’approvisionnement alimentaire : acteurs, lieux et liens

Pierre Janin

MOTS-CLÉS

approvisionnement, système alimentaire, production agricole, commercialisation, politique d’importation, État, sécurité alimentaire

RÉSUMÉ

Dans un monde d’instabilités et d’inégalités croissantes, l’approvisionnement alimentaire apparaît comme un défi permanent pour les gouvernants et pour les sociétés. Au-delà de ses modalités pratiques d’organisation, il renvoie à deux enjeux fondamentaux : celui de la maîtrise stratégique des flux et celui des liens géographiques et sociaux au sein des systèmes d’approvisionnement.

Cet article introductif insiste sur les complémentarités des approches couramment mobilisées pour aborder cette question, récemment peu étudiée. En associant, de manière étroite, le champ des ressources et des pouvoirs, il rappelle combien la fourniture de denrées n’est pas seulement une question technique de prix, de volumes et de flux, mais dépend *in fine* des relations établies entre différents types d’acteurs : États, entreprises, collectivités, réseaux marchands... On constate que, dans certains contextes autoritaires (pays du Golfe, Amérique latine), la présence de l’État-organisateur reste incontournable, tandis que, hors crise (Afrique subsaharienne), une plus large place est laissée à des dynamiques plus informelles.

Introduction

Dans le domaine alimentaire, l'approvisionnement apparaît comme un défi récurrent à relever pour tous les acteurs concernés (États, entreprises, réseaux marchands, familles, etc.) : il est non seulement complexe à organiser, mais également difficile à maîtriser (Rapoport, 1993), *a fortiori* dans les environnements instables et peu sécurisés des pays en développement. Les problèmes d'approvisionnement concernent aussi bien les villes que les campagnes¹, même si ces dernières semblent encore priorisées en termes d'intervention. Au demeurant, l'approvisionnement pose deux enjeux fondamentaux : celui de la maîtrise stratégique des flux et celui des liens géographiques et sociaux (de la « connexion » pourrait-on dire), que nous allons nous efforcer de préciser et d'éclairer dans cet article.

Mettant aux prises des acteurs, des ressources et des lieux, l'approvisionnement est toujours très lié à un contexte. Le temps et l'espace y constituent des marqueurs essentiels : ils se matérialisent par des discontinuités, des accélérations, lorsque les ressources se raréfient ou que les échanges se contractent ou se réorientent ; ils expriment des régularités, lorsque l'approvisionnement est – tant bien que mal – assuré et que les variables prix et qualité n'aggravent pas l'inaccessibilité. Au-delà de l'expression d'une offre et d'une demande, d'une relation entre besoins et capacités, l'approvisionnement est une question politique, marquée par des arrangements, des alliances et des concurrences qui participent de cette distorsion. Liant l'économique au politique, parfois avec une relecture des héritages historiques, les analyses proposées dans ce dossier montrent le caractère complexe de cette question, comme les difficultés à assurer durablement un approvisionnement adéquat.

1. Des systèmes complexes d'approvisionnement : produits et acteurs écartelés entre valeur et identité

L'approvisionnement est transversal et touche à la fois à la production agricole, au commerce des denrées et à leur redistribution sociale et

1 Si, en milieu rural, les difficultés d'approvisionnement paraissent plutôt prévisibles et cycliques, hors situation de crise et de conflit, elles sont plus aléatoires et fractionnées temporellement en ville.

géographique. Ce qui contribue à rendre difficile la stabilisation du champ d'analyse². Il renvoie implicitement à l'idée que l'on chercherait à l'assurer pour le plus grand nombre: ce qui n'est pas toujours le cas. D'un point de vue conceptuel, c'est autant la question de la transmission du risque (de pénurie, d'inaccessibilité, etc.) que de la mutualisation – ou pas – des ressources qui est posée³. En complément, du point de vue des « mangeurs », l'approvisionnement peut être analysé en termes de droits et d'obligations individuels ou collectifs (perte ou mobilisation pour les faire-valoir, responsabilité vis-à-vis des dépendants alimentaires ou des vulnérables). S'approvisionner, c'est aussi faire des choix (Padilla, 1997). Ils peuvent être contraints, donnant même parfois corps à l'idée de dilemmes (Rittel et Webber, 1973; Hattemer et Sierra, 2012), mais également dépendre de préférences (Bonnetcase, 2016) qui viennent orienter les pratiques d'achat, de préparation et de consommation. Qui plus est, en temps ordinaire, l'approvisionnement alimentaire peut également être abordé en termes de distinction sociale par les denrées achetées et consommées (Chevalier, 2015), comme de satisfaction (Héron, 2016).

Les dynamiques d'approvisionnement dépendent de nombreuses variables, telles que la disponibilité saisonnière des produits, le volume des denrées en circulation, les niveaux de prix de gros ou de détail, la distance géographique et l'état des infrastructures routières, etc. Toutes s'enchevêtrent et exercent une influence positive ou négative sur l'approvisionnement effectif, en temps et en heure, *a fortiori* dans les contextes très insécurisés, en cas de conflit, lorsque les infrastructures sont déficientes ou en cas d'État absentéiste ou failli. Par ailleurs, l'approvisionnement se pose en des termes très différents, voire contradictoires du point de vue du fournisseur, du transporteur, du régulateur ou du mangeur... Pour les experts et pour les décideurs, l'approvisionnement joue un rôle clé pour « atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle » (Reinert, 2015). L'approvisionnement constitue aussi un vecteur d'influence et de changement: pour des aliments

-
- 2 La question de l'approvisionnement renvoie également à celle de la sécurisation alimentaire dans la mesure où elle privilégie « l'analyse des processus permettant de gérer durablement les approvisionnements et d'en assurer la sécurité d'une façon jugée fiable par différentes parties prenantes » (Hubert, 2006).
 - 3 Dans l'absolu, le champ d'analyse va au-delà, avec les interrogations sur la durabilité des modèles de production et de consommation alimentaires, compte tenu de la raréfaction et de la fragilisation des facteurs de ressources.

mondialisés et standardisés (pizza, burger, chawarma, tacos, etc.) et pour la promotion de denrées de terroir (Petrini, 2006 ; Ostrom, 2009 ; CAAAQ, 2008 ; Berton-Ofouémé, 2017). Quant aux réseaux marchands qui l'organisent, ils sont, presque toujours, à la fois réactifs et adaptatifs.

Du local au global, différents types de canaux peuvent être identifiés : privé, associatif, familial, institutionnel (Bertrand, 1991 ; Wade et Lançon, 2015) ; marchands et non marchands, entre cellules familiales distantes ou proches (Tawodzera, 2013), ou *via* la prise en charge de dépendants alimentaires (Frayne, 2010). Ils renvoient à autant de niveaux de stratification : informelle de rue, semi-informelle des boutiquiers, traditionnelle des marchés ouverts, couverte des supérettes et autres vastes *malls*, sur fond d'individuation des pratiques et de segmentation des pouvoirs d'achat. On observe ainsi un rapide rattrapage en Afrique subsaharienne (d'abord anglophone) par rapport aux situations urbaines en Amérique latine. Ils peuvent être assignés socialement comme du point de vue du genre (Allen et Sachs, 2009) : femmes, mères et épouses sont ainsi très présentes dans l'approvisionnement domestique (comme dans la petite transformation), tandis que le commerce régional et lointain est plutôt masculin.

Au cœur de l'approvisionnement, temporalités et spatialités sont indissociables (Karg *et al.*, 2016) : les réseaux marchands disposent souvent de leur propre réseau d'information et de collecte de denrées, tandis qu'à l'opposé, les citoyens diversifient les rythmes et les modes d'approvisionnement. Et les études réalisées dans le champ de l'approvisionnement l'ont été, à différentes échelles, souvent à partir d'approches combinant la géographie et l'économie.

La première approche s'intéresse aux « échanges villes-campagnes », à l'échelle locale ou régionale (Franqueville, 1997 ; Calas, 1999), avec des difficultés concrètes pour les mesurer : depuis plus d'une décennie, la problématique des circuits courts de proximité est venue renouveler cette approche, tandis que l'approche territoriale, associant évolutions des systèmes productifs, des modèles de consommation et des dynamiques d'extraversion, s'impose, conduisant, par exemple, à un phénomène de diversification à l'échelle ouest-africaine (OCDE, 2013 ; Bricas *et al.*, 2016).

La seconde approche s'appuie, depuis les années 1980, sur la notion de filière ou de circuit (Hugon, 1997; Padilla et Bencharif, 2001), insistant sur les goulets d'étranglement à lever (Bilinsky et Swindale, 2005) que l'analyse actuelle, en termes de chaînes de valeur alimentaire – et de partage de la valeur entre les acteurs – précise, tout en s'ouvrant à des dimensions nouvelles de justice et d'équité qui viennent enrichir et bousculer les termes de la sécurisation alimentaire. Plusieurs pistes se dessinent pour améliorer les marges des différents acteurs: la valorisation patrimoniale – et donc politique – de certaines denrées, emblématiques d'un terroir et d'une culture alimentaire, comme le relève Paula Vásquez Lezama, avec les galettes de maïs, dans son article sur la situation actuelle du Venezuela ou encore les actions menées en termes de labellisation dans le champ du commerce équitable⁴. Dans leur article « La performance de la chaîne de commercialisation des feuilles de manioc à Kinshasa et dans son hinterland », Papy Bonkena Bokombola et Patience Mpanzu Balomba insistent, pour leur part, sur le rôle de la transformation agroalimentaire – dans ses procédés comme dans ses structures de vente – afin de favoriser leur acheminement distant ou leur montée en gamme; toutefois, ici encore, les producteurs familiaux ne captent qu'une part réduite de leur valeur monétaire.

Dans les deux approches, l'approvisionnement est plutôt abordé d'un point de vue socio-technique, avec des étapes, des flux, des produits. À cet effet, nombre de travaux se sont efforcés de décrire les étapes de mise en marché des denrées agricoles (Festas, 2006; Fofiri Nzossié, 2013), la fonctionnalité et les embarras du transport (Padilla et Bencharif, 2001), ou encore l'évolution de l'offre de détail en milieu urbain (Bricas *et al.*, 2004). D'autres, souvent des économistes, ont cherché à spatialiser les écarts de prix (Araujo-Bonjean *et al.*, 2010; OCDE, 2013) et à retracer les co-évolutions futures de l'offre, de la demande, des flux d'échanges (prospective Dualine du Cirad et de l'Inra au début des années 2010).

Au-delà, c'est bien la « qualité » de la chaîne, du producteur au consommateur final (*agri-food supply chain management* ou *supply chain*

4 Pour certains, l'obtention d'un label d'appellation d'origine et d'une bio-certification, passant par une action concertée associant l'État, les acteurs socio-économiques et les consommateurs, sont en cours ou envisagées (attiéké en Côte d'Ivoire).

security)⁵, dont il est question. Si les termes « chaîne d'approvisionnement » et « chaîne de valeur » sont souvent mobilisés et utilisés de manière peu ou prou interchangeables, des distinctions existent : la première s'intéresse à l'efficacité de la logistique pour satisfaire des besoins essentiels (PAM, 2013), la seconde renvoie à la répartition inégale des marges entre acteurs des filières et pose donc le débat du point de vue de la gouvernance des filières. Au-delà de la nécessité de « fournir à tout prix », le champ s'est également enrichi des enjeux de qualité sanitaire et nutritionnelle des denrées mises en marché⁶ – dans et hors crise.

Actuellement, c'est cette thématique qui s'impose dans ce champ. En revanche, la pluralité des régimes de gouvernance (Moustier et Renting, 2015; Cossi Hinnou *et al.*, 2016; Amanor, 2009), établie depuis le milieu des années 1980 par Harriet Friedmann (*food regimes*), est, pour sa part, peu évoquée, si ce n'est au sein des mouvements favorables à une réinscription politique des rapports marchands. Ainsi, un décalage important existe entre ceux qui parlent de gouvernance démocratique et de justice alimentaire (associations, organisations paysannes, syndicats, etc.) et ceux qui se bornent à l'évoquer d'un point de vue technique (management des risques)⁷. Cette sociologie politique de l'approvisionnement présente l'avantage d'aborder les rapports de pouvoir entre les différents types d'acteurs impliqués (Porter *et al.*, 2007) qui restent liés à la trajectoire historique des systèmes socio-spatiaux considérés (Ariyo *et al.*, 2001; Guyer, 1987).

Jusqu'à une période récente, peu de travaux ayant une approche intégrée pouvaient être mobilisés. Seuls ceux réalisés, à la fin des années 1990, par Olivio Argenti, Maurizio Aragrande et Martine Padilla (Aragrande, 1997, repris par Armendáriz *et al.*, 2016) pour les villes d'Afrique subsaharienne, autour

5 Ce type de recherche occupe désormais une place de plus en plus importante (Luo *et al.*, 2018). Pour une définition de *food supply chain*, voir Marsden *et al.* (2000).

6 Ce prisme a émergé plus tardivement en Afrique subsaharienne que dans les autres aires géographiques (Delisle, 1998) : la crise nigérienne de 2005 est ainsi fondatrice pour ce qui est des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE ou RUTF, en anglais) pour le traitement de la malnutrition sévère, tandis que les exigences des mangeurs citadins se construisent au fur et à mesure de la médiatisation des produits mondialisés et du renforcement de l'offre commerciale des supermarchés.

7 La restructuration des rapports de pouvoir, au cœur des systèmes d'approvisionnement, constitue à la fois un champ d'analyse porteur et une voie nouvelle pour l'action publique ou citoyenne.

des systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires (Sada) ou *food supply and distribution systems* (FSDS), s'en réclamaient. Très précis d'un point de vue méthodologique, ils avaient vocation à orienter la réflexion pour l'action publique en prenant appui sur la pluralité d'échelles et d'objectifs.

Plus fondamentalement, l'approvisionnement alimentaire s'adosse à la notion de « système alimentaire » (Labonne, 1986 ; Rastoin et Gherzi, 2010) dont elle constitue à la fois la fonction centrale et la formalisation concrète. Dans le même ordre d'idée, des scientifiques poussent plus loin encore l'allégorie entre dynamique instable d'approvisionnement et métabolisme du corps vivant pour en restituer toute la complexité (Bognon, 2014). Dans les faits, en matière d'approvisionnement, les réalités sont nettement plus prosaïques : il s'agit plus de répondre à des besoins quotidiens que de repenser des stratégies globales d'approvisionnement, du local à l'international (AFD, 2015).

À bien des égards, la réémergence du thème de la sécurisation des approvisionnements puise à différentes prises de conscience, tant technocratique que citoyenne : celle des effets d'une mondialisation malheureuse, favorable à la spécialisation agricole sur la base d'avantages comparatifs pas toujours réels ; celle des dégâts effectifs des modèles agricoles productivistes sur la biodiversité et sur la santé ; et celle de l'intrication inexorable des crises environnementale, agricole et alimentaire aux conséquences cumulatives et durables. Entre incertaine soutenabilité, perte de confiance et menaces croissantes ou ressenties, ce sont les capacités des systèmes d'approvisionnement (encore peu résilients) qui sont questionnées, voire souvent mises en doute (Pouch, 2009). Elles reposent, avec acuité, la question du rôle de l'État, de ses missions en matière d'approvisionnement comme de sa capacité à organiser le champ, en période de tension comme en dehors des situations de crise, avec des groupes d'acteurs hétérogènes : humanitaires et développeurs, opérateurs privés, acteurs sociaux intermédiaires (syndicats, associations, réseaux sociaux, etc.).

En parallèle, la problématique de l'approvisionnement se reconfigure peu à peu autour/avec de nouveaux engagements, martelés par l'agenda des ODD : par exemple, le souci de durabilité conduit peu à peu à favoriser l'émergence de circuits courts et la reterritorialisation de la production en

ville⁸ ou à proximité (Parfitt *et al.*, 2010); celui d'équité incite, pour sa part, à la valorisation patrimoniale des produits locaux ou/et au rééquilibrage du partage de la valeur (FAO, 2018); quant à celui d'autonomie, il plaide pour une réduction de la dépendance ancienne (Coussy, 1990) des systèmes alimentaires aux échanges extérieurs (aide, importations, etc.). D'où, y compris dans des pays peu concernés par les problèmes d'approvisionnement, des réflexions sur la réorganisation des systèmes et des logiques d'approvisionnement (*food supply chains*) (Hinrichs, 2013).

Fort de ce qui précède, ce dossier fait le choix de privilégier les échelles méso- et macro- d'analyse des défis de l'approvisionnement. Il accorde aussi une large place à l'action publique qui en traite, impliquant souvent une pluralité d'acteurs (privés, associatifs, etc.). En revanche, il laisse de côté l'échelle domestique – dans et hors marché – des approvisionnements, qui renvoie plutôt aux différentes pratiques alimentaires d'achat, de préparation et de consommation, comme de l'autoproduction (*food self-provisioning*) ayant fait l'objet de nombreuses études (notamment suivi de panels de ménages dans le cadre d'enquêtes locales ou nationales).

2. Sécuriser les approvisionnements : le contrôle des flux plutôt que leur localisation

Sécuriser les approvisionnements en denrées constitue un dilemme permanent, quels que soient l'échelle de décision, le régime politique et le niveau de développement⁹. Deux voies existent. La première consiste à créer les conditions durables d'une production diversifiée de proximité : elle a été testée au cours des décennies passées avec des politiques nationales d'autosuffisance et elle revient en force dans le cadre des transitions agricoles et alimentaires. La seconde, longuement analysée dans ce dossier, consiste à mettre en place un contrôle des flux (avec plus d'efficacité que celui des prix), quelles que soient leur origine et leur distance, quitte à s'affranchir des

8 Participant à la conquête d'une autonomie alimentaire tout en luttant contre les pertes et les gaspillages.

9 En septembre 2018, le gouvernement britannique vient ainsi de nommer un sous-secrétaire d'État à l'approvisionnement en prenant conscience que son autosuffisance (25 % pour les fruits et les légumes) était loin d'être assurée avec un Brexit imminent.

conditions agro-écologiques et sociétales de production. Elle a été clairement privilégiée à l'échelle mondiale, depuis la période coloniale, renforcée par les politiques favorables au marché (du riz ou du blé par exemple), jusqu'à une période très récente.

Le caractère stratégique de l'approvisionnement n'est plus à débattre lorsque sont concernées des populations pauvres et vulnérables frappées par des pénuries importantes¹⁰ : il relève d'urgences à satisfaire qui ne souffrent pas réellement de controverses. Dans ce type de situation, les besoins en matière d'approvisionnement conduisent presque inévitablement à des « actions prioritaires immédiates », quitte à établir des « règles d'exception » selon le principe afférent (Agamben), surtout dans les régimes autoritaires, qui craignent les interpellations médiatiques et les mobilisations sociales (Engels, 2013). Dans la plupart des cas, les discussions sur les modalités de prise en charge¹¹ interviendront une fois la crise passée, quitte à faire évoluer les cadres normalisés d'intervention.

La fourniture de denrées est alors d'autant plus essentielle que l'acheminement reste souvent incertain, par manque de moyens, du fait de lenteurs ou de l'éloignement de certaines populations rurales déplacées. Elle l'est plus encore dans les zones de conflit endémique (Nord-Est du Nigeria, Est de la République démocratique du Congo, Somalie, Syrie et Nord de l'Irak, etc.), où les denrées produites ou reçues *via* l'aide humanitaire sont susceptibles d'être accaparées, détournées et revendues par des groupes militarisés. Dans ce type de situation, le contrôle violent de l'approvisionnement alimentaire renvoie à des rapports de domination et imprime ses marques coercitives sur les corps, au sens foucauldien du terme (Nally, 2011).

Hors contexte de crise, dans de nombreux pays en développement, l'approvisionnement alimentaire est encore considéré comme une des

10 D'autant plus dans les situations de conflit où la survie immédiate des enfants est menacée et lève tout débat inutile.

11 Faut-il plutôt distribuer des denrées, des bons ou de l'argent ? Est-il réaliste de prétendre contrôler les prix de détail sans système coercitif ? Est-il éthique de demander une contrepartie ?

missions régaliennes et souveraines¹² de l'État (Kelly et Swensson, 2017). Ce dernier est, « tel un bon père de famille », soit chargé de créer les conditions nécessaires pour que le marché puisse continuer à remplir son mandat d'approvisionnement¹³, soit sommé d'assurer un niveau minimal de sécurité en s'y substituant le cas échéant, sans toujours y parvenir (Mander, 2015)¹⁴, mais en ayant toujours à cœur de définir une vision stratégique à moyen terme (Rastoin, 2015).

L'histoire récente fournit des exemples très contrastés de ce qu'organiser l'approvisionnement veut dire pour un État. Prenons l'exemple de l'Inde, qui dispose d'un système public visant à garantir des prix minima d'achat aux producteurs, à constituer des stocks et à les redistribuer aux consommateurs les plus pauvres (Lutringer, 2018) : ce système conduit progressivement « à une concentration des ressources et donc un ciblage indirect à la fois sur certaines régions et sur certaines catégories de producteurs » contrevenant quelque peu à sa mission de péréquation. Pour sa part, la Chine constitue un cas ambivalent de réussite en matière d'approvisionnement : grâce à une vigoureuse politique agricole¹⁵, elle dispose de stocks stratégiques (blé, maïs, soja, sucre et riz) mobilisables en cas de récoltes insuffisantes, mais, dans le même temps, elle lutte pour réduire une dépendance croissante aux importations alimentaires (Chaumet et Pouch, 2017). Ceci s'est traduit par des investissements massifs dans des terres cultivables à l'étranger (Chaumet, 2015) pour orienter vers son marché les ressources produites, quitte à amplifier les tensions géopolitiques (Mottet, 2016).

12 Le terme est ici pris dans son sens commun, au croisement de l'idée d'indépendance et d'autosuffisance alimentaire (Pouch, 2011), et non en référence à l'ensemble des mouvements sociaux et des mobilisations transnationales (Hrabanski, 2011) se réclamant de l'objectif politique de « souveraineté alimentaire », en termes d'accès à une nourriture suffisante et de qualité, comme par la maîtrise et le contrôle des processus et des facteurs de production agricole (Mormont, 2007).

13 Ce rôle central de régulateur est ainsi clairement au cœur de l'émergence des « trajectoires agroalimentaires de produits nutritionnels de qualité » pour les vulnérables (Maestre *et al.*, 2017).

14 Cette prise de responsabilité est non seulement espérée mais revendiquée dans le cadre de mobilisations sociales populaires, en cas de pénurie (Hossain et Kalita, 2009).

15 Soutien à la recherche agronomique, accroissement des subventions à la production, stabilisation des prix du marché intérieur, investissement massif dans la construction d'infrastructures rurales et d'irrigation.

En régime autoritaire, la tentation est forte pour un appareil d'État de rester au cœur de l'approvisionnement alimentaire, soit parce qu'il politise fortement la quête nationale de sécurité alimentaire, soit qu'il parce qu'il gère de manière patrimoniale et redistributive l'accès aux ressources. Le document de Paula Vásquez Lezama « Les distorsions des politiques d'alimentation de la "révolution bolivarienne" » illustre pleinement cette tension entre ressources et pouvoirs. Partant de la situation alimentaire dramatique des Vénézuéliens, elle montre combien cette pénurie, loin d'être conjoncturelle, s'inscrit dans un ensemble de dysfonctionnements où se mêlent subventions coûteuses aux denrées de première nécessité – *via* la reconversion de la rente pétrolière – et pratiques corruptives au sein des réseaux de distribution gérés par le gouvernement. Depuis 2013, la dégradation de la situation financière du pays a conduit à une politisation renforcée des distributions et, au final, de la pénurie, dont les effets s'expriment désormais par des flux massifs d'émigrants.

Les monarchies pétrolières des pays du Golfe, étudiées par Matthieu Brun « Produire et se nourrir dans les monarchies du Golfe » et par Damien Calais « Abu Dhabi au défi de la sécurité alimentaire », constituent deux exemples intéressants en termes de politique nationale volontariste d'approvisionnement. Structurellement déficitaires en céréales produites localement, compte tenu de facteurs de production défavorables, elles ont mis en place des politiques agricoles volontaristes, mais très coûteuses, et des circuits locaux de distribution de produits à prix modéré, sans parvenir à réduire le caractère extraverti de leur approvisionnement. En parallèle, les gouvernants ont d'abord réalisé des investissements fonciers importants à l'étranger tout en organisant une intégration verticale de l'approvisionnement *via* des entreprises. Ici sans doute plus qu'ailleurs, du fait de la centralité du pouvoir, les jeux d'alliance diplomatique et clientéliste jouent un rôle important dans la stratégie mise en œuvre. Les politiques étatiques d'approvisionnement contribuent donc de manière évidente à conforter le pouvoir politique au sens où l'entendent Daniel Bournaud et Dominique Darbon (1990).

A contrario, dans de nombreux autres contextes, même si l'approvisionnement est perçu comme stratégique par l'État, celui-ci n'a pas ou plus les moyens d'intervenir : les politiques d'ajustement structurel sont passées

par là. La fourniture de produits alimentaires a été déléguée à des acteurs marchands (oligopole importateur et agro-transformateur, lorsque le tissu entrepreneurial est suffisamment développé), depuis les marchés agricoles internationaux¹⁶ en passant par les marchés nationaux et locaux. En effet, jusqu'à la crise alimentaire de 2007-2008, ces marchés constituaient une offre crédible pour compléter un bilan alimentaire déficitaire, laissant de côté l'éventuel risque de flambée des prix.

Très vite, les gouvernants ont alors mis en place des politiques ciblées en matière de sécurisation des approvisionnements : ambitieux programmes de relance hydro-agricole, acquisitions de terres agricoles dans certaines zones peu peuplées, négociation de contrats d'approvisionnement de gré à gré avec certains pays producteurs ou groupes agroalimentaires, etc. Pour quelques pays africains¹⁷, le bilan dressé montre que l'on oscille entre plaidoyers volontaristes pas toujours suivis d'effets et opérations plus médiatiques destinées à valoriser des demi-succès. Mais, dans l'ensemble, ces actions n'ont pas réellement infléchi les trajectoires d'approvisionnement : certaines sont restées limitées, d'autres se sont avérées coûteuses, au risque d'en revenir à l'option la plus évidente du recours au marché (illustrant ainsi la place de l'*entrepreneurial food regime*).

Depuis, les choses ont avancé : les options techniques de régulation des marchés – pour assurer des approvisionnements de qualité à des prix stabilisés – sont clairement identifiées (Galtier et Vindel, 2012), mais buttent sur le manque d'engagement politique (Touzard et Temple, 2012). Une convergence de vues existe désormais sur la nécessité qu'il y a à renforcer le rôle régulateur de l'État : elles s'inscrivent dans un nouveau cycle qui tend à le réhabiliter (Janin, 2018). Sont réapparues çà et là, dans les pays d'Afrique subsaharienne notamment, des initiatives publiques, appuyées par les bailleurs tels que l'Union européenne, l'Agence française de développement (AFD) et les institutions sous-régionales (le Comité inter-États de lutte contre

16 Cette circulation mondiale des denrées de base s'explique, pour une large part, par les choix hérités de la période coloniale en matière de spécialisation sur la base d'avantages comparatifs.

17 En 2008, on a relevé la Grande Offensive pour l'alimentation et l'abondance (Goana) au Sénégal, l'Initiative riz au Mali, ou encore l'Offensive régionale pour la production alimentaire et contre la faim du CILSS, qui évoquent toutes une action rapide, planifiée et efficace.

la sécheresse au Sahel – CISS –, l'Union économique et monétaire ouest-africaine – UEMOA). Ces initiatives visent à reconstituer des stocks céréaliers de réserve, de l'espace régional au local, et, en milieu urbain, à créer des filets sociaux de base (caisses de résilience de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture – FAO –, par exemple, depuis 2016) pour assurer une capacité minimale d'approvisionnement aux populations pauvres¹⁸.

Au cœur des crises également, cette volonté étatique peut s'exprimer soit par un contrôle dans l'affectation sociale, ethno-communautaire et géographique des ressources de l'aide humanitaire (comme en Éthiopie ou au Zimbabwe), soit par la mise en place de dispositifs propres, *via* des programmes (banques de céréales, coupons alimentaires) et des sociétés de distribution alimentaire dont la mission principale est d'assurer aux populations urbaines la disponibilité, la régularité et l'accessibilité des produits de consommation de base¹⁹.

Faute de quoi, les difficultés pour s'approvisionner perdureront pour ces populations, quand elles ne seront pas renforcées par les dynamiques de changement à l'œuvre dans un contexte de changement climatique accéléré, notamment celles de la marchandisation croissante des facteurs de ressources (eau, terres, plantes) et des inégalités croissantes qui pourront en découler, conduisant à l'aggravation des tensions alimentaires entre régions comme entre catégories de population. Par ailleurs, faute de vraies politiques publiques d'approvisionnement pour les villes – en dehors de subventions aux denrées de base –, la question de l'insécurité alimentaire des citoyens reste posée avec beaucoup d'acuité, compte tenu de leurs ressources monétaires variables, du fait de marchés de l'emploi exigus et peu formalisés. Une des voies envisagées actuellement consiste à reterritorialiser les politiques et les productions *via* de nouvelles relations entre mondes ruraux et urbains.

18 Cette action s'inspire des programmes de *cash transfers*, de *food vouchers* et de *food for work*, délivrant des ressources de manière graduelle et répétée dans le temps auprès des plus pauvres, en milieu rural comme urbain, depuis 2007-2008, dans plusieurs pays : Productive Safety Net Programme (PSNP), en Éthiopie ; Oportunidades, à Mexico ; ou le National Rural Employment Guarantee Scheme (NREGS), en Inde. Ils permettent d'assurer une capacité minimale d'auto-approvisionnement familial sans en garantir toutefois la pérennité. Le programme éthiopien lie, de manière étroite et positive, sécurité alimentaire, nutrition et sécurisation foncière (Lavers, 2013).

19 Exemple du réseau de banques de céréales, au Mali, en 2005 (Arditi *et al.*, 2011), ou de la Mission de régularisation et d'approvisionnement des produits de base (Mirap), au Cameroun, créée en 2011.

3. Au cœur de l'approvisionnement : la problématique du lien (géographique et social) et des pouvoirs (marchands et politiques)

Les notions de relation et de circulation sont au cœur de la question de l'approvisionnement²⁰ : elles s'organisent autour d'une diversité de produits, de territoires et de lieux centraux, de règles et de normes, assurant une fonctionnalité aux systèmes d'échanges. Au-delà, c'est bien la nature du lien géographique et social, liant territoires et acteurs, qui est posée. Du coup, également celle de distance. Pour leur part, les transferts entre régions productrices et consommatrices, les péréquations entre zones excédentaires et déficitaires au sein de filières, tantôt courtes (Goossens *et al.*, 1994), tantôt à plus longue distance, et plus ou moins institutionnalisées (Fromageot, 2005), sont toujours moins bien connus et référencés compte tenu des difficultés pour les mesurer. En dépit de cela, ces échelles locales et régionales « comptent » pour beaucoup dans les dynamiques d'approvisionnement.

Ainsi, dans de nombreux pays, la connexion « rural-urbain » des systèmes d'approvisionnement est historiquement et sociologiquement forte, même si nombre de gouvernants ont reproduit un biais urbain, *via* des *cheap food policies*, généralement défavorable aux petits producteurs familiaux²¹. Dès la fin des années 1980, l'amélioration du fonctionnement des marchés nationaux est une priorité (au Mali, avec le Programme de restructuration du marché céréalier – PRMC) de certains programmes d'ajustement structurel (Coussy, 1990). La promotion de filières locales en est une des résultantes puisque l'on pariait sur un effet d'entraînement de la demande des consommateurs urbains sur les systèmes de production environnants (Temple *et al.*, 2009), même si, *de facto*, l'appétence des « mangeurs » pour les produits alimentaires importés réduisait peu à peu la part des céréales locales consommées. Dans l'ensemble, cette connexion a bien fonctionné, comme le prouve l'absence de ruptures d'approvisionnement en céréales en Afrique subsaharienne en milieu urbain : les agricultures vivrières et familiales et les réseaux marchands ont su répondre à une hausse continue de la demande (Moustier, 1999 ; Acloque Desmulier *et al.*, 2014), y compris dans des contextes où les infrastructures de transport, de contrôle sanitaire et

20 Certains parleront aussi de « système agri-urbain » (Robineau et Soulard, 2017).

21 La question d'un rééquilibrage, passant par de vigoureuses politiques incitatives d'appui (Elbehri *et al.*, 2013) est, certes, dans les esprits, mais reste encore en devenir.

de commerce sont déficientes ou peu formalisées (Chaléard *et al.*, 2002). De même, une part non négligeable de l'approvisionnement des villes est également assurée par les agricultures urbaines et périurbaines (Bricas *et al.*, 2004), souvent minutieuses, aux fonctions plurielles (économique, alimentaire, patrimoniale, etc.), mais soumises de plus en plus à de fortes concurrences d'usage (Abo-El-Wafa *et al.*, 2017).

Les relations en matière d'approvisionnement ne sont pas à sens unique : à certaines périodes, villes et campagnes sont même en concurrence pour accéder aux denrées. On a ainsi pendant longtemps sous-estimé, à tort, les besoins alimentaires marchands des producteurs ruraux. Or, ceux-ci ne sont pas uniquement liés à des événements brutaux conjoncturels, du fait de calamités naturelles réduisant le volume des récoltes, mais aussi à des événements cycliques. Inversement, avec le phénomène de diversification alimentaire croissante (blé, riz et tubercules, par exemple) dans les villes d'Afrique subsaharienne, l'intensité des échanges à l'échelle sous-régionale se renforce. Par ailleurs, au cœur des villes, l'accroissement des inégalités alimentaires d'accès contribue à structurer une diversité de marchés d'approvisionnement tant informels que formels (Crush et Frayne, 2011) : si les petits marchés et les « boutiques » sont fréquentés par les classes populaires, les supermarchés s'adressent plutôt aux classes moyennes émergentes.

Pour leur part, dans ce dossier, Renato S. Maluf et Lidiane Fernandes Da Luz « Social Participation in Political Spaces and the Valuing of Culture as Empowering Resources to Promote Access to Quality Food in Brazil » s'intéressent aux reconfigurations récentes des relations entre production, distribution et consommation au Brésil. À cet effet, ils mobilisent le concept « d'espace politique d'approvisionnement » impliquant une pluralité d'acteurs et de systèmes alimentaires. La participation sociale et la valorisation des cultures locales sont autant de leviers pour favoriser la promotion de l'accès aux aliments de qualité. Au demeurant, ces dynamiques semblent de nature à apporter des réponses aux attentes des mangeurs en termes de qualité, mais surtout de proximité dans l'un des pays d'Amérique latine où la distance géographique et sociale peut renforcer certaines formes de marginalité (alimentaire).

Mieux, la dimension locale de l'approvisionnement apparaît comme une tendance de fond. Après une période de bas coûts consécutifs à la

crise mondiale de 2007-2008, les prix énergétiques n'ont cessé de grimper, réévaluant sensiblement les coûts du transport à longue distance. Ceci participe au redimensionnement géographique des systèmes alimentaires : le concept d'« espace de proximité » a le vent en poupe, prolongeant la notion de « bassin alimentaire » ou *foodshed* (Kloppenbourg *et al.*, 1996). Avec lui, ce sont les relations entre producteurs et consommateurs qui sont rediscutées (par les scientifiques) et peu à peu reconfigurées (par certaines dynamiques communautaires).

Les actions visant à renforcer les circuits courts, de proximité, alternatifs, localisés se multiplient sur tous les continents (Chiffolleau, 2008; Deverre et Lamine, 2010; Van der Ploeg *et al.*, 2012; Watts *et al.*, 2005). Par ailleurs, les producteurs sont de plus en plus incités par les institutions de développement à s'impliquer dans les organisations censées les représenter et à répondre collectivement à des appels d'offres visant à approvisionner les marchés locaux ou les institutions d'aide. En parallèle, cette évolution s'est traduite par la montée en puissance de l'*urban food planning* ou des *city region food systems* (CRFS)²², avec des choix forts en matière d'avitaillement/ravitaillement territorialisé de la part des institutions locales et régionales concernées (Pothukuchi et Kaufman, 1999). Dès le début de la décennie 2000, la FAO a mis en place son programme « Food into cities²³ », avant d'inscrire, depuis 2010, dans ses plans d'action « des aliments pour les villes » comme priorité. Ceci constitue une nouveauté, car les défis de l'approvisionnement étaient surtout posés pour les contextes ruraux.

Dans son article « La contribution de l'agriculture urbaine à l'approvisionnement alimentaire de La Havane », Riadh Mestiri montre comment une action politique de grande ampleur conduit à la construction progressive d'un système agraire urbain, en réponse à une situation d'isolement géo-économique très handicapante. Cependant, l'objectif stratégique d'assurer

22 Un « système alimentaire ville-région » peut être défini comme « un ensemble complexe de réseaux d'acteurs, de processus et de relations ayant trait à la production alimentaire, la transformation, la commercialisation, le marketing et la consommation au sein d'une région géographique donnée ayant, plus ou moins, un centre urbain concentré, des périphéries urbaines et un hinterland rural ; un ensemble régional au sein duquel des flux de personnes, de biens et de services écosystémiques sont gérés » (Blay-Palmer *et al.*, 2018, p. 3, traduction de l'auteur).

23 <http://www.fao.org/fcit/food-marketing/fr/> (consulté en novembre 2018).

la couverture des besoins alimentaires de la population de la capitale reste difficile à atteindre en dépit d'un engagement étatique appuyé: d'abord, par une phase de redistribution des terres et de coopérativisme et, plus récemment, par l'innovation agronomique des *organopónicos* et l'ouverture conjointe de marchés de proximité.

De tels exemples de reconfiguration des systèmes alimentaires, autour d'une assise territoriale de proximité, sont désormais nombreux, de l'Europe à l'Amérique latine: ils sont l'expression d'une convergence forte entre mouvements favorables à la reconnaissance de certaines formes contractuelles d'agriculture paysanne et biologique, à la souveraineté alimentaire et à l'économie sociale et solidaire. Il est évident que ce basculement ne se fera pas sans une implication forte des pouvoirs publics (*via* la mise en place de mécanismes juridiques), à l'instar du Programme d'acquisition des aliments (PAA)²⁴, par les structures associatives et publiques communales (restaurants populaires, écoles, crèches, prisons) au Brésil (Moruzzi Marques et Le Moal, 2015), qui favorise les petits producteurs locaux.

Outre les notions de relation et de circulation, le deuxième élément clé pour relire les systèmes d'approvisionnement est celui des logiques et des pratiques des acteurs impliqués (Hatcheu Tchawe, 2003), dessinant autant de rapports de pouvoir. Au cœur des connexions entre systèmes de production et de distribution, entre espaces ruraux et marchés urbains, se dessinent de multiples formes de relation, d'alliance, de dépendance où d'arrangement (Robineau, 2013): entre producteurs/organisations paysannes et commerçants, entre élites marchandes et politiques, entre acteurs humanitaires et publics. Quel que soit le niveau de développement, de sécurité ou de stabilité d'une zone donnée, l'approvisionnement se décline autour d'un ensemble d'activités nécessitant des compétences techniques, un bon capital relationnel et une adaptabilité importante.

Quant aux normes et aux règlements, ils ne sont pas à négliger. S'ils jouent un rôle marquant en période de crise, allant presque jusqu'à régenter les

24 Il constituait l'une des composantes du programme « Faim zéro » mis en place par le gouvernement Lula à partir de 2003.

interventions des acteurs étatiques et humanitaires²⁵ (Enten, 2017), les choses paraissent moins contraignantes du point de vue des réseaux marchands locaux et régionaux : ces derniers bénéficient souvent de conditions plus souples – dont ils choisissent même parfois de s'affranchir – du fait de relations privilégiées avec l'appareil étatique ou d'une position oligopolistique (Poussart-Vanier, 2006). Dans les faits, ce sont eux qui assurent bien souvent la logistique de redistribution de l'aide²⁶. Le bilan des promesses non tenues, pendant la crise alimentaire de 2007-2008, du point de vue des prix de détail, pour des denrées importées ayant bénéficié d'exonération de taxes à l'importation, est peu flatteur pour ces derniers (Janin, 2008).

Enfin, cette question des pouvoirs marchands est au cœur de l'analyse de Samuel Pinaud des dynamiques observées dans un espace sahélo-soudanien dans l'Est du Burkina Faso « Le commerçant, le paysan et la distribution du pouvoir de marché dans la Gnagna (Burkina Faso) ». Cette « distribution du pouvoir de marché » est étudiée, à partir d'une enquête de terrain auprès de commerçants céréaliers, à trois niveaux : celui de la structure des échanges, celui de l'organisation sociale du commerce et celui des stratégies mises en œuvre. Ce pouvoir de marché ne se limite pas à un avantage informationnel, mais bénéficie aussi de la saisonnalité des disponibilités, des transferts et des spéculations. Plus dommageable pour les petits producteurs familiaux concernés, si la concurrence entre commerçants n'est pas absente, elle est socialement régulée, notamment en termes de prix. On se situe donc loin du cadre souhaité par les politiques favorables à l'amélioration du fonctionnement du marché.

En guise de conclusion, on pourrait insister sur deux points peu abordés dans ce dossier. Les évolutions des modes de production, de transformation et de consommation alimentaires vont se faire, à des rythmes différents, avec à terme, un pouvoir accru de décision de la part du mangeur-acteur, au prix

25 Particulièrement visible depuis l'élaboration d'un cadre harmonisé d'analyse et de traitement des crises alimentaires et nutritionnelles (Integrated Food Security and Humanitarian Phase Classification), élaboré conjointement par la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM) dès 2006, et régulièrement amélioré depuis (Partenaires globaux IPC, 2012).

26 En contrepartie, il convient aussi de rappeler les contraintes auxquelles ils font souvent face : accès difficile au crédit bancaire, quantité et qualité incertaines lors de la collecte de denrées locales, vétusté des infrastructures de transport, multiplicité des contrôles policiers et des taxations abusives (Pourcet, 1986 ; Egg et Herrera, 1998).

de luttes importantes avec les autres pouvoirs constitués. En contrepartie, et avec lui, viendront s'exprimer des aspirations multiples, parfois difficiles à satisfaire, susceptibles de créer de l'instabilité ou de la contradiction : entre qualité nutritionnelle, accessibilité économique, empreinte environnementale et valorisation sociétale, quelles priorités l'emporteront ? On pressent déjà également que des actions – et des politiques – plus efficaces, plus durables et mieux acceptées²⁷ passeront sans aucun doute par une meilleure contextualisation et territorialisation. Avec elles s'ouvre donc tout un champ de réflexion sur les manières de faire interagir – et non plus d'opposer – des systèmes alimentaires pluriels pour une meilleure sécurisation.

L'AUTEUR

Pierre Janin

Docteur (Habilitation à diriger des recherches – HDR) en géographie, Pierre Janin est chercheur à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Il a dirigé l'UMR Développement et Sociétés entre juillet 2013 et décembre 2018. Ses recherches de terrain, menées en Afrique de l'Ouest et du Centre, s'inscrivent dans le champ du développement et, plus spécifiquement, des questions agricoles et alimentaires, de la lutte contre l'insécurité alimentaire et de la gouvernance des crises alimentaires et nutritionnelles. Entre 2014 et 2017, il a coordonné un projet de recherche partenarial public-privé (université Paris 1/ Groupe Nutriset) consacré à la sécurisation et la satisfaction alimentaires avec des jeunes chercheurs et chercheuses. Il est corédacteur en chef de la *Revue internationale des études du développement* depuis juin 2015.

A récemment publié

Janin P., 2018, « Les politiques alimentaires : réponse au risque ou facteur d'insécurité ? », dans Grégoire E., Kobiané J.-F., Lange M.-F. (dir.), *L'État réhabilité : les nouvelles politiques publiques en Afrique de l'Ouest et du Centre*, Paris, Karthala, p. 165-188, <http://hal.ird.fr/ird-01525293/document> (consulté en novembre 2018).

Janin P., 2016, *Une géographie de l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. Temporalités et spatialités du risque et de la décision*, Habilitation à diriger des recherches, Paris, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Janin P., 2015, « Nouvelles analyses des crises alimentaires en Afrique de l'Ouest », *BASE*, vol. 19, n° 3, p. 200-300, <http://www.pressesagro.be/base/index.php/base/article/download/1263/769> (consulté en novembre 2018).

Dury S., Janin P. (dir.), 2012, « La sécurisation alimentaire en Afrique : enjeux, controverses et modalités », *Cahiers Agricultures*, vol. 21, n° 5, p. 281-384.

²⁷ Donc sensibles à la différence des besoins et des attentes comme de la diversité à maintenir de l'offre (Hinrichs, 2003).

BIBLIOGRAPHIE

- Abo-El-Wafa H., Yeshitela K., Pauleit S., 2017, « Exploring the Future of Rural–Urban Connections in Sub-Saharan Africa: Modelling Urban Expansion and Its Impact on Food Production in the Addis Ababa Region », *Geografisk Tidsskrift-Danish Journal of Geography*, vol. 117, n° 2, p. 68-81. DOI: 10.1080/00167223.2017.1350926
- Acloque Desmulier D., Gasselin P., Rouillé d'Orfeuil H. (dir.), 2014, « Agricultures familiales : trajectoires, modernités et controverses (I) », *Revue Tiers Monde*, n° 220. DOI: 10.3917/rtm.220.0011
- AFD (Agence française de développement), 2015, *Les profondes mutations des consommations alimentaires en Afrique*, Question de développement, Paris, AFD, juin, <https://www.afd.fr/fr/les-profondes-mutations-des-consommations-alimentaires-en-afrique> (consulté en novembre 2018).
- Allen P., Sachs C., 2009, « Women and Food Chains: The Gendered Politics of Food », *International Journal of Sociology of Food and Agriculture*, vol. 15, n° 1, p. 1-23.
- Amanor K. S., 2009, « Global Food Chains, African Smallholders and World Bank Governance », *Journal of Agrarian Change*, vol. 9, n° 2, p. 247-262. DOI: 10.1111/j.1471-0366.2009.00204.x
- Araujo Bonjean C., Brunelin S., Simonet C., 2010, *Prévenir les crises alimentaires au Sahel: des indicateurs basés sur les prix de marché*, Document de travail, n° 95, Paris, AFD, <https://issuu.com/objectif-developpement/docs/095-document-travail> (consulté en novembre 2018).
- Arditi C., Janin P., Marie A. (dir.), 2011, *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali: réalités et faux semblants*, Paris, Karthala.
- Ariyo Ayodele J., Voh J. P., Ahmed B., 2001, *Long-Term Change in Food Provisioning and Marketing in the Kano Region, 1960-2000*, Working Paper, n° 34, Crewkerne, Drylands Research, <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.522.8128&rep=rep1&type=pdf> (consulté en novembre 2018).
- Armendáriz V., Armenia S., Atzori A. S., 2016, « Systemic Analysis of Food Supply and Distribution Systems in City-Region Systems: An Examination of FAO's Policy Guidelines towards Sustainable Agri-Food Systems », *Agriculture*, vol. 6, n° 4, p. 65. DOI: 10.3390/agriculture6040065
- Aragrande M., 1997, « Les approches disciplinaires de l'analyse des SADA », *Aliments dans les villes*, Rome, FAO, <http://www.fao.org/3/a-x0268f.pdf>(consulté en novembre 2018).
- Berton-Ofouémé Y., 2017, *L'accès à l'alimentation dans les grandes villes (Asie, Afrique, Caraïbes)*, Paris, L'Harmattan.
- Bertrand J.-P., Théry H., Waniez P., 1991, « Les Japonais et la mise en valeur des Cerrados au Brésil: pour quelle maîtrise de l'espace et de l'approvisionnement alimentaire ? », *Économie rurale*, n° 202-203, p. 58-64, <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010012181> (consulté en novembre 2018).

- Bilinsky P., Swindale A., 2005, *Months of Inadequate Household Food Provisioning (MIHFP) for Measurement of Household Food Access: Indicator Guide*, Washington, FANTA/USAID/FHI 360, https://www.fantaproject.org/sites/default/files/resources/MAHFP_June_2010_ENGLISH_v4.pdf (consulté en novembre 2018).
- Blay-Palmer A., Santini G., Dubbeling M. et al., 2018, « Validating the City Region Food System Approach: Enacting Inclusive, Transformational City Region Food Systems », *Sustainability*, vol. 10, n° 5, p. 1680. DOI: 10.3390/su10051680
- Bognon S., 2014, *Les transformations de l'approvisionnement alimentaire dans la métropole parisienne. Trajectoire socio-écologique et construction de proximités*, thèse de doctorat en géographie, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01175746/file/SBognon_these.pdf (consulté en novembre 2018).
- Bonnecase V., 2016, « Le goût du riz. Une valeur sensorielle et politique au Burkina Faso », *Genèses*, vol. 3, n° 104, p. 7-29. DOI: 10.3917/gen.104.0007
- Bourmaud D., Darbon D., 1990, « La politique du pain: les mots et les choses (Kenya et Zimbabwe) », *Politique africaine*, n° 37, p. 32-44, <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/037032.pdf> (consulté en novembre 2018).
- Bricas N., Pichot J.-P., Wack A.-L. (dir.), 2004, « L'alimentation des villes », *Cahiers Agricultures*, vol. 13, n° 1, p. 8-165, <http://revues.cirad.fr/index.php/cahiers-agricultures/issue/view/3285> (consulté en novembre 2018).
- Bricas N., Tchamda C., Martin P., 2016, « Les villes d'Afrique de l'Ouest et du Centre sont-elles si dépendantes des importations alimentaires? », *Cahiers Agricultures*, vol. 25, n° 5. DOI: 10.1051/cagri/2016036
- CAAAQ (Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Québec), 2008, *Agriculture et agroalimentaire: assurer et bâtir l'avenir*, Rapport final, Québec, CAAAQ, <http://www.caaaq.gouv.qc.ca/documentation/rapportfinal.fr.html> (consulté en novembre 2018).
- Calas B., 1999, « Les paradoxes des rapports villes-campagnes à travers l'analyse du ravitaillement kampalais », dans Chaléard J.-L., Dubresson A. (dir.), *Villes et campagnes dans les pays du Sud. Géographie des relations*, Paris, Karthala, p. 88-103.
- Chaléard J.-L., Moustier P., Leplaideur A., 2002, « L'approvisionnement vivrier des villes en Guinée: entre fragilité et dynamisme », *Autrepart*, vol. 3, n° 23, p. 5-23. DOI: 10.3917/autr.023.0005
- Chaumet J.-M., 2015, « Nourrir la Chine: géopolitique d'un défi alimentaire », *Hérodote*, vol. 1, n° 156, p. 73-92. DOI: 10.3917/her.156.0073
- Chaumet J.-M., Pouch T., 2017, *La Chine au risque de la dépendance alimentaire*, Rennes, PUR.
- Chevalier S., 2015, « Food, Malls and the Politics of Consumption: South Africa's New Middle Class », *Development Southern Africa*, vol. 32, n° 1, p. 118-129. DOI: 10.1080/0376835X.2014.965388

- Chiffolleau Y., 2008, « Les circuits courts de commercialisation en agriculture : diversité et enjeux pour le développement durable », dans Maréchal G. (dir.), *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*, Dijon, Educagri Éditions, p. 21-30.
- Cossi Hinnou L., Mongbo Roch L., Sanyang S. et al., 2016, « Plateforme d'innovation et gouvernance des chaînes de valeur du riz local au Bénin : entre jeux de pouvoir et démocratie interne », 10^e Journées de recherches en sciences sociales, Paris-La Défense, Inra/Sfer/Cirad, 8-9 décembre.
- Coussy J., 1990, « Politiques agro-alimentaires et programmes d'ajustement structurel en Afrique sub-saharienne », dans Blanc-Pamard C., Bonfond P., Couty P. et al. (dir.), *Dynamiques des systèmes agraires : la dimension économique*, Paris, Orstom, p. 13-37, <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:30728> (consulté en novembre 2018).
- Crush J., Frayne B., 2011, « Supermarket Expansion and the Informal Food Economy in Southern African Cities: Implications for Urban Food Security », *Journal of Southern African Studies*, vol. 37, n° 4, p. 781-807. DOI: 10.1080/03057070.2011.617532
- Delisle H., 1998, « La sécurité alimentaire, ses liens avec la nutrition et la santé », *Revue canadienne d'études du développement*, vol. 19, n° 4, p. 307-329. DOI: 10.1080/02255189.1998.9669789
- Deverre C., Lamine C., 2010, « Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales », *Économie rurale*, n° 317, p. 57-73. DOI: 10.4000/economierurale.2676
- Egg J., Herrera J. (dir.), 1998, « Échanges transfrontaliers et intégration régionale en Afrique subsaharienne », *Autrepart*, n° 6, <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010014748> (consulté en novembre 2018).
- Elbehri A. (dir.), 2013, *Rebuilding West Africa's Food Potential: Policies and Market Incentives for Smallholder-Inclusive Food Value Chains*, Rome, FAO, <http://www.fao.org/docrep/018/i3222e/i3222e00.htm> (consulté en novembre 2018).
- Engels B., 2015, « Contentious Politics of Scale: The Global Food Price Crisis and Local Protest in Burkina Faso », *Social Movement Studies*, vol. 14, n° 2, p. 180-194. DOI: 10.1080/14742837.2014.921148
- Enten F., 2017, « Temporalités des systèmes d'alerte précoce et extraversion de l'État éthiopien (2003-2016) », *Politique africaine*, vol. 1, n° 145, p. 65-83. DOI: 10.3917/polaf.145.0065
- Festas L., 2006, *Enjeux et dynamiques du commerce de produits alimentaires à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) et Tamale (Ghana)*, Nanterre, université Paris 10-Nanterre.
- Fofiri Nzossié É.-J., 2013, *Les déterminants de l'offre alimentaire vivrière dans les villes du Nord du Cameroun*, thèse de doctorat en géographie économique, Ngaoundéré, université de Ngaoundéré, <http://agritrop.cirad.fr/575093/> (consulté en novembre 2018).
- Franqueville A., 1997, « Les espaces géographiques du ravitaillement urbain. Cadre conceptuel », *Aliments dans les villes*, Rome, FAO, <http://www.fao.org/3/a-x6987f.pdf> (consulté en novembre 2018).

- Frayne B., 2010, « Pathways of Food: Mobility and Foodtransfers in Southern African Cities », *International Development Planning Review*, vol. 32, n° 3-4, p. 291-310. DOI : 10.3828/idpr.2010.10
- Fromageot A., 2005, « Dépasser l'enclavement: le maraîchage des savanes et l'approvisionnement d'Abidjan », *Espace, populations, sociétés*, n° 1, p. 83-98. DOI: 10.4000/eps.2726
- Galtier F., Vindel B. (collab.), 2012, *Gérer l'instabilité des prix alimentaires dans les pays en développement: une analyse critique des stratégies et des instruments*, Paris, AFD, <https://umr-moisacirad.fr/content/download/5534/38047/version/1/file/Generer%27instabilité+de+s+prix+alimentaires+dans+les+pays+en+développement.pdf> (consulté en novembre 2018).
- Goossens F., Minten B., Tollens É., 1994, *Nourrir Kinshasa. L'approvisionnement local d'une métropole africaine*, Paris, L'Harmattan.
- Guyer J. I. (dir.), 1987, *Feeding African Cities: Studies in Regional Social History*, Manchester, Manchester University Press.
- Hatcheu Tchawe E., 2003, *L'approvisionnement et la distribution alimentaires à Douala (Cameroun): logiques sociales et pratiques spatiales des acteurs*, thèse de doctorat en géographie, Paris, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, <http://www.cartographie.ird.fr/publi/Hatcheu.pdf> (consulté en novembre 2018).
- Hattemer C., Sierra A., 2012. « L'approvisionnement alimentaire de Lima au défi de la planification stratégique », *13^e Conférence N-Aerus, La ville inégale, espace contestés, gouvernance en tension*, Paris, Gemdev/université Paris 8/UMR Prodig, 22-24 novembre.
- Héron R., 2016, *Les mangeurs urbains burkinabè, entre satisfaction et sécurisation alimentaires*, thèse de doctorat en socio-anthropologie, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01578922> (consulté en novembre 2018).
- Hinrichs C. C., 2013, « Regionalizing Food Security? Imperatives, Intersections and Contestations in a Post-9/11 World », *Journal of Rural Studies*, vol. 29, n° 4, p. 7-18. DOI: 10.1016/j.jrurstud.2012.09.003
- Hinrichs C. C., 2003, « The Practise and Politics of Food System Localization », *Journal of Rural Studies*, vol. 19, n° 1, p. 33-45. DOI: 10.1016/S0743-0167(02)00040-2
- Hossain N., Kalita D., 2014, « Moral Economy in a Global Era: The Politics of Provisions During Contemporary Food Price Spikes », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 41, n° 5, p. 815-831. DOI: 10.1080/03066150.2014.895328
- Hubert B., 2006, « Introduction. Sécuriser l'alimentation de la planète », dans Hubert B., Clément O. (dir.), *Le monde peut-il nourrir tout le monde ? Sécuriser l'alimentation de la planète*, Paris/Versailles, IRD Éditions/Éditions Quae, p. 11-22.
- Hugon P., 1997, « Pluralité des filières d'approvisionnement alimentaire dans les villes d'Afrique francophone », *Aliments dans les villes*, Rome, FAO, <http://www.fao.org/3/a-x0269f.pdf> (consulté en novembre 2018).
- Hrabanski M., 2011, « Souveraineté alimentaire. Mobilisations collectives agricoles et instrumentalisations multiples d'un concept transnational », *Revue Tiers Monde*, vol. 3, n° 207, p. 151-168. DOI: 10.3917/rtm.207.0151

- Janin P., 2018, « Les politiques alimentaires en Afrique de l'Ouest : réponse au risque ou facteur d'insécurité? », dans Grégoire E., Kobiané J.-F., Lange M.-F. (dir.), *L'État réhabilité en Afrique. Réinventer les politiques publiques à l'ère néolibérale*, Paris, Karthala, p. 165-188, <http://hal.ird.fr/ird-01525293/document> (consulté en novembre 2018).
- Janin P., 2008, « "Le soleil des indépendances (alimentaires)" ou la mise en scène de la lutte contre la faim au Mali et au Sénégal », *Hérodote*, n° 131, p. 92-117. DOI: 10.3917/her.131.0092
- Karg H., Drechsel P., Akoto-Danso E. K. et al., 2016, « Foodsheds and City Region Food Systems in Two West African Cities », *Sustainability*, vol. 8, n° 12, p. 1175. DOI: 10.3390/su8121175
- Kelly S., Swensson L. F. J., 2017, *Leveraging Institutional Food Procurement for Linking Small Farmers to Markets: Findings from WFP's Purchase for Progress Initiative and Brazil's Food Procurement Programmes*, Rome, FAO, <http://www.fao.org/3/a-i7636e.pdf> (consulté en novembre 2018).
- Kloppenborg J., Hendrickson J., Stevenson G. W., 1996, « Coming in to the Foodshed », *Agricultural and Human Values*, vol. 13, n° 3, p. 33-42, <http://www.cias.wisc.edu/wp-content/uploads/2008/07/comingin1.pdf> (consulté en novembre 2018).
- Labonne M., 1986, « L'autosuffisance alimentaire en question », dans Bricas N., Courade G., Coussy J. et al. (dir.), *Nourrir les villes en Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan, p. 357-367, <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:23934> (consulté en novembre 2018).
- Lavers T., 2013, « Food Security and Social Protection in Highland Ethiopia: Linking the Productive Safety Net to the Land Question », *Journal of Modern African Studies*, vol. 51, n° 3, p. 459-485. DOI: 10.1017/S0022278X13000402
- Luo J., Ji C., Qiu C., Jia F., 2018, « Agri-Food Supply Chain Management: Bibliometric and Content Analyses », *Sustainability*, vol. 10, n° 5, p. 1573. DOI: 10.3390/su10051573
- Luttringer C., 2018, « Le ciblage des politiques agricoles en Inde : les implications pour les paysans du système d'approvisionnement public », dans Ancey V., Chevalier P., Sourisseau J.-M. (dir.), *Cahiers Agricultures*, vol. 26, n° 4. DOI: 10.1051/cagri/2017027
- Maestre M., Poole N., Henson S., 2017, « Assessing Food Value Chain Pathways, Linkages and Impacts for Better Nutrition of Vulnerable Groups », *Food Policy*, n° 68, p. 31-39. DOI: 10.1016/j.foodpol.2016.12.007
- Mander H., 2015, *State Food Provisioning as Social Protection. Debating India's National Food Security Law*, Right to Food Study, Rome, FAO, <http://www.fao.org/3/a-i4957e.pdf> (consulté en novembre 2018).
- Marsden T., Banks J., Bristow G., 2000, « Food Supply Chain Approaches: Exploring Their Role in Rural Development », *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, p. 425-438. DOI: 10.1111/1467-9523.00158
- Mormont C., 2007, « Pourquoi un programme centré sur la souveraineté alimentaire », dans Charlier S., Warnotte G. (dir.), *La souveraineté alimentaire : regards croisés*, Louvain-la-Neuve, UCL/Presses universitaires de Louvain, p. 9-10.

- Moruzzi Marques P. E., Le Moal M. F., 2015, « Le Programme d'acquisition d'aliments (PAA) au Brésil: l'agriculture locale et familiale au cœur de l'action publique en vue de la sécurité alimentaire », *Vertigo*, vol. 14, n° 1. DOI: 10.4000/vertigo.14824
- Mottet E., 2016, « Autosuffisance et sécurisation alimentaire chinoise: quelle stratégie régionale? », *Diplomatie*, n° 79, p. 87-91.
- Moustier P., 1999, « Complémentarité entre agriculture urbaine et agriculture rurale », dans Smith O. B. (dir.), *Agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest: une contribution à la sécurité alimentaire et à l'assainissement des villes*, Ottawa/Wagenigen, CRDI/CTA, p. 41-55, <https://www.idrc.ca/fr/book/agriculture-urbaine-en-afrique-de-louest-une-contribution-la-securite-alimentaire-et> (consulté en novembre 2018).
- Moustier P., Renting H., 2015, « Urban Agriculture and Short Chain Food Marketing in Developing Countries », dans De Zeeuw H., Drechsel P. (dir.), *Cities and Agriculture: Developing Resilient Urban Food Systems*, New York, Earthscan Routledge, p. 121-138, http://publications.cirad.fr/une_notice.php?dk=580432 (consulté en novembre 2018).
- Nally D., 2011, « The Biopolitics of Food Provisioning », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 36, n° 1, p. 37-53. DOI: 10.1111/j.1475-5661.2010.00413.x
- OCDE, 2013, « Peuplement, marché et sécurité alimentaire », *Cahiers de l'Afrique de l'Ouest*, Paris, OCDE, <http://www.oecd.org/fr/publications/peuplement-marche-et-securite-alimentaire-9789264187412-fr.htm> (consulté en novembre 2018).
- Ostrom M. R., 2009, « Community Supported Agriculture as an Agent of Change », dans Hinrichs C. C., Lyson T. A. (dir.), *Remaking the North American Food System: Strategies for Sustainability*, Lincoln, University of Nebraska Press, p. 99-120.
- Padilla M., 1997, « La sécurité alimentaire des villes africaines: le rôle des SADA », *Aliments dans les villes*, Rome, FAO, p. 24, <http://www.fao.org/DOCREP/003/AB788F/AB788F00.HTM> (consulté en novembre 2018).
- Padilla M., Bencharif A., 2001, « Approvisionnement alimentaire des villes: concepts et méthodes d'analyse des filières et marchés », dans Padilla M., Ben Saïd T., Hassainya J. *et al.*, (dir.), *Les filières et marchés du lait et dérivés en Méditerranée: état des lieux, problématique et méthodologie pour la recherche*, Montpellier, CIHEAM, p. 262-279, <http://om.ciheam.org/om/pdf/b32/CI011675.pdf> (consulté en novembre 2018).
- PAM (Programme alimentaire mondial), 2013, *Gestion de la chaîne d'approvisionnement des aliments nutritifs spécialisés*, Rome, PAM, https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp270426.pdf (consulté en novembre 2018).

- Parfitt J., Mark B., Macnaughton S., 2010, « Food Waste Within Food Supply Chains: Quantification and Potential for Change to 2050 », *Philosophical Transactions of the Royal Society B*, n° 365, p. 3065-3081. DOI: 10.1098/rstb.2010.0126
- Partenaires globaux IPC, 2012, *Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. Manuel technique version 2.0. Preuves et normes pour une meilleure prise de décision en sécurité alimentaire*, Rome, FAO, http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/1_IPC_Manual2_FR.pdf (consulté en novembre 2018).
- Petrini C., 2006, *Bon, propre et juste. Éthique de la gastronomie et souveraineté alimentaire*, Gap, Éditions Yves Michel.
- Porter G., Lyon F., Potts D., 2007, « Market Institutions and Urban Food Supply in West and Southern Africa: A Review », *Progress in Development Studies*, vol. 7, n° 2, p. 115-134. DOI: 10.1177/146499340600700203
- Pothukuchi K., Kaufman J. L., 1999, « Placing the Food System on the Urban Agenda: The Role of Municipal Institutions in Food Systems Planning », *Agriculture and Human Values*, vol. 16, n° 2, p. 213-224. DOI: 10.1023/A:1007558805953
- Pouch T., 2011, « La résurgence de la souveraineté alimentaire », *Économies et Sociétés*, AG, n° 10, p. 1719-1735, http://www.iamm.ciheam.org/ress_doc/opac_css/index.php?lvl=notice_display&id=32020 (consulté en novembre 2018).
- Pouch T., 2009, « Malaise dans l'approvisionnement alimentaire du monde », *Géoéconomie*, vol. 3, n° 50, p. 117-123. DOI: 10.3917/geoeoc.050.0117
- Pourcet G., 1986, « Le système d'approvisionnement d'Antananarivo en crise », dans Bricas N., Courade G., Coussy J. et al., *Nourrir les villes en Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan, p. 215-230.
- Poussart-Vanier M., 2006, *Jeux d'acteurs dans le système alimentaire burkinabè. Normes, conflits et compromis dans le marché céréalier et la gestion de l'aide alimentaire*, thèse de doctorat en sociologie, IEDES/université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers13-07/010041087.pdf (consulté en novembre 2018).
- Rapport H., 1993, « L'approvisionnement vivrier de Kinshasa (Zaire): stratégies d'adaptation à la crise du système alimentaire », *Cahiers de sciences humaines*, vol. 29, n° 4, p. 695-711, http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_4/sci_hum/39288.pdf (consulté en novembre 2018).
- Rastoin J.-L., 2015, « La sécurité alimentaire en Méditerranée: l'impératif d'une vision stratégique régionale », *Annales de l'Inrat*, n° 88, p. 144-163. DOI: 10.12816/0028860
- Rastoin J.-L., Gheris G., 2010, *Le système alimentaire mondial. Concepts et méthodes, analyses et dynamiques*, Versailles, Éditions Quae.

- Reinert K. A., 2015, « Food Security as Basic Goods Provision », *World Medical & Health Policy*, vol. 7, n° 3, p. 171-186. DOI: 10.1002/wmh3.151
- Rittel H. W. H., Webber M. M., 1973, « Dilemmas in a General Theory of Planning », *Policy Science*, vol. 4, n° 2, p. 155-169, <https://www.jstor.org/stable/4531523> (consulté en novembre 2018).
- Robineau O., 2013, *Vivre de l'agriculture dans la ville africaine. Géographie des arrangements entre acteurs à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso*, thèse de doctorat en géographie et aménagement de l'espace, Montpellier, université Paul-Valéry Montpellier 3, https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00917958/file/2013_robineau_arch.pdf (consulté en novembre 2018).
- Robineau O., Soulard C.-T., 2017, « Comprendre la complexité des liens ville-agriculture : intérêt d'une approche par le système agri-urbain. Le cas de Bobo-Dioulasso, Afrique de l'Ouest », *Nature Sciences Sociétés*, vol.1, n° 25, p. 36-47. DOI: 10.1051/nss/2017013
- Tawodzera G., 2013, « Rural-Urban Transfers and Household Food Security in Harare's Crisis Context », *Journal of Food and Nutritional Disorders*, vol. 2, n° 5. DOI: 10.4172/2324-9323.1000128
- Temple L., Ngassam S., Nkamleu G., 2009, « Filières d'approvisionnement en ignames de Douala et changements technologiques », *Économies et sociétés, développement, croissance et progrès*, AG, n° 31, p. 1899-1912, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00802701/document> (consulté en novembre 2018).
- Touzard J.-M., Temple L., 2012, « Sécurisation alimentaire et innovations dans l'agriculture et l'agroalimentaire : vers un nouvel agenda de recherche ? Une revue de la littérature », *Cahiers Agricultures*, n° 21, p. 293-301. DOI: 10.1684/agr.2012.0577
- Van der Ploeg J. D., Ye J., Schneider S., 2012, « Rural Development Through the Construction of New, Nested, Markets: Comparative Perspectives from China, Brazil and the European Union », *Journal of Peasant Studies*, vol. 39, n° 1, p. 133-173. DOI: 10.1080/03066150.2011.652619
- Wade I., Lançon F., 2015, « Urbanisation, changements des habitudes alimentaires et transformations rurales en Afrique de l'Ouest », *Global Development Network Conference: Agriculture for Sustainable Growth: Challenges and Opportunities for a New « Green Revolution »*, Benguérir, GDN, 11-13 juin, https://agritrop.cirad.fr/576436/1/Lancon-Urbanisation_changements-Com_2015.pdf (consulté en novembre 2018).
- Watts D. C. H., Ibery B., Maye D., 2005, « Making Reconnections in Agro-Food Geography: Alternative Systems of Food Provision », *Progress in Human Geography*, vol. 29, n° 1, p. 22-40. DOI: 10.1191/0309132505ph5260a

La performance de la chaîne de commercialisation des feuilles de manioc à Kinshasa et dans son hinterland¹

Papy Bonkena Bokombola
Patience Mpanzu Balomba

MOTS-CLÉS

feuilles de manioc, performance économique, commercialisation, Kinshasa

RÉSUMÉ

Cet article analyse la chaîne d'approvisionnement et de commercialisation des feuilles de manioc à Kinshasa alors que la plupart des travaux s'attachent à analyser les autres chaînes de valeur du manioc. Pour ce faire, une étude empirique a été réalisée auprès des acteurs directs et indirects situés aux différents niveaux de la chaîne de valeur des feuilles de manioc. Les résultats obtenus indiquent que les activités de production et de commercialisation de feuilles sont rentables dans les conditions actuelles de la zone d'étude, car toutes les charges supportées sont intégralement couvertes par les recettes, avec une marge bénéficiaire appréciable, et ce, quelles que soient les variétés de feuilles de manioc, la période de vente ou la zone de vente. Toutefois, la transformation est l'activité qui crée le plus de valeur et, par conséquent, les transformateurs sont ceux qui en prennent la plus grande part.

1 Les auteurs remercient la Délégation générale Wallonie-Bruxelles, l'École régionale post-universitaire d'aménagement et de gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux (ERAIFT), l'université de Liège (ULiège) pour les appuis institutionnel, financier et technique.

Introduction

La ville de Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC), connaît une croissance démographique rapide. En 2014, elle comptait officiellement un peu plus de 11,5 millions d'habitants (Ministère du Plan et INS, 2015), représentant environ 40 % de la population urbaine du pays, et sans doute beaucoup plus dans la réalité. Si les tendances actuelles se confirment, sous les effets conjugués de l'accroissement naturel (4 % par an) et des flux migratoires, Kinshasa devrait compter, à l'échéance des Objectifs de développement durable (ODD) en 2030, près de 20 millions d'habitants. Cette croissance a des incidences sur la production agricole et sur la sécurité alimentaire urbaine, et la ville de Kinshasa fait face à un triple défi : (i) du changement de la composition de la demande alimentaire sous l'effet de l'urbanisation, (ii) de la précarité et de la vulnérabilité croissantes des populations urbaines et (iii) de la demande alimentaire en constante augmentation, qui met à l'épreuve les modalités d'approvisionnement et nécessite des réadaptations incessantes (Broutin *et al.*, 2005).

L'incidence de la pauvreté à Kinshasa a certes été ramenée de 41,9 % en 2005 à 36,8 %² en 2012 (Enquête 1-2-3, 2012), mais l'insécurité alimentaire qui s'y observe depuis plusieurs années révèle une pauvreté croissante pour certains ménages urbains. Pour faire face au problème d'insécurité alimentaire et de pauvreté, plusieurs cultures vivrières sont pratiquées dans la zone périurbaine de Kinshasa, dont les plus cultivées et les plus consommées sont le manioc, le maïs, l'amarante, la tomate, l'aubergine, le concombre et les piments. M. Khonde (2001) rapporte que la contribution du manioc à l'alimentation de base est forte dans la mesure où il est produit, transformé, commercialisé et consommé dans toutes les provinces de la RDC, avec une contribution économique effective, en termes de revenu, grâce aux différents produits et services liés. Le manioc est cultivé pour ses racines tubérisées et ses feuilles qui constituent le premier légume consommé du pays (MAPE, 2009; Goossens, 1997; Khonde, 2001). Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), un ménage congolais consomme en moyenne près de 4 kg de feuilles de manioc par semaine. Damien Muteba (2014) indique que les feuilles de manioc sont un produit de consommation

2 Néanmoins ce chiffre cache une disparité, notamment au sein des groupes socio-démographiques et du secteur institutionnel des ménages.

courante et généralisée dans la plupart des rations alimentaires de base, pas uniquement dans les couches populaires ou paupérisées, mais pour tous les Kinois.

La plupart des études réalisées sur le manioc se sont focalisées sur les chaînes de valeur des racines. Or, l'absence criante d'études approfondies sur le fonctionnement des marchés des feuilles de manioc ne permet pas d'évaluer les performances réelles de la chaîne de commercialisation de ce produit à Kinshasa. L'analyse de la chaîne de commercialisation permet d'identifier, d'une part, les contraintes existantes à différents niveaux de la chaîne de valeur et, d'autre part, les solutions à promouvoir pour assurer un meilleur fonctionnement global.

Dans le cadre de la présente étude, les questions de recherche suivantes ont été soulevées: comment fonctionne la chaîne de valeur des feuilles de manioc à Kinshasa et dans son hinterland? Quels sont les circuits de commercialisation des feuilles à Kinshasa? Quels sont les coûts engagés, les marges dégagées et les valeurs ajoutées à chaque maillon de la chaîne de valeur? Autant de questions centrales auxquelles cet article entend apporter un éclairage factuel à partir d'une analyse en termes de répartition de la valeur entre les divers des acteurs impliqués dans la chaîne de valeur des feuilles de manioc aussi bien en zone urbaine que périurbaine.

1. Cadre théorique, matériels et zone d'étude

1.1. Cadre théorique de l'étude

La présente étude s'est appuyée sur l'approche « chaînes de valeur alimentaires » qui est de plus en plus utilisée pour revitaliser l'économie rurale et renforcer les systèmes alimentaires nationaux et locaux (FAO, 2015). Dans cette approche, les produits passent à travers une chaîne de valeur ou une séquence d'activités, avec une valeur ajoutée à chaque étape, depuis leur production jusqu'au marché final de consommation (Fries et Akin, 2004). L'analyse de la chaîne de valeur peut donc être considérée comme un des éléments fondamentaux pour comprendre la dynamique des marchés locaux, les relations internes d'échanges et de pouvoir ainsi que les principaux facteurs freinant ou favorisant l'agriculture urbaine et

périurbaine à Kinshasa. Elle comporte différentes méthodes, à chaque étape du processus, tout au long de la chaîne (Springer-Heinze, 2007; M4P, 2008; Vellema et Helmsing, 2011, EuropeAid, 2011), et implique, dans le cadre de cette étude, les préalables suivants: le choix du produit (feuilles de manioc), la cartographie de la chaîne de valeur (acteurs directs et indirects) et l'analyse économique de la chaîne de valeur (compte d'exploitation, valeur ajoutée et répartition entre les acteurs).

1.2. Matériels et analyse de l'information

Les données utilisées proviennent des enquêtes réalisées d'août à décembre 2016, puis complétées en juin 2017. Par choix raisonné (Yao, 2005), un échantillon de quarante-huit acteurs, directement impliqués (producteurs, transformateurs et commerçants) dans la chaîne de commercialisation des feuilles de manioc dans la ville de Kinshasa, a été enquêté. Le choix a porté sur les acteurs relativement performants et supposés compétitifs. Les informations complémentaires ont été obtenues par entretiens – parfois informels – auprès de douze acteurs indirects (prestataires de services et agents du secteur public).

Pour enrichir les analyses, permettre les comparaisons et apprécier la relation prix-quantité dans ce commerce, nous avons eu recours à des pesées – à l'aide d'une balance électronique – de diverses unités et mesures locales de vente dans les différents marchés, afin d'établir une table des équivalences en poids des unités locales. Dans le cadre de l'analyse financière, on a pu établir une estimation des coûts engagés et des marges bénéficiaires dégagés par les acteurs au niveau de chaque maillon. Pour chacun des acteurs identifiés (producteur, commerçant et transformateur), l'analyse financière est réalisée en considérant les charges supportées, les quantités produites ou commercialisées, et les prix de vente.

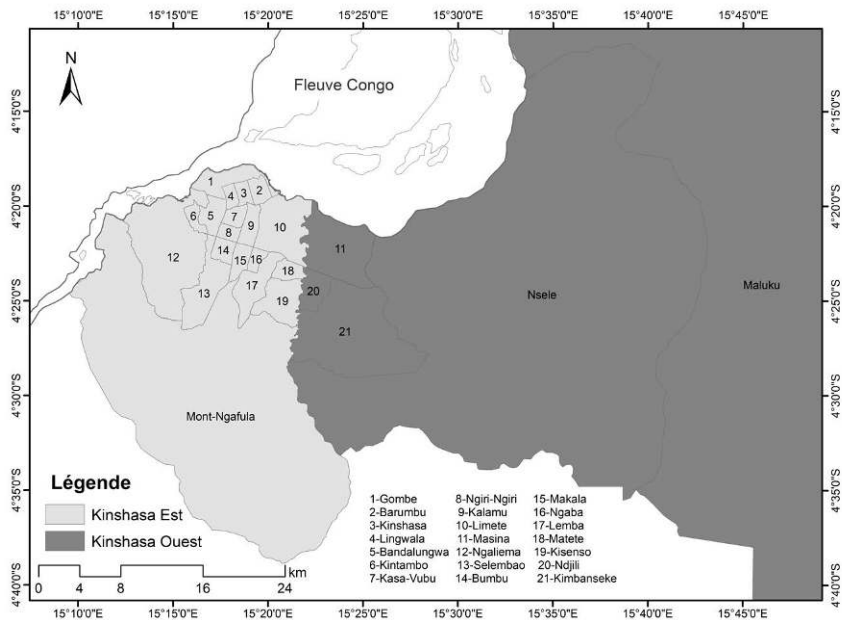
1.3. Zone d'étude

L'étude a été menée à Kinshasa (urbain et périurbain). Située à une altitude moyenne comprise entre 280 à 350 m, la ville de Kinshasa est administrativement subdivisée en quatre districts (Tshangu, Mont Amba, Funa et Lukunga) et vingt-quatre communes. Dans le cadre de la présente étude, nous avons considéré deux zones: Kinshasa-Ouest et Kinshasa-Est (fig. 1).

Kinshasa-Ouest englobe trois districts (Mont Amba, Lukunga et Funa) et dépend, pour ses approvisionnements alimentaires, de sa propre production, mais aussi et surtout du territoire de Kasangulu (province du Kongo Central, frontalier de Kinshasa). Kinshasa-Est comprend le grand district de la Tshangu, composé de cinq communes (N’djili, Kimbanseke, Masina, Nsele et Maluku). Trois sites périurbains (plateau des Batéké, Mangengenge et N’djili Brasserie) servent de foyers de production des feuilles de manioc. Kinshasa-Est est aussi approvisionnée par les provinces du Kwango et du Kwilu.

Les investigations sur la commercialisation ont été réalisées dans les parkings³ qui servent de marchés secondaires et dans les marchés tertiaires (Matete, Gambela, Lemba, Bitabe). L’enquête sur la transformation a ciblé les « supermarchés » et les ateliers (unités) de transformation de feuilles de manioc.

Figure 1: Zone d'étude



Source: Bonkena B. P., Messina J.-P., 2018.

3 Matadi Kibala, UPN et Rond Point Ngaba, à l'ouest; Matamba, Bitabe et Matete, à l'est de la ville.

2. Cartographie des acteurs de la chaîne de valeur des feuilles de manioc

Trois catégories génériques d'acteurs ont été identifiées dans la zone d'étude : (i) les opérateurs au sein de la chaîne de valeur, (ii) les prestataires de services et (iii) les agents de services publics. La présence de certains acteurs, les prestataires de services notamment, est attestée de longue date (Tollens, 2003) et reste essentielle au fonctionnement des circuits de commercialisation. Ces acteurs viennent en effet suppléer les défaillances de l'État à organiser le système d'approvisionnement de Kinshasa en assurant, par des adaptations permanentes aux contraintes et aux risques multiples, plusieurs fonctions (technico-commerciale, administrative, financière, sécuritaire, etc.) cruciales au fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement de la ville de Kinshasa en feuilles de manioc.

Les acteurs directs identifiés au sein de la chaîne se répartissent comme suit : 11 producteurs, 29 commerçants (dont environ 52% de grossistes) et 8 transformateurs. En outre, 12 acteurs indirects ont été rencontrés, dont 7 prestataires de services (équipages, transporteurs, gestionnaire de parking) et 4 agents de services publics.

2.1. Les acteurs directement impliqués

Les principaux opérateurs sur la chaîne sont des acteurs privés qui produisent, transforment, stockent, commercialisent et achètent le produit. Ce groupe englobe les producteurs, les transformateurs, les commerçants (grossistes et détaillants) et les consommateurs finaux. Chaque opérateur est, à un moment donné, propriétaire du produit commercialisé.

2.1.1. Les producteurs

Les producteurs sont en amont de la chaîne et assurent l'approvisionnement de tous les autres acteurs. Les investigations menées ont permis d'identifier deux catégories de producteurs dans la zone périurbaine de Kinshasa, selon la variété de feuille produite : les premiers sont spécialisés dans la production de *Manihot esculenta* et les seconds produisent le *Manihot glaziovii*.

Le *Manihot esculenta*, communément appelé « pondou ya kongo », est principalement produit pour la récolte des racines tubéreuses dont les feuilles

constituent une production secondaire, car, généralement, les variétés à cultiver sont choisies en fonction de leur rendement en racines et non en feuilles. Selon les producteurs interrogés, quatre variétés permettent d'obtenir des feuilles de bonne qualité (« Kolodingumbi », « Nsumbakani », « Inga » et « Malibwata »). Par contre, ce sont les variétés « Sassou », « Mobutu » et « Pelubuya » qui permettent de récolter de grandes quantités des feuilles de manioc. Il convient de noter que toutes ces variétés sont locales et n'ont pas d'équivalent en latin scientifique. Certaines d'entre elles sont réputées disparues, comme la variété « Pelubuya », mais sont encore utilisées par certains producteurs.

Le *Manihot glazzioui*, ou « pondu ya caoutchouc », est uniquement cultivé pour la production des feuilles, car il ne donne pas de tubercules. Cette variété est cultivée sur de grandes superficies, notamment sur le site de Mangenge, dans la commune de Maluku, mais aussi dans des parcelles d'habitation en zone urbaine de Kinshasa.

2.1.2. Les transformateurs

Ces acteurs transforment les feuilles fraîches de manioc en feuilles moulues ou en plat de feuilles préparées appelé « pondu », plat épicé typiquement Kinois. Dans la zone d'étude, trois catégories de transformateurs ont été identifiées.

Les transformateurs-commerçants ayant des unités de transformation de feuilles entières en feuilles moulues rachètent les feuilles fraîches auprès des producteurs, les transforment pour leur propre compte en feuilles moulues congelées avant de vendre le produit fini sur le marché comme tous les commerçants. Il convient de noter que, à Kinshasa, les feuilles de manioc moulues congelées sont vendues aux supermarchés, aux organisations religieuses, etc.

Les transformateurs-prestataires de services disposent d'unités de transformation (mécanique) qui ne traitent que les feuilles des tiers moyennant le paiement des frais d'usinage : 0,25 USD pour une botte de feuilles de 1 kg. Ces unités de transformation locales ont souvent une faible capacité horaire de production. Il s'agit souvent d'unités de transformation individuelles disséminées autour des marchés urbains et municipaux, dont les clients

privilégiés sont des ménages et des préparatrices, venues s'approvisionner en feuilles de manioc.

Les transformateurs-restaurateurs rachètent les feuilles auprès des commerçants grossistes ou des détaillants, les transforment auprès des transformateurs-prestataires de services avant de les préparer en pondou. Ce type de transformation s'effectue dans des restaurants « modernes » (cas des départements de restauration des supermarchés) et dans des « restaurants de fortune », connu sous le jargon de « *malewa*⁴ ».

2.1.3. Les commerçants

La distribution des feuilles de manioc peut être réalisée soit directement par le producteur, soit par le transformateur, soit par les commerçants (grossistes et détaillants). Le premier peut agir parfois comme un commerçant grossiste et, plus rarement, comme un transformateur de feuilles fraîches en feuilles moulues, avant de les vendre aux commerçants détaillants ou directement aux consommateurs.

Les commerçants grossistes de Kinshasa qui s'approvisionnent le plus souvent en milieu rural – et périurbain – déchargent leurs produits sur les parkings (cas du marché Matamba, à l'est, et de l'UPN, à l'ouest de la ville), considérés comme des marchés secondaires pour les produits agricoles. En bout de chaîne se trouvent les détaillants, petits commerçants vendeurs de feuilles de manioc sur les marchés urbains et municipaux. Certains d'entre eux exercent également une activité de commerce ambulancier, faisant du porte-à-porte.

2.2. Les acteurs indirects

2.2.1. Les prestataires de services

Il s'agit d'acteurs privés offrant des services payants aux opérateurs-propriétaires du produit. Dans le processus de commercialisation, divers prestataires de services participent également à l'acheminement du produit, du producteur au consommateur. Comme dans d'autres filières vivrières

4 Établissement de restauration, le plus souvent informel, servant des repas dans la rue ou près des entreprises, écoles, universités, hôpitaux, etc.

(Goossens *et al.*, 1994; Mpanzu, 2012), plusieurs prestataires de services interviennent tout au long du circuit de commercialisation des feuilles de manioc à Kinshasa : transporteurs, chefs de parkings, « mamans manoeuvres⁵ », manutentionnaires, « équipages⁶ », etc.

2.2.2. Les agents des services publics

Ces acteurs exercent des fonctions d'orientation (politiques agricoles), de régulation et de contrôle (inspection, taxe, normalisation, etc.), ainsi que des prestations de service public (comme la recherche, l'encadrement, la vulgarisation agricole financés par l'État). Ils ont, en principe, des objectifs de développement agricole, qu'ils ne peuvent atteindre que si la performance des acteurs privés du secteur agricole s'améliore.

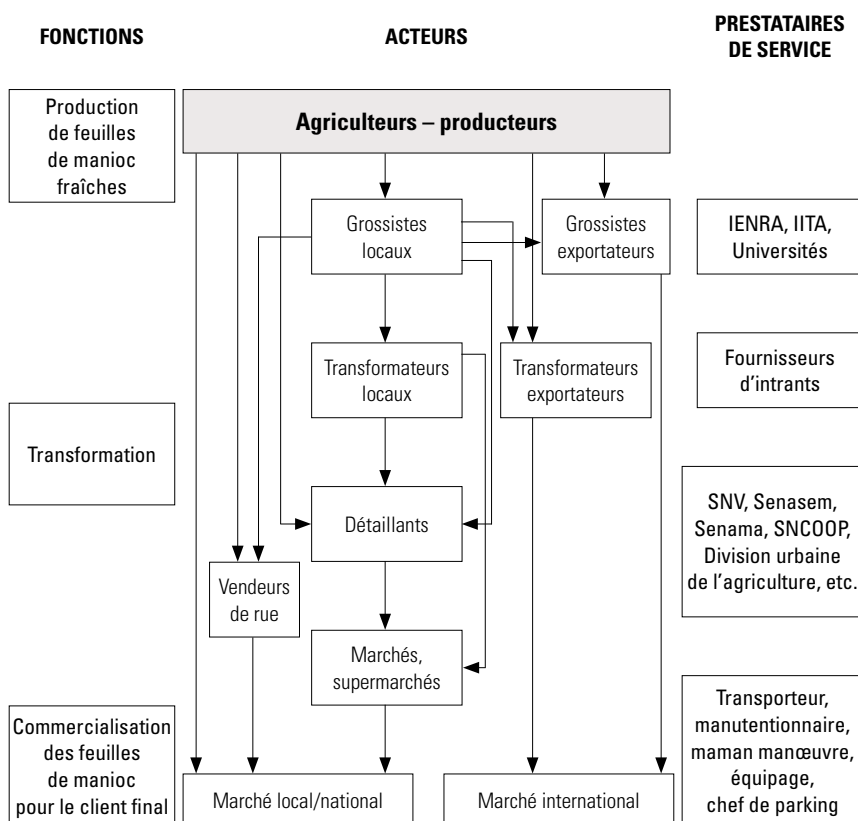
Du point de vue organisationnel, plusieurs structures étatiques d'encadrement et d'appui-conseil à la production et à la commercialisation des feuilles de manioc sont présentes à Kinshasa : le Service national de vulgarisation (SNV), dont l'appui consiste entre autres à assurer la vulgarisation des nouvelles technologies dans le secteur agricole ; le Service national de semences (Senasem), main-d'œuvre de la filière semencière ; le Service national de motorisation agricole (Senama), qui a pour mission essentielle la promotion de l'utilisation de l'énergie mécanique dans les activités agricoles ; le Service national de la traction animale (Senatra), chargé d'appuyer les petites exploitations agricoles par la mécanisation agricole ; le Senatec (Service national des technologies appropriées en milieu rural), chargé de l'amélioration des outils de travail du sol, de la transformation et de la conservation des produits, le SNCOOP (Service national des coopératives et organisations des producteurs), qui assure l'appui à la structuration et à l'animation du monde rural ; et l'Institut national pour l'étude et la recherche

-
- 5 Intermédiaire techno-commercial, la « maman manoeuvre » agit comme facilitatrice d'échange dont le rôle crucial contribue au fonctionnement optimal de la chaîne d'approvisionnement de la ville de Kinshasa en feuilles de manioc. Elle a plusieurs fonctions : mise en relation des producteurs aux commerçants grossistes, d'une part, et des commerçants grossistes aux détaillants, d'autre part, facilitation des formalités administratives au niveau des parkings, sécurisation face aux tracasseries administratives et policières, etc.
 - 6 Main d'œuvre utilisée pour la récolte des feuilles de manioc. Recrutée à Kinshasa urbain, elle accompagne le commerçant grossiste sur le site de production en zone périurbaine.

agronomique (Inera), qui assure la sélection et la maintenance variétale, l'introduction et l'adaptation de nouvelles technologies et de nouvelles espèces végétales et animales.

Cependant, parce qu'ils ne disposent pas actuellement de capacités techniques, matérielles, opérationnelles et financières suffisantes pour accomplir leurs missions respectives, la plupart du temps, les acteurs de la chaîne de valeur des feuilles de manioc ne peuvent, dans les faits, bénéficier d'appuis-conseils et sont, de ce fait, conduits à devoir se débrouiller seuls.

Figure 2: Cartographie des acteurs impliqués dans la chaîne de valeur des feuilles de manioc à Kinshasa



Source : Auteurs, enquête producteurs/transformateurs/commerçants et autres acteurs, 2016-2017.

3. Analyse de la performance économique des acteurs

3.1. Analyse financière de la production des feuilles de manioc

Le rendement en feuilles de manioc dépend du choix agro-pédologique et géographique, de la variété cultivée ainsi que des opérations techniques et des soins culturaux. Du fait de l'absence de comptabilité établie et de compte d'exploitation parmi les producteurs familiaux, seuls les rendements de Menkao/plateau des Batéké (*Manihotesculenta*) et de Maluku/Mangengenge (*Manihotglazziovi*), à Kinshasa-Est, ont été considérés.

Pour un cycle cultural (et sur 1 ha), le *Manihot glazziovi* donne un rendement nettement meilleur (7,27 t) que celui du *Manihot esculenta* (3 t).

Tableau 1: Compte d'exploitation (USD) d'un producteur de feuilles de manioc (1 kg)

Désignation	Feuilles « kongo »	Feuilles « caoutchouc »
Charges totales	0,28	0,22
Charges totales	0,28	0,22
Recettes totales	0,84	0,95
Bénéfice total	0,56	0,73
Marge bénéficiaire	66,6 %	76,7 %

Source : Auteurs, enquête producteurs, 2016-2017.

Le coût/valeur du travail manuel familial n'est pas pris en compte dans les charges supportées par les producteurs. Quel que soit le site ou la variété, la production de feuilles de manioc s'avère rentable. La variété *Manihot glazziovi* (Caoutchouc) est plus rentable que la *Manihot esculenta* (Kongo), pourtant valorisée sous deux formes commerciales (tubercule et feuilles). Elle a un meilleur rendement à l'unité de surface et, à quantité identique, son prix de vente est deux fois plus élevé que celui de la *Manihot esculenta*.

Le producteur familial du plateau des Batéké⁷ (périphérie est de Kinshasa), assurant l'approvisionnement de la ville en nombreux produits agricoles recherchés par les citadins, cultive le manioc, le plus souvent en association (avec le maïs, l'arachide ou les cultures maraîchères): la racine

7 La région du plateau des Batéké constitue la grande partie de la périphérie est de la ville province de Kinshasa ; elle est une partie de la commune urbano-rurale de Maluku. Cette dernière est située entre 4 et 5 degrés de latitude sud et entre 15°30' et 16°30' de longitude est (Ministère du Plan, 2005).

tubéreuse servira à la production de kimpuka⁸. Malgré les charges inhérentes à la production (0,28 USD/kg), la production des feuilles de manioc dans le contexte du plateau des Batéké est profitable. Le bénéfice net pour 1 kg de feuilles produites est de 0,56 USD, soit une marge bénéficiaire représentant 66,6% des recettes totales. Cette rentabilité est établie aussi bien pour la production des feuilles que pour le kimpuka. Toutefois, la seule vente des feuilles de manioc, à hauteur de 0,24 USD/kg, qui représente 28,9% des recettes réalisées par le producteur, permet déjà de couvrir une bonne partie des dépenses totales de production (location terrain, préparation de terrain, semis, entretien, récolte, transformation de kimpuka, transport).

La production des feuilles dites « caoutchouc » s'étale tout au long de l'année et constitue l'objectif premier du producteur. Dans le contexte de Mangenge, les charges totales de production (location du terrain, préparation de terrain, semis, récolte et transport) sont évaluées à 0,22 USD/kg. Les recettes de la vente des feuilles de manioc (0,95 USD/kg) permettent de réaliser une marge bénéficiaire représentant environ 76,7% du chiffre d'affaires sur un cycle cultural.

3.2. Analyse financière du commerce des feuilles de manioc

3.2.1. Commerce de gros

Les grossistes s'approvisionnent sur les plateaux de Batéké et sur le marché secondaire de Matamba, à l'est de la ville de Kinshasa (*Manihot esculenta*), avec un effet marqué de la saisonnalité en termes de charges d'exploitation. Le plateau des Batéké (commune de Maluku) constitue le site de production – et le marché primaire – des feuilles de manioc dans la périphérie est de la ville. Le commerçant grossiste – qui opère à Matamba – réalise une rotation hebdomadaire pour son approvisionnement, soit quatre rotations par mois. L'unité locale d'achat est la botte, communément appelée « varièt », dont le poids est évalué à environ 22 kg. Au cours de chaque rotation, le commerçant manipule, en moyenne, 35 bottes, soit 770 kg de feuilles de manioc. Les éléments de coût identifiés et pris en compte dans les calculs concernent notamment l'achat du produit, l'« équipage » et le transport (produit, équipage et commerçant).

8 La pâte rouie, ou pâte fermentée communément appelée « kimpuka », est obtenue à partir du rouissage des racines fraîches de manioc selon les différents procédés. Le kimpuka est la principale matière première qui sert à la fabrication de la chikwangué.

Matamba⁹, situé le long du boulevard Lumumba dans la commune de Masina, est le principal marché de gros de feuilles de manioc dans la partie est de Kinshasa. Les producteurs en provenance de Maluku centre (*Manihot glazzioui*) et du plateau des Batéké livrent leurs marchandises aux grossistes de Matamba, qui, à leur tour, les revendent au même endroit aux détaillants. Les charges, supportées par le grossiste qui s'approvisionne et revend sur le même marché (Matamba), sont réduites au seul prix d'achat du produit.

Tableau 2: Compte d'exploitation (USD) d'un grossiste (770 kg)

Désignation	Plateau de Batéké		Marché de Matamba	
	Saison pluvieuse	Saison sèche	Saison pluvieuse	Saison sèche
Charges totales	91,30	206,60	145,80	291,70
Recettes totales	145,80	320,80	175	350
Bénéfice total	54,60	114,20	29,20	58,30
Marge bénéficiaire	37,4 %	35,6 %	16,7 %	16,7 %

Source : Auteurs, enquête commerçants, 2016-2017.

Sur le plateau des Batéké (marché primaire), les charges supportées par le commerçant pour s'approvisionner en feuilles de manioc (tabl. 2) sont 2,26 fois plus importantes et le bénéfice total réalisé est 2,09 fois plus important en saison sèche qu'en saison pluvieuse. Toutefois, la marge bénéficiaire est plus faible en saison sèche (35,6 %) comparativement à la saison de pluies (37,4 %).

En saison pluvieuse (du mois d'août au mois de mai de l'année n+1), le grossiste qui s'approvisionne au plateau de Batéké supporte des charges totales de 91,30 USD pour l'acquisition de 35 bottes de feuilles de manioc. Les charges les plus importantes sont liées à l'achat des feuilles sur le site de production (elles s'élèvent à 43,80 USD, soit environ 48 % des charges totales) et au transport de la marchandise (environ 32 %). La vente des feuilles de manioc par ce commerçant grossiste permet de réaliser un bénéfice de l'ordre de 54,60 USD, soit 37,4 % du chiffre d'affaires.

Le coût d'acquisition de la marchandise passe de 91,30 USD (en saison pluvieuse) à 206,60 USD en moyenne en saison sèche, période au cours de

9 Le terme *Matamba* signifie « feuille de manioc » en langue tshiluba.

laquelle le prix d'achat de la botte de feuilles de manioc augmente presque de 100%. Avec le stress provoqué par la sécheresse au cœur de la saison sèche, la production foliaire se réduit jusqu'au retour des pluies. Les producteurs limitent la récolte des feuilles pour préserver les tubercules, organisant ainsi la rareté du produit, ce qui entraîne, par effet mécanique immédiat, une augmentation de son prix sur le marché. Néanmoins, le commerçant grossiste réalise encore un profit de 114,20 USD, même si sa marge bénéficiaire est légèrement inférieure à celle réalisée en saison pluvieuse.

La seule charge supportée par le commerçant grossiste qui s'approvisionne au marché secondaire de Matamba est celle liée à l'achat des feuilles de manioc (770 kg): 145,80 USD en saison pluvieuse et 291,70 USD en saison sèche. Ce grossiste vend à son tour aux détaillants et réalise, pour une rotation d'achat-vente, un bénéfice de 29,20 USD en saison pluvieuse, ce qui n'est pas négligeable. Le profit réalisé est presque le double en saison sèche, soit 58,30 USD.

3.2.2. Commerce de détail

Les comptes sommaires d'exploitation (pour une rotation achat-vente) présentés ci-dessous sont ceux d'un commerçant détaillant du marché UPN, à l'ouest de Kinshasa (dans la Commune de Ngaliema) et du marché Matamba/Siforco, à l'est (dans la Commune de Kimbanseke).

Le premier s'approvisionne dans le territoire de Kasangulu (province du Kongo Central) et manipule 10 bottes par rotation, avec un prix unitaire d'achat de 0,40 USD en saison sèche et de 0,80 USD en saison pluvieuse. La vente se fait en micro-unités, la grande botte achetée étant fractionnée en 20 petites bottes (1 kg) proposées aux ménages consommateurs, à un prix qui varie de 0,80 USD en saison pluvieuse à 1,70 USD en saison sèche.

Le second s'approvisionne au marché de Matamba auprès des grossistes en provenance des plateaux de Batéké. Le prix d'achat du produit est de 5,40 USD par botte (22 kg) en saison pluvieuse; ce prix augmente pour atteindre 12 USD à l'unité en saison sèche. Comme à l'UPN, la vente auprès des ménages consommateurs se fait en micro-botte: 0,40 USD en saison pluvieuse et 0,80 USD en saison sèche.

Tableau 3: Compte d'exploitation (USD) d'un commerçant détaillant de feuilles de manioc

Désignation	Marché UPN		Marché Matamba	
	Saison pluvieuse	Saison sèche	Saison pluvieuse	Saison sèche
Charges totales	7,10	11,30	31,20	61,60
Recettes totales	8,30	16,70	50	100
Bénéfice total	1,30	5,40	18,80	38,40
Marge bénéficiaire	15 %	32,5 %	37,7 %	38,4 %

Source : Auteurs, enquête commerçants, 2016-2017.

Le commerce de détail des feuilles de manioc sur les deux marchés (UPN et Matamba) est rentable. La saison sèche est la période de l'année où le bénéfice est important : 5,40 USD (32,5 % du chiffre d'affaires) sur le marché de l'UPN et 38,40 USD (38,4 % du chiffre d'affaires) sur le marché de Matamba.

Les résultats révèlent que l'activité de vente au détail est moins rentable à l'UPN par rapport au marché de Matamba. Le commerçant de l'UPN s'approvisionne à Kasangulu (situé à 25 km de la ville) et supporte les frais de transport (environ 15 % des charges totales), alors que celui de Matamba, s'approvisionnant sur le même marché, en est épargné ; ce qui explique le meilleur résultat présenté par le détaillant de Matamba. Cependant, ces résultats doivent être interprétés avec beaucoup de prudence, car les quantités manipulées par les commerçants de ces deux marchés sont différentes. Pour une seule rotation d'achat-vente, le commerçant de Matamba traite des volumes beaucoup plus importants (6 bottes, soit 360 kg de feuilles de manioc), dont le coût d'achat est évalué à 31,20 USD en saison pluvieuse et à 61,20 USD en saison sèche, tandis que celui de l'UPN n'investit que 7,10 USD et 11,30 USD, respectivement en saison pluvieuse et en saison sèche.

3.3. Analyse financière de la transformation des feuilles de manioc

3.3.1. Transformateur-commerçant des feuilles moulues

On distingue deux types de profil dans le groupe de transformateurs-commerçants : certains spécialisés et d'autres non spécialisés. Les premiers n'exercent que l'activité de transformation et de commercialisation des feuilles moulues congelées, tandis que les seconds commercialisent différents

produits agroalimentaires, dont les feuilles de manioc; c'est le cas des « supermarchés » disséminés dans la ville de Kinshasa.

Tableau 4: Compte d'exploitation (USD) d'un transformateur-commerçant

Désignation	Transformateur-commerçant spécialisé		Transformateur-commerçant non spécialisé	
	Saison pluvieuse	Saison sèche	Saison pluvieuse	Saison sèche
Charges totales	160,40	189,60	7,70	61,60
Recettes totales	854,20	833,30	23	100
Bénéfice total	693,80	643,80	15,30	38,40
Marge bénéficiaire	81,2 %	77,3 %	66,5 %	38,4 %

Source : Auteurs, enquête transformateurs, 2016-2017.

Les charges supportées par les transformateurs et considérées dans le cadre de cette étude sont les suivantes: achat du produit, transport, main-d'œuvre et emballage.

Pour 317 kg de feuilles de manioc achetées en saison sèche, le transformateur supporte des charges totales de l'ordre de 189,60 USD. La main-d'œuvre représente un poids considérable dans le montant global des charges avec 52,7% du prix de revient. Le rendement en feuilles moulues, obtenu après transformation des feuilles entières (400 kg soit 29,3% de plus), permet de réaliser une recette totale à hauteur de 833,30 USD; ceci atteste d'une rentabilité confortable de l'activité, avec une marge bénéficiaire d'environ 644 USD, soit 77,3% du chiffre d'affaires.

Pendant la saison pluvieuse, les charges diminuent (160,40 USD) du fait de la baisse du prix d'achat de la marchandise (0,90 USD/kg) due à l'abondance des feuilles de manioc sur le marché. Ce qui a pour effet mécanique de rehausser le bénéfice de 50 USD.

Cette activité est également profitable pour le transformateur-commerçant non-spécialisé. Malgré un volume inférieur de feuilles commercialisées (8 kg de feuilles fraîches donnant 10 kg après transformation), cet acteur parvient à couvrir ses charges et réalise un bénéfice de 15,30 USD par rotation d'achat-vente (chaque jour), avec une marge bénéficiaire appréciable (66,5%).

3.3.2. Transformateur-commerçant des feuilles préparées

Les feuilles de manioc préparées peuvent être consommées à domicile ou dans des restaurants. Le restaurateur est considéré ici comme un transformateur des feuilles en plats préparés de pondu. À Kinshasa, on peut globalement distinguer deux types de restaurants : le restaurant moderne et le « restaurant de fortune » ou *malewa* (Bonkena *et al.*, 2018).

Le processus de préparation des plats à base de feuilles de manioc requiert un certain nombre d'ingrédients pour assaisonner et rehausser le goût du plat. Les ingrédients le plus souvent utilisés dans la cuisine congolaise sont l'ail, l'aubergine, l'oignon, le poivron, la ciboule, le piment vert et l'huile de palme. S'ajoute généralement du poisson en conserve à la sauce tomate, le plus souvent de la sardine ou du poisson fumé.

Pour une journée type, un restaurant moderne achète 1 kg de feuilles de manioc au prix unitaire de 1,30 USD alors que le restaurant *malewa* achète les feuilles de manioc appelées « bidongola¹⁰ », généralement de qualité inférieure, à 0,40 USD/kg.

Tableau 5: Compte d'exploitation (USD) d'un restaurateur

Désignation	Restaurant moderne	Restaurant de fortune
Charges totales	7	1,70
Recettes totales	36,80	3,80
Bénéfice total	29,90	2,10
Marge bénéficiaire	81,1 %	55,6 %

Source : Auteurs, enquête producteurs, 2016-2017.

La vente des plats préparés par un restaurant (« moderne » ou *malewa*) permet de couvrir les charges supportées par l'acteur concerné. Un plat de pondu (100 gr) se vend à 0,80 USD dans un restaurant moderne contre 0,25 USD dans un restaurant *malewa*. Le bénéfice journalier est environ quinze fois plus important pour le restaurateur moderne que pour le

¹⁰ Les « bidongola » sont des déchets provenant du reconditionnement de grosses bottes achetées en gros en de plus petites vendues en détail. Cette nouvelle petite botte pèse en moyenne 1 kg. Les feuilles qui tombent lors du reconditionnement sont toutes récupérées et vendues en tas d'environ 750 gr à 0,166 USD. Une botte de feuilles de manioc d'environ 12 kg peut produire 3 à 6 tas, soit 2,3 à 4,5 kg de bidongola.

restaurateur *malewa*. Cette différence s'explique non seulement par les charges supportées (achat produit, main-d'œuvre, ingrédients qui coûtent chers dans un restaurant moderne), mais aussi par le pouvoir d'achat des consommateurs et le cadre agréable (service, équipement, présentation, propreté...) proposé dans les restaurants modernes. Considérant la fréquence de travail (quotidienne) des acteurs de la restauration, le profit mensuel serait évalué à 897 USD pour un restaurant moderne et à 63 USD pour un restaurant *malewa*.

3.4. Création et répartition de la valeur ajoutée directe entre les acteurs

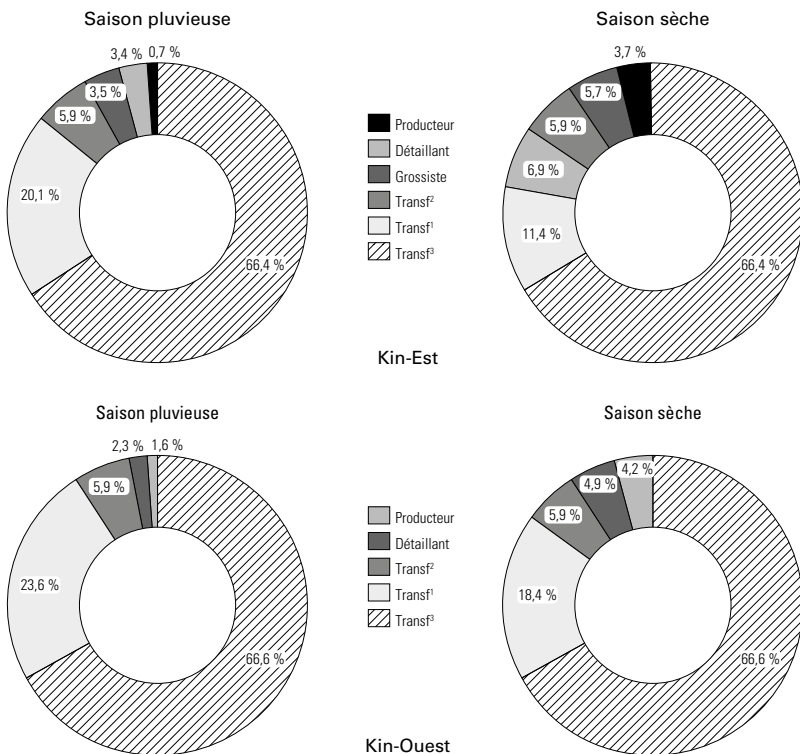
La création de la valeur, au niveau des transformateurs, dépend de plusieurs paramètres: la nature des services proposés, l'organisation pratique en matière de commercialisation (accessibilité en libre-service, types de conditionnement, qualité de la conservation, vente au kilo) ainsi que la qualité intrinsèque du produit. Les « supermarchés », par exemple, proposent des feuilles moulues congelées et des plats de pondu en libre-service, un personnel dédié à l'accueil, avec une présentation, un conditionnement permettant une bonne conservation (notamment des feuilles de manioc), qui exercent une forte attractivité sur les acheteurs. Justin *et al.*, (2009) notent, en outre, parmi les activités de soutien, sources de valeur, que la maîtrise des outils informatiques et de gestion, favorisant l'optimisation organisationnelle des activités spécifiques de l'entreprise, est devenue cruciale pour faciliter les transactions et permettre une bonne réactivité vis-à-vis de l'évolution des demandes du client. Pour ce dernier priment logiquement la qualité gustative et la sécurité sanitaire du produit. Ces éléments (réactivité, adaptabilité, maîtrise des savoir-faire et des technologies de l'information) peuvent contribuer à limiter les effets d'une concurrence que l'on perçoit sur les autres acteurs au sein de la chaîne de valeur et offrant des prix plus avantageux aux transformateurs des feuilles de manioc à Kinshasa.

Par ailleurs, les techniques de vente diffèrent selon les types d'acteurs au sein de la chaîne de valeur. Les transformateurs-commerçants semblent davantage jouer sur les innovations en matière de marketing (travail sur le conditionnement et le packaging de l'offre). S'il existe une grande diversité d'unités de mesure de vente parmi les producteurs et les commerçants, les transformateurs-commerçants utilisent davantage le kilogramme comme

unité de vente, tandis que les feuilles de manioc sont triées et emballées dans des sachets. En effet, ces nouveautés permettent une mise en valeur du produit proposé et apportent une bonne valeur ajoutée au niveau de l'acteur concerné (transformateur-commerçant).

En comparant la chaîne de valeur de l'est avec celle de l'ouest de Kinshasa, il apparaît que les producteurs créent la même richesse : 0,10 USD en saison pluvieuse et 0,30 USD en saison pluvieuse. Mais la part des producteurs de l'ouest (1,6% en saison pluvieuse et 4,2% en saison sèche) représente une proportion élevée par rapport à ceux de l'est (0,7% en saison pluvieuse et 3,7% en saison sèche). Le prix au producteur, par rapport au niveau ultime de transformation (transf³), est plus élevé à l'ouest qu'à l'est de Kinshasa, notamment en saison pluvieuse (fig. 3).

Figure 3 : Répartition de la valeur ajoutée directe entre les acteurs de la chaîne de valeur des feuilles de manioc à Kinshasa



Source : Auteurs, enquête producteurs/transformateurs/commerçants, 2016-2017.

Pour 1 kg de feuilles de manioc, la valeur ajoutée créée tout au long de la chaîne est pratiquement la même dans les zones de vente (Kin-Est et Kin-Ouest) : 8 USD/kg, quelle que soit la saison (sèche ou pluvieuse). Toutefois, la transformation est l'activité qui crée le plus de valeur et, par conséquent, les transformateurs (transf¹, transf², et transf³)¹¹ sont ceux qui en prennent la plus grande part.

En termes de partage de la valeur, les producteurs sont ceux qui reçoivent la plus petite part, surtout en saison pluvieuse (0,7% à l'est et 1,6% à l'ouest de Kinshasa). Ces acteurs voient leurs valeurs ajoutées augmenter en saison sèche jusqu'à atteindre 3,7% et 4,2%, respectivement à l'est et à l'ouest de Kinshasa. Du fait des conditions difficiles (faible accès aux intrants de qualité, manque ou insuffisance de formation et d'encadrement technique, faibles ressources financières, etc.) dans lesquelles ils travaillent, les producteurs sont moins avantagés financièrement dans cette chaîne de valeur. Les commerçants grossistes (zone est) réalisent une valeur ajoutée de l'ordre de 3,5% en saison pluvieuse et de 5,7% en saison sèche. La valeur ajoutée par les détaillants diffère d'une zone de vente à l'autre et d'une saison à l'autre. Elle représente 3,4% en saison pluvieuse et 6,9% en saison sèche de la valeur totale de la valeur ajoutée créée à Kinshasa-Est. Dans la zone ouest, cette valeur ajoutée est de 2,3% en saison pluvieuse; elle atteint 4,9% en saison sèche.

Quelle que soit la zone retenue (Kin Est ou Kin Ouest) ou la saison (pluvieuse ou sèche), les fonctions les plus créatrices de valeur sont celles de la transformation des feuilles de manioc en feuilles moulues et en plats préparés, même si l'on constate une diminution des gains générés par les transformateurs-commerçants en saison sèche en comparaison à la saison pluvieuse. À eux seuls, les transformateurs (feuilles moulues et feuilles préparées) réalisent au moins 95% et 90% des gains générés par la chaîne de valeur, respectivement en saison pluvieuse et en saison sèche. Le transformateur-restaurateur moderne (transf³) est celui qui crée le plus de valeur ajoutée (au moins 66%). Vient ensuite le transformateur-commerçant

11 (1) Transformateur des feuilles fraîches en feuilles moulues congelées; (2) Transformateur (restaurant *malewa*) des feuilles de manioc en plats préparés de pondu; (3) Transformateur (restaurant moderne) des feuilles de manioc en plats préparés de pondu.

(transf¹); le transformateur-restaurateur de fortune (transf²) est celui qui crée le moins de valeur ajoutée.

3.5. Contraintes, atouts et opportunités

Comme la production maraîchère, intra-périurbaine à Kinshasa (Kinkela, 2001; ACF, 2009; Muzingu, 2010; Dumbi, 2016), la chaîne de valeur agroalimentaire marchande des feuilles de manioc est confrontée à de nombreuses contraintes. On peut évoquer, pour ce qui est de la production : la variabilité climatique et la nature du sol; le coût relativement élevé de la location de terres agricoles, les phénomènes d'accaparement des terres, de conflit foncier et d'étalement urbain; le faible accès aux intrants de qualité; le manque ou l'insuffisance de formation et d'encadrement technique; le manque d'infrastructures de stockage; les faibles ressources financières, l'accès limité aux services financiers et la faiblesse des prix offerts aux producteurs. Les contraintes spécifiques, liées à la commercialisation des feuilles de manioc, sont également multiples: parmi les plus importantes, on trouve la multiplicité des unités locales de vente occasionnant une forte concurrence et la politique de fixation des prix. Viennent ensuite les coupures intempestives et répétitives d'électricité, qui constituent un obstacle sérieux à la transformation des feuilles de manioc et à leur conservation.

Malgré ces diverses contraintes, la chaîne de valeur des feuilles de manioc dispose d'atouts non négligeables, liés notamment à l'écologie du manioc (rusticité, résistance à la sécheresse, capacité d'adaptation à différents types de sols et faible exigence en fertilisants). En termes d'infrastructures de transport, Kinshasa est bien connectée à son hinterland par la route nationale RN1, en bon état relatif, tandis que la voie ferrée Kinshasa-Kasangulu assure le transport des volumes importants à un coût modéré, complété, le cas échéant, par le transport fluvial sur le fleuve Congo, clé de voûte du système de transport congolais, pour les produits pondéreux et les grands volumes. Pour finir, la proximité géographique et l'accessibilité au marché urbain de consommation de Kinshasa contribuent à la régularité des approvisionnements.

Si la demande locale en feuilles de manioc, évaluée à environ 700 000 t/an (Kinkela *et al.*, 2017), est dynamique compte tenu de la croissance de la ville, elle se structure également à l'international du fait d'une hausse de la

demande: ainsi, elle représentait un volume de 46 t entre 2003 et 2007 en direction de Brazzaville (IRPCM, 2008)¹². En outre, l'exportation des feuilles de manioc (pondu surgelé) à partir de plusieurs pays d'Afrique, dont la RDC, l'un des pays d'origine des principaux consommateurs, en direction de l'Union européenne¹³ représentait déjà 2 590 000 euros (ESC, 2004) en 2001. Le pondu fabriqué dans d'autres pays avec un savoir-faire importé de la RDC est commercialisé avec un grand succès en Europe sous d'autres labels. Enfin, on peut citer comme derniers éléments positifs structurants pour la filière manioc et pour une valorisation accrue de la chaîne de valeur des feuilles de manioc autour de Kinshasa: sa prise en compte dans divers projets et programmes dans la partie orientale du pays, et l'existence d'institutions scientifiques et de centres de recherche et d'encadrement.

Au-delà, ce qui fonde la performance de la filière en matière d'approvisionnement de la capitale, c'est bien la régularité de la consommation quotidienne du manioc, à l'instar d'autres situations régionales en Afrique centrale (Kamdem Simeu, 1996). Sur le plan qualitatif, il existe plusieurs modes de préparation du pondu selon la province d'origine des consommateurs. Les plats de pondu épicés, typiquement kinois, les plus répandus sont: le ntsaka-madesu (feuilles de manioc avec le haricot), le limbondo (feuilles de manioc aux bicarbonates alimentaires) et le saka saka (feuilles de manioc sans bicarbonates). Celui-ci demeure, dans une large mesure, un élément identitaire et patrimonial de la société congolaise: les dérivés du manioc (les feuilles, la chikwangue...) sont au cœur de nombreuses coutumes et traditions héritées de la société précoloniale. Ces produits tiennent une place symbolique forte dans toutes les cérémonies à caractère coutumier: retrait de deuil, pose de pierre tombale, célébration du mariage... À tel point que les Congolais peinent à concevoir que cet aliment puisse être un aliment importé d'Amérique il y a moins de quatre siècles.

12 Ces données collectées auprès de la Direction générale des Douanes et Accises (DGDA) ne reflètent pas l'importance des échanges entre les deux rives du fleuve Congo (Kinshasa et Brazzaville). Le plus souvent, ces données sont occultées par les douaniers du fait des relations de proximité qu'ils entretiennent avec les commerçants-exportateurs (réguliers).

13 On y trouve des consommateurs, tels que les populations africaines immigrées, leurs enfants nés en Europe, les Antillais ou encore les Européens de souche en quête de nouvelles saveurs. Ces consommateurs néophytes constituent le segment du marché sur lequel reposent l'avenir de la filière manioc et son développement.

Conclusion

Le développement du commerce et de la transformation des feuilles de manioc à Kinshasa témoigne des mutations actuelles de l'économie agroalimentaire kinoise. D'un statut de produit vivrier autoconsommé, les feuilles de manioc sont passées, depuis quelques années, à un statut de produit vivrier marchand approvisionnant les ménages urbains et l'agro-industrie.

L'importance stratégique de la filière manioc en RDC, garant majeur de la sécurité alimentaire, n'est plus à démontrer. La chaîne de valeur de feuilles de manioc dispose d'atouts et d'opportunités pour sa valorisation dans le contexte actuel de la ville de Kinshasa. Cependant, plusieurs enjeux restent cruciaux pour l'avenir de cette chaîne de valeur. En effet, dans un contexte dominé par les contraintes qui pèsent de plus en plus sur cette dernière, la stratégie globale, au cœur de tout processus visant sa valorisation en zone urbaine et périurbaine de Kinshasa, vise à rendre plus performante la chaîne de commercialisation et d'approvisionnement des feuilles de manioc en agissant à plusieurs niveaux: (i) développer la production et l'offre en produits dérivés de manioc (rendre plus efficaces les systèmes agricoles existants, intensifier la production de manioc en zone périurbaine), (ii) réformer la gouvernance foncière et protéger les intérêts des producteurs familiaux, (iii) améliorer la qualité du produit pour sécuriser les débouchés, (iv) appuyer et encadrer les petites industries agroalimentaires, (v) faciliter l'accès au crédit pour soutenir les acteurs agricoles et les innovations, (vi) soutenir la recherche et l'encadrement technique, (vii) structurer les acteurs et susciter l'esprit entrepreneurial, (viii) promouvoir et favoriser l'émergence des organisations professionnelles, (ix) mettre en place une politique économique cohérente avec le développement de la filière manioc.

Toutes ces actions doivent être incorporées dans un programme spécifique visant la valorisation des chaînes de valeur de filière manioc et la promotion de la consommation locale. Le principe de désengagement de l'État des secteurs productifs ne doit pas faire oublier que celui-ci est un partenaire irremplaçable dans un certain nombre de décisions et d'actions. Cela suppose une volonté politique forte et des actions concrètes.

LES AUTEURS

Papy Bonkena Bokombola

Détenteur d'un diplôme de master complémentaire en développement, environnement et sociétés (université de Liège/Gembloux Agro Bio Tech et Université catholique de Louvain – UCL, 2011), Papy Bonkena Bokombola est actuellement chef de travaux à l'université de Kinshasa (département d'économie agricole). Doctorant à l'université de Liège et à l'École régionale postuniversitaire d'aménagement et de gestion intégrée des forêts et territoires tropicaux (Eraift) depuis 2015, il travaille sur la transformation des modes de consommation alimentaires à Kinshasa et l'enjeu pour la filière manioc en zone périurbaine.

A récemment publié

Bonkena B. P., Poncelet M., Michel B., Kinkela Savy C., 2018, « La consommation alimentaire et son évolution à Kinshasa, République démocratique du Congo », *Tropicultura*, vol. 36, n° 3, p. 506-519, <http://www.tropicultura.org/text/v36n3/506.pdf> (consulté en novembre 2018).

Mpanzu B. P., Ngonde S. H., Bonkena B. P., 2018, « Forêts, exploitation et consommation du bois-énergie en République démocratique du Congo : cas des provinces de Kinshasa, du Kwango et du Kongo Central », *Tropicultura*, vol. 36, n° 3, p. 553-564, <http://www.tropicultura.org/text/v36n3/553.pdf> (consulté en novembre 2018).

Mpanzu B. P., Mutambwe S., Ngonde S. H., Belani M. J., Bonkena B. P., 2016, « Approvisionnement de la ville de Kinshasa en *Gnetum* spp », *Science et Technique*, Spécial hors-série n° 3, p. 89-100.

Bonkena B. P., 2015, *Infrastructures routières et développement socioéconomique dans le Mayombé* (RDC), Paris, L'Harmattan.

Patience Mpanzu Balomba

Docteur en économie agricole de l'université de Liège et détenteur d'un diplôme interuniversitaire d'étude spécialisée en économie et sociologie rurales (Faculté universitaire des sciences agronomiques – FUSAGx – et Université catholique de Louvain – UCL – en 2005), Patience Mpanzu Balomba est depuis 2013 professeur à l'université de Kinshasa (département d'économie agricole). Ses recherches se concentrent principalement sur l'analyse des filières et des chaînes de valeur agricoles. Il a été plusieurs fois consultant pour des études de filières et chaînes de valeur agricoles ainsi que pour le suivi-évaluation des projets de développement agricole.

A récemment publié

Mpanzu B. P., Ngonde S. H., Bonkena B. P., 2018, « Forêts, exploitation et consommation du bois-énergie en République démocratique du Congo : cas des provinces de Kinshasa, du Kwango et du Kongo Central », *Tropicultura*, vol. 36, n° 3, p. 553-564, <http://www.tropicultura.org/text/v36n3/553.pdf> (consulté en novembre 2018).

Mpanzu B. P., Belani M. J., Ngonde S. H., Mutambwe S., 2016, « Consommation du *Gnetum* spp dans la ville de Kinshasa (RDC) », *Science et Technique*, Spécial hors-série n° 3, p. 69-61.

Mpanzu B. P., Mutambwe S., Ngonde S. H., Belani M. J., Bonkena B. P., 2016, « Approvisionnement de la ville de Kinshasa en *Gnetum* spp », *Science et Technique*, Spécial hors-série n° 3, p. 89-100.

Mpanzu B. P., 2013, « Filière vivrière paysanne du Bas-Congo: Acteurs, fonctionnement et performance », *Dounia*, n° 6, p. 26-41, <http://docplayer.fr/169566-Filiere-vivriere-paysanne-du-bas-congo-acteurs-fonctionnement-et-performance.html> (consulté en novembre 2018).

BIBLIOGRAPHIE

- ACF (Action contre la faim), 2009, *Rapport d'étude sur l'agriculture périurbaine (maraîchage) de Kinshasa, province de Kinshasa, République démocratique du Congo*, Paris, ACF, <https://dd0jh6c2fb2ci.cloudfront.net/sites/default/files/publications/ACF-INT-DRC-Kinshasa-2009-05-FR.pdf> (consulté en novembre 2018).
- Bonkena B. P., Poncelet M., Michel B. et al., 2018, « La consommation alimentaire et son évolution à Kinshasa, République démocratique du Congo », *Tropicultura*, vol. 36, n° 3, p. 506-519, <http://www.tropicultura.org/text/v36n3/506.pdf> (consulté en novembre 2018).
- Broutin C., Commeat P.-G., Sokona K., 2005, *Le maraîchage face aux contraintes et opportunités de l'expansion urbaine : le cas de Thiès/Fandène (Sénégal)*, document de travail Ecocité, n° 2, Nogent-sur-Marne, Enda-Graf/Gret, <https://www.gret.org/wp-content/uploads/07798.pdf> (consulté en novembre 2018).
- Dumbi S., 2016, *Quel avenir pour les maraîchers en République démocratique du Congo?*, thèse doctorat en sciences économiques, université de Lille, p. 73-75.
- ESC (Équipe sectorielle de contrepartie), 2004, *Stratégie sectorielle de développement et de promotion des exportations & plan d'action marketing export du secteur manioc. Module IV: Formulation d'une stratégie de développement des exportations pour le secteur manioc du Bénin*, Bénin, CCI/CNUCED/OMC, <http://www.slire.net/document/1405?locale=fr> (consulté en novembre 2018).
- EuropeAid, 2011, *Analyse et développement des chaînes de valeur inclusives pour appuyer les petits producteurs et accéder aux marchés agricoles*, Bruxelles, EuropeAid, https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/study-inclusive-value-chains-201111_fr_5.pdf (consulté en novembre 2018).
- FAO, 2015, *Développer des chaînes de valeur alimentaires durables. Principes directeurs*, Rome, FAO, <http://www.fao.org/3/a-i3953f.pdf> (consulté en novembre 2018).
- Fries R., Akin B., 2004, *Value Chain and Their Significance for Addressing the Rural Finance Challenge*, Washington, AMAP, p. 5-6, https://africa.org/?wpfb_dl=289 (consulté en novembre 2018).
- Goossens F., 1997, « Alimentation dans les villes. Rôle des SADA dans la sécurité alimentaire de Kinshasa », *Alimentation dans les villes*, Rome, FAO, <http://www.fao.org/3/a-aa039f.pdf> (consulté en novembre 2018).
- Goossens F., Minten B., Tollens E., 1994, *Nourrir Kinshasa. L'approvisionnement local d'une métropole africaine*, Paris, L'harmattan.
- IRPCM (Initiative régionale pour la production et la commercialisation du manioc), 2008, *Étude sur les potentialités de commercialisation des produits dérivés du manioc sur les marchés CEMAC*, Rome, IRPCM/IFAD, <https://docplayer.fr/8004352-Etude-sur-les-potentialites-de-commercialisation-des-produits-derives-du-manioc-sur-les-marches-cemac.html> (consulté en novembre 2018).

- Justin J., Boulay J., Geoffriau E. *et al.*, 2009, « Où se crée la valeur ? Une application de l'analyse de Porter aux filières du végétal spécialisé », *Management & Avenir*, vol. 8, n° 28, p. 177-195. DOI: 10.3917/mav.028.0177
- Kamdem Simeu M., 1996. « Le manioc au Cameroun : une filière autorégulée », *Cahiers Agricultures*, vol. 5, n° 4, p. 257-264, <http://revues.cirad.fr/index.php/cahiers-agricultures/article/viewFile/29955/29715> (consulté en novembre 2018).
- Kinkela S., 2001, « Apport du maraîchage dans la lutte contre l'insécurité alimentaire », dans Kakonde M., Tollens E. (dir.), *Sécurité alimentaire au Congo Kinshasa*, Paris, L'Harmattan, p. 225-234.
- Kinkela Savy C., Ngonde S. H., Mpanzu B. P. *et al.*, 2017, *Étude de faisabilité du programme d'amélioration des chaînes de valeur du manioc dans les principales zones urbaines et périurbaines de la RDC*, rapport d'étude (non publié).
- Khonde M. R., 2001, « Transformation, commercialisation et consommation du manioc : une stratégie de sécurité alimentaire à Kinshasa », dans Kankonde M, Tollens E. (dir.), *Sécurité alimentaire au Congo-Kinshasa : production, consommation et survie*, Paris, L'harmattan, p. 173-225.
- Ministère du Plan, 2005, *Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, Kinshasa, RDC*, Ministère du Plan.
- Ministère du Plan et Révolution de la modernité, INS (Institut national de la statistique), 2015, *Annuaire statistique 2014*, Kinshasa/New York, INS/PNUD, http://www.ins-rdc.org/sites/default/files/Montage%20AnnuStat%20FINAL%202%20From%20VEROUILLE%20_0.pdf (consulté en novembre 2018).
- MAPE (Ministère de l'Agriculture, Pêche et Élevage), 2009, *Étude du secteur agricole. Rapport préliminaire. Bilan diagnostic et note d'orientation*, Kinshasa, MAPE, <https://docplayer.fr/55794242-Etude-du-secteur-agricole.html> (consulté en novembre 2018).
- Mpanzu B. P., 2012, *Commercialisation des produits vivriers paysans dans le Bas-Congo (R.D.Congo) : contraintes et stratégies des acteurs*, thèse de doctorat, Liège, université de Liège/Gembloux Agro-Bio Tech, <https://lavoixdupaysan-congolais.files.wordpress.com/2012/12/mpanzu-patience-commercialisation-des-produits-vivriers-paysans-dans-le-bas-congo-contraintes-et-stratc3a9gies-des-acteurs-2012.pdf> (consulté en novembre 2018).
- Muteba K. D., 2014, *Caractérisation des modes de consommation alimentaire des ménages à Kinshasa : analyse des interrelations entre modes de vie et habitudes alimentaires*, thèse de doctorat, Liège, université de Liège/Gembloux Agro-Bio Tech, https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/166356/1/MUTEBA_Thèse%202014.pdf (consulté en novembre 2018).

- Muzingu N. B., 2010, *Les sites maraîchers coopérativisés de Kinshasa en RD Congo: contraintes environnementales et stratégies des acteurs*, thèse de doctorat, Louvain-la-Neuve, UCL, https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal:29698/datastream/PDF_01/view (consulté en novembre 2018).
- M4P (*Making Markets Work Better for the Poor Project*), 2008, *Making Value Chains Work Better for the Poor: A Tool Book for Practitioners of Value Chain Analysis*, Phnom Penh, UK DFID/Agricultural Development International, <http://www.fao.org/3/a-at357e.pdf> (consulté en novembre 2018).
- Springer-Heinze A., 2007, *ValueLinks Manual: The Methodology of Value Chain Promotion*, Eschborn, GTZ, <https://hdl.handle.net/10568/25053> (consulté en novembre 2018).
- Tollens E., 2003, « Sécurité alimentaire à Kinshasa: un face-à-face quotidien avec l'adversité », *Working Paper*, n° 82, Louvain-la-Neuve, UCL.
- Vellema S., Helmsing A. H. J., 2011, *Value Chain, Social Inclusion and Economic Development: Contrasting Theories and Realities*, Londres/New York, Routledge.
- Yao J., 2005, *Méthode d'études et de recherche en sciences économiques et sociales: avec applications au contexte de L'Afrique noire*, Paris, L'Harmattan.

Produire et se nourrir dans les monarchies du Golfe

Une économie politique des approvisionnements agricoles et alimentaires

Matthieu Brun

MOTS-CLÉS

géopolitique, Golfe, agriculture, alimentation, agrifirme

RÉSUMÉ

À partir d'une approche de géopolitique économique sur les approvisionnements alimentaires dans les trois pétromonarchies du Golfe que sont le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, cet article analyse les stratégies de sécurité alimentaire dans un contexte marqué par les contraintes environnementales et les rivalités de puissance. Il examine les différentes catégories politiques de l'approvisionnement alimentaire au prisme des relations de pouvoir entre l'État et les entreprises : produire sur place, importer, investir à l'étranger. Ces différentes stratégies sont source d'arrangements et d'alliance avec le secteur privé, mais sont aussi le produit de concurrences et l'objet d'enjeux de pouvoirs à l'échelle régionale.

Introduction

« **D**onnez-moi les moyens de l'agriculture et je vous donnerai en retour une civilisation. » En 1946, déjà, Sheikh Zayed ben Sultan Al-Nahyan, père fondateur des Émirats arabes unis (EAU), rappelle la dimension politique de l'agriculture et de l'alimentation, en particulier dans une des régions les plus inhospitalières du monde. Soixante-dix ans plus tard, l'équation agricole et alimentaire s'est aggravée. Il s'agit de nourrir une population croissante¹ avec des modes de vie profondément bouleversés et de faire face à la volatilité des prix des matières premières, au changement climatique et à la grande rareté des ressources en eau et en terre. Ce dernier point est certainement celui qui pèse le plus sur les agricultures des trois pétromonarchies qui seront traitées plus bas : l'Arabie saoudite, le Qatar et les EAU. Ces dernières sont pauvres en terres arables (elles ne représentent que 1,6 % de la superficie de l'Arabie saoudite, 0,4 % aux EAU et 1,1 % au Qatar) et en eau (les ressources en eaux renouvelables par an et par habitant sont de 76 m³ en Arabie saoudite, 16 m³ aux EAU et 26 m³ au Qatar²)³. Le peu d'eau disponible va d'ailleurs presque exclusivement à l'agriculture⁴. Le fait de nourrir et de se nourrir est alors, dans ces monarchies autoritaires, un enjeu stratégique de sécurité nationale dans un contexte de très grande dépendance aux marchés internationaux⁵. Il ne semble cependant pas que ces pétromonarchies soient en situation d'insécurité alimentaire (Spiess, 2011) puisque les risques qui pèsent sur l'accès, la stabilité et la disponibilité sont limités, à condition bien entendu de n'apprécier que leur capacité à financer des importations alimentaires⁶. Il s'agit, en effet, de considérer les enjeux d'approvisionnements, et donc

1 Entre 2000 et 2018, la population totale de l'Arabie saoudite, des EAU et du Qatar a été multipliée par 1,8.

2 Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un pays est en pénurie dès lors que la disponibilité d'eau douce par habitant et par an est inférieure à 1 000 m³.

3 FAOSTAT/AQUASTAT, 2018.

4 Les prélèvements d'eau à des fins agricoles représentent 87 % en Arabie saoudite, 60 % au Qatar et 80 % aux EAU (AQUASTAT, 2018).

5 Selon l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), les six monarchies du Golfe importent chaque année environ 27 millions de tonnes de nourriture, ce qui représente près de 70 % des besoins alimentaires.

6 Au niveau des ménages, l'hypothèse de l'absence d'insécurité alimentaire doit être discutée dans la mesure où il existe de grands écarts de richesse au sein de la population, notamment chez les populations expatriées dont une partie ne touche que de faibles salaires les exposant à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

de sécurité ou de souveraineté alimentaire⁷, à l'aune des choix politiques et des rivalités de puissance portées dans l'espace (Blanc, 2012).

Cet article examine, avec une approche de géopolitique économique et de géostratégie, l'économie politique des approvisionnements alimentaires en situation d'autoritarisme, de rareté de l'eau et du foncier, et de dépendance à la rente des hydrocarbures. L'objectif est d'analyser, avec une perspective historique, les mises à l'agenda successives de la question agricole et alimentaire au Qatar et dans les EAU⁸ en insistant sur les relations entre la puissance publique et les entreprises. Nous interrogeons la manière dont les catégories politiques de l'approvisionnement alimentaire, c'est-à-dire le développement d'une agriculture nationale, le recours aux marchés internationaux, les investissements fonciers et agricoles à l'étranger sont le produit d'alliances, d'arrangements et de concurrences entre États et avec le secteur privé, à de multiples échelles.

1. Les performances historiques d'une stratégie agricole et entrepreneuriale visant l'autosuffisance alimentaire sélective

Avant le milieu du xx^e siècle, les activités agricoles dans la péninsule arabique se limitent à la culture du palmier dattier dans les oasis, à la pêche et au commerce de la perle, ainsi qu'à l'élevage nomade. À partir des années 1940, l'agriculture domestique connaît une profonde révolution. Sur le plan historique, mais aussi en termes de moyens investis, l'Arabie saoudite est la première à concevoir une politique ambitieuse d'indépendance agricole et alimentaire. Cette première section revient, à partir du cas saoudien, sur les soubassements géopolitiques de la stratégie d'autosuffisance et de la puissance agricole de la monarchie.

7 Nous utilisons le terme de « souveraineté alimentaire » en tant que capacité à concevoir des politiques publiques agricoles et alimentaires.

8 Le choix de ces pays est lié à l'actualité ainsi qu'à une utilisation de la comparaison par contraste. Les données présentées par l'auteur sont issues de recherches précédentes et d'une enquête de terrain en Arabie saoudite réalisée en décembre 2015.

1.1. Nourrir la population pour se produire comme État

En Arabie saoudite, c'est par un « fait du Prince », celui du roi Abdelaziz, que le royaume connaît la première étape de sa modernisation agricole dans les années 1940, dix ans après l'unification de ce grand royaume, sous la bannière des Al Saoud. Après un voyage aux États-Unis en 1947, le roi souhaite transférer dans le royaume les méthodes agricoles qui prévalent dans les zones arides de l'Arizona. Puis, à partir des années 1960, dans le contexte de la croissance des revenus pétroliers, de grands programmes de développement, notamment agricoles, sont mis en œuvre en Arabie saoudite. Ils répondent à l'échelle du territoire national à trois objectifs.

Le premier objectif est d'institutionnaliser la dynastie Al Saoud par la création d'institutions politico-administratives. Comme c'est le cas pour d'autres secteurs productifs, les ressources financières issues de l'exploitation des hydrocarbures sont utilisées pour réaliser de grands programmes en agriculture, notamment *via* le ministère de l'Agriculture, créé en 1953, le fonds de développement agricole, l'Organisation d'État des silos à céréales et des minoteries (Grain Silos and Flour Mills Organisation – GSFMO) ou encore la Banque agricole saoudienne, fondée en 1973, qui subventionne l'achat de motopompes ou la réalisation de grandes infrastructures (barrages, canaux d'irrigation, routes...).

Le deuxième objectif est le contrôle du vaste territoire sur lequel règne le clan Al Saoud. La modernisation agricole et plus précisément la distribution des terres en jachère (loi de 1968), notamment aux entreprises agricoles et à la population bédouine, y contribuent (Elhadj, 2004; Pouillon, 2017). La politique agricole participe ainsi à la sédentarisation des Bédouins (commencée par Ibn Saoud au début du siècle), qui voient dans la propriété foncière un moyen de s'enrichir en utilisant les subventions pour équiper la terre et produire progressivement des cultures spéculatives (pastèque, luzerne, tomates, etc.) (Bonnenfant, 1977).

Enfin, le troisième objectif tient dans la nécessité pour le pouvoir saoudien d'offrir une alimentation bon marché à une population urbaine en pleine croissance. Il s'agit d'une part importante du contrat social liant la dynastie à sa population pour la mise en place de l'État-providence et la redistribution de la rente pétrolière.

Au-delà de l'échelle nationale, il faut aussi considérer les résonances extérieures de cette modernisation agricole en termes de rapports de puissance sur la scène régionale, en particulier dans le contexte de la guerre froide. En effet, dans les années 1960 et 1970, le jeune État d'Israël mais aussi l'Égypte⁹, parangon du nationalisme arabe antimonarchique, s'affirment comme des puissances agricoles de premier ordre capables de poursuivre des objectifs d'autosuffisance alimentaire. Pouvoir transformer le désert en jardin correspond alors pour Riyad à un moyen d'affirmer sa puissance et la modernité de ses infrastructures tout en repositionnant ainsi le royaume dans la géostratégie régionale. Cette stratégie s'inscrit d'ailleurs, au moins dans les discours, dans une recherche d'indépendance alimentaire. Ce cadrage de la question alimentaire est intimement lié aux souvenirs d'une pénurie évitée de justesse au cours de la Seconde Guerre mondiale grâce à la fourniture de denrées alimentaires par le Centre d'approvisionnements alliés au Moyen-Orient (Collingham, 2011). En outre, la menace de l'arme alimentaire, brandie notamment par Richard Nixon en 1973 dans la foulée du premier choc pétrolier, laisse une empreinte forte dans la conscience collective arabe, similaire à celle que « l'arme du pétrole » laisse sur celle des Occidentaux (Woertz, 2013).

1.2. Géographie politique de la modernisation agricole saoudienne : la naissance d'une classe d'entrepreneurs

Au tournant des années 1970, certains groupes sociaux sont particulièrement ciblés par la monarchie saoudienne dans le partage de la rente afin qu'ils apportent au régime un soutien politique durable. Il s'agit des membres du clergé sunnite wahhabite, des chefs tribaux, des familles commerçantes et des militaires (Elhadj, 2004). Ils bénéficient des différentes mesures mises en place dans le cadre de la modernisation agricole et qui prennent la forme de dispositifs de subventions directes et indirectes. Ainsi, le GSFMO achète les productions agricoles à des prix garantis. Entre 1984 et 2000, le prix moyen de la tonne de blé payé aux producteurs saoudiens est d'environ 500 USD alors que, sur la même période, le prix moyen est de 120 USD la tonne sur le marché nord-américain (Elhadj, 2004). Les producteurs de blé, d'orge et

9 Le barrage d'Assouan est achevé en 1970 et permet à l'Égypte de contrôler les crues du Nil et d'accroître ses capacités agricoles.

d'autres commodités bénéficient de nombreuses subventions, notamment sur l'eau et l'énergie, essentielles pour le pompage dans les nappes, le transport et le stockage des marchandises. L'achat de motopompes, de machines agricoles, d'alimentation animale ou encore d'engrais est subventionné jusqu'à 50 % par le gouvernement. Ces derniers sont d'ailleurs produits dans le royaume, qui, dès le milieu des années 1970, encourage la fondation de grands empires industriels et pétrochimiques. En 1976, le roi Khaled signe un décret royal créant la compagnie publique Saudi Arabia Basic Industries Corporation (SABIC), un des premiers fabricants mondiaux d'engrais et de fertilisants. SABIC, qui catalyse et agrège à la fin des années 1970 un vaste ensemble d'activités industrielles et pétrochimiques, est née de la volonté du prince héritier Fahd d'industrialiser le royaume (Al-Zahrani et Elhag, 2003). Pour ce faire, il s'entoure et soutient un clan de technocrates et d'ingénieurs¹⁰ issus de grandes familles saoudiennes qui militent pour réduire la dépendance à l'étranger et effectuer une modernisation du pays par et pour les Saoudiens¹¹.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les bénéficiaires de ces subventions directes et indirectes ne sont pas des fermiers professionnels, mais bien des investisseurs qui ne sont là que pour les subventions (Woertz, 2013). Il s'agit de propriétaires absents, sans expérience en agriculture, qui importent massivement les technologies d'irrigation à pivot central ainsi que la force de travail, qualifiée ou non. L'économie politique saoudienne est historiquement marquée par un tropisme vers le secteur privé trouvant son origine dans l'existence d'une élite marchande qui existe bien avant l'exploitation du pétrole (Luciani, 2005; Hertog, 2013). Puis, jouissant d'une rente conséquente, la dynastie au pouvoir intègre, *via* des pratiques de clientélisme et de cooptation, cette élite marchande, créant ainsi une bourgeoisie issue des allégeances tribales ou familiales (Chaudhry, 1997). Cette dernière s'enrichit grâce aux largesses de la monarchie pour cultiver du blé, de l'orge et produire des légumes et du lait, et ne supporte pas le coût des investissements pharaoniques consentis par le gouvernement,

10 À l'image du ministre de l'Industrie et de l'Électricité et premier président de SABIC Ghazi Abdul Rahman Al Gosaibi.

11 Voir à ce sujet les travaux de Steffen Hertog sur les controverses de la modernisation saoudienne et la concurrence sous fond de conflits entre grandes familles, entrepreneurs et clans de la famille royale (Hertog, 2008).

grâce à la rente pétrolière¹². L'utilisation de cette dernière permet à l'État développementaliste d'exercer un fort contrôle sur l'économie et de ne pas dépendre des entreprises dans la planification et la modernisation du pays qu'il dirige (Niblock et Malik, 2007).

Ainsi, un grand nombre d'hommes d'affaires de premier plan bénéficient de ces mesures incitatives. Ils s'engagent financièrement dans le secteur agricole et basent une partie de leur développement capitalistique sur l'agriculture tout en diversifiant leur portefeuille d'investissements. La géographie des groupes qui émergent pour approvisionner le pays en denrées agricoles est intimement liée à la politique et à la géopolitique de la monarchie saoudienne. Il s'agit en effet d'assurer l'allégeance des clans alliés de la famille royale et des tribus disséminées sur l'ensemble du territoire. C'est le cas par exemple du Prince Sultan ben Mohammed ben Saoud Al Kabir, qui appartient à une branche de la famille royale et qui investit dès 1977 dans l'industrie laitière avec des partenaires irlandais. Il fonde la société Almarai, qui est aujourd'hui un fleuron de l'agro-industrie saoudienne (Brun et Calvary, 2016). On peut aussi citer le cas de la société Al Jouf Agricultural Development Company (JADCO), créée en 1988 au nord-est du pays et aujourd'hui présidée par Abdulaziz ben Mishaal ben Abdulaziz Al Saud. Elle produit, transforme et distribue des fruits et légumes ainsi que de la viande. Ces firmes saoudiennes, qui naissent avec la modernisation agricole du royaume, ainsi que leurs fournisseurs étrangers de matériel agricole, constituent une coalition hétéroclite d'acteurs dotés d'un pouvoir financier et symbolique capable d'influencer la formulation des politiques publiques (Brun et Calvary, 2016; Brun, 2017). La forme d'agriculture défendue par ces nouveaux investisseurs est d'ailleurs hautement capitalistique et très éloignée de l'agriculture familiale oasisienne. Il s'agit d'une agriculture « de firme » inédite dans cette région (Purseigle *et al.*, 2017; Blanc et Brun, 2013).

12 En intégrant l'ensemble des subventions directes et indirectes, entre 1984 et 2000, le coût de production en Arabie saoudite d'une tonne de blé avoisine les 1 000 USD (chiffres recalculés par Elhadj, 2004).

1.3. Un agenda politique des approvisionnements alimentaires locaux non soutenable

En raison des subventions, des investissements conséquents et des prix élevés garantis, la production agricole saoudienne connaît une hausse exponentielle à partir du milieu des années 1970. Les fluctuations des volumes de production du blé, de l'orge, des fruits et légumes s'expliquent ainsi par les choix politiques du royaume et les incitations financières à produire. Cela confirme que, sans les largesses du gouvernement, il n'y aurait ni agriculture à grande échelle ni grands groupes agricoles. Ainsi, le blé est, au début des années 1980, la production la plus subventionnée par le gouvernement. Elle passe de 180 000 tonnes en 1980 à plus de 4 millions de tonnes en 1992, ce qui correspond environ à la production de blé en Égypte, qui fait face à l'impératif de nourrir alors plus de 60 millions de personnes. La production de blé dépasse largement les besoins des 17 millions de Saoudiens tout autant que les capacités de stockage du GSFMO qui n'excèdent pas 2,4 millions de tonnes (MOP, 2003). Le royaume est alors le sixième exportateur mondial de blé. Dès l'année suivante, le soutien du gouvernement ne se porte plus sur le blé, dont la production chute à 1,2 million de tonnes en 1996, mais sur l'orge pour l'alimentation animale. Entre 1992 et 1994, les superficies mises en culture d'orge sont multipliées par 4 et la production passe de 416 000 à 2 millions de tonnes avant de rechuter à son niveau de 1992. Les autres productions connaissent des croissances similaires entre 1973 et 1992, celle de légumes croît de 520 %, celle de luzerne de 700 %. En vingt ans, la superficie totale équipée de systèmes d'irrigation en Arabie saoudite passe de 375 000 à 1,7 million d'ha (Abderrahman, 2001).

L'année 1992 est une année charnière pour la production agricole en Arabie saoudite qui correspond au moment où progressivement les subventions sortent de l'agenda politique. Le gouvernement saoudien connaît alors une grave crise financière causée par la participation du royaume dans la guerre du Golfe. Riyad reporte ainsi le versement des subventions aux entreprises en l'absence de liquidités, ce qui entraîne un brusque recul des superficies en culture. Après le tarissement des subventions, la question des ressources en eau est portée à l'agenda à la fin des années 1990. La demande en eau est devenue trop importante et les ressources disponibles non

renouvelables ont dramatiquement baissé¹³. La prise en compte du problème de la rareté ainsi que de la pollution due à la surexploitation des nappes se concrétise en 2003 à la suite de la parution du Plan national « Eau » du ministère de l'Eau et de l'Électricité. Il appelle à une révision de la politique saoudienne en matière de gestion de l'eau et se traduit par un moratoire de cinq ans sur l'allocation de terres pour l'agriculture. Puis, en 2008, les ministères de l'Agriculture et des Finances annoncent que sur une période de huit ans, les achats de blé produits localement vont diminuer afin que l'approvisionnement ne se fasse que *via* les importations. Il s'agit d'un très net virage de la politique agricole saoudienne et d'une nouvelle stratégie d'approvisionnement. Pour autant, cela ne veut pas dire que la production agricole s'arrête. Au contraire, comme le montre le tableau 1, l'usage des ressources en eau est strictement limité aux productions dont la valeur par goutte d'eau est plus élevée (fruits et légumes, produits laitiers, etc.).

Tableau 1 : Disponibilités de différentes productions agricoles et alimentaires en Arabie saoudite entre 1990 et 2013

	1990			2013		
	Production nationale (tonnes)	Importations nettes* (tonnes)	Taux de suffisance	Production nationale (tonnes)	Importations nettes (tonnes)	Taux de suffisance
Blé	3 580 000	-1 138 700	146,6	660 100	2 115 500	23,8
Orge	372 300	559 200	40,0	11 300	10 546 300	0,1
Tomates	451 200	155 000	74,4	544 500	129 000	80,8
Dattes	527 900	-16 000	103,1	1 095 200	-96 600	109,7
Lait de vache	282 900	-15 000	105,6	2 085 000	-106 000	105,4
Viande	415 900	277 000	60,0	797 700	1 022 000	43,8

* Les productions exportées sont retranchées des importations.

Source : FAOSTAT, ministère de l'Agriculture saoudien, calculs de l'auteur.

¹³ Il faut en moyenne dans le Golfe deux à trois fois plus d'eau pour arroser un hectare que dans les zones tempérées et Elhadj (2004) estime qu'entre 1980 et 2000, plus de 300 milliards de m³ ont été mobilisés pour l'agriculture irriguée.

2. Les limites des reconfigurations changeantes du modèle d'extraversion de l'approvisionnement alimentaire

Le registre de l'approvisionnement alimentaire extraterritorial des trois monarchies du Golfe est marqué, lui aussi, par l'impérieuse nécessité de sécuriser et de contrôler la fourniture de denrées alimentaires afin de garantir la stabilité des régimes politiques. D'acheteurs s'exposant aux instabilités des marchés, ces pays explorent également le rôle de producteur au-delà de leurs frontières *via* les investissements fonciers dans un contexte de « ruées sur les terres » (Oya, 2013) et de « crise alimentaire » (Janin, 2008).

2.1. Une dépendance aux marchés internationaux qui inquiète

D'un pays et d'un produit à l'autre, les taux de dépendance varient largement. Le Qatar (2,6 millions d'habitants, dont 80 % d'étrangers) dépend à 90 % de l'extérieur pour ses approvisionnements alimentaires (Baker, 2012); ce taux approche les 85 % aux EAU (9,2 millions d'habitants). Le blé, l'orge et le riz sont parmi les produits, en volume, les plus importés dans les trois pays étudiés. Après les changements de stratégies dans la monarchie saoudienne, les quantités de blé importées sont multipliées par 16 entre 2007 et 2008 (United States Department of Agriculture – USDA). Au contraire, le riz n'a jamais été cultivé dans le Golfe alors qu'il s'agit d'une denrée hautement stratégique, consommée à la fois par les nationaux et par les populations immigrées à bas salaire venant d'Asie ou d'Afrique. La consommation de riz n'a d'ailleurs cessé de croître, passant pour l'Arabie saoudite de 280 000 tonnes importées en 1990 à plus de 1,2 million en 2016. Cependant, pour les monarchies, la dépendance aux marchés internationaux ne doit pas être uniquement analysée au prisme de la quantité disponible. Si la pénurie de denrées alimentaires fait très souvent l'objet d'articles dans les différentes presses nationales, ce qui inquiète au plus haut point les décideurs politiques tient aux conséquences financières de la volatilité des prix et aux risques politiques de la dépendance. En effet, alors que le royaume saoudien démantèle sa production de céréales, les prix des matières premières sur les marchés internationaux sont à la hausse. Le paroxysme est atteint en 2008 et se traduit par des manifestations et émeutes contre la faim et la vie chère dans de nombreux pays en développement importateurs de denrées alimentaires. En même temps que les prix augmentent et que le cours du dollar chute, la facture des importations agricoles et alimentaires des

trois monarchies du Golfe s'alourdit, passant de 15 à 22 milliards de dollars entre 2007 et 2008 pour atteindre, selon les projections, 47 milliards d'ici 2020 (Economist Intelligence Unit, 2010). Ainsi, en valeur, les importations d'orge du Qatar passent de 7,7 millions de dollars à 61,4 millions entre 2000 et 2008. Sur la même période, le montant des importations de riz aux EAU est multiplié par 9 pour atteindre 1,5 milliard de dollars. Ces denrées, venant de l'extérieur, apportent une inflation que les richesses dégagées par l'exploitation du sous-sol parviennent difficilement à contenir sur la durée. Les hausses des prix inquiètent d'autant plus les familles régnantes que, au travers des « émeutes du pain » de 2008 en Égypte et en Tunisie, s'expriment des revendications politiques contre l'autoritarisme et les régimes en place. L'enjeu pour les gouvernements du Golfe est donc de réguler et de limiter la hausse des prix des denrées alimentaires pour éviter des contestations sociales. Des mesures de contrôle des prix sont alors adoptées ainsi qu'une hausse des subventions sur l'électricité, l'eau ou le pétrole, et des augmentations de salaires pour les fonctionnaires. Lorsqu'en 2009, les prix internationaux des matières premières baissent, les gouvernements du Golfe instaurent des mécanismes pour contraindre les importateurs privés et les distributeurs à baisser les prix. Le gouvernement de la fédération des EAU impose ainsi une baisse de 50 % du prix des produits alimentaires en mars 2009.

L'augmentation des prix des matières premières agricoles en 2008 est, entre autres, causée par la décision de grands pays exportateurs¹⁴ de protéger leur marché domestique et de limiter leurs exportations face aux risques de pénurie et d'inflation. Ces mesures restrictives sont considérées par les monarchies comme des menaces directes sur leurs approvisionnements et génèrent un sentiment d'angoisse dans la population et chez les dirigeants, les poussant à contrôler la source de leurs approvisionnements et de limiter leur dépendance aux marchés. Cela se traduit par une accélération de la projection des firmes à l'international et la promotion des investissements dans l'agriculture à l'étranger.

¹⁴ C'est le cas par exemple du Vietnam, deuxième exportateur de riz, qui en interdit les exportations au printemps 2008.

2.2. Des investissements fonciers « à tout-va » : externaliser la sécurité alimentaire du Golfe

Marquées par les défaillances des marchés internationaux et incapables de produire les capacités suffisantes de nourriture pour une population dont les besoins vont croissant, les monarchies du Golfe entreprennent de délocaliser leur autosuffisance alimentaire. Il s'agit, en 2008, d'acquérir des fermes et du foncier dans des pays mieux dotés en terres et en eau, et ce, en utilisant la rente des hydrocarbures (Blanc et Brun, 2013). L'Arabie saoudite, le Qatar et les EAU¹⁵ sont largement montrés du doigt dans les médias pour les effets de leurs investissements agricoles¹⁶ et leur implication dans ce qui est qualifié d'« accaparement foncier » (Zoomers, 2010 ; de Schutter, 2011).

La vague d'investissements agricoles et fonciers des monarchies du Golfe est un cas emblématique témoignant de l'imbrication entre les dynamiques financières et spéculatives du secteur privé et les intérêts ou objectifs des pouvoirs publics dans la sécurisation des approvisionnements alimentaires (Brun, 2017). Le gouvernement de la fédération des EAU cherche ainsi à établir des relations de long terme avec le secteur privé, notamment pour l'alimentation animale. En 2005, les autorités annoncent que l'achat de production domestique de fourrage va cesser au profit d'un approvisionnement de l'étranger. L'Abu Dhabi Food Control Authority, dont les prérogatives dépassent la sécurité sanitaire, lance des appels d'offres et établit des contrats avec des firmes émiraties comme la compagnie Al Dahra, créée en 1995 par Hamdan ben Zayed ben Sultan Al Nahyan, le quatrième fils du fondateur des EAU. La firme est un partenaire stratégique des autorités pour mettre en œuvre la vision du gouvernement, c'est-à-dire préserver les ressources naturelles locales tout en assurant son autosuffisance en matières premières agricoles. Al Dahra participe au programme de renforcement des capacités de stockage et fournit plus de 50 % du fourrage importé de la fédération dont la production domestique est divisée par deux entre 2007 et 2010. Elle vient d'ailleurs de racheter, en 2018, le plus important producteur de céréales de Roumanie, Agricost, pour plus de 200 millions d'euros. Jenaan,

¹⁵ D'autres pays et firmes se sont projetés à l'international pour sécuriser leurs approvisionnements alimentaires comme la Chine.

¹⁶ Pour une analyse détaillée des investissements fonciers, voir les travaux de la coalition internationale de recherche Land Matrix.

une autre firme émiratie au statut semi-public, est lancée en 2007 pour produire à l'étranger des fourrages destinés à l'alimentation animale. Elle est présente en Égypte, au Pakistan, au Mozambique ainsi qu'au Soudan mais aussi en Europe de l'Est. Jenaan et le gouvernement soudanais de Khartoum exploitent *via* la *joint-venture* Amtaar¹⁷ environ 8 000 ha non loin du barrage de Mérowé, au nord de la capitale. Cette exploitation produit en vingt-huit jours du fourrage qui, après un voyage de deux jours en plein désert, est chargé sur un porte-conteneurs à Port-Soudan pour rejoindre une fois par semaine le port Khalifa d'Abu Dhabi avant d'être revendu. Au Qatar, c'est le fonds d'investissement de l'émirat, le Qatar Investment Authority (QIA) qui pilote la quasi-totalité des investissements à l'étranger, notamment *via* Hassad Food, créée en 2008, avec un capital d'un milliard USD (Brun, 2013).

Riyad annonce également une série de mesures et de soutiens aux agro-investisseurs afin d'augmenter la part de son autosuffisance délocalisée à l'étranger. En janvier 2009, le roi Abdallah baptise de son propre nom un programme de soutien aux agrifirmes. L'objectif de l'Initiative du roi Abdallah ben Abdelaziz Al Saoud pour les investissements agricoles saoudiens à l'étranger est de favoriser les partenariats publics-privés entre les acteurs saoudiens et de leur offrir un soutien diplomatique et financier. Cette annonce donne lieu à un véritable engouement chez les hommes d'affaires saoudiens qui voient dans ce programme une nouvelle opportunité de s'enrichir en obtenant de nouvelles subventions alors que les dispositifs d'aide pour l'agriculture domestique ne cessent de diminuer. De l'initiative royale sont par exemple nés deux consortiums : la Saudi Company for Agricultural Investment and Animal Production (SCAIAP), qui est gérée par le fonds public d'investissement saoudien (PIF) avec un capital de 800 millions de dollars pour l'attribution de crédits aux agrifirmes et la construction d'infrastructures (Sambidge, 2009); et le consortium d'agrifirmes Jannat Agriculture Investment Company, composé notamment d'Al Rahji, de JADCO, d'Almarai et de trois autres firmes saoudiennes, qui a investi en Égypte, au Soudan, en Éthiopie, et qui prévoit dès 2009 de cibler des pays asiatiques (Philippines et Indonésie). Ces différents exemples montrent bien la nature polymorphe des investisseurs et la frontière difficile à déterminer entre acteurs privés et publics, étatiques et non étatiques. Les gouvernements

17 « Pluie », en arabe.

du Golfe mettent ainsi en œuvre un ensemble de stratégies pour sécuriser leurs approvisionnements alimentaires en jouant à la fois sur le registre de leur influence (*State influence*) et sur les firmes et fonds qu'ils contrôlent (*State ownership*) (Cotula, 2009).

À partir de 2008, les pays ciblés par les investissements fonciers en provenance du Golfe appartiennent à des territoires très divers. Cependant, ces choix semblent sous-tendus par des mobiles géopolitiques qui tiennent à des dimensions historique, culturelle, religieuse et géographique (Anseeuw *et al.*, 2012 ; Blanc et Brun, 2013). C'est le cas notamment de l'Égypte, du Soudan, de l'Éthiopie, du Pakistan ou de pays asiatiques. En Éthiopie, les investissements agricoles « saoudiens » sont le fait d'une seule entité, MIDROC (Mohammed International Development Research and Organization Companies), dirigée par le milliardaire saoudo-éthiopien Mohammed Al Amoudi. Ce dernier est loin d'être un étranger dans le pays puisqu'il est le premier employeur privé dans une économie dominée par les entreprises publiques et était très proche de l'ancien Premier ministre Meles Zenawi (Calvary, 2014). En mars 2009, au cours d'une cérémonie solennelle, le roi Abdallah accueille d'ailleurs la première livraison de riz produit par un investisseur saoudien, M. Al Amoudi. Si le roi Abdallah soutenait l'homme d'affaires éthiopien, ce n'est plus le cas de l'actuel roi Salman, ni de son fils Mohamed ben Salman, qui l'a fait arrêter lors de la grande purge anti-corruption dans le royaume en novembre 2017. Si les raisons de son arrestation demeurent encore incertaines, on peut s'interroger sur les conséquences de son soutien dans la construction du barrage hydroélectrique éthiopien qui menace directement l'approvisionnement en eau de l'Égypte, dont l'actuel président Abdel Fattah al-Sissi est un allié du pouvoir saoudien.

2.3. Changement de stratégies : verticalité et intégration

Les stratégies des trois pays du Golfe en matière d'investissement ont largement évolué depuis 2008. Alors que les annonces de projets étaient nombreuses et que les superficies concernées étaient immenses, on observe que, dans la phase de mises en œuvre, peu se sont concrétisés ou que les superficies sont bien moindres du fait des coûts de transaction trop élevés, du manque d'infrastructures de transport, de difficultés techniques et politiques, etc. Face à ces difficultés, les investisseurs saoudiens se retirent

de nombreux grands projets, n'ayant d'ailleurs pas bénéficié des avantages pourtant annoncés dans le cadre de l'initiative royale décrite plus haut¹⁸ du roi Abdallah.

L'attrait des monarchies, étudiées ici, pour des terres décrites comme sous-exploitées et éloignées se porte majoritairement aujourd'hui sur des régions plus densément peuplées, plus facilement accessibles et plus sécurisées, comme la Russie et les Balkans, l'Australie ou l'Amérique du Sud. D'un placement financier dans le foncier, valeur refuge lors de la crise de 2008 (Puel, 2012), les firmes du Golfe prennent de plus en plus de participations dans des entreprises agricoles étrangères, tout au long de la chaîne de valeur (Keulertz et Woertz, 2015), afin de sécuriser l'ensemble de la filière d'approvisionnement. La firme qatarie Hassad Food qui possède trente-huit fermes en Australie (céréales et élevage de moutons) investit de plus en plus dans l'industrie agroalimentaire et dans les infrastructures d'exportation dans un objectif d'intégration et d'agrégation des firmes. La Saudi Agricultural and Livestock Investment Company (SALIC), créée en 2011 et contrôlée par le PIF, s'associe avec le géant américain du négoce de matières premières Bunge pour prendre le contrôle en 2015 de la plus importante société coopérative de manutention de grain au Canada, le Canadian Wheat Board, pour former une nouvelle entité baptisée G3. Depuis 2015, SALIC augmente ses parts dans la firme qui est l'un des plus gros vendeurs mondiaux de blé et d'orge renforçant d'autant plus son pouvoir de décision et sécurisant d'autant plus l'acheminement des matières premières vers le Golfe. On note aussi que certaines entreprises se tournent vers l'approvisionnement des marchés locaux. C'est le cas de Jenaan, installée au sud de l'Égypte, près du canal de Toshka, qui vend sa production de blé en Égypte à la fois pour des questions de rentabilité (ne pas payer la taxe à l'exportation) et pour des enjeux géopolitiques du fait des injonctions du gouvernement émirati de participer à la sécurité alimentaire du pays.

¹⁸ Entretien avec des hommes d'affaires et hauts fonctionnaires rencontrés à Riyad en décembre 2015.

3. Des modèles et des stratégies d’approvisionnement confrontés au principe de réalité

Dix ans après la crise alimentaire de 2008, les politiques et stratégies des pays du Golfe en matière d’approvisionnements alimentaires ont beaucoup évolué. Elles se trouvent aujourd’hui au cœur des plans de transformation économique des pétromonarchies dans un contexte de compétition et de tensions régionales.

3.1. L’agriculture et l’alimentation au cœur des « visions » nationales

En définissant des plans spécifiques ou en inscrivant l’agriculture et la sécurité alimentaire au cœur des « visions » pour le futur, le Qatar, l’Arabie saoudite et les EAU réaffirment l’importance politique de la sécurisation des approvisionnements alimentaires. Ils projettent de cultiver sur place autant que possible leur alimentation et de contrôler les filières. C’est le cas du Qatar qui, en 2008, définit un programme national de sécurité alimentaire (Qatar National Food Security Programme – QNFSP) sur décision de l’actuel Émir, alors prince héritier. Le plan prévoit pour l’émirat un taux d’autosuffisance de 70% à atteindre à l’horizon 2023. Trop ambitieux, l’objectif affiché est aujourd’hui de 40%, avec des efforts concentrés sur certains produits, comme le poulet, dont l’autosuffisance atteint 98% en 2017. La volonté politique est affichée également par la fédération des EAU dans son plan de diversification économique « Vision 2030 ». Depuis octobre 2017, le gouvernement compte une ministre d’État en charge de « la future sécurité alimentaire », Mariam Mohammed Saeed Hareb Al Mehairi. Dans les trois pays, l’accent est mis sur une optimisation des ressources en eau et sur le soutien aux acteurs nationaux qui sont les plus performants. C’est le cas en Arabie saoudite des producteurs de produits laitiers, comme les firmes leaders sur le marché Almarai et la National Agricultural Development Company (NADEC), qui s’illustrent par leur intégration verticale dans le secteur laitier¹⁹. Dans le royaume, la nouvelle stratégie agricole et alimentaire s’inscrit dans « Horizon 2030 »,

¹⁹ NADEC possède six fermes, avec environ 75 000 vaches, et produit 1,5 million de litres de lait par jour.

l'ambitieux plan de transformation porté par le prince héritier²⁰ et homme fort du royaume, Mohammed ben Salman (MBS). Déterminé à transformer la société saoudienne et à consolider son pouvoir, il écarte les princes rivaux, notamment *via* la purge anti-corruption de novembre 2017, et s'entoure de technocrates dans le gouvernement à l'image du ministre de l'Agriculture et ancien PDG d'Almarai. MBS a commandé à ce dernier une nouvelle stratégie agricole dans laquelle les entreprises auront un rôle primordial pour atteindre les objectifs de production et de transformation agroalimentaire.

3.2. Interdépendance entre les pays du Golfe : quand la désunion fait aussi la force

À l'échelle régionale, alors que les objectifs et les enjeux de sécurisation des approvisionnements sont similaires, les tentatives de coopération et de mutualisation des moyens entre pays du Golfe sont restées infructueuses. Que ce soit au travers du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ou des initiatives nationales de recherche et d'investissement, comme l'Alliance globale des pays désertiques lancée par le Qatar en 2012 (Brun, 2013), la compétition entre les pays ne cesse de s'accroître, notamment sur les questions logistiques (Brun, 2014). En effet, les trois pays poursuivent l'objectif d'être des *hubs* régionaux et des plaques tournantes du commerce mondial agroalimentaire (Bin et Al-Attiya, 2014). Dubaï et les EAU ont d'ailleurs une avance nette grâce aux investissements consentis dans les infrastructures portuaires dès les années 1970 et l'ouverture en 2020 de la plus grande zone franche dédiée au secteur agroalimentaire (Dubai Food Park).

La désunion dans le Golfe a atteint son paroxysme sur le plan politique avec le blocus imposé au Qatar en juin 2017 par une coalition formée de l'Arabie saoudite, des EAU, du Yémen, du Bahreïn et de l'Égypte. Dans cette crise diplomatique, la problématique alimentaire ressurgit très rapidement et, avec elle, le spectre des pénuries alimentaires (Almohamadi, 2017) d'autant plus que la seule frontière terrestre entre l'Arabie saoudite et le Qatar – par

20 Pour rappel, depuis le règne de Saoud ben Abdelaziz (1953-1964), le titre de roi se transmet non pas entre père et fils, mais entre frères et demi-frères (succession adelphique), par rang d'âge à la suite d'un conseil de famille (Mouline, 2010). Cela a conduit à une forme de gérontocratie bloquant l'évolution du royaume. En 2015, Mohamed Ben Nayef, premier de la génération des petits-fils est désigné comme prince héritier avant d'être évincé au profit de son cousin et fils du roi Salman, MBS.

laquelle transitent 40 % des importations alimentaires – est fermée. Très vite après l'annonce de cette mesure, les supermarchés au Qatar sont pris d'assaut. Cependant, à défaut d'avoir asphyxié le Qatar, il semble que le blocus et la crise diplomatique participent à rebattre les cartes des alliances régionales. Dans une géopolitique en totale redéfinition, les ennemis de la coalition anti-Qatar prêtent main-forte à l'émirat pour assurer les approvisionnements alimentaires *via* les mers et les airs. Ainsi la Russie (Valentini, 2018) et surtout l'Iran envoient plusieurs avions remplis de denrées alimentaires (BBC News, 2017). La Turquie, dont les positions sur la Syrie et d'autres dossiers politiques au Moyen-Orient rejoignent celles de Doha, dépêche plus de cent avions-cargos de ravitaillement. En plus des vivres, ce sont des soldats (en faible nombre) et du matériel militaire qui rallient la première base turque dans le monde arabe installée sur la péninsule. Cette crise montre ainsi le pouvoir des approvisionnements alimentaires comme un instrument politique au service de la puissance et son rôle dans l'affirmation de nouvelles alliances au Moyen-Orient.

Conclusion

Cet article analyse, dans une région du monde méconnue pour ses vulnérabilités alimentaires, les différentes catégories politiques de l'approvisionnement, entre autosuffisance fantasmée et extraversion assumée. En proposant une lecture de l'évolution des modes de production et des politiques qui visent à fournir des denrées alimentaires à la population, nous montrons comment l'alimentation constitue à la fois un impératif de sécurité et de stabilité politique ainsi qu'une ressource et un facteur de déstabilisation dans les rapports de force à plusieurs échelles. Cette contribution interroge également les liens patrimoniaux qui existent entre les gouvernements et les entreprises du secteur agroalimentaire. La nature polymorphe de ces firmes, entre privé et public, permet aux gouvernements de les contraindre et de les contrôler tout en faisant reposer sur elles une partie importante de l'équation alimentaire.

Cependant, il ne faut pas restreindre la sécurité alimentaire dans le Golfe à la quantité de produits disponibles, mais il faut aussi s'interroger sur les pratiques de consommation. Paradoxalement, les habitants de

ces trois pays connaissent des phénomènes de surconsommation et de déficit en micronutriments. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), près de 70% des habitants des EAU sont en situation de surpoids et un tiers des Saoudiennes et des Qatariennes de plus de quinze ans sont obèses. La qualité nutritionnelle des aliments et la lutte contre les maladies cardiovasculaires et le diabète constituent le nouveau défi pour les politiques publiques et les systèmes de protection sociale du Golfe, inscrivant définitivement ces pays dans une transition alimentaire et nutritionnelle qui renouvelle peu à peu le visage de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'AUTEUR

Matthieu Brun

Matthieu Brun est doctorant en science politique au sein du laboratoire Les Afriques dans le monde (LAM – UMR 5115) à Science Po Bordeaux. Ses thèmes de recherche portent sur le développement durable, l'aide au développement, les relations internationales ainsi que les politiques agricoles et alimentaires en Afrique et au Moyen Orient.

A récemment publié

Brun M., 2017, « Géopolitique de l'agrifirme de la péninsule arabique à la corne de l'Afrique », dans Purseigle F., Nguyen G., Blanc P. (dir), *Le nouveau capitalisme agricole: de la ferme à la firme*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 225-274, <https://www.cairn.info/le-nouveau-capitalisme-agricole--9782724621358-p-255.htm> (consulté en octobre 2018).

Brun M., Calvary R., 2016, « En Arabie saoudite, une révolution de palais synonyme de remise en cause du modèle agricole? », *Confluences Méditerranée*, n° 98, p. 189-200. DOI: 10.3917/come.098.0189

Aubert P. M., Brun M., Agamile P., Treyer S., 2017, « From Aid Negotiation to Aid Effectiveness: The Case of Food and Nutrition Security in Ethiopia », *Third World Quarterly*, vol. 39, n° 1, p. 104-121. DOI: 10.1080/01436597.2017.1368379

BIBLIOGRAPHIE

- Abderrahman W. A., 2001, « Energy and Water in Arid Developing Countries: Saudi Arabia, a Case-Study », *International Journal of Water Resources Development*, vol. 17, n° 2, p. 247-255. DOI: 10.1080/07900620120031306
- Almohamadi S. F., 2017, « Qatar Dispute Exposes Regional Food-Security Failures », 21 août, *iis.org*, <https://www.iis.org/blogs/analysis/2017/08/qatar-food-insecurity> (consulté en octobre 2018).
- Al-Zahrani K. H., Elhag E. A., 2003, *Agricultural Development During the Era of King Fahd*, Riyad, King Saud University.
- Anseeuw W., Boche M., Breu T. et al., (dir.), 2012, *Transnational Land Deals for Agriculture in the Global South: Analytical Report Based on the Land Matrix Database*, Bruxelles, CDE, http://publications.cirad.fr/une_notice.php?dk=564980 (consulté en octobre 2018).
- Baker A., 2012, « Desert Dreams: Can the Middle Eastern Country of Qatar Learn to Feed Itself? », *The Time*, 19 novembre.
- BBC News., 2017, « Qatar Blockade: Iran Sends Five Planeloads of Food », 11 juin, *bbc.co.uk*, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-40237721> (consulté en octobre 2018).
- Bin F., Al-Attiya M., 2014, « Qatar's Journey to Self-Sufficiency », *Journal of International Affairs*, vol. 67, n° 2, p. 153-157, <https://www.jstor.org/stable/24461742> (consulté en octobre 2018).
- Blanc P., 2012, *Proche-Orient : le pouvoir, la terre et l'eau*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Blanc P., Brun M., 2013, « Un regard géopolitique sur l'agriculture de firme dans le monde arabe », *Études rurales*, n° 191, p. 129-148, <https://www.cairn.info/revue-etudes-rurales-2013-1-p-129.htm> (consulté en octobre 2018).
- Bonnenfant P., 1977, « L'évolution de la vie bédouine en Arabie centrale. Notes sociologiques », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, vol. 23, p. 111-178. DOI: 10.3406/remmm.1977.1403
- Brun M., 2017, « Géopolitique de l'agri-firme de la péninsule arabique à la corne de l'Afrique », dans Purseigle F., Nguyen G., Blanc P. (dir), *Le nouveau capitalisme agricole : de la ferme à la firme*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 225-274, <https://www.cairn.info/le-nouveau-capitalisme-agricole-9782724621358-p-255.htm> (consulté en octobre 2018).
- Brun M., 2014, « Une géo-économie des échanges agro-alimentaires entre les pays arabes méditerranéens et le Golfe », dans CIHEAM, *MediTERRA*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 131-137, <https://www.cairn.info/mediterr-2014-9782724614756-p-131.htm> (consulté en octobre 2018).
- Brun M., 2013, « Qatar, une stratégie agricole au service de la puissance? », *Confluences Méditerranée*, n° 84, p. 131-140. DOI: 10.3917/come.084.0131

- Brun M., Calvary R., 2016, « En Arabie saoudite, une révolution de palais synonyme de remise en cause du modèle agricole ? », *Confluences Méditerranée*, n° 98, p. 189-200. DOI: 10.3917/come.098.0189
- Calvary R., 2014, « Les investissements saoudiens dans la Corne de l'Afrique : l'exemple de Mohamed Al Amoudi, homme d'affaires saoudien en Ethiopie », *Confluences Méditerranée*, n° 90, p. 61-74. DOI: 10.3917/come.090.0061
- Chaudhry K. A., 1997, *The Price of Wealth: Economies and Institutions in the Middle East*, Ithaca, Cornell University Press.
- Collingham E., 2011, *The Taste of War: World War II and the Battle for Food*, Londres, Penguin Books.
- Cotula L., Vermeulen S., Leonard R. et al., 2009, *Land Grab or Development Opportunity? Agricultural Investment and International Land Deals in Africa*, Londres/Rome, IIED/FAO/IFAD, <http://www.fao.org/3/a-ak241e.pdf> (consulté en octobre 2018).
- De Schutter O., 2011, « How Not to Think of Land-Grabbing: Three Critiques of Large-Scale Investments in Farmland », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 38, n° 2, p. 249-279. DOI: 10.1080/03066150.2011.559008
- Economist Intelligence Unit, 2010, « The GCC in 2020. Resources for the Future », Londres/Doha, *The Economist*, http://graphics.eiu.com/upload/eb/GCC_in_2020_Resources_WEB.pdf (consulté en octobre 2018).
- Elhadj E., 2004, « Camels Don't Fly, Deserts Don't Bloom: An Assessment of Saudi Arabia's Experiment in Desert Agriculture », *Occasional Paper*, n° 48, Londres, School of Oriental and African Studies/ University of London, <https://www.soas.ac.uk/water/publications/papers/file38391.pdf> (consulté en octobre 2018).
- Hertog S., 2013, *The Private Sector and Reform in the Gulf Cooperation Council*, Londres, LSE, <http://eprints.lse.ac.uk/54398/> (consulté en octobre 2018).
- Hertog S., 2008, « Petromin: The Slow Death of Statist Oil Development in Saudi Arabia », *Business History*, vol. 50, n° 5, p. 645-667. DOI: 10.1080/00076790802246087
- Janin P., 2008, « Crise alimentaire mondiale. Désordres et débats », *Hérodote*, n° 131, p. 6-13. DOI: 10.3917/her.131.0006
- Keulertz M., Woertz E., 2015, « States as Actors in International Agro-Investments », *International Development Policy*, vol. 6, n° 1, p. 30-52. DOI: 10.4000/poldev.2023
- Luciani G., 2005, « From Private Sector to National Bourgeoisie: Saudi Arabian Business », dans Aarts P., Nonneman G. (dir), *Saudi Arabia in the Balance: Political Economy, Society, Foreign Affairs*, New York, NYU Press, p. 144-181.
- MOP (Ministère saoudien de la Planification), 2003, *Achievements of the Development Plans, Facts and figures, 1970-2001*, Riyad, MOP.

- Mouline N., 2010, « Pouvoir et transition générationnelle en Arabie saoudite », *Critique internationale*, n° 46, p. 125-146. DOI: 10.3917/cii.046.0125
- Niblock T., Malik M., 2007, *The Political Economy of Saudi Arabia*, Londres, Routledge.
- Oya C., 2013, « Methodological Reflections on “Land Grab” Databases and the “Land Grab” Literature “Rush” », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 40, n° 3, p. 503-520. DOI: 10.1080/03066150.2013.799465
- Pouillon F., 2017, *Bédouins d'Arabie : structures anthropologiques et mutations contemporaines*, Paris, Karthala/IISMM.
- Puel J.-M., 2012, « Les fonds souverains dans l'agriculture : un investissement politique ? », *Études rurales*, n° 190, p. 161-176. DOI: 10.4000/etudesrurales.9723
- Purseigle F., Nguyen G., Blanc P. (dir), 2017, *Le nouveau capitalisme agricole : de la ferme à la firme*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Sambidge A., 2009, « Saudi Sets Up \$800m Food Investment Firm », 14 avril, *arabianbusiness.com*, <https://www.arabianbusiness.com/saudi-sets-up-800m-food-investment-firm-13693.html> (consulté en octobre 2018).
- Spiess A., 2011, « Food Security in the Gulf Cooperation Council (GCC) Economies », *Working Paper*, Hamburg, GCC Network for Drylands Research and Development, http://www.ndrd.org/html/food_security_in_the_gulf_coop.html (consulté en octobre 2018).
- Valentini V., 2018, « Moscou-Doha : vers un nouvel axe stratégique au Moyen-Orient ? », *Confluences Méditerranée*, n° 104, p. 49-59. DOI: 10.3917/come.104.0049
- Woertz E., 2013, *Oil for Food: The Global Food Crisis and the Middle East*, Oxford, Oxford University Press.
- Zoomers A., 2010, « Globalisation and the Foreignisation of Space: Seven Processes Driving the Current Global Land Grab », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 37, n° 2, p. 429-447. DOI: 10.1080/03066151003595325

Abu Dhabi au défi de la sécurité alimentaire

L'approvisionnement des villes comme expression du pouvoir et de la hiérarchie sociale

Damien Calais

MOTS-CLÉS

sécurité alimentaire, commerce international, développement agricole, investissements directs étrangers (IDE), pays du Golfe

RÉSUMÉ

Abu Dhabi, l'État le plus puissant des Émirats arabes unis, a connu un fort développement économique et humain. Cependant, l'approvisionnement alimentaire de sa population, largement urbaine et immigrée, reste fragile. Souverain de 1966 à 2004, Cheikh Zayed mit en œuvre une stratégie d'accroissement de la production nationale et des importations visant à gagner la loyauté des différentes couches d'une société très hiérarchisée. Ses successeurs transformèrent le système d'approvisionnement en encourageant les investissements directs étrangers (IDE) de sociétés abu-dhabiennes dans le foncier agricole et en promouvant de nouvelles pratiques sur le territoire de l'émirat, pour répondre à des défis sociaux, environnementaux et économiques. Le bilan de ce système réformé est mitigé en termes de sécurité alimentaire et de développement durable.

Introduction

Alors que le volume du commerce international de produits alimentaires a été multiplié par six depuis les années 1960 (Ministère de l'Agriculture, 2017), les États conservent un rôle majeur dans la sécurité alimentaire de leurs populations, notamment par leurs capacités d'investissement, d'aménagement des territoires ou encore d'imposition de normes. Les gouvernements peuvent constituer des groupes d'acteurs, par exemple avec les directions de firmes de l'agro-industrie, à l'image du groupe d'acteurs états-unien qui domine le système alimentaire mondial. Les politiques d'approvisionnement alimentaire répondent à des stratégies de puissance qui se renouvellent alors que la concurrence entre de tels groupes s'accroît à l'échelle mondiale pour le contrôle des ressources et des marchés (Pouch, 2008). À l'intérieur des pays, elles participent au façonnage des hiérarchies par lesquelles les dirigeants de l'État comptent obtenir la loyauté des différentes couches de la société.

Dans les monarchies du Golfe qui bénéficient de la rente d'exploitation des hydrocarbures, les « dotations » (*endowments*) et les « droits d'accès » (*entitlements*) à la nourriture (Sen, 1981) sont semblables: des conditions climatiques, hydrologiques et pédologiques qui requièrent une forte artificialisation du milieu pour développer l'agriculture, et des ressources énergétiques qui, en plus d'être des intrants pour l'agriculture, confèrent à l'État une très forte capacité d'intervention (Woertz, 2013). Les familles régnautes y sont aussi les acteurs économiques les plus puissants et forgent un capitalisme tribal (Davidson, 2011): elles se réservent le contrôle du secteur énergétique, mais confient à d'autres grandes familles les nouveaux secteurs (Peterson, 2007) d'économies dont la diversification apparaît comme le point crucial de la capacité des pays à payer leurs importations de nourriture sur le long terme (Woertz, 2013). La structure autoritaire du pouvoir explique la rapidité des mutations qui modifient la trajectoire historique (Pumain, 2003; Durand-Dastès, 2003) du système d'approvisionnement alimentaire de ces pays pour s'adapter au contexte international. Aux évolutions de ce dernier vient s'ajouter une forte émulation régionale (Normand, 2011).

C'est ce que cet article entend prouver à travers l'étude de cas d'Abu Dhabi, l'État le plus vaste et le plus peuplé de la fédération des Émirats arabes unis (EAU) avec 67 340 km² (87% de la superficie des EAU) et officiellement

- près de 3 millions d'habitants, dont 81 % ne sont pas émiratis (Government of Abu Dhabi, 2016). Cette étude se fonde sur quatre catégories de sources :
- des statistiques et des données produites par des organisations internationales, des administrations publiques fédérales, abu-dhabiennes (Abu Dhabi Food Control Authority – ADFCA – et Abu Dhabi Farmers' Services Center – ADFSC), et des sociétés privées;
 - des observations au cours de quatre séjours à l'hiver 2015-2016, l'automne 2016, l'automne 2017 et l'hiver 2017-2018;
 - des entretiens avec divers acteurs de l'approvisionnement alimentaire d'Abu Dhabi (personnels de l'ADFCA et de l'ADFSC, propriétaires de parcelles agricoles, ouvriers travaillant dans ces parcelles, commerçants) au cours de ces séjours;
 - des articles de la presse quotidienne émiratie parus dans *The National* et *Gulf News*.

1. Le dilemme de l'approvisionnement alimentaire : autosuffisance ou commerce international ?

1.1. Une problématique globale

Après la crise de la production alimentaire de 1972, la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974 voit le refus de la plupart des pays riches de financer l'expansion agricole dans les pays en développement (Rondeau, 1975). L'idée d'autosuffisance, par laquelle nombre de pays arabes comptaient s'affirmer (Blanc et Brun, 2013), est alors supplantée par le libéralisme économique. L'Accord sur l'agriculture de 1994 confirmera cette dynamique (McMichael, 2002).

L'instabilité des cours mondiaux des matières premières agricoles depuis 2007-2008 a fait se multiplier les investissements transnationaux dans le foncier agricole. Ces investissements directs à l'étranger (IDE) mettent-ils en concurrence la souveraineté alimentaire des pays investisseurs et celle des pays cibles (Harrigan, 2014) ? Combien constituent vraiment une externalisation de la production alimentaire ? Les accusations d'accaparement des terres (*land grabbing*) sont-elles fondées ? Malgré le « literature rush » venu alimenter ces controverses (Oya, 2013), les réponses sont difficiles à apporter : de nombreux projets de production agricole n'ont pas abouti, les informations, souvent

de seconde main, peuvent difficilement être recoupées et les conséquences sur les populations concernées restent méconnues (Scoones *et al.*, 2013; Edelman *et al.*, 2013).

1.2. Abu Dhabi : une autosuffisance impossible, une dépendance aux importations qui inquiète

Les sols de l'émirat d'Abu Dhabi sont très pauvres en éléments fertilisants. Les cultures de plein air doivent être abritées des vents de sable par des rideaux d'arbres. Les températures estivales atteignent 46 °C sur la côte et 50 °C environ dans l'intérieur des terres ; les précipitations sont d'environ 40 mm/an (Frenken, 2009). La salinité des aquifères est élevée : de 4 000 à 14 000 ppm pour les deux tiers des puits des oasis du Liwa (Cariou, 2017a).

L'agriculture sur le territoire national ne pourrait en aucun cas suivre la croissance de la population des EAU : le nombre d'habitants, aujourd'hui supérieur à 9 millions, a été multiplié par cent depuis 1960 (Al Qaydi, 2016 ; Banque mondiale, 2017). Dans l'émirat d'Abu Dhabi, cette croissance a été polarisée par les agglomérations d'Abu Dhabi (millionnaire en habitants), qui donne son nom à l'émirat, et d'Al Ain (400 000 habitants en 2007) qui ont grandi de 125 % et 185 % entre 1987 et 2007. Si l'attrait des villes sur les nationaux est certain, le recours massif au travail d'expatriés constitue toutefois le facteur principal de la croissance urbaine. Les étrangers formeraient 88 % des habitants de l'agglomération d'Abu Dhabi (Cadène, 2012). Comme dans les autres monarchies du Golfe, ils viennent principalement d'Asie du Sud et du Sud-Est (provenance des travailleurs les moins qualifiés), puis d'Occident et d'autres pays arabes (Cadène et Dumortier, 2011).

Abu Dhabi ne peut compter sur une augmentation de la production dans les émirats voisins, aux conditions naturelles plus favorables à l'agriculture, pour limiter ses importations depuis l'extérieur des EAU. Il y est très difficile d'étendre les surfaces cultivées en dehors des oasis de piémont, et les populations ont délaissé l'agriculture pour les salaires bien supérieurs offerts en ville (Normand, 2011).

La dépendance aux importations suscite de vives inquiétudes dans les pays du Golfe, qui se sentent menacés par « l'arme alimentaire » (menaces

des États-Unis après le choc pétrolier de 1973, embargo de l'Organisation des nations unies contre l'Irak dans les années 1990, etc.) et par les contingentements temporaires des exportations par plusieurs pays fournisseurs depuis 2007. Une plus grande autosuffisance et l'intégration régionale sont les solutions plébiscitées par l'opinion et soutenues par les entrepreneurs de l'agroalimentaire, qui défendent leurs subsides (Woertz, 2013).

2. L'approvisionnement alimentaire d'Abu Dhabi sous Cheikh Zayed (1966-2004) : un État autoritaire qui se montre bienveillant

Lorsqu'il devient souverain d'Abu Dhabi en 1966, Cheikh Zayed bin Sultan Al Nahyan se trouve à la tête d'un émirat déjà très dépendant des importations (Heard-Bey, 1999). La production agricole de l'émirat d'Abu Dhabi se limite alors aux oasis. Les recettes des hydrocarbures vont permettre à l'État d'aménager de nouveaux territoires agricoles et de construire des infrastructures pour les importations.

2.1. Une politique volontariste alliant le développement de l'agriculture nationale et des importations

Sous Cheikh Zayed, l'État aménage et distribue gracieusement aux citoyens d'Abu Dhabi près de 24 000 parcelles destinées à l'agriculture (Cariou, 2017a). Ce partage des richesses est l'expression d'un pouvoir autoritaire qui montre sa bienveillance pour gagner la loyauté de la population (Davidson, 2011). En verdissant le paysage désertique, l'État affirme son territoire et donne à la communauté nationale une identité fondée sur la nostalgie de la vie bédouine (Ouis, 2002; Woertz, 2013).

Ces parcelles sont appelées *mazâri'* (*mazra'a* au singulier) et présentent ordinairement des palmiers dattiers, parfois des cultures maraîchères, des arbres fruitiers ou encore des cultures fourragères, quelques animaux pouvant y être élevés (observations, 2015, 2016, 2017). Pour les irriguer, des dizaines de puits sont forés dans les régions sableuses et des barrages de rétention d'eau de pluie sont édifiés dans les montagnes afin de faciliter la recharge des nappes phréatiques (Al Abed *et al.*, 1996; Al Abed et Vine, 2000; Frenken, 2009). En 2004, la totalité des surfaces irriguées dans l'émirat l'est avec de l'eau souterraine (Frenken, 2009). La municipalité d'Abu Dhabi fournit

alors aux propriétaires des parcelles une assistance financière et technique (Al Abed et Vine, 2000; Ambassade des EAU, 1981).

Le gouvernement conclut des contrats *offset* pour mettre au point des méthodes agricoles adaptées aux conditions locales : serres réfrigérées, goutte-à-goutte, hydroponie. Des expériences sont menées dans les années 1970 et 1980 avec l'Université de l'Arizona, sur l'île de Saadiyat (Osborne, 1977; Ambassade des EAU, 1981) et avec la Compagnie française des pétroles (Total) dans la plaine de Maziad (CFP, 1978). En 1999, l'État fédéral développe l'aquaculture en créant à Abu Dhabi la *joint-venture* Asmak avec Dassault Investments et d'autres sociétés (Al Abed et Vine, 2000).

Toutefois, les *mazâri'*, de 2 à 3 ha chacune et rarement équipées de serres, réalisent une production saisonnière (souvent d'octobre à mars) et insuffisante pour envisager une commercialisation de grande ampleur en dehors de la vente de dattes (Al Abed et al., 1996; Al Abed et Vine, 2000; observations à Al Wathba, 24/10/2016; entretien, 26/10/2016a). Si les *mazâri'* permettent d'augmenter légèrement la part de la production nationale dans l'alimentation des nationaux, cette dernière continue de dépendre largement des importations, comme celle des immigrés.

En laissant à ses citoyens une grande liberté pour recourir à une main-d'œuvre étrangère (Normand, 2011), le gouvernement d'Abu Dhabi semblait avoir parié sur le fait que les importations de nourriture suivraient. Cette stratégie a été un succès : les Indiens forment plus du quart des habitants des EAU et les exportations indiennes de produits agricoles et alimentaires vers les EAU ont été multipliées par 10 entre 1988 et 2004 (Cadène et Dumortier, 2011; APEDA, 2018). En cas de perturbation brutale des importations, les immigrés pourraient très facilement être contraints au retour, comme l'ont été les Palestiniens, Égyptiens et Yéménites expulsés pendant la guerre du Golfe en 1991 (Cadène et Dumortier, 2011).

Le gouvernement doit construire les infrastructures pour augmenter les capacités d'importations. Ouvert en 1972, Mina Zayed, port au contact de la ville d'Abu Dhabi, est doté d'un bassin en eau profonde (Abu Dhabi Ports, 2016) et de plusieurs marchés couverts. Sous Cheikh Zayed, le gouvernement d'Abu Dhabi facilite la croissance des importations, en dépit des discours

sur la recherche de l'autosuffisance (Ouis, 2002; Al Abed *et al.*, 1996) qui reflètent une conscience des risques liés à cette dépendance.

La pêche est un secteur à part puisque l'action politique a permis aux EAU, qui subviennent entièrement à leurs besoins en poisson, de rester autosuffisant à 72 % en 2008 malgré la croissance démographique (Woertz, 2013). Les nationaux peuvent recevoir jusqu'à la moitié de la valeur d'un bateau neuf et de son équipement. Le ministère de l'Agriculture et de la Pêche recommande puis impose la présence d'au moins un Émirati à bord de chaque bateau, et participe à la construction d'entrepôts frigorifiques (Al Abed *et al.*, 1996). Les captures des navires de pêche émiratis passent de 40 000 à 90 000 tonnes par an entre le début et la fin du règne de Cheikh Zayed (Cadène et Dumortier, 2011).

2.2. À la mort de Cheikh Zayed, un constat qui débouche sur un changement de politique

La distribution de parcelles agricoles n'a pas suffi à maintenir les populations bédouines en milieu rural afin que celles-ci ne gonflent pas les villes et continuent de les approvisionner par leurs surplus de fruits et légumes. Presque aucun citoyen d'Abu Dhabi n'a choisi de faire de l'agriculture son activité principale, préférant les emplois bien plus rémunérateurs des villes. Les ouvriers agricoles sont donc des étrangers qui viennent en général d'Asie du Sud (Cariou, 2017a; Normand, 2011).

Cette agriculture minière est responsable de 83 % de la consommation d'eau aux EAU en 2005 (Frenken, 2009), un chiffre comparable à celui observé à l'échelle du Moyen-Orient (Woertz, 2013). Alors que l'augmentation de la production dans les monarchies du Golfe, et même l'autosuffisance en blé atteinte par l'Arabie saoudite dans les années 1980, était perçue comme une sécurité, les conséquences environnementales de cette politique apparaissent maintenant comme un péril (Amery, 2015).

La surpêche est alors également inquiétante. Le niveau maximum des captures souhaitable pour la conservation de l'espèce est dépassé de trois à cinq fois pour des poissons très consommés dans l'émirat, comme le *hamour*, le *safi*, le *farsh* ou le *shaari* (Cadène et Dumortier, 2011).

Les dirigeants actuels se trouvent confrontés depuis 2007-2008 à la volatilité des cours des produits agricoles et alimentaires sur les marchés internationaux (Blanc et Brun, 2013). Laisser cette augmentation se répercuter sur les consommateurs finaux aurait mécontenté la population et remis en cause la politique migratoire d'attractivité d'Abu Dhabi et des EAU, déstabilisant l'ensemble du système productif.

3. La réforme de la politique d'approvisionnement alimentaire d'Abu Dhabi depuis les années 2000

Comme d'autres pays de la péninsule Arabique, le gouvernement d'Abu Dhabi promeut à présent sur son territoire des pratiques agricoles plus économes en eau et encourage les investissements dans le foncier agricole à l'étranger.

3.1. L'essor de l'élevage et la recherche d'une meilleure gestion de l'eau

Le gouvernement poursuit la distribution gracieuse de parcelles agricoles, mais en les vouant désormais à l'élevage : les animaux consomment avant tout des aliments importés, l'élevage exerce donc une pression moindre que les cultures sur les ressources locales en eau. Ces parcelles ne sont plus des *mazâri* mais des *'izab*. Une *'izba* (au singulier) a la forme d'un rectangle d'environ 120 m sur 90. Le lait et les œufs qui y sont produits peuvent être amenés, à une fréquence quasi quotidienne dans les villes, aux résidences principales des propriétaires et de leurs familles. Quant à la viande, elle est cuisinée pour des plats partagés en famille et avec des invités pendant les jours de repos (observations et entretiens à Al Wathba et Razeen, octobre 2016).

L'attachement des nationaux à ces parcelles et aux circuits familiaux de distribution alimentaire se voit lorsqu'on parcourt les routes de l'émirat éloignées des axes majeurs : à leurs abords, des citoyens émiratis y ont installé un grand nombre de *'izab* clandestines, que les municipalités ne semblent pas pressées de démanteler bien qu'elles en aient le pouvoir (observations, 2016, 2017; entretiens, 30/10/2016, 31/10/2016b).

Prérogative du prince héritier et du ministre des Affaires présidentielles, l'attribution de *'izab* est une spécificité d'Abu Dhabi, qui dispose de grands

espaces. Des parcelles sont aussi distribuées à Dubaï mais, en raison de l'exiguïté du territoire, elles sont réservées aux proches collaborateurs du souverain (entretiens, 31/10/2016b, 01/01/2018).

À ces circuits familiaux, il faut ajouter les propriétés agricoles qui commercialisent des animaux. Celles-ci compteraient pour un tiers des 24 159 propriétés dans lesquelles des animaux sont élevés sur le territoire d'Abu Dhabi (entretien, 01/11/2017), soit autour de 8 000; mais, en 2013, les statistiques officielles n'en recensaient que 26 (UAE National Bureau of Statistics, 2015). Comme la grande majorité des propriétaires ne commercialise des animaux qu'occasionnellement, ceci expliquerait que les statisticiens ne les comptabilisent pas.

Les élevages conçus pour la commercialisation sont majoritairement avicoles. Afin de gagner des parts sur un marché émirati dominé par les Saoudiens, un collectif d'éleveurs des EAU a demandé que la norme qui caractérise un poulet « frais » passe de 10 jours à 3 jours après l'abattage; le gouvernement leur a donné satisfaction en 2012 (entretien, 02/11/2017).

L'ADFCA a recensé dans l'émirat d'Abu Dhabi 1 785 170 ovins, 1 330 399 caprins, 384 211 camélidés et 51 158 bovins, auxquels il faut ajouter un nombre important mais inconnu de volailles¹. En 1976, on comptait seulement 43 305 caprins et 15 612 ovins (Ambassade des EAU, 1981).

Les animaux d'élevage sont très majoritairement nourris par des aliments importés. Depuis 2010, le gouvernement d'Abu Dhabi a interdit la production de céréales et d'herbe de Rhodes² – qui était la principale culture fourragère (Cariou, 2017a) – et les magasins gouvernementaux ont cessé d'acheter leur fourrage aux producteurs abu-dhabiens (entretien, 26/10/2016a).

-
- 1 Chiffres relevés le 31/10/2017 sur une infographie affichée dans un bureau de l'ADFCA à Al Khatim, concordants avec ceux donnés en entretien, 26/10/2016a, et cohérents avec les observations à Al Wathba et à Razeen si l'on divise ces chiffres par le nombre de propriétés dans lesquelles des animaux sont élevés.
 - 2 Nous avons toutefois observé des cultures d'herbe de Rhodes en des lieux éloignés de l'axe Abu Dhabi-Al Ain: dans le Liwa le 30/12/2015, à Al Quaa le 31/10/2017 et à Mirfa le 03/01/2018.

Ces renoncements sont le fruit du *Water Resources Master Plan* publié en 2009 par l'Agence pour l'environnement d'Abu Dhabi (EAD, Environment Agency – Abu Dhabi). Ce document reprend les recommandations d'experts internationaux recrutés par l'intermédiaire de l'International Centre for Biosaline Research (ICBA) établi à Dubaï. Les auteurs contredisent le « lobby qui affirme que la poursuite du soutien à l'agriculture contribue à l'autosuffisance alimentaire et est essentielle pour la sécurité nationale » (EAD, 2009). La baisse planifiée de l'utilisation d'eau par l'agriculture répond à des considérations environnementales mais aussi économiques, afin de réallouer les ressources au profit des secteurs résidentiel, industriel et des services, notamment pour le tourisme : l'eau rapporte plus quand elle remplit les piscines des hôtels que lorsqu'elle irrigue des cultures étagées dans une palmeraie (Cariou, 2017b ; Woertz, 2013).

Le gouvernement est toutefois frileux dans l'application de ce plan : alors qu'un tiers des parcelles offertes est à l'abandon (Malek, 2013a), une nouvelle contrainte signerait l'effondrement de l'agriculture abu-dhabienne, ce qui pourrait être vécu comme une trahison de la vision de Cheikh Zayed, le « père fondateur ». C'est pourquoi l'eau puisée du sous-sol reste un bien ouvert (Bourg, 2018), tandis que le gouvernement a raccordé de nombreuses *mazâri'* et la plupart des *'izab* au réseau de distribution d'eau de mer dessalée. Les citoyens d'Abu Dhabi continuent d'y avoir accès gratuitement (entretien, 02/11/2017) en dépit de l'objectif annoncé d'établir des tarifs qui reflètent les coûts (EAD, 2009 ; Government of Abu Dhabi, s. d.) et alors que le dessalement accroît la salinisation des eaux du Golfe, ce qui le rend plus coûteux et nuit aux ressources halieutiques (Al Khemeiri, 2018). Le gouvernement encourage par ailleurs la culture du palmier dattier, très gourmande en eau (Cariou, 2017b ; EAD, 2009) contrairement à une idée répandue, pour des raisons culturelles et identitaires mais aussi économiques : la datte, dont la valeur ajoutée déjà forte s'accroît grâce aux transformations industrielles, est sans doute la seule production végétale des EAU à être exportée. Le marché indien, tout proche, est en pleine expansion : la valeur des exportations émiraties de dattes vers ce pays a progressé de 49 % en cinq ans (Chatham House, 2018).

3.2. Un système d'approvisionnement alimentaire extraverti

Aux EAU, 85 % à 90 % de la nourriture consommée est importée (entretien, 26/10/2016a). Sur ce sujet, nous ne disposons pas de données qui concerneraient uniquement Abu Dhabi. Depuis dix ans, les trois premiers fournisseurs en biens agricoles sont, toujours dans cet ordre, l'Inde, le Brésil et les États-Unis, suivis fréquemment par l'Australie, l'Arabie saoudite et le Canada (Chatham House, 2018). Comme leurs voisins, les EAU ont un approvisionnement diversifié, véritablement mondial, ce qui participe à leur stratégie de sécurité (Woertz, 2013). Toutefois, la domination de l'Inde dans les importations émiraties de céréales est écrasante, de même que celle du Brésil pour la viande.

Les importations de nourriture sont la principale solution d'Abu Dhabi et des pays du Moyen-Orient au manque d'eau : elles constituent des importations d'« eau virtuelle », correspondant à la quantité d'eau qu'il aurait fallu aux pays importateurs s'ils avaient dû produire ces denrées sur leur territoire. L'eau virtuelle peut résoudre le problème du manque d'eau du Moyen-Orient, mais le pessimisme est utile aux gouvernants pour faire accepter d'indispensables réallocations des ressources et la facturation du coût réel aux utilisateurs (Allan, 1997, 2011 ; Amery, 2015).

En ce qui concerne l'alimentation animale, les aliments concentrés, qui représentent environ 20 % de l'alimentation des animaux d'élevage (entretien, 01/11/2017), sont importés, principalement d'Australie, et fournis par des entreprises privées possédées par des membres de la famille régnante : National Feed and Flour Production and Marketing (NFFPM), propriété de Cheikh Saïd bin Zayed Al Nahyan, créée en 2001, et Agrivita, marque du groupe Agthia créée en 2014, qui appartient au souverain d'Abu Dhabi lui-même, Cheikh Khalifa (entretiens, 26 et 31/10/2017). On peut supposer un accord entre les deux cheikhs pour constituer un oligopole abu-dhabien afin d'empêcher la pénétration du marché par une entreprise étrangère qui risquerait plus tard de faire défaut.

Le fourrage, qui constitue environ 80 % de l'alimentation des animaux d'élevage, est importé depuis 2006 par deux sociétés privées fondées à Abu

Dhabi: Al Dahra et Jenaan. Il leur est acheté à 1 600 AED³/t et il est vendu dans les centres de distribution de l'ADFCA à partir de 400 AED/t (entretiens, 26/10/2016a-b, 01/11/2017) dans le cadre du programme *Bamamej al-A'laf* (*Hay Program*).

Les firmes Al Dahra et Jenaan produisent elles-mêmes une grande partie de ce fourrage sur des terres qu'elles louent dans le nord-est et le sud du continent africain, mais aussi aux États-Unis et en Europe du Sud et de l'Est (Al Dahra, 2018; Jenaan, 2017), espaces que les nombreuses publications sur les IDE dans le foncier agricole à la fin des années 2000 avaient négligés (Edelman *et al.*, 2013). Al Dahra serait parvenu à fournir 50 % des besoins en fourrage des EAU (Blanc et Brun, 2013). Les représentants des deux compagnies accompagnent régulièrement les voyages officiels des ministres émiratis (entretien, 26/10/2016a).

Al Dahra et Jenaan consacrent aussi une part importante de leurs activités à l'alimentation humaine. Al Dahra, qui s'est projetée à l'étranger depuis 2007, possède ou loue des champs en Égypte et en Serbie, des rizières au Pakistan, des palmeraies en Namibie et des vergers en Égypte, au Maroc et en Serbie. Al Dahra a acquis des parts dans des sociétés de l'industrie agroalimentaire: le fabricant de farine grec Loulis Mills et les rizeries indiennes Kohinoor (Al Dahra, 2018; Blanc et Brun, 2013). Jenaan élève du bétail en Éthiopie pour le lait et l'exportation sur pied vers la péninsule Arabique, et cultive en Égypte des céréales, des dattiers et des oliviers (Jenaan, 2017). Al Dahra et Jenaan sont imités par d'autres sociétés comme Al Rawafed, qui investit notamment en Serbie. L'exemple a été donné par le royaume saoudien, qui a supprimé les unes après les autres ses subventions aux différentes cultures sur son territoire et décidé l'Initiative du roi Abdallah pour les investissements agricoles à l'étranger, ayant servi de modèle au fonds souverain qatari QIA pour créer la firme Hassad Food (Blanc et Brun, 2013; Cariou, 2017b). Les données statistiques sont hélas insuffisantes pour estimer la quantité et la proportion dans lesquelles Al Dahra et Jenaan contribuent à l'approvisionnement alimentaire d'Abu Dhabi et des EAU.

3 Dirham émirati.

La production d'Al Dahra et de Jenaan crée une redondance qui améliore la résilience (Auriac, 2001) du système d'approvisionnement, alors que l'essentiel des denrées consommées à Abu Dhabi est acheté sur les marchés internationaux et que les produits de l'agriculture nationale ne peuvent presque pas s'y substituer.

La stratégie d'intégration verticale d'Al Dahra et de Jenaan (Blanc et Brun, 2013) doit en outre permettre de maîtriser les coûts de production. Al Dahra a par exemple incorporé le producteur de lait frais Al Ain Dairy, que Cheikh Zayed avait créé en 1981, et utilise son fourrage dans ses propres élevages (Al Dahra, 2018; Al Ain Dairy, 2016).

Ces sociétés rencontrent néanmoins des difficultés, abandonnent certains projets ou les détournent de leur but initial, comme le font de très nombreux autres investisseurs transnationaux dans le foncier (RocheGude, 2011; Oya, 2013). Pour ne donner qu'un exemple, les terres aux alentours du barrage d'Assouan sur lesquelles Jenaan produisait du fourrage pour l'exportation ont été reconverties, sur recommandation du gouvernement d'Abu Dhabi, en champs de blé destiné au marché égyptien: le long transport du fourrage jusqu'aux ports et la taxe à l'exportation imposée par l'Égypte causaient à Jenaan des pertes substantielles (entretien, 26/10/2016a; El Dahan, 2013).

3.3. Des tentatives pour dynamiser les cultures commerciales de l'émirat

Les cultures d'Abu Dhabi peinent à être rentables (Malek, 2011, 2013a), car elles fournissent une offre importante sur un petit nombre de légumes (tomates, concombres, poivrons) alors que la demande demeure faible: les marchands des métropoles littorales, souvent indiens, trouvent plus simple de se fournir à Mina Zayed auprès d'importateurs sud-asiatiques qui peuvent les approvisionner toute l'année (entretien, 25/10/2016).

La diversification est donc encouragée. On compterait à présent plus de 13 000 serres réfrigérées dans l'émirat d'Abu Dhabi qui peuvent produire en contre-saison (entretiens, 26/10/2016a-b). Un millier d'exploitations sous contrat avec l'ADFSC vendent leurs produits frais à des centres de collecte suivant des plans de production qui peuvent inclure une quarantaine de fruits et légumes différents. Ces centres emballent les produits sous la marque

Local Harvest, créée en 2012, et les revendent à de grands distributeurs, des hôtels, des traiteurs, des hôpitaux et à l'armée. Cette marque se veut une garantie de qualité qui doit permettre aux producteurs de vendre leurs légumes plus chers.

On note aussi dans l'émirat d'Abu Dhabi un développement modeste des cultures hydroponiques (47 exploitations équipées au printemps 2016 – Malek, 2016) érigé en priorité de la Stratégie 2017-2021 pour la sécurité alimentaire, élaborée par le ministère du Changement climatique et de l'Environnement (MOCCA) des EAU (Salama, 2017). Ces cultures sont économes en eau, mais pas en énergie, une limite qui pèse assez peu à Abu Dhabi aujourd'hui. Elles nécessitent des compétences avancées qui rendent les ingénieurs agricoles de l'ADFSC indispensables (entretien, 30/10/2016).

Des prêts à taux zéro sont émis depuis 2013 par des fonds gouvernementaux pour encourager le développement des cultures hydroponiques (Todorova, 2013; Malek, 2013b). Les stations de recherche gouvernementales, à Al Ain et à Baniyas, conduisent des expériences, avec l'aide de partenaires étrangers, en particulier néerlandais (Malek, 2014; Al Qaydi, 2016).

3.4. Encadrement de la pêche et projets aquacoles

Le gouvernement d'Abu Dhabi a pris des mesures pour tenter d'enrayer la raréfaction des ressources halieutiques, due à la surpêche et à la dégradation des eaux du Golfe. L'EAD plafonne à mille le nombre de permis de pêche commerciale autorisés et prohibe presque totalement l'utilisation de filets dérivants. L'aquaculture est envisagée comme une solution convenable (EAD, 2014), d'autant plus qu'elle permet de reconvertir les *mazâri'* abandonnées pour cause de salinisation de l'eau puisée (entretien, 26/10/2016a). Outre deux grands élevages d'esturgeons et de crevettes, il existe dans l'émirat d'Abu Dhabi une trentaine de petites et moyennes exploitations aquacoles qui produisent principalement des tilapias dans des bassins à ciel ouvert, ce que l'EAD tente de décourager, car l'évaporation est forte alors que la ressource en eau souterraine est précieuse (EAD, 2014). Le tilapia est aux EAU un poisson bas de gamme dont on peut estimer qu'il est principalement consommé par les travailleurs sud-asiatiques à bas salaire : importé d'Égypte, il est vendu à Abu Dhabi 15 AED/kg ou moins, tandis que le *safi* est souvent au-dessus

de 20 AED/kg et que la *hamour* dépasse toujours 50 AED/kg (observations, décembre 2015, octobre 2016).

3.5. Une gestion de la sécurité alimentaire qui participe à la forte hiérarchisation de la société

À l'image du reste de l'économie des EAU et d'autres monarchies du Golfe, l'approvisionnement alimentaire d'Abu Dhabi est l'affaire de la famille régnante et de quelques autres familles puissantes, auxquelles les gouvernants octroient des licences commerciales en échange de leur loyauté (Peterson, 2007).

Al Dahra est une filiale d'Al Ain International Group, holding dont le président n'est autre que Cheikh Hamdan bin Zayed Al Nahyan, demi-frère du souverain d'Abu Dhabi (Al Dahra, 2018). Les trois directeurs généraux de Jenaan (Jenaan, 2017) appartiennent au clan Al-Falasi dont est issue la dynastie Al Maktoum, qui règne sur Dubaï, aux Al-Otaiba, très ancienne famille de marchands d'Abu Dhabi, et aux Awamir, alliés séculaires de la tribu des Bani Yas, dont font partie les Al Nahyan (Heard-Bey, 1999).

L'obligation, pour une société étrangère qui veut opérer sur le territoire émirati, d'avoir un partenaire national ayant lui-même obtenu une licence de la part des gouvernants, permet à ces derniers de se concilier des familles qui ont pu contester le pouvoir par le passé. Le commerce des céréales aux EAU est dominé par une division du conglomérat Al-Ghurair (GAR, 2015), tandis que l'on trouve dans la grande distribution Majid Al-Futtaim, partenaire émirati de Carrefour. Les Al-Ghurair et Al-Futtaim sont de vieilles familles marchandes qui ont plusieurs fois tenté de rééquilibrer le pouvoir et les richesses entre elles et la famille régnante de Dubaï (Coates Ulrichsen, 2017).

Dans les magasins municipaux de l'émirat d'Abu Dhabi, les nationaux bénéficient de prix préférentiels sur la farine, l'eau en bouteille, le riz, l'huile de cuisson et d'autres denrées. Le prix payé est fonction de la taille du foyer, le livret de famille faisant foi. À l'initiative de Cheikh Khalifa, cette mesure a été étendue aux autres émirats, dans lesquels des magasins disposent de sections réservées aux Émiratis (entretiens, 01-02/01/2018).

La discrimination entre nationaux et étrangers dans la gestion de la sécurité alimentaire est l'une des stratégies gouvernementales déployées pour redonner de l'élan à la cohésion de la communauté nationale : face à la masse des expatriés, les privilèges des citoyens émiratis sont un « ferment d'unification » qui « donne plus de prix à la citoyenneté et crée un sentiment puissant d'intérêts partagés » (Normand, 2011).

Pour maîtriser l'inflation face aux envolées des cours mondiaux, le ministère de l'Économie des EAU verrouille les prix des denrées de base. Le gouvernement d'Abu Dhabi subventionne le fournisseur Agthia afin de tempérer la hausse des coûts pour les détaillants qui, n'ayant pas reçu de compensation, avaient commencé à ne plus vendre certains produits (Woertz, 2013; observations, octobre 2016).

3.6. Un bilan mitigé de la première décennie du système d'approvisionnement alimentaire réformé

Les progrès de la commercialisation des produits émiratis ont légèrement réduit la dépendance aux importations. D'après une enquête de l'ADFSC en 2015, 16 % des fruits et légumes consommés aux EAU sont produits dans le pays, ce qui est considéré comme une progression importante (Sophia, 2016). Nous n'avons pas de point de comparaison fiable avec une date antérieure, les chiffres publiés dans les éditions de la *Revue annuelle des EAU* étant fantaisistes. On note dans le tableau 1 une baisse remarquable des importations de légumes entre 2011 et 2012, qui pourrait être une conséquence de la progression de la commercialisation de produits nationaux.

De même, on observe une diminution importante sur la période 2010-2012 pour les importations d'animaux sur pied en volume ; celles-ci augmentent toutefois fortement en valeur, ce qui prouve que les EAU restent très sensibles à la volatilité des cours sur les marchés internationaux. Les animaux élevés sur le territoire d'Abu Dhabi ne constituent pas actuellement une alternative satisfaisante aux importations à cause de leur prix, comme on l'a vu durant l'été 2016 : l'importation de moutons sur pied était devenue impossible, car les animaux ne survivaient plus au transport à cause de la chaleur : le mouton indien, habituellement vendu 400 à 450 AED sur le marché aux bestiaux de Mina Zayed, avait atteint 550 à 600 AED avant de

devenir indisponible; il a fallu se tourner vers le mouton élevé aux EAU, dont le prix est monté à 1 300 AED à l'approche de l'Aïd al-Adha (entretien, 31/10/2016a; Ahmad, 2016a, 2016b).

Autre preuve de la forte sensibilité des EAU à la volatilité des cours des denrées sur les marchés internationaux: la baisse des importations de céréales entre 2011 et 2012. Celle-ci est légère en volume, mais très importante en valeur: cette différence traduit l'accalmie des tensions sur les marchés internationaux du blé et du maïs, qui avaient entraîné une hausse importante des cours en 2011.

On remarque surtout une augmentation des importations pour toutes les autres lignes du tableau. La hausse est spectaculaire entre 2010 et 2011 pour le fourrage, ce qui s'explique sans doute par l'interdiction de la culture des céréales et de l'herbe de Rhodes sur le territoire d'Abu Dhabi en 2010. L'année 2011 est d'ailleurs marquée par une accélération de la mise en place des projets d'Al Dahra et de Jenaan à l'extérieur du territoire émirati (Al Dahra, 2018; Jenaan, 2017).

Tableau 1: Importations de produits pour l'alimentation humaine et animale

En milliers de tonnes			Importations	En millions de dirhams		
2010	2011	2012	Années	2010	2011	2012
1 361	1 510	1 430	Légumes comestibles	3 237,8	3 595,4	2 916,0
1 447	1 457	1 576	Fruits comestibles	4 786,0	5 243,4	5 769,7
2 776	2 907	2 806	Céréales	6 148,1	6 647,1	4 996,1
97	117	186	Produits de la minoterie	211,5	286,9	346,2
1 671	2 823	2 898	Plantes oléagineuses et fourragères	2 654,8	5 200,2	5 206,1
52	50	47	Animaux sur pied	583,3	618,0	646,0
477	491	538	Viande et abats comestibles	4 002,9	5 003,0	5 420,1
461	491	548	Miel, œufs et autres produits comestibles d'origine animale	3 585,1	4 298,3	4 887,3

Source: UAE National Bureau of Statistics, 2012, 2014.

L'ADFSC encourage les producteurs de légumes d'Abu Dhabi à monter leur prix afin d'améliorer leurs revenus. La compétitivité-prix des légumes émiratis est, selon les productions, parfois meilleure, parfois moins bonne que celle des légumes importés. La dynamique des prix observée pour la

viande est très différente selon que cette viande provient en général d'une 'izba (exemple du veau) ou d'un élevage industriel (exemple du poulet) lorsqu'elle est issue d'un animal élevé aux EAU, comme on le remarque dans le tableau 2. Les producteurs émiratis ne sont pas entrés sur le marché du poulet congelé, dominé par les marques de la firme brésilienne BRF: Sadia et Perdix. Les élevages industriels de l'émirat d'Abu Dhabi se montrent performants: Al Ain Dairy semble avoir entièrement éliminé ses concurrents sur le marché abu-dhabien du lait frais, à l'exception des firmes de Dubaï (Al Rawabi, Safa) et d'Arabie saoudite (Al Marai, qui réalise une partie de sa production à Abu Dhabi); quant aux producteurs d'œufs, ils font jeu égal avec leurs concurrents en matière de compétitivité-prix.

Tableau 2: Premiers prix (en dirhams) relevés dans les points de vente des villes de l'émirat d'Abu Dhabi

Denrée (quantité)	Août 2011		Août 2012		Octobre 2016		Novembre 2017	
	Premier prix	Origine	Premier prix	Origine	Premier prix parmi les produits d'Abu Dhabi	Premier prix parmi les produits importés	Premier prix	Origine
Viande de veau (kg)	19,00	Pakistan	18,95	Pakistan	46,90	28,90 (Inde)	–	–
Poulet frais (kg)	–	–	16,95	Ras al-Khaimah (EAU)	16,50	15,00 (Dubaï)	–	–
Poulet congelé (kg)	7,50	Brésil	–	–	–	11,55 (Brésil)	8,64	Brésil
Œufs (15 unités)	–	–	–	–	8,50	8,50 (Oman)	–	–
Lait en bouteille (litre)	3,60	Bulgarie	–	–	5,50	4,92 (Dubaï)	4,50	Abu Dhabi
Tomates (kg)	–	–	3,25	EAU	5,95	3,95 (Jordanie)	–	–
Concombre (kg)	–	–	2,95	EAU	5,95	5,75 (Oman)	–	–
Aubergine (kg)	–	–	–	–	7,95	7,95 (Oman)	–	–
Chou (kg)	–	–	2,95	Oman	5,95	3,95 (Oman)	–	–
Haricots verts (kg)	–	–	7,25	EAU	–	7,45 (Iran)	–	–
Poivron (kg)	–	–	–	–	6,95	7,95 (Jordanie)	–	–

Source : ministère de l'Intérieur des EAU, 2011, 2012; observations, 2016, 2017.

Conclusion

Les relations de pouvoir et la hiérarchie sociale sont des enjeux majeurs de l'organisation de l'approvisionnement alimentaire des populations urbaines d'Abu Dhabi. Celui-ci constitue un défi pour la famille régnante Al Nahyan et le régime autoritaire qu'elle dirige. Construire et maintenir un système d'approvisionnement efficace est essentiel à la stabilité et à l'attractivité de l'émirat, et donc au rayonnement de ce dernier à l'échelle des EAU, du Moyen-Orient et du monde, mais les intérêts des acteurs qui participent à ce système sont divergents.

La politique menée se concentre sur la cohésion de la communauté nationale, numériquement très minoritaire. En outre, tous les intérêts ne peuvent être satisfaits au sein de cette dernière : poussé par les contraintes environnementales et la demande en eau des secteurs non agricoles, le gouvernement a par exemple délaissé les citoyens ordinaires qui produisaient du fourrage sur le sol de l'émirat au profit de firmes transnationales dirigées par l'élite politique et économique du pays.

Le système d'approvisionnement présente des redondances qui renforcent la sécurité alimentaire d'Abu Dhabi, mais celles-ci demeurent insuffisantes pour augmenter significativement la résilience du système à des perturbations des marchés internationaux. Face aux envolées des cours mondiaux des produits alimentaires, l'État, dont les capacités d'intervention économique dépendent toujours beaucoup des hydrocarbures, n'a pas fini d'être pris entre les exigences opposées des consommateurs, des distributeurs et des importateurs.

Certaines redondances du système ont par ailleurs disparu et il n'est pas impossible que la stratégie agricole du gouvernement d'Abu Dhabi ait en fait réduit le potentiel d'autosuffisance alimentaire des EAU. Certes, l'agriculture manque d'attractivité face aux emplois offerts en ville, mais l'ampleur des subventions à Abu Dhabi a sans doute, elle aussi, contribué, dans des émirats comme Ras al-Khaimah ou Fujairah, à décourager une agriculture séculaire qui, bien que modeste, avait fait ses preuves en matière de durabilité.

L'AUTEUR

Damien Calais

Professeur d'histoire-géographie et doctorant en géographie du développement (université Paris Diderot), Damien Calais prépare une thèse sur la sécurité alimentaire aux Émirats arabes unis sous la direction du Pr. Philippe Cadène.

BIBLIOGRAPHIE

- Abu Dhabi Ports, 2016, « Zayed Port », *adports.ae*, <https://www.adports.ae/core-business/ports-terminals/ports/zayed-port> (consulté en octobre 2018).
- Ahmad A., 2016a, « Livestock Prices Rise by 30 Per Cent in Abu Dhabi Amid Supply Shortage », 27 juin, *thenational.ae*, <https://www.thenational.ae/uae/livestock-prices-rise-by-30-per-cent-in-abu-dhabi-amid-supply-shortage-1.219933> (consulté en octobre 2018).
- Ahmad A., 2016b, « Sacrificial Shortage Boosts Prices », 4 septembre, *thenational.ae*, <https://www.thenational.ae/uae/environment/sacrificial-shortage-boosts-prices-1.233097> (consulté en octobre 2018).
- Al Abed I., Vine P. (dir.), 2000, *United Arab Emirates Yearbook 1999*, Londres, Trident Press.
- Al Abed I., Vine P.-J., Vine P. (dir.), 1996, *United Arab Emirates Yearbook 1996*, Londres, Trident Press.
- Al Ain Dairy, 2016, « Our History », *alain-dairy.com*, <http://alainfarms.com/en/about> (consulté en octobre 2018).
- Al Dahra, 2018, « Company Overview », « Animal Feed Division », « Human Food », « Al Dahra Kohinoor », www.aldahra.com (consulté en octobre 2018).
- Al Khemeiri M., 2018, *Planification stratégique et développement durable, quel futur pour les Émirats arabes unis ?*, thèse de doctorat, Paris, université Paris Diderot (Sorbonne Paris Cité).
- Allan T., 2011, *Virtual Water: Tackling the Threat to Our Planet's Most Precious Resource*, Londres, I. B. Tauris.
- Allan T., 1997, « "Virtual Water": A Long Term Solution for Water Short Middle Eastern Economies? », *Festival de la Science*, université de Leeds, 9 septembre, <https://www.soas.ac.uk/water/publications/papers/file38347.pdf> (consulté en octobre 2018).
- Al Qaydi S., 2016, « The Status and Prospects for Agriculture in the United Arab Emirates (UAE) and their Potential to Contribute to Food Security », *Journal of Basic & Applied Sciences*, vol. 12, p. 155-163, <http://lifescience-global.com/pms/index.php/jbas/article/viewFile/3702/2178> (consulté en octobre 2018).
- Ambassade des EAU à Paris, 1981, *Dixième Anniversaire de l'État des Émirats arabes unis*, Paris.
- Amery H., 2015, *Arab Water Security: Threats and Opportunities in the Gulf States*, Cambridge, Cambridge University Press.
- APEDA (Agricultural & Processed Food Products Export Development Authority), 2018, *Agriexchange*, <http://agriexchange.apeda.gov.in> (consulté en octobre 2018).
- Auriac F., 2001, « Déterminants spatiaux, interaction et analyse systémique en géographie », dans Thumerelle P.-J. (dir.), *Explications en géographie. Démarches, stratégies et modèles*, Paris, Sedes, p. 57-67.

- Banque mondiale, 2017, « Population, total », *banquemonde.org*, <http://donnees.banquemonde.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=AE> (consulté en octobre 2018).
- Blanc P., Brun M., 2013, « Un regard géopolitique sur l'agriculture de firme dans le monde arabe », *Études rurales*, n° 191, p. 129-148, <https://www.cairn.info/revue-etudes-rurales-2013-1-p-129.htm> (consulté en octobre 2018).
- Bourg D., 2018 (1968), « La tragédie des communs aujourd'hui », dans Hardin G., *La tragédie des communs*, Paris, PUF, p. 63-88.
- Cadène P., 2012, « Croissance urbaine, migrations et diversification sociale dans le golfe Arabo-persique », *Espace populations sociétés*, n° 2, p. 15-32. DOI: 10.4000/eps.4933
- Cadène P., Dumortier B., 2011, *Atlas des pays du Golfe*, Paris, PUPS/RFI.
- Cariou A., 2017a, « Liwa: The Mutation of an Agricultural Oasis into a Strategic Reserve Dedicated to a Secure Water Supply for Abu Dhabi », dans Lavie E., Marshall A. (dir.), 2017, *Oases and Globalisation: Ruptures and Continuities*, Berlin, Springer International Publishing, p. 213-225.
- Cariou A., 2017b, « "Crise de l'eau" et changement de cap des politiques agricoles dans les pays du Golfe. Le cas des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite », *2^e Congrès du GIS MOMM*, Paris, GIS MOMM, 6 juillet.
- CFP (Compagnie française des pétroles), 1978, *Agriculture en zone aride. Le Centre expérimental agricole d'Al Ain, Abu Dhabi*, Paris, CFP.
- Chatham House, 2018, *resourcetrade.earth*, <https://resourcetrade.earth/data> (consulté en octobre 2018).
- Coates Ulrichsen K., 2017, *The United Arab Emirates: Power, Politics, and Policy-Making*, Abingdon/New York, Routledge.
- Davidson C., 2011 (2009), *Abu Dhabi: Oil and Beyond*, Londres, Hurst & Co.
- Durand-Dastès F., 2003, « Les géographes et la notion de causalité », dans Viennot L., Debru, C., *Enquête sur la notion de causalité*, Paris, PUF, p. 145-160, <https://hal-ifp.archives-ouvertes.fr/GEOGRAPHIE-CITE/halshs-00241841v1> (consulté en octobre 2018).
- EAD (Environment Agency – Abu Dhabi), 2014, *Supporting Sustainable Aquaculture Development in Abu Dhabi Emirate*, Abu Dhabi, <https://www.ead.ae/Documents/Supporting-Sustainable-Aquaculture-development-in-the-AD-Emirate-2013-2014-Eng+Ar.pdf> (consulté en octobre 2018).
- EAD (Environment Agency – Abu Dhabi), 2009, *Abu Dhabi Water Resources Master Plan*, Abu Dhabi, <https://fr.scribd.com/doc/224889521/Abu-Dhabi-Water-Rosources-Master-Plan> (consulté en octobre 2018).
- Edelman M., Oya C., Borras Jr. S. M., 2013, « Global Land Grabs: Historical Processes, Theoretical and Methodological Implications and Current Trajectories », *Third World Quarterly*, vol. 34, n° 9, p. 1517-1531. DOI: 10.1080/01436597.2013.850190

- El Dahan M., 2013, « Jenaan Changes Egypt Strategy to Wheat for Local Market », 25 novembre, *reuters.com*, <https://www.reuters.com/article/uae-jenaan-egypt/update-1-jenaan-changes-egypt-strategy-to-wheat-for-local-market-idUSL5N0JA1VL20131125> (consulté en octobre 2018).
- Frenken K. (dir.), 2009, *Irrigation in the Middle East Region: AQUASTAT Survey – 2008*, Rome, FAO, http://www.fao.org/tempref/agl/AGLW/docs/wr34_eng.pdf (consulté en octobre 2018).
- GAR (Gulf Africa Review), 2015, « Al Ghurair Encourages Investment in Food Security », *GAR*, 6 mai, www.gulfafri-careview.com/06/05/2015 (consulté en octobre 2018).
- Government of Abu Dhabi, 2016, « Facts and Figures », *AbuDhabi.ae*, <https://www.abudhabi.ae/portal/public/en/abu-dhabi-emirate/abu-dhabi-emirate-facts-and-figures> (consulté en octobre 2018).
- Government of Abu Dhabi, s. d., *The Water Resources Management Strategy for the Emirate of Abu Dhabi 2014-2018*, <https://www.ead.ae/Documents/PDF-Files/Executive-Summary-of-The-Water-Resources-Management-Strategy-for-the-Emirate-of-Abu-Dhabi-2014-2018-Eng.pdf> (consulté en octobre 2018).
- Harrigan J., 2014, *The Political Economy of Arab Food Sovereignty*, Basingstoke/ New York, Palgrave Macmillan.
- Heard-Bey F., 1999, *Les Émirats arabes unis*, Paris, Karthala.
- Jenaan, 2017, « Our Projects », *jenaan.com*, <http://www.jenaan.com/projects/> (consulté en octobre 2018).
- Malek C., 2016, « Emirati Farmer Pins Hope in Agriculture », *The National* (Abu Dhabi), 25 mai.
- Malek C., 2014, « Experts Will Gather to Discuss Ways to Increase Food Production », *thenational.ae*, 28 janvier, <https://www.thenational.ae/uae/environment/experts-will-gather-to-discuss-ways-to-increase-food-production-1.472389> (consulté en octobre 2018).
- Malek C., 2013a, « Thousands of Abandoned Farms Across the Nation Are to Be Brought Back to Life », *thenational.ae*, 14 mars, <https://www.thenational.ae/uae/thousands-of-abandoned-farms-across-uae-to-be-brought-back-to-life-1.481320> (consulté en octobre 2018).
- Malek C., 2013b, « Government Sets Up Dh100 Million Fund to Support Agriculture in Abu Dhabi », *thenational.ae*, 15 décembre, <https://www.thenational.ae/uae/environment/government-sets-up-dh100-million-fund-to-support-agriculture-in-abu-dhabi-1.335913> (consulté en octobre 2018).
- Malek C., 2011, « Farmers Struggle to Adapt in Competitive Market », *thenational.ae*, 13 mai, <https://www.thenational.ae/uae/farmers-struggle-to-adapt-in-competitive-market-1.472896> (consulté en octobre 2018).
- McMichael P., 2002, « La restructuration globale des systèmes agroalimentaires », *Mondes en développement*, n° 117, p. 45-53. DOI: 10.3917/med.117.0045

- Ministère de l'Agriculture (France), 2017, « La mondialisation par le commerce des produits alimentaires: tendances structurelles et exploration prospective », 4 juillet, *agriculture.gouv.fr*, <http://agriculture.gouv.fr/la-mondialisation-par-le-commerce-des-produits-alimentaires-tendances-structurelles-et-exploration-prospective> (consulté en octobre 2018).
- Ministère de l'Intérieur des EAU, 2012, « First Price List Group for August 2012 », *economy.gov.ae*.
- Ministère de l'Intérieur des EAU, 2011, « Weekly Price Report for August », *economy.gov.ae*.
- Normand A., 2011, *Les Émirats du Golfe, au défi de l'ouverture*, Paris, L'Harmattan.
- Osborne C., 1977, *The Gulf States and Oman*, Londres, Croom Helm.
- Ouis P., 2002, *Power, Person, and Place: Tradition, Modernity, and Environment in the United Arab Emirates*, Lund, Lund University in Human Ecology.
- Oya C., 2013, « The Land Rush and Classic Agrarian Questions of Capital and Labour: A Systematic Scoping Review of the Socioeconomic Impact of Land Grabs in Africa », *Third World Quarterly*, vol. 34, n° 9, p. 1532-1557. DOI: 10.1080/01436597.2013.843855
- Peterson J. E., 2007, « Rulers, Merchants and Shaykhs in Gulf Politics: The Function of Family Networks », dans Alanoud Aisharekh (dir.), *The Gulf Family: Kinship Policies and Modernity*, Londres, Saqi Books, p. 21-36.
- Pouch T., 2008, « Marchés agricoles en ébullition: diagnostic et évaluation des risques pour l'économie mondiale », *Géoeconomie*, n° 46, p. 35-60. DOI: 10.3917/geoec.046.0035
- Pumain D., 2003, « Une approche de la complexité en géographie », *Géocarrefour*, vol. 78, p. 25-31, n° 1, DOI: 10.4000/geocarrefour.75
- Rochegude A., 2011, « La terre, objet et condition des investissements agricoles. Quels droits fonciers pour l'Afrique ? », *Afrique contemporaine*, n° 237, p. 85-96. DOI: 10.3917/afco.237.0085
- Rondeau A., 1975, « La Conférence mondiale de l'alimentation ou le triomphe de la rhétorique, Rome, 5-16 novembre 1974 », *Revue Tiers Monde*, t. 16, n° 63, p. 671-684. DOI: 10.3406/tiers.1975.2578
- Salama S., 2017, « Hydroponics, Organic Farming Top Food Security Strategy », *Gulf News*, 14 mars, <https://gulfnews.com/news/uae/government/hydroponics-organic-farming-top-food-security-strategy-1.1993738> (consulté en octobre 2018).
- Scoones I., Hall R., Borras Jr. S. M. et al., 2013, « The Politics of Evidence: Methodologies for Understanding the Global Land Rush », *Journal of Peasant Studies*, vol. 40, n° 3, p. 469-483. DOI: 10.1080/03066150.2013.801341
- Sen A., 1981, *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford, Clarendon Press.
- Sophia M., 2016, « Sustainable Agriculture », *adced.ae*.

Todorova V., 2013, « Interest Free Loans for UAE Farmers », 4 septembre, *thenational.ae*, <https://www.thenational.ae/uae/environment/interest-free-loans-for-uae-farmers-1.456997> (consulté en octobre 2018).

UAE National Bureau of Statistics, 2015, « Commercial Farms Survey 2013 », *uaestatistics.gov.ae*.

UAE National Bureau of Statistics, 2014, « Foreign Trade of Agricultural Commodities 2012 », *uaestatistics.gov.ae*.

UAE National Bureau of Statistics, 2012, « Foreign Trade of Agricultural Commodities 2010 », « Foreign Trade of Agricultural Commodities 2011 », *uaestatistics.gov.ae*.

Woertz E., 2013, *Oil for Food: The Global Food Crisis and the Middle East*, Oxford, Oxford University Press.

Entretiens

24/10/2016 – avec un inspecteur en chef de l'ADFCA, Prestige Tower, Muhammad Bin Zayed City.

25/10/2016 – avec des vendeurs au détail de fruits et légumes, Abu Dhabi.

26/10/2016a – avec un responsable de la communication de l'ADFCA, Prestige Tower, Muhammad Bin Zayed City.

26/10/2016b – avec un directeur de publication de l'ADFCA, Prestige Tower, Muhammad Bin Zayed City.

30/10/2016 – avec un ingénieur agricole de l'ADFCA, Al Hayer.

31/10/2016a – avec des vendeurs d'animaux sur pied, marché aux bestiaux de Mina Zayed, Abu Dhabi.

31/10/2016b – avec le propriétaire d'une 'izba, Razeen.

26/10/2017 – avec un employé commercial de NFFPM, Al Khatim.

31/10/2017 – avec un employé commercial d'Agrivita, Al Khatim.

01/11/2017 – avec des cadres de l'ADFCA chargés de la gestion des contrats avec Al Dahra et Jenaan, Prestige Tower, Muhammad Bin Zayed City.

02/11/2017 – avec un éleveur de poulets, Al Faya.

01/01/2018 – avec une famille émiratie, Dubaï.

02/01/2018 – avec le propriétaire d'une 'izba, Razeen.

Social Participation in Political Spaces and the Valuing of Culture as Empowering Resources to Promote Access to Quality Food in Brazil

Lidiane Fernandes da Luz

Renato S. Maluf

KEYWORDS

food provisioning, food systems, food politics, valuing of culture

ABSTRACT

The locality of Juazeiro and other regions in the interior of Brazil have undergone profound transformations in recent years in relation to food production, distribution, and consumption. New consumer demands and new offers from increasingly complex food supply chains have brought dynamic interaction between different food systems to these localities. Through the analysis of political spaces where social actors engage in local food politics, conflicts, power relations, synergies, and hybridization can be observed, resulting from the interaction of food systems and influencing the population's access to quality food. We argue that social participation in political spaces and the valuing of culture, which are features of a local food movement that has emerged at the intersection of distinct food systems, are the main empowering resources to promote access to quality food in the locality of Juazeiro.

Introduction

Food provisioning is a subject with a longstanding presence on the public agenda. It has become more relevant and acquired new challenges due to the complexity of medium and large cities and metropolitan areas. Criticism of dominant patterns of food production, distribution, and consumption stand out among the main components of the debate. Dealing with this requires that we surpass conventional analyses of food provisioning in order to consider the set of actors, processes, and activities that mediate production and access to food and, more specifically, “access to quality food.”¹

This paper argues that distinct food systems interact intensely in medium-sized Brazilian cities, such as Juazeiro, where we collected the data for this research. Globalized dynamics spread across these regions promoting the homogenization of food habits at the same time that reactive actions counter them. Criticism is expressed through social movements that discuss social, environmental, and health issues related to food provisioning and diets. Nevertheless, local food culture remains informed by traditional practices, though under the influence of modern habits and new lifestyles (e.g., women entering the workforce). Furthermore, traditional practices could be in conflict with both movements. For example, an individual who rejects pesticides used by extensive monocultures might also promote the consumption of meat which is subject to environmental and health restrictions.

In relation to food systems approaches, a variety of categories, types, and scales is used by different authors to conceptualize and classify them: conventional and alternative (Goodman *et al.*, 2012); agroindustrial, domestic, “proximity,” and “differentiated quality” (Collona *et al.*, 2013); commercial, aesthetic, civic, and financial (Niederle, 2017); industrial, “niche markets,” interpersonal, and “intellectual resources” (Morgan *et al.*, 2008), global, national, and local (Maluf and Luz, 2018). In this paper, rather than going

1 This means going beyond limited views confined to assessing food supply in terms of physical availability of goods and aspects related to agricultural commercialization (Maluf, 2009; 2015). Additionally, referencing food and nutrition sovereignty and security and the human right to food, access to quality food is here understood as the opportunity to obtain healthy and culturally appropriate food from food production and distribution models that are socially inclusive, environmentally sustainable, and that value diversity in its various manifestations (Maluf, 2007).

deeper into these categories, we will focus on the interactions among distinct systems at the local level, which means highlighting conflicts, synergies, power relations, and hybridisms that emanate from this coexistence. In Juazeiro like elsewhere, the agroindustrial system of fruticulture interacts with traditional family farming, supermarkets with farmer's markets, while consumers' preferences express distinct and even contrasting values. Besides, it is important to call attention to the assemblage of practices that characterizes food systems. This means including consumption practices together with models of production and distribution as parts of a given food system, as well as their interaction with other set of practices or food systems.

In Juazeiro, a territory which is undergoing profound changes in food production, distribution, and consumption as well as pronounced socioeconomic and environmental contrasts, social actors have been mobilizing to promote people's access to quality food through a variety of actions based on the valuing of local culture. The social articulation that brings governmental agencies and civil society organizations together allows for more complex and disputed food politics at the local level. One should also note that this local process of promoting access to quality food found support and continued interaction with the National Food and Nutrition Security Policy and the Human Right to Food, established in Brazil in 2006.² However, despite a legal mandate that guarantees access to culturally appropriate and healthy food for all, this goal coexists with obesity and malnutrition, both determined by restrictions in access to quality food.

The interaction between different food systems in the locality of Juazeiro affects the attainment of the aforementioned objective in at least three of its components: a) conflicts between different systems of production regarding access to water and land, b) unequal power relations among social actors at different scales of food supply chains, and c) hybrids resulting from contrasting dynamics that give rise to new combinations of food practices which include processed and also ultra-processed foods. Nevertheless, possibilities of tackling some of these social issues have been explored by local actors

2 Brazil has incorporated in its Federal Constitution since 2010 the Human Right to Food, and established a National Food and Nutrition Security Law (Law 11.346/2006). Both have the "access to quality food for all" as a fundamental principle. The Federal Law has social participation as the core of food policy making and implementing.

through an emphasis on the valuing of local culture and the participation in political spaces in order to promoting access to quality food. These synergies between coexisting food systems are being considered here as sources of social actors' empowerment in face of unbalanced power relations between unequal actors, affecting those who have less power. In this environment, social actors with different interests regarding local development projects are exploring possibilities of cooperation and a common path to build a food movement aimed at promoting access to quality food.

The research on which this paper is based aims to analyze interactions of food systems that coexist in food provisioning of the locality of Juazeiro through the analysis of political spaces. The influence of these interactions on the access to quality food will be discussed by identifying conflicts and power relations among social actors, relationships of complementarity, convergent practices, possibilities of cooperation, and hybridism between food systems. More detailed attention is given to how these interactions may be taken as processes that influence the development of food politics locally. The lens of food politics is used to address social participation in political spaces, actor empowerment processes, local implementation of public policies, and the valuing of local culture that are creating a new array of possibilities for accessing quality food. Nonetheless, the valuing of culture is a dynamic process that could either restrict the access to quality food to an exclusive group of people or promote this access to the majority of people through social participation and political engagement in a food movement.

1. Study Locality and Methodological References

The field research has been done in the locality of Juazeiro, an important urban center in the "Sertão do São Francisco Territory," in the semi-arid area of the state of Bahia, in the Northeast Region of Brazil. This area is full of biodiversity, culture, and political struggles which must be considered in analyzing food provisioning through food systems interactions. We chose Juazeiro for this study because it captures several dynamics, such as recent transformations in food supply due to integration into national and international circuits, the implementation of distribution networks (supermarket chains), and the strengthening of existing wholesale equipment,

along with the advance of capitalized agriculture. All this is in sharp contrast to a local context where a strong cultural heritage related to food, proximity circuits, and small farmers is still relevant. As for the coexistence and interactions between food systems, this will be addressed in the spheres of consumption, agrifood production, and, most importantly, political spaces.

A methodological note is required to clarify that, for research purposes, locality is an urban area (in this case, the city of Juazeiro), taken as the initial reference to define the unity of observation which includes urban and rural areas of municipalities that share cultural features and food provisioning sources within that locality.³ Thus, in most cases, “locality” corresponds to medium- to large-sized urban centers (cities) from which the focus of observation is extended to the relevant territorial scope, which is specific to each case, in order to understand the dynamics of food provisioning. This implies considering food flows and socioeconomic dynamics that surpass spatial delimitations as defined by policy or administrative criteria. Similarly, localities are references for characterizing small-scale food systems and addressing food politics and the confrontation of strategic options that also occur at the local level, albeit in articulation with national and international spheres.

The approach to analyzing food systems interactions in the context of localities’ food provisioning benefits from contributions of Goodman *et al.*, (2012) and Morgan *et al.*, (2006) on the permeability of different systems and the corresponding connections and hybridism. This approach expands scope from conventional focus on *food policies* to a broader view on *food politics*, which implies highlighting the actors involved and their practices, as well as considering the openness of processes related to food and particularly to food provisioning. These practices emanate conflicts, power relations, and synergies among actors that reflect the characteristics of different food systems in a continuous process of interaction, here observed within the scope of political spaces.

3 This procedure ultimately included ten municipalities that are part of the Sertão do São Francisco Territory; territory is an administrative subdivision of the state of Bahia used for public policy purposes.

Political spaces comprise a variety of events where food politics are built at the local level, i.e., where social actors, through their organizations and networks, mobilize resources and assume certain discourses and positions regarding food (Comerford *et al.*, 2014). In the locality of Juazeiro, these spaces take the forms of policy councils, festivals, fairs, farmers' markets, workshops, meetings, virtual spaces, social movements, and public programs.⁴ Data collection in these events started in February 2016, with a brief visit to become familiarized with the territory, and later continued with three months of fieldwork (April-June 2017). A total of 36 events or "political spaces" were registered by the authors of this article. During these events, lasting approximately three to four days each, we collected relevant data about food provisioning. Through observation of these events and interviews with their organizers we could more profoundly understand food policies, social movements, development projects, market strategies, food supply dynamics, and consumption practices that are in dispute in the locality's political spaces.

The analyses of our fieldwork data were carried out from August 2017 to March 2018 with a total of 33 interviews and notes from observations. We classified the political spaces registered into seven categories based on some common features, as shown in Table 1. Theoretical principles for categorizing political spaces came from the work of Comerford *et al.*, (2014), in conjunction with the findings of Freudenberg *et al.*, (2011), who suggest classifying different events in the context of an emerging food movement in New York City.⁵ By looking at these spaces we aimed to identify conflicts, power relations, hybridism, and possibilities of cooperation between food systems that took place therein. Although the methods described above have been developed in previous fieldwork in the locality of Juazeiro, they

-
- 4 The concept of political spaces, also called hybrid spaces, according to Comerford *et al.*, (2014), refers to formal gatherings, protests, informal conversations, and festive, intimate, or public events, since politics are built daily and continuously in diverse formal or informal spaces. Accepting the author's proposal, we consider different events that take place in the locality of Juazeiro together in order to analyze the interactions between food systems.
 - 5 The article presents recent changes in food policies and environments in New York City, the heterogeneity within the food movement organizations, and the possibilities of creating common goals to improve the population's nutrition and health.

are assumed to be applicable to any medium-sized city in the interior⁶ of Brazil. These localities share features such as the maintenance of local food culture and the complexity of new food supply chains that made them a potential locus of interactions between food systems.

2. Using Systemic and Relational Approaches to Analyze Food Provisioning Through Interactions Between Food Systems in Political Spaces

The approach to food provisioning adopted in this article reinforces the convenience of using the systemic approach to the notion of food systems, widely used in this area, but with equally diverse meanings (Malassis, 1996; Fine *et al.*, 1996; Morgan *et al.*, (2006); Rastoin and Gherzi, 2010; Collona *et al.*, 2013). In accordance with Burlandy *et al.*, (2006), systems are characterized by a complex set of interrelationships among elements that evolve with contradictions, thus involving conflicts and imbalances in the respective system's flows of interdependence and coordination mechanisms. Furthermore, premises about the nature of human action and the politics of food lead us to understand systems as being open to various possibilities or solutions.

Accordingly, focusing on food systems requires going beyond the links among activities related to food production, distribution, and consumption, on which most analyses of agrifood or agroindustrial chains focus, in order to adopt a multi-scale approach and shed light on actors, processes, and tensions. In fact, national and international integrative dynamics allow us to identify the existence of a national food system and even a world food system in several important dimensions of a food supply. Nevertheless, circuits or flows of smaller spatial amplitude coexist with such dynamics, being more prone to the circulation of food goods that are less processed and are expressions of countries' socio-environmental and cultural diversities. The various combinations resulting from this coexistence oblige researchers to treat various food systems as intertwined rather than as a single food system.

6 Interior, in this paper, is understood as the inner regions of Brazil, which are distant from the coast. The interior includes rural and urban areas.

General characteristics of the national or global food system are (re) appropriated by local actors and, along with local dynamics, participate in the design of food systems with characteristics specific to each socio-spatial context. Therefore, each locality emerges as a unique system resulting from interrelationships and hybridism between different systems (Maluf and Luz, 2018). The transfiguration of the homogenizing factor becomes, therefore, a source of more heterogeneity at the local level, implying a revision of the perspective of valuing local food systems, which by themselves do not necessarily guarantee fairer, egalitarian, or healthy food production (Goodman *et al.*, 2012). Thus, the authors (*idem*) propose that the proliferation of hybrid expressions in the local food supply, an outcome of interfaces between the so-called conventional and alternative systems, must be considered as an alternative to achieve the goals cited above.⁷

In this context, one group may utilize other groups' strategies, such as supermarkets that try to get closer to consumers and local producers, or traditional local food chains that end up reaching national and international markets. Therefore, it is difficult to establish clear boundaries between alternative and conventional food systems. Instead, in a world of multiple hybrid expressions, rather than a fully differentiated set of actions and initiatives, only individual "situations" and "particular characteristics" could be taken as "alternatives." These features result from the coexistence and self-influencing of both the globalization of taste and the growing concern with the quality of food, which were initially perceived as characteristics of opposing food systems (Goodman *et al.*, 2012). Thus, it is necessary to set up a relational approach (Dupuis and Goodman, 2005) that can both challenge the boundaries between objects of research and consider the relationships between coexisting food systems while taking the lived experience that shapes people's understanding of food into account (Carolan, 2011).

This approach makes it possible to design contextualized and feasible food provisioning strategies that can promote "access to quality" in localities without generating more food distinctions and inequalities (Friedman, 2000; Goodman *et al.*, 2012). Alternative food networks are often restricted to elitist

7 The focus on localized agrifood systems was among the precursors of the approach presented here, though some differences in the very use of the notion of system which are out of the scope of this paper. See Requier-Desjardins (2002).

consumption of products with differentiated qualities, which are often inaccessible to the majority of the population. This dynamic reproduces the power of corporate actors that reinforce the hierarchy and stratification of contemporary food systems. At the same time, the importance of conventional production is reaffirmed in the supply of cheap food, which is accessible to the vast majority of people (Busch, 2010; Reardon *et al.*, 2004). However, to ensure “access to quality food,” analyses of food provisioning strategies must account for social, environmental, and human health costs implicit in the dominant food production and consumption system.

Tensions resulting from the coexistence of conventional and alternative systems are expressed in the inequitable access to public resources and food policies at national and territorial levels. This game of distinct interests among social actors is expressed in different institutionalized and non-institutionalized spaces, which Comerford *et al.*, (2014) identify as “political spaces.” According to the authors, these spaces require more attention and analysis than they have been given in the past. This is because of power relations, discourses, and constructions of truths, emotions, and symbolism that are implicit in the different practices of their participants. For the authors (*idem*), these are spaces of project production and public policies evaluation, as well as spaces of disputes and alliances between social actors, which involve multiple negotiations and relationships.

In spite of the significant dynamism of national and local social organizations in political spaces, there is a huge discrepancy of power resources between actors in place, interspersed with significant counter-hegemonic resistance strategies. Additionally, a reflexive approach is required to develop a multidimensional analysis of food supply dynamics in order to consider power relations as relational. Given that all social relations are power relations (Morgan *et al.*, 2006), we suggest searching for possibilities that could even come from conflict-filled experiences. Reflexive local food politics would consider both the struggles of contested knowledge and the struggles to form political alliances, with these arenas being able to influence each other (Goodman *et al.*, 2012).

The next section presents the outcomes of the research carried out in the locality of Juazeiro. Our intention is to reopen the debate on access to

quality food while contributing to food provisioning strategies and policies guided by the principles of Food and Nutrition Sovereignty and Security and the Human Right to Food. In this sense, considering the context of Brazil's well-documented social inequality, along with the issues of poverty and food insecurity, emphasis is placed on factors that influence access to quality food in Brazilian localities.

3. Building Food Politics Locally: Social Participation and the Valuing of Culture as Empowering Resources

Table 1 was elaborated from fieldwork carried out in political spaces in the locality of Juazeiro, including direct participation in most of the mentioned events, as well as interviews with event organizers. Events were grouped into seven categories (first column) and some main features of each were highlighted. These descriptions reveal food system interactions in food production, distribution, consumption, and public policies. The second column shows the number of events registered in each category, with a total of thirty-six political spaces included in this research. The third, "interactions," brings conflictive and complementary principles and practices together, considering a relational approach to analyzing power relationships derived from social actors' interests. In this view, possibilities of cooperation between coexisting food systems can come from conflicting interests. The last column presents hybridism, which indicates that the situation observed in the locality of Juazeiro suggests actors' local (re)appropriation of intertwined food systems.

We call attention to some examples of events in each category shown below: the first includes events as traditional festivities, religious celebrations, festivals to promote family farming and local food, and fairs that celebrate the economic success of monocultures and the exportation of fruits; the second gathers different types of food markets such as traditional markets that sell fresh local meat, organic markets, markets that sell "new" products such as vegan and gluten free food, markets that sell food from local family farming, and the Food Supply Central, which has products from small and large food supply chains; the third includes spaces such as Food and Nutrition Security Councils and the Rural Development Collegiate; the fourth comprises events such as a three-day hike in the middle of Caatinga biome

Table 1: Political Spaces and Food Systems Interactions in the Locality of Juazeiro

Political spaces – general categories	Number of events	Food Systems Interactions	Hybrids
1. Festivals, fairs, and traditional parties (annual or biannual)	8	<ul style="list-style-type: none"> – Popular and specialized knowledge – Traditional and modern practices – Food quality based on traditional and sanitary values 	<ul style="list-style-type: none"> – Gourmetization of traditional food and food from agrobiodiversity – Hybrid menus with traditional recipes made from industrialized ingredients
2. Markets (daily or weekly)	7	<ul style="list-style-type: none"> – Food quality based on family farming origin and traditional, aesthetical, and ethical values – Local, national, and global food supply dynamics 	<ul style="list-style-type: none"> – Local traditional food chains exporting to European countries
3. Institutionalized spaces	3	<ul style="list-style-type: none"> – Food quality based on traditional and sanitary values – Popular and specialized knowledge 	<ul style="list-style-type: none"> – Spaces organized at national, state, and municipal levels, with articulations between these levels
4. Participative meetings and field experiences	6	<ul style="list-style-type: none"> – Quality based on family farming origin, traditional mode of production, and ethical values 	<ul style="list-style-type: none"> – Market strategies for agroecological products.
5. Virtual spaces	3	<ul style="list-style-type: none"> – Valuing of territory and its products from gastronomic, health, ecological, and economic development perspectives 	<ul style="list-style-type: none"> – Gourmetization of traditional food and food from agrobiodiversity
6. Continuous actions of tourism and cuisine	3	<ul style="list-style-type: none"> – Valuing of territory and its products from the perspective of gastronomy, tradition, and economic development 	<ul style="list-style-type: none"> – Gourmetization of traditional food and food from agrobiodiversity – Capitalization of territory and local culture through touristic attractions
7. Public Policies and Programs	6	<ul style="list-style-type: none"> – Food quality based on social, culturally appropriate, and productive values – Development projects based on social, environmental, and economic values 	<ul style="list-style-type: none"> – Market strategies for cultural and environmental protection

Source: Luz and Maluf, 2019.

to experience local history, environment, and culture and seminars about agroecology and sustainable ways of living in semiarid areas; the fifth gathers all internet pages used by organizations to promote their activities and sell their products; the sixth highlights activities developed by the Slow Food Movement, traditional communities land regularization movement, winery tours and wine tastings in the locality of Juazeiro; the seventh addresses the Food Acquisition Program, the National School Feeding Program, the Food and Nutrition Security Policy, the Territory Development Policy, the Coexistence with Semiarid Areas Program, and the Irrigation Program.

An element common to the events presented in Table 1 is the participation of different agricultures or models of production in the locality of Juazeiro. The local landscape is a mosaic of areas cultivated by traditional farmers, who raise goats and sheep in association with the cultivation of cassava and beans, a family farming production adapted to the environment of the Caatinga biome.⁸ This production system coexists with large-scale irrigated fruticulture for exportation, meaning different development projects for the region that compete for natural and cultural resources. These strategies, institutionalized in distinct development policies (e.g. Coexistence with Semiarid and Irrigation Policy), compete with one another for access to water, land, and labor.

The maintenance of the Caatinga biome through sustainable agricultural practices and the economic development through monocultures that demand many external resources are some of the principles and practices in dispute. However, they also appear to be complementary if we consider that family farmers obtain extra income by working at large-scale farms during the harvest periods of irrigated fruticulture. The money they earn from this work can, at least in part, be invested in their own farms. Additionally, many family farmers benefit from the “water surplus” of irrigated fruticulture for use on their properties. In this context, although considering the dominant groups’ power to impose their values and beliefs, as pointed out by Setiloane (2016),

8 Caatinga refers both to the biome and to vegetation typical to the semiarid region, which occurs in some areas in the interior of Brazil, including the one where Juazeiro is located. Food production adapted to the Caatinga, that is, to the soil type and to the rainfall regime (concentrated at a certain time of the year, followed by long periods of drought), also includes gathering native fruits.

we view power as something that moves among the actors (Morgan *et al.*, 2006), and that, in this sense, gives them greater agency capacity.

For Goodman *et al.*, (2012), despite conflicting relationships among different actors and a constant tension between cooperation and competition, actors' positions are not unchanging. Their capacity of agency can influence institutional regulations, delegitimizing them, and empowering actors who are defending new ideas. Strengthening the possibilities of cooperation between food systems should start from the basis of food provisioning, i.e., the modes of producing local food. Although we recognize that this aspect of food provisioning allows for less flexibility in power relations between social actors, on the ground they seem to find subtle forms of cooperation that can be essential to diversifying their production and diets.

Table 1 presents general categories for several events such as farmers' markets, festivals, and local councils, taken here as political spaces. The coexistence of distinct principles and practices that can be referred to as different food systems are present in each political space registered, showing the resistance of some practices and the strength of some actors despite power relations toward hegemonic forces. Through interactions between food systems, some traditional festivities have become very commercial; local festivals promote modern technology and also old techniques; business markets are investing in family farming participation; tours of the Caatinga and consumption of its products are becoming touristic activities; gourmet events promote local food and agrobiodiversity, and local markets incorporate vegan and gluten free products. In this context, the market strategies of producers' organizations in Juazeiro include local school meals and farmers markets, as well as commercialization of products to supermarket chains in Brazil's largest cities and exportation to European countries. For this organization, there is apparently no conflict between a market strategy that includes its products in a global value chain and, at the same time, recovers the activity of preparing artisanal flour from cassava roots, both part of its strategy to preserve local culture and environment.

In this context, one possibility of convergence between different food systems in interaction in the recorded political spaces is the valuing of local culture. This perspective and social actors' participation itself are the

most significant features that lead us to take these events or political spaces together as a “food movement” in the locality of Juazeiro.⁹ As local culture, we intend to invoke elements such as music, cooking, poetry, literature, and arts in general, in their relationship to the historical process of the locality of Juazeiro, the Caatinga biome, and the semiarid climate. Cultural resources are mobilized by actors with different interests, worldviews, and power. Therefore, culture appreciation is impregnated with distinct expectations for the territory’s development and the use of its resources. Nevertheless, a food movement that has the valuing of culture as its main principle seems to be a powerful tool in this locality to redirect influences toward access to quality food by all its population.

However, the valuing of traditional food in local markets, for example, seems to facilitate the access by a small group of consumers who “can pay more for the quality product.” This situation is accompanied by a decrease in their consumption by farmers, who access cheaper products in large supermarket chains. There are cases of farmers that sell all their products that could be taken as quality food and buy “conventional” products in the supermarkets for their own consumption. In this context, we observe in the descriptions in Table 1 a tendency towards the gourmetization of traditional dishes and the creation of new products from local agrobiodiversity in order to promote the tourism and local business. Thus, we identify a process of consumption elitization regarding quality food, highlighting those which represent the local culture, that is, food traditionally consumed in the locality of Juazeiro. In this sense, one could question if this food movement through cultural appreciation is promoting access to quality food and for whom, in a context in which globalized practices guarantee quantity but not quality and more localized initiatives guarantee quality but create access inequalities.

The valuing of culture as a resource for promoting access to quality food depends on quality concept meanings, which can be related to the origin (e.g. local, family farming) and modes of production (e.g. irrigated,

9 According to Freudenberg *et al.*, (2011), a food movement is a heterogeneous process constituted by numerous social spaces where a variety of resources are exchanged. According to the author, within each sector and across sectors in a food movement, there are a lot of tensions and power dynamics at play. A food movement also tends to share values such as social justice and cultural alternatives to mainstream practices.

organic, traditional), to ethical and aesthetical values, and to sanitary and nutritional aspects. Table 1 presents coexisting concepts for food quality used by distinct social actors with different interests. The valuing of the territory and its products also takes place from distinct perspectives, which involves different knowledge and opposing discourses in defense of the environment, social issues, or economic development. According to Giddens (1991), the appropriation of this knowledge (and the discourses and practices that reveal it) does not occur in a homogeneous way, but often in the direction of those in a “position of power” and able to use it for their own interests.

Although considering this view, we adopt a position closer to that of Goodman *et al.*, (2012) and Morgan *et al.*, (2006), who open the possibility of a continuous redefinition of local identities and exchanges in power balance between actors. This relational perspective of power allows us to take the valuing of culture as an empowering resource in promoting access to quality food in the locality of Juazeiro. Despite the different discourses and strategies used by actors with distinct interests, the food movement itself allows for a constant debate about the rules in play. In this case, the empowerment of social actors, regarding the possibility of participation in political spaces, allows them to mobilize their own cultural resources in a constantly renewed and contextualized perspective.

In dishes prepared and served during the events recorded, it was noticed that menus are influenced by a mixture of local food culture and global standards of food habits. As a result, we have hybrids menus such as old traditional recipes prepared with processed ingredients (Table 1). In this context, it is important to emphasize that the element “culture” follows food systems transformations, i.e., the demands of new residents and the virtual networks that allow daily access to new information. Thus, food systems and food culture are nowadays informed by a variety of forms of knowledge, expressed in traditional practices, based on preserving or recovering popular knowledge and modern techniques, which use different levels of technological development and specialized knowledge.

The dispute between knowledge and discourses reveals the heterogeneity even inside the so-called alternative food practices and leads to the idea of a certain disarticulation between these practices that, for some authors,

weakens the possibility of being constituted as a movement (Freudenberg *et al.*, 2011). For example, regarding the composition of hybrid menus, in the context of Juazeiro's food movement, there are versions which are 1) reduced in fat, informed by a knowledge about health and obesity in the locality; 2) traditional, cherishing the reproduction of recipes as prepared by ancestors; 3) vegan (without products of animal origin), prompted by ethical reasons; and 4) gourmet, informed by aesthetic motivations and "social distinction through food" (Bourdieu, 2005). Thus, trying to answer the question previously formulated, it can be affirmed that the food movement for the valuing of culture in the locality of Juazeiro goes in the direction of promoting the population's access to quality food for all. We argue that different nuances indicated above concerned to food quality and diversified supply options tend to increase the chances of contact with this type of food and awareness of its value.

It is known that food choices are determined by socioeconomic issues involving income and education and by the supply of different types of food. This food supply is directly influenced by the role of large retail in a supply system increasingly concentrated and dominated by few companies (Guivant, 2003; Isakson, 2013; Reardon and Berdegué, 2002), which are currently located in medium-sized cities in the interior of Brazil. However, our argument is that, on one hand, the influence of culture and tradition, both of which are understood as being in a constant process of reconfiguration, in Juazeiro's food provisioning seems to be restricted to a small group of consumers for reasons of price and income. On the other hand, it has a diffuse expression in the maintenance and even the expansion of traditional festivities and popular restaurants, which are also affected by the movement for the valuing of local food culture.

In this context, the valuing of culture, a synergic element to the political spaces registered above, seems to affect all kinds of audiences. Although driven by actors with different interests and projects, the valuing of culture promotes political engagement of local actors and empowerment through a sense of belonging to their territory. The feeling of being part of a place and its culture, nature, and history is what has been mobilized by local actors in Juazeiro for promoting access to quality food.

Concluding Remarks

What is at stake in the locality of study, as well as in other localities surrounding medium-sized cities in Brazil, is that food and social transformations give rise to processes of interaction between coexisting food systems. Conflicts, hybridism, and synergies are features of these processes that provide greater visibility to social actors who were once less visible through social participation in political spaces, which they created or occupied with the goal of valuing their own culture. Both aspects have become elements of synergy between food systems and empowering resources that, by shifting power in other directions, give legitimacy to other projects, knowledge, and interests, which now have more space to coexist in the variety of systems. Finally, we would like to highlight the requirement of new forms of thinking about food provisioning centered in the access to quality food, which means opportunities to have contact with certain types of food, debates on food issues, projections of an imagined future, and inspiring food movement leaders. All of these elements can be seen in the political spaces of Juazeiro presented in this paper.

Actor empowerment through local cultural resources implies considering structural transformations in the localities as well as the new needs of their residents. In this context, a current menu based on local food culture can be prepared with processed ingredients and assuming a new version which may be lighter in fat, vegan, or gourmet. The focus on these cultures in motion, presented here from the interactions between coexisting food systems perspective, would have a greater chance of making a change than previous food movements focusing only on health or environmental issues. This is due to actors' engagement in their historical process and a sense of belonging to a locality that came about through an empowerment mechanism created by social participation in political spaces for the valuing of culture.

Taking advantage of the current political moment in Brazil, where people have once again taken to the streets to protest, making politics more present in their daily lives, food issues in political spaces must be addressed, cultivated, and made visible with the view of developing new and alternative ideas to create more just and sustainable food systems. The discussion brought to this paper aimed to highlight possibilities that

emerge from interactions between coexisting food systems by focusing on a food movement that has developed in this intersection based on social participation and the valuing of culture in the locality of Juazeiro. These two are empowering resources for promoting access to quality food that could also give birth to local food provisioning strategies that consider synergies and possibilities of cooperation among food systems. The emergence of a food movement through the valuing of culture in Juazeiro is a component of local food politics which is in line with the National Food and Nutrition Security Policy and the human right to adequate food while strengthening their applicability at the local level.

AUTHORS

Lidiane Fernandes da Luz

Lidiane Fernandes da Luz is a PhD candidate in Social Science in Agriculture, Development and Society at UFRRJ (Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro) and a Visiting Doctoral Student at Columbia University, (NYC). With a Masters in Rural Development and Degree in Biology at UFRGS (Universidade Federal do Rio Grande do Sul), she is also a consultant for the project “Towards Food Sustainability – Reshaping the Coexistence of Different Food Systems in South America and Africa” (Swiss Programme for Research on Global Issues for Development).

Recent publications:

Luz L. F., Maluf R. S., 2018, “O movimento alimentar pela valorização da cultura no sertão nordestino: um olhar sobre o abastecimento a partir das interações entre sistemas alimentares”, Third International Conference Agriculture and Food in an Urbanizing Society, 17-21 September, *Anais do III AgrUrb*, Porto Alegre.

Maluf R. S., Luz L. F., 2018, « Sistemas alimentares descentralizados: um enfoque de abastecimento na perspectiva da soberania e segurança alimentar e nutricional », in Maluf R. S., Flexor G. (ed.), *Questões agrárias, agrícolas e rurais: conjunturas e políticas públicas*, Rio de Janeiro, E-Papers, p. 214-224.

Luz L. F., Escobar M. Z., Ramos M. O., 2017, “O enfoque da SSAN aplicado a estudos de processos agroalimentares no Brasil e na Costa Rica: reflexões teórico-metodológicas”, III Encontro Nacional de Pesquisa em Segurança Alimentar e Nutricional, 8-10 November, *Anais do III ENPSAN*, Curitiba.

Renato S. Maluf

Renato Maluf is a Full Professor at UFRRJ (Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro). With a PhD in Political Economy, he is a Visiting Fellow at QEH/Oxford University (UK), EHESS (Paris) and City University of London (UK). He is a researcher at CERESAN (Centro de Referência em Segurança Alimentar e Nutricional)/UFRRJ and at OPPA (Observatory of Public Policies for Agriculture)/UFRRJ. He is also the former President of the National Council on Food and Nutrition Security, a former member of the Steering Committee of the UN High Level Panel of Experts on Food Security (HLPE, 2010-2014), and a Coordinator of the Brazilian Research Network on Food and Nutrition Sovereignty and Security.

Recent publications:

Maluf R. S., Luz L. F., 2018, "Sistemas alimentares descentralizados: um enfoque de abastecimento na perspectiva da soberania e segurança alimentar e nutricional", in Maluf R. S., Flexor G. (ed.), *Questões agrárias, agrícolas e rurais: conjunturas e políticas públicas*, Rio de Janeiro, E-Papers, p. 214-224.

Maluf R. S., 2015, "Hirschman e a dessacralização da epopéia do desenvolvimento por um desenvolvimentista", *Revista de Economia política*, vol. 35, p. 43-63, <http://www.rep.org.br/PDF/138-3.PDF> (Retrieved October 2018).

Maluf R. S., Burlandy L. *et al.*, 2015, "Nutrition-Sensitive Agriculture and the Promotion of Food and Nutrition Sovereignty and Security in Brazil", *Ciência & Saúde Coletiva*, vol. 20, p. 2303-2312. DOI: 10.1590/1413-81232015208.14032014

Schmitt C. J., Maluf R. S., Belik W., 2014, "Family Farming, Institutional Markets and Innovations in Public Policy: Food and Nutritional Security as a Driver for Governmental Intervention", in Hebinck P., Ploeg J. D., Schneider S. (ed.), *Rural Development and the Construction of New Markets*, London, Routledge, p. 61-78.

Burlandy L., Rocha C., Maluf R. S., 2014, "Integrating Nutrition into Agricultural and Rural Development Policies: the Brazilian Experience of Building an Innovative Food and Nutrition Security Approach", in Thompson B., Amoroso L. (ed.), *Improving Diets and Nutrition: Food-Based Approaches*, Rome, CAB/FAO, p. 101-112, <http://www.fao.org/3/a-i3030e.pdf> (Retrieved October 2018).

REFERENCES

- Bourdieu P., 2005, "Taste of Luxury, Taste of Necessity", in Korsmeyer C. (ed.), *The Taste Culture Reader: Experiencing Food and Drink*, Oxford, p. 72-78, Berg Publishers.
- Burlandy L., Magalhães R., Maluf R. S. (ed.), 2006, *Construção e promoção de sistemas locais de segurança alimentar e nutricional: aspectos produtivos, de consumo, nutricional e de políticas públicas*, Rio de Janeiro, CERESAN/UFRRJ, <http://www.ceresan.net.br/wp-content/uploads/2016/docs/relatorio-tecnico3.pdf> (Retrieved October 2018).
- Busch L., 2010, "Can Fairy Tales Come True? The Surprising Story of Neoliberalism and World Agriculture", *Sociologia Ruralis*, vol. 50, nº 4, p. 331-351.
- Carolan M. S., 2011, *Embodied Food Politics*, Surray, Ashgate Publishing. DOI: 10.1007/s10460-013-9469-z
- Collona P., Fournier S., Touzard J.-M. et al., 2013, "Food Systems", in Esnouf C., Russel M., Bricas N. (ed.), *Food System Sustainability: Insights from DuALIne*, Cambridge University Press, p. 69-100, http://publications.cirad.fr/une_notice.php?dk=569128 (Retrieved October 2018).
- Comerford J., Almeida L. S., Palmeira M., 2014, "O mundo da participação e os movimentos rurais: entre mobilizações, espaços de interlocução e gabinetes", in Lopes J. S. L., Heredia B. (ed.), *Movimentos sociais e esfera pública. O mundo da participação: burocracias, confrontos*, Rio de Janeiro, CBAE, p. 67-89, <http://www.ipea.gov.br/participacao/images/pdfs/2014%20-%20movimentos%20sociais%20-%20seminario%20participacao.pdf> (Retrieved October 2018).
- Dupuis E. M., Goodman D., 2005, "Should We Go 'Home' to Eat?: Toward a Reflexive Politics of Localism", *Journal of Rural Studies*, nº 21, p. 359-371. DOI: 10.1016/j.jrurstud.2005.05.011
- Fine B., Heasman M., Wright J., 1996, *Consumption in the Age of Affluence: The World of Food*, London/ New York, Routledge.
- Freudenberg N., McDonough J., Tsui E., 2011, "Can a Food Justice Movement Improve Nutrition and Health? A Case Study of the Emerging Food Movement in New York City", *Journal of Urban Health*, vol. 88, nº 4, p. 623-636. DOI: 10.1007%2Fs11524-011-9598-x
- Friedman H., 2000, "Uma economia mundial de alimentos sustentáveis", in Bélik W., Maluf R. S., (ed.), *Abastecimento e segurança alimentar: os limites da liberalização*, Campinas, Unicamp/Redcapa, p. 37-63.
- Giddens A., 1991, *As conseqüências da modernidade*, São Paulo, UNESP.
- Goodman D., Dupuis E. M., Goodman M. K., 2012, *Alternative Food Networks: Knowledge, Place and Politics*, London, Routledge.
- Guivant J., 2003, "Os supermercados na oferta de alimentos orgânicos: apelando ao estilo de vida *ego-trip*", *Ambiente & Sociedade*, vol. 6, nº 2, p. 63-81. DOI: 10.1590/S1414-753X2003000300005
- Isakson R., 2013, "Financialization and the Transformation of Agro-Food Supply Chains: A Political Economy", *Conference on Food Sovereignty: A Critical Dialogue*, Yale University, 15-16 September.

- Malassis L., 1996, "Les trois âges de l'alimentaire", *Agroalimentaria*, vol. 96, n° 2, p. 3-5.
- Maluf R. S., 2015, *Diretrizes e componentes de uma política nacional de abastecimento alimentar e questões de implementação*, Texto de Conjuntura, n° 8, Rio de Janeiro, UFRRJ/CPDA/OPPA.
- Maluf R. S., 2009, "A política de abastecimento, a soberania e a segurança alimentar e nutricional", in CONAB, *Agricultura e abastecimento alimentar: políticas públicas e mercado agrícola*, Brasília, CONAB, p. 109-120.
- Maluf R. S., 2007, *Segurança alimentar e nutricional*, Petrópolis, Vozes.
- Maluf R. S., Luz L. F., 2018, *Sistemas alimentares descentralizados: um enfoque de abastecimento na perspectiva da soberania e segurança alimentar e nutricional*, in Maluf R. S., Flexor G. (ed.), *Questões agrárias, agrícolas e rurais: conjunturas e políticas públicas*, Rio de Janeiro, E-papers, p. 214-224.
- Morgan K., Marsden T., Murdoch J., 2006, *Worlds of Food – Place, Power and Provenance in the Food Chain*, Oxford, Oxford University Press.
- Niederle P. A., 2017, "A Pluralist and Pragmatist Critique of Food Regimes Genealogy: Varieties of Social Orders in Brazilian Agriculture", *Journal of Peasant Studies*, p. 1-23. DOI: 10.1080/03066150.2017.1313238
- Rastoin J.-L., Ghersi G., 2010, *Le système alimentaire mondial: concepts et méthodes, analyses et dynamiques*, Versailles, Éditions Quae. DOI: 10.3917/quae.rasto.2010.01
- Reardon T., Timmer P., Berdegué J., 2004, "The Rapid Rise of Supermarkets in Developing Countries: Induced Organizational, Institutional, and Technological Change in Agrifood Systems", *Journal of Agricultural and Development Economics*, n° 1, p. 168-183.
- Reardon T., Berdegué J. A., 2002, "The Rapid Rise of Supermarkets in Latin America: Challenges and Opportunities for Development", *Development Policy Review*, vol. 20, n° 4, p. 317-334.
- Requier-Desjardins D., 2002, "Les systèmes agroalimentaires localisés en Amérique latine: un facteur de compétitivité de l'agro-industrie rurale sur des marchés globalisés", *Économies et Sociétés*, n° 25, p. 1421-1440.
- Setiloane K. T., 2016, "Beyond the Melting Pot and Salad Bowl Views of Cultural Diversity: Advancing Cultural Diversity Education of Nutrition Educators", *Journal of Nutrition Education and Behavior*, vol. 48, n° 9, p. 664-668. DOI: 10.1016/j.jneb.2016.05.008

La contribution de l'agriculture urbaine à l'approvisionnement alimentaire de La Havane¹

Vers la construction d'un système agraire urbain en temps de crise

Riadh Mestiri

MOTS-CLÉS

agriculture urbaine, Cuba, politique publique, système agraire

RÉSUMÉ

L'isolement commercial de Cuba durant les cinquante dernières années a favorisé l'essor de l'agriculture urbaine pour l'approvisionnement alimentaire. Par l'étude des politiques publiques et la caractérisation du système agraire de La Havane, ce travail analyse la stratégie mise en place afin de subvenir aux besoins alimentaires de la population en temps de crise. Il ressort que le développement de l'agriculture urbaine a été favorisé par l'engagement de l'État à travers une politique de distribution des terres et de coopérativisme. Renforcée par l'innovation agronomique des *organopónicos* et l'ouverture des marchés de proximité à ces produits, l'agriculture urbaine a intégré l'aménagement urbain et s'est construite sous la forme d'un système stabilisé. Néanmoins, ce système reste très lié à la situation politique de l'île et vulnérable aux crises. Du fait de l'absence de partage dans les prises de décision, le système peine structurellement à anticiper les changements.

1 L'auteur tient à remercier les évaluateurs anonymes et les éditeurs pour leur soutien et la pertinence de leurs commentaires qui ont permis d'améliorer cet article.

Introduction

La notion d'approvisionnement alimentaire urbain sous-entend la mise en relation des lieux de production agricole avec les centres urbains afin de faire face à une demande, quelles que soient les échelles d'analyse. Ce rapprochement est de nature à permettre une amélioration de la qualité des aliments, une diminution de l'empreinte écologique des villes et du nombre d'intermédiaires dans les chaînes d'approvisionnement afin de renforcer l'autonomisation alimentaire des villes. En effet, en 2018, 55% de la population mondiale vit en milieu urbain. Cette tendance globale est combinée à « un accroissement de la pauvreté urbaine » (UN-Habitat, 2003, p. 21; Cohen et Garrett, 2010). En cause, les politiques urbaines et alimentaires encore mal adaptées au nouveau contexte d'exode des populations rurales vers les grands centres urbains, particulièrement dans les pays en voie de développement (Van Ginkel, 2008). Dans ce contexte, la croissance urbaine crée une vulnérabilité alimentaire chez les citadins lors d'épisodes de crise économique ou climatique. L'agriculture urbaine apparaît alors comme un outil stratégique des politiques alimentaires pour minimiser et prévenir l'impact des crises, et pour renforcer l'autonomie alimentaire des villes.

En Amérique latine, 50% des citadins se disent impliqués dans des activités agricoles (Ruel *et al.*, 1998). À titre d'exemple, en 2003, 80% des espaces vacants de la ville de Rosario, en Argentine, ont été utilisés pour l'agriculture (Redwood, 2009). Pourtant, bien qu'elle soit pratiquée largement à travers le monde dans des objectifs pluriels de production alimentaire, de loisir ou encore d'esthétique paysagère, l'agriculture urbaine ne trouve que peu sa place dans les agendas politiques. Elle est un outil pour renouer le lien entre les villes et leurs alimentations. Elle peut permettre de diminuer la distanciation « géographique (éloignement des bassins d'approvisionnement), économique (multiplication des intermédiaires) et cognitive (méconnaissance des conditions de production) » entre les villes et leurs bassins alimentaires (Brand *et al.*, 2017, p. 13). En ce sens, elle est multifonctionnelle et joue un rôle à la résolution de problèmes, entre autres, liés au transport des aliments, au gaspillage alimentaire ou à l'éducation alimentaire (Duchemin *et al.*, 2008).

Sa contribution à la prévention des situations de crise, aux enjeux environnementaux urbains et à la création d'emploi peut être mise en valeur par une « réglemmentarisation » et par une reconnaissance sociétale et politique. Cette reconnaissance passe par des politiques alimentaires urbaines relatives à l'approvisionnement alimentaire, à l'aménagement urbain et à la structure de gouvernance de l'outil.

Cuba apparaît, dans ce paysage, comme une exception par le développement de son agriculture urbaine. Bien qu'étant apparue dans un contexte de marché informel et de crise, l'agriculture urbaine cubaine a rapidement été reprise par les autorités gouvernementales afin d'être réglemmentée pour la lutte contre l'insécurité alimentaire. Plus qu'un outil de subsistance alimentaire, elle est un secteur d'activité sur l'île. Les questions qui se posent sur ce territoire urbain et son environnement agricole sont nombreuses : quelle forme de production contribue à l'approvisionnement alimentaire ? Quelle structure organisationnelle a permis son intégration à l'aménagement urbain ? Et permet-elle, sous cette forme, la gestion de crises alimentaires en milieu urbain ?

Cette recherche mobilise des données primaires² et secondaires³, issues de revues de littérature, d'entrevues semi-dirigées et d'observations participantes. L'étude s'appuie sur la théorie des transformations historiques et de la différenciation géographique des systèmes agraires (Mazoyer et Roudart, 1997 ;

2 Les sources primaires ont été collectées lors d'entrevues semi-dirigées et d'observations sur le terrain effectuées dans les villes de La Havane et de Cienfuegos en avril et en juillet 2016. Les entrevues ont été menés avec les enseignants des universités de La Havane et de Cienfuegos, un directeur de *granja urbana* (« ferme urbaine ») de Cienfuegos et des représentants de la Fondation Antonio Núñez Jiménez de la Naturaleza y el Hombre. Elles ont porté sur l'évolution de l'agriculture à Cuba, la structure institutionnelle de l'agriculture urbaine, l'identité des acteurs et leurs relations. De plus, seize *organopónicos* ont été visités durant la même période afin de collecter des données sur les méthodes de production et sur la spatialité des unités de production.

3 Les données secondaires proviennent des archives de la bibliothèque de l'université de La Havane, de l'Office national de statistique et d'information cubain (ONEI), de l'Association cubaine des techniciens agricoles et forestiers (ACTAF), de la Fondation Antonio Núñez Jiménez de la Naturaleza y el Hombre et d'une revue de littérature portant sur l'agriculture urbaine.

Dufumier, 2007, Cochet, 2005). Fondé sur une analyse systémique, ce cadre théorique permet la caractérisation, à travers le concept de système agraire⁴, d'une forme classifiée et stabilisée de l'agriculture à un lieu et un espace-temps donnés.

L'article présente, dans une première partie, l'évolution historique et géographique du système agraire de Cuba ainsi que les transformations qu'ont connu les modes d'approvisionnement alimentaire en milieu urbain. De la période de la crise alimentaire des années 1990 aux années 2000, il présente les facteurs de l'apparition et de l'ancrage de l'agriculture urbaine. Dans une deuxième partie, le système agraire urbain de La Havane est étudié à travers deux sections faisant référence à l'écosystème cultivé et au système social de production.

1. La stratégie gouvernementale de développement agricole : entre marqueurs historiques et différenciation géographique

L'agriculture urbaine à Cuba ne peut être comprise que dans son cadre historique et géographique. En effet, les relations internationales et économiques, d'une part, et le système politique de l'île, d'autre part, ont modelé le système agraire urbain cubain, sa structure institutionnelle et ses méthodes culturelles.

1.1. De la révolution castriste à la crise alimentaire

En 1989, l'effondrement du bloc soviétique a bouleversé l'économie cubaine qui reposait principalement sur les conditions préférentielles offertes par l'intégration de l'île dans le marché du Conseil d'assistance

4 Le système agraire se définit à l'échelle d'une région et se décompose en deux parties : l'écosystème cultivé et le système social de production (Cochet, 2011). Délimité dans un territoire donné et représenté par un espace-temps défini, l'écosystème cultivé représente la sphère technique, et le système social de production représente la sphère sociale.

économique mutuelle (Council for Mutual Economic Assistance – Comecon)⁵. Ce bouleversement était dû à une forte dépendance économique de l'île de ces alliés, résultat d'un contexte diplomatique et de décisions politiques qui ont débuté en 1959, année de la prise de pouvoir du président Fidel Castro.

Au lendemain de la révolution castriste, le premier défi auquel doit faire face le gouvernement cubain est celui de la sécurité alimentaire dans un contexte d'indépendance commerciale vis-à-vis des États-Unis. Jusqu'en 1959, le secteur alimentaire est très dépendant des États-Unis, qui fournissent 75% des importations de l'île (González et Armando, 2015). Le gouvernement castriste oriente alors le secteur vers une productivité agricole accrue et une diversification des marchés d'exportation et d'importation. En réorganisant et en modernisant le système agraire, le gouvernement socialiste favorise une agriculture intensive, peu diversifiée et majoritairement exportatrice : c'est la période de la Révolution verte de l'agriculture cubaine. Entre 1959 et 1989, l'utilisation de pesticides est multipliée par quatre, le nombre de tracteurs par neuf et les fertilisants chimiques par dix (Sáez, 1998). Les États-Unis perdent leur place de partenaire privilégié avec l'île au profit des pays socialistes et membres du Comecon (Rosset et Benjamin, 1994).

L'État intègre toute la chaîne de valeur sous la forme d'entités de commercialisation, de services ou encore d'administration des intrants, et étatisé les terres agricoles. Víctor Figueroa Albelo parle d'une période de « gigantisme agricole » où l'État à la main mise sur la quasi-totalité des surfaces cultivables (1999). Les terres agricoles sont alors consacrées à une production intensive et spécialisée de produits phares, tels que le sucre, le café, le tabac ou encore les agrumes, destinés aux marchés soviétiques (Rosset et Benjamin, 1994). Cette spécialisation de l'agriculture et l'intensification des monocultures vont permettre à Cuba d'exporter certains produits du secteur agroalimentaire

5 Créé en janvier 1949 par l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), le Comecon est une organisation d'entraide économique entre différents pays membres ou coopérants. Les membres fondateurs sont l'Union soviétique, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne et la Roumanie. D'autres membres se sont ensuite ajoutés au groupe : la Mongolie (1962), Cuba (1972) et le Vietnam (1978) (Libbey, 2010). Avec l'entrée au Comecon, Cuba profite, entre autres, d'un accord avantageux avec l'Union soviétique sur l'exportation sucrière. Le prix offert par cette dernière a permis au gouvernement castriste de profiter de hauts taux de profits malgré les coûts engendrés par la majorité des intrants de production, par une faible productivité et par une organisation peu efficace (Pollitt, 2004).

et d'importer la majeure partie des denrées alimentaires. Jusqu'en 1989, le Comecon fournissait « 63% des importations alimentaires de Cuba, 80% des machines et 98% des combustibles » (Rodríguez, 1993, p. 426). Enfin, avec la coopération commerciale du Comecon et le mouvement du gigantisme agricole, le troisième pilier de la stratégie de sécurité alimentaire sur l'île post-révolution est la mise en place d'un système de rationnement alimentaire. Le système est pensé comme un outil de gestion de la disponibilité et de la commercialisation alimentaire (García Rabelo, 2011). Les *libretas*, ou « carnets de rationnement », sont distribuées à la population afin de faire valoir les rations de produits qui leur sont alloués à des prix subventionnés (Carter, 2013). Lors de son instauration, la *libreta* couvrait la quasi-totalité des denrées alimentaires ainsi que certains produits sanitaires et d'habillement à des prix fortement subventionnés.

En favorisant la spécialisation de l'agriculture et en renforçant la dépendance du secteur au pays partenaire, l'île se trouve dans une position de vulnérabilité alimentaire au moment de la crise engendrée par la chute de l'Union soviétique. Entre 1990 et 1993, Cuba subit la fin d'un système qui fait chuter de près de 75% ses importations totales et de près de 50% ses importations en combustibles (Meso-Lago, 2005). L'île voit son produit phare à l'exportation, le sucre, diminuer de 50% en production, entraînant la fermeture de la moitié des usines de transformation sucrières (Meso-Lago, 2005.; Riera et Swinnen, 2016). La production agricole chute de 40% durant la même période (Riera et Swinnen, 2016).

S'ensuit une crise alimentaire illustrée, en 1989, par une diminution brutale de 32% des apports caloriques quotidiens moyens (Wright, 2009; Rodríguez-Ojea *et al.*, 2002). L'apport calorique journalier passe de 2 835 calories, en 1989, à 1 853 calories, en 1994, c'est-à-dire en dessous du seuil journalier minimum requis de 2 100 à 2 300 calories (Pérez, 2009; Deere *et al.*, 1994). L'offre et la quantité des aliments alloués jusque-là par les carnets de rationnement alimentaire diminuent aussi jusqu'à atteindre un niveau qui ne peut subvenir qu'à la moitié des besoins alimentaires mensuels d'un adulte (Riera et Swinnen, 2016). Fait marquant de la pénurie alimentaire, le sucre devient l'un des produits les plus consommés durant cette période. Il représente alors 20% de l'apport énergétique journalier de la population jusqu'au début des années 2000. Sa consommation moyenne par personne

s'élève à 160 g par jour soit environ trente-deux carrés de sucre, ce qui en fait l'un des plus hauts taux au monde (FAO, 2003). Les répercussions de cette crise sur l'état de santé de la population sont identifiées par Angela Ferriol Muruaga à travers différents indicateurs : carence nutritionnelle chez les mères et les nouveau-nés, augmentation du nombre de naissances de nouveau-nés à un poids inférieur à la moyenne, croissance du nombre de décès liés à des maladies infectieuses et à la tuberculose, augmentation du nombre de décès de personnes âgées liés à une carence alimentaire et augmentation des maladies issues d'intoxication alimentaire (1996). Enfin, la pénurie alimentaire et l'augmentation brutale du prix des denrées alimentaires ont été des facteurs déterminants de la hausse du taux de crimes violents, qui a augmenté de 55% entre 1990 et 1995 (De la Cruz Ochoa, 2000).

Ce contexte va favoriser une agriculture de proximité et, par la suite, des méthodes culturales agroécologiques. Les villes isolées de leurs campagnes et la pénurie alimentaire vont favoriser le développement rapide de l'agriculture urbaine (Koont, 2009; Rosset *et al.*, 2011).

1.2. La construction progressive d'un secteur d'activité agricole urbain à Cuba

Avant la réglementation de l'agriculture urbaine, une série de lois ont permis sa reconnaissance sur le territoire en tant que mode de production effectif, au même titre que les autres agricultures. Dès 1990, des décrets de lois touchant au secteur agricole ont eu un impact sur ce système agraire urbain en construction sans pour autant qu'ils aient explicitement été pensés pour (Caridad Cruz et Sánchez Medina, 2001). Par la suite, des politiques publiques consacrées à la reconnaissance et la construction de l'agriculture urbaine seront développées.

1.2.1. Une occupation du tissu urbain par l'agriculture

Durant la « période spéciale », désignant la crise qui a fait suite à la chute de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), la majorité des Cubains vivaient en ville. Au début des années 1990, la population urbaine représente 75% de la population totale (Morejón Seijas et Molina Soto, 1997), lorsque la même année la moyenne mondiale était de 43% (BM, 2016). L'isolement induit par le manque de carburant et la concentration de la population dans les villes tendent à exacerber l'impact de la crise alimentaire

chez les citadins. Ainsi, entre 1991 et 1995, on estime à 15% la population urbaine en situation d'insécurité alimentaire chronique (FAO, 2003).

Pour renforcer la productivité agricole qui peinait à se maintenir sous la forme des grandes fermes, des terres agricoles sont distribuées gratuitement et des formes administratives de coopératives « privées » sont créées. Ainsi, entre 1991 et 1995, les Résolutions n° 24/91 et 223/95 ont permis aux « petits agriculteurs » de recevoir des terres d'État dans la mesure où ils présentent une force de travail convenable et que l'exploitation ne dépasse pas une *caballería*⁶. Parallèlement, à travers le Décret n° 159/90 et la Résolution n° 289/90, il est autorisé aux « petits agriculteurs » d'intégrer une coopérative de production agricole (CPA)⁷ afin de favoriser la mise en commun du matériel et d'augmenter les rendements. Enfin, en 1993, les fermes d'État, forme productive dominante durant la période du gigantisme agricole sont transformées en *unidades básicas de producción cooperativa* (UBPC)⁸ par le Décret de loi n° 142/93 (Escaith, 1999). L'hégémonie de l'État dans le secteur agricole est démantelée rapidement et drastiquement, passant de 83% des terres agricoles en 1992 à 54% en 1994 (Herrera Sorzano *et al.*, 2015). L'État cède sa place à une paysannerie organisée en coopérative, mieux adaptée pour faire face aux limitations d'intrants et de mécanisation.

Une agriculture à petite échelle et sous forme de coopératives est encouragée. Initialement, ces décisions gouvernementales ne sont pas orientées vers l'agriculture urbaine, mais dans le contexte démographique de cette période, elles vont favoriser son ancrage sur le territoire. En effet, du fait de la concentration de la population dans les centres urbains, les premiers espaces occupés pour la production ont été ceux à proximité des villes. Ce mouvement s'explique par la proximité géographique, mais aussi

6 Équivaut à 13,4 ha, à Cuba.

7 Groupes d'exploitants agricoles formés en coopératives. Constitués en entreprise agricole, les terres et le matériel sont mis en commun et chacun des exploitants obtient le titre de membre de la coopérative. La production est dédiée uniquement à la vente, les parcelles familiales et la production d'autoconsommation y sont interdites (Valdés Paz, 2009).

8 Personne juridique propre qui représente une organisation économique et sociale constituée de travailleurs autonomes pour la gestion et l'administration de leurs ressources. Recevant la terre et d'autres biens pour un temps indéterminé, les produits de l'exploitation sont revendus majoritairement à l'État (Nova González, 2015).

par le manque de machines agricoles et de carburant faisant qu'il était difficile de produire à grande échelle et en milieu rural comme auparavant. Les pôles de production des cultures maraîchères, mieux adaptés aux travaux manuels, se rapprochent alors des villes.

1.2.2. Reconnaissance gouvernementale de l'agriculture urbaine

C'est à partir de 1998, et dans la mouvance de la « privatisation » du secteur agricole, que l'agriculture urbaine trouve sa place dans l'agenda politique. Les stratégies alors pensées vont règlementer le secteur à différentes échelles : la production, la commercialisation, les ressources humaines et l'occupation du territoire. En effet, elle devient objet à part entière de l'aménagement urbain et un outil de lutte contre l'insécurité alimentaire par la création du Groupe national d'agriculture urbaine (GNAU) au sein du ministère de l'Agriculture (Résolution n° 208/98; González Novo *et al.*, 2008). L'objectif du GNAU est de promouvoir une agriculture sans intrants chimiques et d'encourager la distribution d'aliments frais et la diversité des productions. Pour ce faire, le GNAU s'engage au développement de vingt-huit sous-programmes agricoles. Cette stratégie, initiée à La Havane, s'étend ensuite à toute l'île et couvre trois axes principaux : les cultures végétales, l'élevage et le soutien technique (Herrera Sorzano, 2009). L'agriculture urbaine est dès lors définie comme :

La production d'aliments à l'intérieur du périmètre urbain et périurbain, utilisant des méthodes de production intensives, tenant compte des interrelations entre homme-culture-animal et environnement, et profitant de la force de travail à proximité pour une production et un élevage diversifiés annuels, basé sur des pratiques durables qui permettent le recyclage des déchets⁹.

La définition regroupe le territoire urbain et périurbain sous l'appellation d'« agriculture urbaine ». Les politiques et stratégies ne se différencient pas entre ces deux échelles à Cuba, et l'agroécologie est mise en avant comme un changement de méthode de production passant d'un système motorisé et spécialisé à un système manuel et diversifié.

Dans la mouvance de la reconnaissance de l'agriculture urbaine, une série de résolutions de loi sera décrétée pour son ancrage dans les territoires

9 González Novo *et al.*, 2008, p. 21 (Traduit de l'espagnol par l'auteur).

urbains. Au niveau de la production et de la commercialisation, dès 1998, l'élevage porcin est autorisé en ville et les agriculteurs urbains obtiennent l'autorisation de vendre leurs productions sur les marchés publics (Résolution n° 02/98). La même année, au niveau du soutien technique, les *granjas urbanas*¹⁰ sont créées (Résolutions n° 960/98) comme organes directeurs de l'agriculture urbaine à l'échelle municipale (González Novo et Murphy, 2000). Enfin, en 2002, pour promouvoir l'emploi dans ce secteur, la Résolution n° 40/02 autorise

la suspension du travail des employés opérant dans un secteur manuel ou technique, et ce, quel que soit le domaine d'activité dans la province de La Havane, afin d'intégrer des travaux d'agriculture urbaine durant une période de deux ans sans que cela n'implique la perte de leurs activités professionnelles¹¹.

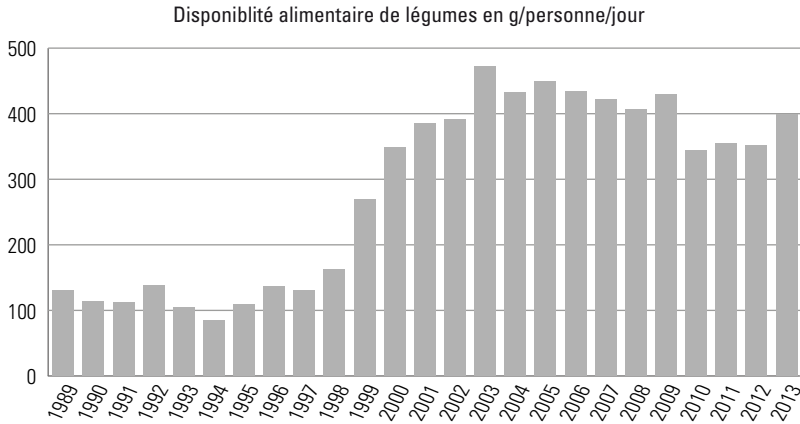
Grâce à cette stratégie, l'agriculture urbaine et périurbaine produit en 2000 70% des légumes et 39% des fruits consommés au niveau national (GNAU, 2004; Granma, 2001).

L'agriculture urbaine se présente ainsi comme un des outils de la stratégie de lutte contre l'insécurité alimentaire à Cuba. Cette stratégie compte sur l'importation alimentaire, l'augmentation de la productivité, la distribution de terres, le système de rationnement, la décentralisation de la commercialisation et, enfin, le développement de l'agriculture urbaine. Toutefois, il apparaît que, bien que l'agriculture urbaine démontre jouer un rôle sur la sécurité alimentaire de la population, ce rôle se limite principalement à l'apport de fruits et légumes frais pour ce qui est de la production. En témoigne la croissance claire de la disponibilité alimentaire en légumes depuis le début de la crise (fig. 1). Cela s'est traduit sur la consommation de fruits et légumes qui passe d'environ 300 g par personne et par jour entre 1992 et 1994, à 550 g entre 1999 et 2001 (FAO, 2003).

10 Ces « fermes urbaines » sont des entités étatiques composées d'un administrateur et d'une équipe d'ouvriers. À raison d'une ferme par municipalité, celles-ci sont responsables de diriger et de conseiller les unités de production sur leur territoire de gestion. Elles garantissent les intrants par l'apport de semences, de matière organique, de matériel d'irrigation, et le conseil et la formation continue et actualisée mensuelle aux agriculteurs. La production agricole est dédiée à 50 % au *consumo social* (« consommation sociale »), c'est-à-dire les hôpitaux, écoles, maisons de retraite et orphelinats (données d'enquête).

11 González Novo *et al.*, 2008, p. 147 (Traduit de l'espagnol par l'auteur).

Figure 1 : Disponibilité alimentaire de légumes de 1989 à 2013



Source : d'après FAOSTAT, 2018. Les données de la disponibilité alimentaire de légumes ne sont pas issues exclusivement de la production de l'agriculture urbaine et périurbaine. Elles représentent toutefois une tendance du groupe d'aliment principal de la production de ce secteur. À la connaissance de l'auteur, il n'existe pas de données répertoriées sur la période ici illustrée relative à la production de l'agriculture urbaine et périurbaine.

Parallèlement, l'île reste très fortement dépendante des importations pour le reste des denrées alimentaires et principalement pour le riz, la production du lait et des viandes (García Rabelo, 2011). À titre d'exemple, le ratio de dépendance au riz importé par rapport à la disponibilité alimentaire de cette céréale s'élève en 2013 à 60%. Sa valeur en 1989 était de 44% et a connu un pic maximal en 2005 de 98%. C'est-à-dire que, lors de l'année 2005, 98% du riz disponible sur le territoire est importé (données calculées¹²). Le riz étant un des aliments de base de la cuisine cubaine, cette dépendance aux importations se traduit par des situations de vulnérabilité alimentaire prononcées lors d'un choc économique ou climatique pour certains groupes de produits alimentaires, comme pendant l'année 2008. En effet, cette année-là, suite à la hausse des prix des céréales et à l'effet dévastateur des ouragans *Gustav* et *Ike* sur l'île (Altieri et Funes-Monzote, 2012), l'État cubain déclare que la sécurité alimentaire est une question de sécurité nationale. Une nouvelle vague de distribution de terres est lancée avec les Décrets de loi n° 259/2008 et renouvelée en 2011 et 2012 par les Décrets n° 282/2011 et n° 300/2012, où environ 1 700 000 ha de terres ont été distribués à plus de 200 000 agriculteurs pour faire face à la pénurie alimentaire (FAO, 2013; Nova González, 2014).

¹² Pourcentages calculés par l'auteur à partir des données de disponibilité alimentaire en tonnes et des importations en tonnes de riz blanchi (FAOSTAT, 2018).

2. La construction d'un système agraire urbain comme réponse à la crise alimentaire liée à l'effondrement du bloc soviétique

Le système agraire urbain de Cuba s'est développé initialement grâce à l'engagement citoyen et s'est ancré sur le territoire par sa réglementation. L'emphase sera mise dans ce travail sur les *organopónicos* comme systèmes de production¹³ et sur leurs structures sociales organisationnelles.

2.1. Le développement des *organopónicos*: reflet des dynamiques endogènes face à la crise alimentaire

À Cuba, l'écosystème cultivé se caractérise par des systèmes de production différents, mais complémentaires, afin de combler des besoins alimentaires pluriels suivant une occupation de l'espace urbain plus efficace. Ainsi, les *organopónicos* sont des systèmes de production adaptés à la culture maraîchère dans des espaces où les sols contaminés ne permettent pas la production en sols. Prenant la forme de culture hors-sol, les *organopónicos* permettent d'offrir une disponibilité alimentaire à proximité de logements, là où d'autres systèmes de production ne pourraient pas être aménagés. Ils sont définis à la fois comme un type d'exploitation agricole et comme une méthode de production. Selon le ministère de l'Agriculture, la province de La Havane comptait 96 *organopónicos* en 2015 pour une superficie de 336,8 ha¹⁴ (MINAG, 2015). Les unités de production sont principalement concentrées au niveau des centres urbains sur de petites exploitations (fig. 2). En zone périurbaine, la taille moyenne des *organopónicos* peut atteindre 12 ha.

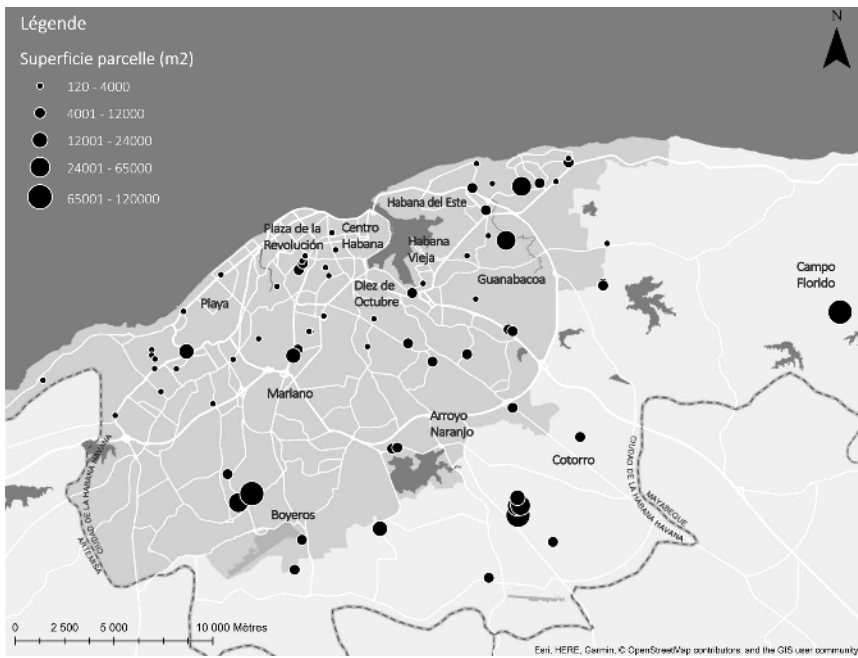
Toutefois, les *organopónicos* présents dans l'espace périurbain de La Havane ne sont pas considérés comme faisant partie du système agraire urbain. Cette séparation est justifiée par des sous-systèmes de production et des relations entre eux qui diffèrent de l'urbain au périurbain. En effet, dans l'espace périurbain, on retrouve des productions céréalières extensives ou encore des élevages et une arboriculture développée. Ces sous-systèmes

¹³ Le système de production est défini par Marc Dufumier comme « une combinaison cohérente dans l'espace et dans le temps de certaines quantités de force de travail (familiale, salariée, etc.) et de divers moyens de production (terres, bâtiments, machines, instruments, cheptel, semences, etc.) en vue d'obtenir différentes productions agricoles, végétales ou animales » (1985, p. 32).

¹⁴ Cette superficie comprend les unités de production et les espaces non cultivés au sein de l'*organopónicos*. Ces espaces peuvent être utilisés pour le compost, la lombriculture ou encore par les points de vente de chacune des unités.

impliquent des relations d'échange entre les *organopónicos* et les autres unités de production qui diffèrent de ce qui peut exister en milieu urbain. En effet, l'accès à des fourrages, du fumier ou encore de la matière organique végétale sera différent et plus favorable dans le périurbain que dans l'urbain. D'autres différences apparaissent dans les circuits de commercialisation entre ces deux espaces, ce qui justifie la nécessaire séparation du système agricole urbain de celui périurbain, malgré les similitudes de méthodes de production (Cederlöf, 2016).

Figure 2: Distribution des organopónicos à La Havane par grade de superficie



Source : d'après Castañeda Abad *et al.*, 2017.

L'écosystème cultivé qui définit le système agricole urbain de Cuba est formé de cinq sous-systèmes différenciables, mais soumis à des méthodes de culture, de fertilisation et de lutte similaires (fig. 3). Les *huertos intensivos*¹⁵, les cultures semi-protégées, les cultures sous serre, les jardins domestiques et les *organopónicos* composent les sous-systèmes. Les *huertos intensivos* et

15 « Jardins potagers » à fort rendement.

les *organopónicos* visent tous deux une production maraîchère commerciale. Les jardins domestiques sont exclusivement orientés vers la consommation familiale. Les cultures semi-protégées sont des variantes des *huertos intensivos* ou des *organopónicos* qui permettent d'allonger la période de production. Enfin, les cultures sous serres servent principalement à la production de plants de cultures (González Novo et Murphy, 2000).

Figure 3: Le sous-système des *organopónicos*

Écosystème cultivé			
<i>Huertos Intensivos</i>	Cultures semi-protégées	Cultures sous-serre	Jardins domestiques
<i>Organopónicos</i>			
Fonction de défrichage et de contention de la végétation sauvage		Fonction de renouvellement et de fertilité	Conduite des cultures
<ul style="list-style-type: none"> - Désherbage manuel - Scarification - Décompactage - Binage - Taille 		<ul style="list-style-type: none"> - Fertilisation organique - Compost - Humus - Substrat organique 	<ul style="list-style-type: none"> - 10 cultures/an - Bande de cultures orientées nord-sud - Alternance entre cultures à racines pivotantes et racines fasciculées - Association de cultures

Source : enquêtes de l'auteur, 2018.

Au niveau des *organopónicos*, le choix des plants et des variétés tient compte des directives gouvernementales induites par la demande des consommateurs, des calendriers cultureux et de l'association des cultures. La production se fait sous la forme de bandes construites et remplies de substrat orienté nord-sud, dans la mesure du possible. Les bandes de terres doivent avoir une longueur maximale de 15 à 25 m pour 1,2 m de largeur et 30 cm de profondeur. Elles sont séparées par des passages de 50 cm de largeur. Les lieux d'exploitation sont des terres peu fertiles proches de quartiers résidentiels. Chaque bande, ou *cantero*, est rempli d'un substrat organique formé d'un mélange variable d'un *organopónicos* à l'autre, dépendamment de la disponibilité des produits à proximité et du coût de transport. Toutefois, l'optimum recommandé est que le substrat soit composé au trois-quarts de matières organiques et que celles-ci soient composées de 80% à 85% d'origine animale et le reste d'origine végétale (INIFAT, 2007). Les sources organiques qui peuvent être utilisées pour la préparation du substrat sont : le fumier, le jus de canne à sucre, l'humus de lombric, la paille, la sciure

de bois, le compost et la tourbe (Buchmann, 2009 ; Wezel et Bender, 2003). Le diagnostic auprès des seize *organopónicos* visités à La Havane a mis en évidence la prépondérance du système polyculturel dans les *organopónicos*, avec un optimum annuel de dix cultures caractérisées par une alternance entre cultures à racines pivotantes et racines fasciculées, d'une part, et une association de cultures, d'autre part. Les *organopónicos* sont les systèmes de production les plus productifs à Cuba avec des rendements pouvant atteindre 20 kg/m² (Hanon, 2015).

2.2. Échelle décisionnelle : entre dynamiques locales et enjeux de pouvoir

Le processus de production est adossé à un système social gouverné par trois échelles décisionnelles : nationale, provinciale et municipale (fig. 4). L'échelle nationale est représentée par le GNAU, une entité du ministère de l'Agriculture responsable de la mise en place et de la structuration des politiques publiques relatives aux secteurs. L'échelle provinciale a la responsabilité de distribuer les tâches relatives aux politiques nationales en les segmentant selon les secteurs d'activités et selon leurs institutions respectives. L'échelle municipale est liée à l'échelle provinciale par l'entremise d'entités formelles sectorielles de proximité (Herrera Sorzano, 2009). À titre d'exemple, l'Entreprise de cultures variées, entité étatique à l'échelle de la province de La Havane, est responsable de fournir les bureaux de consultation technique agricole (Consultorios-Tienda del Agricultor – CTA)¹⁶ et les *granjas urbanas* en intrants, à l'échelle municipale, suivant les directives du GNAU à l'échelle nationale.

Suivant une perspective transversale, l'Association nationale des petits agriculteurs (Asociación Nacional de Agricultores Pequeños – ANAP) est l'organe représentatif des petits exploitants ruraux et urbains. Tous les agriculteurs urbains en font partie. L'ANAP joue un rôle d'éducation, de formation et de transmission des techniques agroécologiques pour les agriculteurs. Financée majoritairement par l'État cubain, elle tire aussi une partie de ces revenus par une taxe à la vente aux agriculteurs. L'ANAP jouit d'une indépendance et joue un rôle de vecteur entre les institutions publiques et le secteur agricole (Rosset *et al.*, 2011). C'est la seule institution

¹⁶ Point de vente et de conseils techniques agricoles.

non gouvernementale qui participe au processus de prise de décision. En plus de ces rôles de formation et de transmission d'informations, l'ANAP, formée d'exploitants, transmet les revendications des petits agriculteurs aux différentes échelles de prise de décision. Bien qu'elle ait fortement participé à l'amélioration de la productivité agricole par la démocratisation de l'agroécologie à Cuba, elle est considérée, par certains agriculteurs, comme politisée et ayant une fonction de vigilance pour le gouvernement. Comme le soulève Lugo Fonte, président de l'ANAP, l'association est un mouvement politique, car elle « représente des principes économiques, sociaux et éthiques que nous devons respecter pour honorer notre premier devoir en tant que paysan : alimenter le peuple » (Machín Sosa *et al.*, 2010, p. 44). Toutefois, cet aspect peut être un frein à la participation et au partage d'informations des agriculteurs avec l'association.

L'asymétrie de la structure organisationnelle dans la prise de décision du développement territorial est pointée du doigt par l'ANAP, par les sociétés de services et par les exploitants agricoles qui y voient un frein à l'occupation de territoires potentiellement productifs (Alonso Alemán et Bell Heredia, 2013). Durant les enquêtes qui ont été réalisées, l'effet de cette asymétrie s'est traduit par des exploitations abandonnées pour défaut d'autorisation administrative, par l'obligation de production d'aliments non adaptés aux habitudes alimentaires cubaines ou encore par des pertes de récoltes fruitières ne cadrant pas avec certaines directives de commercialisation des UBPC. La gestion verticale de l'agriculture urbaine fait que certaines décisions sont prises sans la consultation des fournisseurs de service ou des producteurs. Dans le cas des coopératives non étatiques (*cooperativas de producción agropecuaria* – CPA – et coopératives de crédits et services – CSS¹⁷) et des exploitants privés, l'autogestion de l'unité de production permet de diminuer l'impact de cette asymétrie, principalement par la liberté de choix de production. En ce sens, Alfredo Jam Massó, en 2007, considérait

17 Les CCS sont constituées des CPA qui ont décidé de se réunir pour former une organisation de coopération et de développement pour les stratégies de production, pour la vulgarisation technologique, la commercialisation et la financiarisation de leurs exploitations. Les CCS s'organisent principalement par territoire. Les CPA maintiennent, en intégrant la coopérative, le droit de propriété sur leurs terres et matériels de production, et les conservent dans le cas où ils décident de se retirer (Nova González, 2015).

certaines facteurs limitants du développement territorial. Il identifie ainsi parmi eux : le manque de reconnaissance de l'échelle municipale comme instance de gestion locale, la centralisation excessive de la prise de décision et de la gestion des ressources, la priorité au développement sectoriel qui conditionne la verticalisation de la chaîne de production, et le manque de normes claires au niveau des municipalités pour la gestion des ressources locales (Jam Massó, 2007).

2.3. Institutions d'approvisionnement d'intrants, de soutien technique et de production à l'échelle municipale

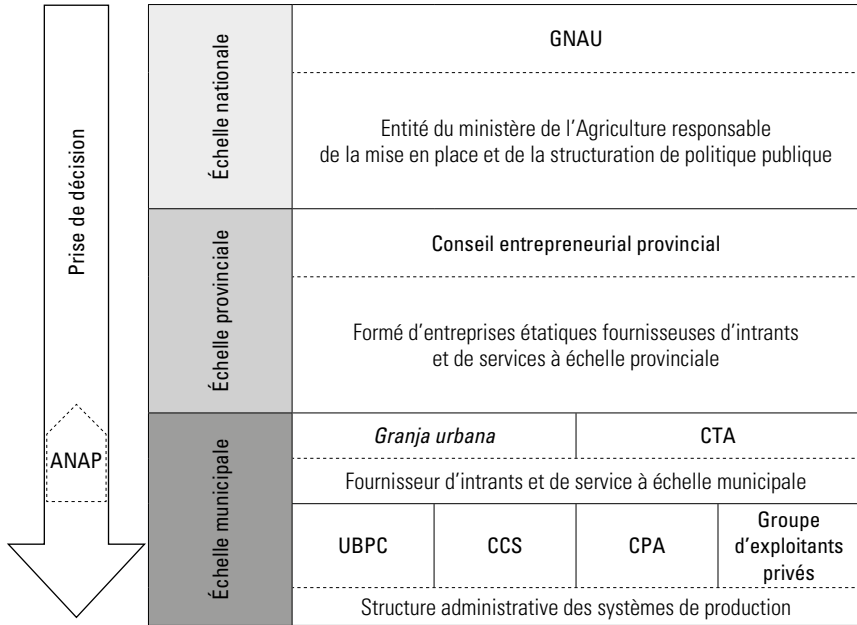
À l'échelle municipale, un soutien technique et matériel est offert aux producteurs urbains par les CTA et par les *granjas urbanas*. En tant que secteur prestataire d'emplois et pour garantir l'efficacité des modes de production, l'agro-service a été développé de manière à pouvoir soutenir les agriculteurs par la recherche-conseil, par l'apport d'intrants et par la mise en place de systèmes d'assurance et de distribution de leurs productions. Les CTA ont eu un franc succès auprès des exploitants : créés en 1996, leur nombre est passé de 12 en 1997 à 52 en 2007 à La Havane (FAO, 2013). Les *granjas urbanas* sont responsables de la formation, de l'approvisionnement et de la commercialisation d'une partie des récoltes des unités de production sur leurs territoires. À raison d'une par municipalité, elles planifient la production, fournissent les intrants organiques et les semences aux agriculteurs, et se chargent de la commercialisation de la part de la production des exploitants due au *consumo social*¹⁸ (Koont, 2009 ; Cederlöf, 2016).

Le système social de production agricole urbain est régi par quatre types de structures organisationnelles : les UBPC, les CCS, les CPA et les groupes d'exploitants privés. Dans le cas des CCS, des CPA et des groupes d'exploitants privés, les agriculteurs reçoivent leurs terres en héritage ou en usufruit. Dans ces trois situations, les exploitants gardent une certaine liberté dans le choix

¹⁸ La « consommation sociale » est la part que les agriculteurs doivent obligatoirement verser pour des institutions désignées comme les écoles, les hôpitaux, les universités. Ces ventes se font à un prix plus bas que celui du marché qui est fixé par le gouvernement (Koont, 2009). Dans le cas des UBPC, la part dédiée à la consommation sociale s'élève à 50 % de la production et, pour les autres types de structure agricoles, cette part s'élève à 20 % des récoltes (données d'enquête).

des cultures. On retrouve, dans ces configurations, des exploitants faisant de l'agriculture une activité complémentaire à d'autres activités professionnelles (Altieri *et al.*, 1999). Dans le cas des UBPC, l'agriculteur n'est pas propriétaire de la terre. La production et la gestion de l'exploitation y sont plus strictes et plus réglementées. Les agriculteurs y sont employés par l'UBPC et suivent les directives de la coopérative quant aux choix de la production et de la commercialisation. Cette gestion de l'exploitation fait que le rendement et la rentabilité des UBPC sont très variables d'une unité à l'autre, dépendamment de l'administrateur de l'unité de production élémentaire (Observatorio Ciudades Inclusivas, 2010). Ce sont les CCS et les CPA qui présentent les meilleurs rendements. La liberté de choix des cultures et de leur mode de commercialisation améliore les rendements et l'efficacité économique des CCS, des CPA et des exploitants privés, à la différence des UBPC. En effet, avec 24,4% des terres cultivables, les CCS et les exploitants privés fournissent 57% de la production totale d'aliments du pays (González et Armando, 2015).

Figure 4: Représentation synthétique de la structure institutionnelle du système agraire urbain



Source : Herrera Sorzano, 2009 ; enquête de l'auteur, 2018.

3. Un contrôle de la commercialisation alimentaire par l'État

La commercialisation des produits de l'agriculture urbaine se fait suivant quatre canaux principaux de distribution : les marchés étatiques¹⁹, les marchés agricoles d'offre et de demande²⁰, les points de vente²¹ et les marchés informels²². Les points de vente ont été pensés afin de diminuer la commercialisation sur les marchés informels, et le Décret de loi n° 191/94 mis en place en 1994 permet aux agriculteurs de vendre leurs produits sur les marchés étatiques (Caridad Cruz et Sánchez Medina, 2001; Acevedo-Suárez *et al.*, 2012; Acevedo *et al.*, 2014). L'ouverture de ces canaux de distribution a permis aux agriculteurs de commercialiser leurs surplus selon des quotas et des maximum de prix par produit défini par l'État (Torres *et al.*, 2010). Le décret est apparu cette année-là en réponse aux manifestations d'août 1994 qui pointaient la baisse du niveau de vie et le désir de fuir l'île en raison de la crise économique persistante. En libéralisant la commercialisation, le gouvernement a voulu apaiser la population en offrant de nouvelles sources de rémunération. Ces politiques ont permis de diminuer la place des marchés informels tout en stabilisant les prix des denrées alimentaires, car, durant cette période, le manque d'aliments a fait augmenter les prix des denrées. La stabilité des prix est un facteur important à la sécurité alimentaire et puisqu'il est estimé que 70% des revenus des ménages cubains sont dédiés aux dépenses alimentaires (Nova González, 2006).

Les points de vente directe aux unités de production ont été les modes de commercialisation qui ont eu le plus de succès grâce à leurs proximités des habitations. Les marchés étatiques sont les deuxièmes canaux de distribution les plus utilisés par les Havanais grâce à une offre alimentaire plus diversifiée de ce qui peut être trouvé au point de vente directe dans les unités de production (FAO, 2013). Les données relatives à la commercialisation par canaux de

19 Ces marchés ont priorité sur l'approvisionnement suivant un quota ; le reste de la production est acheminé aux autres canaux de distribution.

20 Ces marchés représentent le surplus de production après approvisionnement des produits au *consumo social*. L'offre y est de produits de meilleure qualité à prix plus élevés.

21 Commerces de taille réduite approvisionnés par les coopératives et les *organopónicos*, et qui se trouvent à l'intérieur des exploitations.

22 Vente de rue en charrette par annonce orale des prix, souvent plus élevés que dans les marchés étatiques.

distribution ne sont, pour la plupart, ni répertoriées ni diffusées, que ce soit à échelle provinciale ou nationale. Toutefois, le travail de Mario González Novo et d'Aurelia Castellanos Quintero nous permet d'avoir un exemple dans la province de La Havane de cette préférence des consommateurs aux points de vente directe dans les canaux de distribution (tabl. 1).

Tableau 1: Vente de produits par voie de commercialisation en septembre 2013 à La Havane

	Produits commercialisés (en tonnes)	Part des ventes (%)
Points de vente	26 580,50	46
Marchés étatiques	21 046,60	36
Consommation sociale	6 772,80	12
Tourisme	3 534,60	6
Total	57 933,50	100

Source : d'après González Novo et Castellanos Quintero, 2013, p. 90.

Malgré l'affirmation d'une dynamique locale révélée par le développement des *organopónicos* et qui témoigne d'une capacité des acteurs non étatiques à stabiliser l'offre alimentaire urbaine à La Havane, les décisions et choix politiques (gestion foncière, accompagnement institutionnel de la production et réglementation de la commercialisation) traduisent la volonté de contrôle de l'approvisionnement alimentaire par l'État. La fixation des prix et l'imposition de quotas sont des révélateurs de cette volonté de contrôle pensé comme régulatrice des prix des denrées alimentaires dans le secteur.

Conclusion

L'intégration de l'agriculture urbaine comme mode d'approvisionnement alimentaire s'est faite par l'ouverture des marchés, la diversification des coopératives, la distribution des terres et la reconnaissance de l'agriculture urbaine comme mode d'occupation du territoire dans le schéma d'aménagement de la province de La Havane. La construction du système agraire urbain de La Havane prend sa source dans la crise alimentaire qui a frappé Cuba dans un contexte politique d'embargo et de perte des partenaires commerciaux. Confronté à un isolement croissant, à une insuffisante connexion entre villes et campagnes comme à une progression

de la vulnérabilité alimentaire urbaine, le développement de l'agriculture urbaine apparaît comme une voie pour assurer la production de moyens de subsistance alimentaire.

De fait, le système agraire urbain de Cuba a montré qu'il permettait de participer à l'amélioration de l'offre alimentaire par la production de fruits et légumes. En ce sens, Olivia Riera et Johan Swinnen estiment que la production de fruits et légumes en 2004 était supérieure de 250% à celle de 1989, hausse qu'ils expliquent en partie par l'essor de l'agriculture urbaine (2016). Dans le cas de La Havane, la production de légumes est passée de 21 t en 1997 à 254 t en 2003 (Koont, 2009). On estime ainsi que 70% des légumes consommés à La Havane sont produits par son agriculture urbaine (Altieri et Funes-Monzote, 2012; FAO, 2014). Cela se traduit par une modification des habitudes alimentaires et de l'apport calorique traditionnels induits par cette offre (FAO, 2003).

Toutefois, les mécanismes de prise de décision verticale en vigueur affaiblissent la prise en compte des problématiques locales auxquelles font face les exploitants (manque d'intrants, difficulté de commercialisation, accès aux terres, exploitation étatique abandonnée). La sectorisation des activités et la complexité des relations entre entités font que le système ne peut prévoir, anticiper et réagir progressivement aux potentielles crises. Les lois et décrets consécutifs et postérieurs à des situations de crises démontrent ces faiblesses. De plus, les processus de prise de décision (décret immédiat), les solutions techniques accélérées (distribution de terre) et les décisions souvent non anticipées mises en place (accès au marché de vente) démontrent qu'il est difficile de séparer ce système agraire de son système politique centralisé et vertical, pas nécessairement fonctionnel pour faire face aux changements.

Cuba, avec la fin du règne castriste et la normalisation des relations avec les États-Unis, connaît de profonds changements. Le système agraire urbain tel qu'il existe aujourd'hui ne subsistera pas à une ouverture aux marchés internationaux et à un retour du secteur privé dans la sphère économique. L'agriculture urbaine telle qu'elle se compose actuellement s'appuie sur l'inexistence d'un marché foncier, sur un contrôle de l'État et sur une offre alimentaire limitée. L'isolement géographique et politique, et le système politique socialiste lui permettent d'exister sous cette forme. Néanmoins, un

démantèlement progressif de l'embargo pourrait amener de nouveaux acteurs dans le secteur agroalimentaire et une concurrence jusqu'ici inexistante. Les changements politiques au Venezuela et la perte de ce partenaire commercial important ont renforcé et renouvelé les liens commerciaux de l'île avec les États-Unis, aujourd'hui principal fournisseur de denrées alimentaires et de produits agricoles à Cuba (Riera et Swinnen, 2016). L'émergence progressive du privé dans différents secteurs comme l'agro-industrie ou le tourisme actuellement amènera progressivement la libéralisation des activités dans d'autres domaines comme l'immobilier. Ce processus, enclenché par Raúl Castro comme une « mise à jour du modèle économique », est aujourd'hui poursuivi par son successeur Miguel Díaz-Canel. Une compétition nouvelle pour la vocation du sol pourra alors mettre à mal la prévalence dont jouit l'agriculture urbaine dans l'aménagement urbain. On peut alors imaginer sa persistance dans l'espace territorial, mais sa transformation systémique vers des modes de production et de gestion à vocation, non plus de sécurité alimentaire, mais d'aménagement durable.

L'AUTEUR

Riadh Mestiri

Riadh Mestiri est ingénieur agronome et doctorant en sciences géographiques à l'université Laval (Canada). Sa thèse de doctorat porte sur la caractérisation de système agraire urbain par l'étude comparée de l'agriculture urbaine à La Havane et à Québec. Ses intérêts de recherche portent sur les systèmes alimentaires, les politiques publiques de développement durable et les études interaméricaines.

BIBLIOGRAPHIE

- Acevedo J. A., Gómez M., López T. *et al.*, 2014, « Agricultura urbana y periurbana en Cuba », dans Briz J., De Felipe I., *Agricultura urbana integral: Ornamental y alimentaria. Una visión global e internacional*, Madrid, Editorial Agrícola Española S.A., p. 323-339.
- Acevedo-Suárez J. A., Gómez-Acosta M. I., Lóez-Joy T., 2012, « Análisis de la cadena de valor hortofrutícola del municipio Marianao en La Habana », *Ingeniería Industrial*, vol. 33, n° 2, p. 200-213, http://scielo.sld.cu/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1815-59362012000200011&lng=es&tng=es (consulté en octobre 2018).
- Alonso Alemán A. M., Bell Heredia R. E., 2013, *Desarrollo territorial a escala local*, La Havane, Universidad de La Habana.
- Altieri M., Companioni N., Cañizares K. *et al.*, 1999, « The Greening of the “Barrios”: Urban Agriculture for Food Security in Cuba », *Agriculture and Human Values*, n° 16, p. 131-140. DOI: 10.1023/A:1007545304561
- Altieri M., Funes-Monzote F., 2012, « The Paradox of Cuban Agriculture », *Monthly Review*, vol. 63, n° 8, p. 23-33, <https://monthlyreview.org/2012/01/01/the-paradox-of-cuban-agriculture/> (consulté en octobre 2018).
- Banque mondiale, 2016, « Population urbaine (% du total) », *donnees.banque-mondiale.org*, <http://donnees.banque-mondiale.org/indicateur/SP.URB.TOTL.IN.ZS> (consulté en octobre 2018).
- Brand C., Bricas N., Conaré D. *et al.*, 2017, *Construire des politiques alimentaires urbaines*, Versailles, Éditions Quae, http://terresenilles.org/wp-content/uploads/2017/04/TEV_INT4_ConsPolAlim_2017.pdf (consulté en octobre 2018).
- Buchmann C., 2009, « Cuban Home Gardens and Their Role in Social-Ecological Resilience », *Human Ecology*, vol. 37, n° 6, p. 705-721. DOI: 10.1007/s10745-009-9283-9
- Caridad Cruz M., Sánchez Medina R., 2001, *Agricultura urbana: una clave para la sustentabilidad*, La Havane, Fundación Antonio Núñez Jiménez de La Naturaleza y El Hombre.
- Carter A., 2013, *Cuba’s Food Rationing System and Alternatives. Case Study #4-6 of the Program: “Food Policy for Developing Countries: The role of government in the global food supply system”*, New York, Cornell University, <https://hdl.handle.net/1813/55671> (consulté en octobre 2018).
- Castañeda Abad W., Herrera Sorzano A., González Sousa R. *et al.*, 2017, « Población y organoponía como estrategia de desarrollo local », *Novedades en población/CEDEM*, p. 43-55, <http://scielo.sld.cu/pdf/rnp/v13n25/rnp05117.pdf> (consulté en octobre 2018).
- Cederlöf G., 2016, « Low-Carbon Food Supply: The Ecological Geography of Cuban Urban Agriculture and Agroecological Theory », *Agriculture and Human Values*, n° 33, p. 771-784. DOI: 10.1007/s10460-015-9659-y

- Cochet H., 2011, « Origine et actualité du "système agraire" : retour sur un concept », *Revue Tiers Monde*, vol. 3, n° 207, p. 97-114. DOI: 10.3917/rtm.207.0097
- Cochet H., 2005, *L'agriculture comparée : genèse et formalisation d'une discipline scientifique*, Paris, Institut national agronomique Paris-Grignon.
- Cohen M. J., Garrett J. L., 2010, « The Food Price Crisis and Urban Food (In) Security », *Environment and Urbanization*, vol. 22, n° 2, p. 467-482. DOI: 10.1177/0956247810380375
- De la Cruz Ochoa R., 2000, « El delito, la criminología y el derecho penal en Cuba después de 1959 », *Revista Electrónica de Ciencia Penal y Criminología*, https://bdjur.stj.jus.br/jspui/bitstream/2011/44324/delito_criminologia_derecho_ochoa.pdf (consulté en octobre 2018).
- Deere C. D., Pérez N., González E., 1994, The View from Below: Cuban Agriculture in the Special Period in Peacetime », *Journal of Peasant Studies*, vol. 21, n° 2, p. 194-234. DOI: 10.1080/03066159308438545
- Duchemin E., Wegmuller F., Legault A.-M., 2008, « Urban Agriculture: Multi-Dimensional Tools for Social Development in Poor Neighbourhoods », *Field Actions Science Reports*, n° 1, p. 1-8, <http://factsreports.revues.org/index113.html> (consulté en octobre 2018).
- Dufumier M., 2007, « Agriculture comparée et développement agricole », *Revue Tiers Monde*, vol. 3, n° 191, p. 611-626. DOI: 10.3917/rtm.191.0611
- Dufumier, M., 1985, « Systèmes de production agricole dans le Tiers Monde », *Les cahiers de la Recherche-Développement*, n° 6, p. 31-38.
- Escaith H., 1999, « Cuba pendant la période spéciale : ajustements ou transitions ? », *Cahiers des Amériques latines*, n° 31-32, p. 35-53.
- FAO, 2014, *Ciudades más verdes en América Latina y el Caribe: Un informe de la FAO sobre la agricultura urbana y periurbana en la región*, Rome, FAO, <http://www.fao.org/ag/agp/greenercities/pdf/GGCLAC/Ciudades-mas-verdes-America-Latina-Caribe.pdf> (consulté en octobre 2018).
- FAO, 2013, *Agricultura urbana y periurbana en América Latina y el Caribe: Compendio de estudios de casos*, fao.org, <http://www.fao.org/ag/agp/greenercities/pdf/compendium.pdf> (consulté en octobre 2018).
- FAO, 2003, *FAO – Perfiles nutricionales por países: Cuba*, Cuba, FAO, <http://www.fao.org/3/a-aq019s.pdf> (consulté en octobre 2018).
- FAOSTAT, 2018, *Disponibilité alimentaire – Cultures Équivalent Primaire*, fao.org, <http://www.fao.org/faostat/fr/#data/CC>
- Ferriol Muruaga A., 1996, « La seguridad alimentaria en Cuba », *Investigación Económica*, n° 2, p. 31-54.
- Figueroa Albelo V., 1999, *Revolución agraria y desarrollo rural en Cuba (1959-1993). Notas para la interpretación de la necesidad de la reforma económica en la agricultura en 1993*, Santa Clara, UCLV.

- García Rabelo M., 2011, « La reestructuración del modelo cubano de seguridad alimentaria y el papel del territorio », *Economía y Desarrollo*, vol. 146, n° 1-2, p. 143-161, <http://www.redalyc.org/pdf/4255/425541315009.pdf> (consulté en octobre 2018).
- GNAU, 2004, *Lineamientos para los subprogramas de la Agricultura urbana (2005-2007)*, La Havane, Grupo Nacional de Agricultura Urbana/MINAG.
- González Novo M., Castellanos Quintero A., 2013, « La Habana », dans FAO, *La agricultura urbana y periurbana en América Latina y el Caribe: Compendio de estudios de casos*, fao.org, p. 67-95, <http://www.fao.org/ag/agp/greenercities/pdf/compendium.pdf> (consulté en octobre 2018).
- González Novo M., Castellanos Quintero A., Price Masalás J. L., 2008, *Testimonios: Agricultura urbana en ciudad de La Habana*, La Havane, Editorial CIDISAV, http://www.actaf.co.cu/index.php?option=com_mtree&task=att_download&link_id=231&cf_id=24 (consulté en octobre 2018).
- González Novo M., Murphy C., 2000, « Urban Agriculture in the City of Havana: A Popular Response to a Crisis », dans Bakker N., Dubbeling M., Gündel U. et al., *Growing Cities, Growing Food, Urban Agriculture on the Policy Agenda*, Feldafing, DSE, p. 329-348.
- Granma, 2001, « Felicitación de Raúl por los resultados de la agricultura urbana », *Granma*, 30 janvier.
- Hanon I., 2015, « Agriculture urbaine et autogestion à Cuba », *Revue internationale de l'économie sociale*, n° 337, p. 84-99. DOI: 10.7202/1032525ar
- Herrera Sorzano A., 2009, « Impacto de la agricultura urbana en Cuba », *Novedades en población*, n° 9, <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/Cuba/cedem-uh/20100323071744/Impacto.pdf> (consulté en octobre 2018).
- Herrera Sorzano A., González Sousa R., Mármol Fundora E., 2015, *Cuba: Modificaciones en la tenencia de la tierra y el desarrollo de la agricultura urbana: avances en la seguridad alimentaria*, Cuba, Oficina Regional de la FAO.
- INIFAT (Instituto de Investigaciones Fundamentales en Agricultura Tropical), 2007, *Manual técnico para organopónicos, huertos intensivos y organoponía semiprotegida*, La Havane, INIFAT, <https://we.riseup.net/assets/70286/Manual.Tecnico.para.Organoponicos..Cuba.INIFAT.ACTAF.2007.pdf> (consulté en octobre 2018).
- Jam Massó A., 2007, « Iniciativa municipal para el desarrollo local. Reflexiones para el debate », *Economía y Desarrollo*, vol. 141, n° 1, p. 36-55, <http://www.redalyc.org/articulo.oa> (consulté en octobre 2018).
- Koont S., 2009, « The Urban Agriculture of Havana », *The Monthly Review*, vol. 60, n° 8, p. 1-18, <https://monthlyreview.org/2009/01/01/the-urban-agriculture-of-havana/> (consulté en octobre 2018).
- Libbey J. K., 2010, « CoCom, Comecon, and the Economic Cold War », *Russian History*, vol. 37, n° 2, p. 133-152.
- Machín Sosa B., Roque Jaime A. M., Ávila Lozano D. R. et al., 2010, *Revolución agroecológica: El Movimiento de Campesino a Campesino de la ANAP en Cuba*, La Havane, La Vía Campesina, <http://www.rebellion.org/docs/111067.pdf> (consulté en octobre 2018).

- Mazoyer M., Roudart L., 1997, « Pourquoi une théorie des systèmes agraires ? », *Cahiers Agricultures*, n° 6, p. 591-595, <http://revues.cirad.fr/index.php/cahiers-agricultures/article/view/30057> (consulté en octobre 2018).
- Meso-Lago M., 2005, « Social and Economic Problems in Cuba During the Crisis and Subsequent Recovery », *CEPAL Review*, n° 86, p. 177-199, <https://repositorio.cepal.org/handle/11362/11099> (consulté en octobre 2018).
- MINAG (Ministerio de la Agricultura), 2015, *Balance de uso y tenencia de la tierra*, Cuba, MINAG.
- Morejón Seijas B., Molina Soto J., 1997, « La población », *Revista de sociología*, n° 52, p. 33-47.
- Nova González A., 2015, *El model agrícola y los lineamientos de la política económica y social en Cuba*, La Havane, Editorial Ciencias Sociales.
- Nova González A., 2014, « Un nuevo modelo cubano de gestión agrícola », *Temas*, n° 77, p. 84-91, http://www.temas.cult.cu/sites/default/files/articulos_academicos_en_pdf/Descargar%20art%C3%ADculo%20en_10.pdf (consulté en octobre 2018).
- Nova González A., 2006, *La agricultura en Cuba: Evolución y perspectivas (1959-2005)*, La Havane, Editorial Ciencias Sociales.
- Observatorio Ciudades Inclusivas, 2010, *La Habana, Cuba: Política de agricultura urbana*, La Havane, Observatorio Ciudades Inclusivas, https://www.uclg-cisd.org/sites/default/files/La%20Habana_2010_es_FINAL_0.pdf (consulté en octobre 2018).
- Pérez R., 2009, « The Public Health Sector and Nutrition in Cuba », *MEDICC Review*, vol. 11, n° 4, p. 6-8, <https://pdfs.semanticscholar.org/46b3/44f768200e7e2534fca47b1da6d43720ac4b.pdf> (consulté en octobre 2018).
- Pollitt B. H., 2004, « The Rise and Fall of the Cuban Sugar Economy », *Journal of Latin American Studies*, n° 36, p. 319-348. DOI: 10.1017/S0022216X04007448
- Redwood M., 2009, « Urban Agriculture and Changing Food Market », dans Clapp J., Chen M. J., *The Global Food Crisis: Governance Challenges and Opportunities*, Waterloo, WLU Press, p. 205-215.
- Riera O., Swinnen J., 2016, « Cuba's Agricultural Transition and Food Security in a Global Perspective », *Applied Economic Perspectives and Policy*, vol. 38, n° 3, p. 413-448. DOI: 10.1093/aapp/ppw018
- Rodríguez J. L., 1993, « Cuba en la economía internacional: Nuevos mercados y desafíos de los años noventa », *Estudios internacionales*, n° 103, p. 415-453. DOI: 10.5354/0719-3769.1993.15384
- Rodríguez-Ojea A., Jiménez S., Berdasco A. et al., 2002, « The Nutrition Transition in Cuba in the Nineties: An Overview », *Public Health Nutrition*, n° 5 (1A), p. 129-133. DOI: 10.1079/PHN2001284
- Rosset P., Benjamin M., 1994, *The Greening of the Revolution: Cuba's Experiment with Organic Agriculture*, Melbourne, Ocean Press.

- Rosset P., Sosa B., Jaime A. *et al.*, 2011, « The *Campefino-to-Campefino* Agroecology Movement of ANAP in Cuba: Social Process Methodology in the Construction of Sustainable Peasant Agriculture and Food Sovereignty », *The Journal Peasant Study*, vol. 38, n° 1, p. 161-191. DOI: 10.1080/03066150.2010.538584
- Ruel M. T., Garrett J. L., Morris S. S. *et al.*, 1998, *Urban Challenges to Food and Nutrition Security: A Review of Food Security, Health, and Caregiving in the City*, FCND Discussion Paper, n° 51, Washington, IFPRI, <http://www.ifpri.org/publication/urban-challenges-food-and-nutrition-security> (consulté en octobre 2018).
- Sáez H., 1998, « Resource Degradation, Agricultural Policies, and Conservation in Cuba », *Cuban Studies*, n° 27, p. 40-67.
- Torres R. N., Momsen V., Niemeier D., 2010, « Experiment or Transition? Revisiting Food Distribution in Cuban Agromercados from the "Special Period" », *Journal of Latin American Geography*, vol. 9, n° 1, p. 67-87. DOI: 10.1353/lag.0.0077
- UN-Habitat, 2003, *Slums of the World: The Face of Urban Poverty in the New Millennium*, Nairobi, UN-Habitat, <https://unhabitat.org/books/slums-of-the-world-the-face-of-urban-poverty-in-the-new-millennium/> (consulté en octobre 2018).
- Valdés Paz J., 2009, *Los procesos de organización agraria en Cuba: 1959-2006*, La Havane, Fundación Antonio Núñez Jiménez de la Naturaleza y el Hombre.
- Van Ginkel H., 2008, « Urban Future », *Nature*, n° 456, p. 32-33, <https://www.nature.com/articles/twas08.32a> (consulté en octobre 2018).
- Wezel A., Bender S., 2003, « Plant Species Diversity of Homegardens of Cuba and Its Significance for Household Food Supply », *Agroforestry Systems*, vol. 57, n° 1, p. 39-49.
- Wright J., 2009, *Sustainable Agriculture and Food Security in an Era of Oil Scarcity*, Londres, Earthscan. DOI: 10.1017/S0014479709007741

Le commerçant, le paysan et la distribution du pouvoir de marché dans la Gnagna (Burkina Faso)

Samuel Pinaud

MOTS-CLÉS

marchés agricoles, commerçants, profit, sécurité alimentaire, Burkina Faso

RÉSUMÉ

Partant d'une quarantaine d'entretiens de commerçants-grossistes dans cinq marchés ruraux¹, l'article examine l'origine et la distribution du pouvoir de marché dans la province orientale de la Gnagna, au Burkina Faso, en équilibre alimentaire instable. L'analyse de ce pouvoir est effectuée au niveau de la structure des échanges, de l'organisation sociale et dans les stratégies et techniques commerciales. Il apparaît structurellement défavorable aux producteurs céréaliers du fait de la saisonnalité des récoltes et des prix, tandis que la concurrence entre les commerçants porte moins sur les prix que sur la taille du réseau de collecte pour augmenter les volumes traités. De plus, les formes de solidarité (aide logistique ou financière) entre commerçants ne sont pas rares. Quant aux stratégies commerciales, elles jouent à la fois sur les différentiels de prix (achat et vente), sur les qualités et sur les unités de mesure.

1 Ce travail de terrain, réalisé au printemps 2016, a été financé par la convention de recherche SAOATI (Sécurisation alimentaire : objets, acteurs et trajectoires d'innovation) associant le Groupe Nutriset et l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, que nous remercions. Il ne cherchait pas à apprécier les relations entre insécurité alimentaire rurale et commercialisation céréalière, ni à mesurer la variabilité spatio-temporelle des prix d'achat et de vente, mais se plaçait plutôt du côté des acteurs marchands et de leur structuration collective.

Introduction

L'approvisionnement alimentaire des populations a toujours fait l'objet d'une attention particulière des pouvoirs publics en raison de sa relation étroite avec la subsistance des populations et la stabilité politique des sociétés (Polanyi, 2011 [1977]). Plus globalement, la place de l'État et des commerçants dans la distribution des besoins alimentaires est régulièrement discutée, cela au moins depuis le XVIII^e siècle, au Nord comme au Sud (Thompson, 1988 [1971]; Clément, 1999, 2004; Bruegel, 2009).

Dans les pays ouest-africains, le rôle du marché dans l'approvisionnement alimentaire a été revalorisé par la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel et de restructuration des marchés dans les années 1980-1990 (Hirsch, 1990; Phélinas, 1991b), quitte parfois à lier, de manière quelque peu mécanique, leur amélioration et la sécurité alimentaire des populations. Les analyses post-libéralisation menées ont porté plus spécifiquement sur l'efficacité des mécanismes marchands en place, notamment du point de vue de la capacité des marchés à approvisionner des centres urbains en pleine explosion démographique (Coussy *et al.*, 1991). Elles ont insisté sur la capacité des commerçants et de leurs infrastructures à répondre aux besoins alimentaires en forte croissance (Vennetier, 1978; Guyer, 1987; MacGaffey, 1991; Goossens *et al.*, 1994; Chaléard, 1996; Chaléard *et al.*, 2002) et ont finement décrit les acteurs des circuits d'approvisionnement (Dembélé *et al.*, 1986; Sherman *et al.*, 1987; Phélinas, 1991a; Grégoire et Labazée, 1993). Les politiques publiques sont allées dans le même sens en mettant l'accent sur les imperfections du marché, notamment en termes informationnel (Galtier *et al.*, 2014) ou infrastructurel (Paulais et Wilhelm, 2000). La revalorisation de l'activité commerciale, opérée dans les années 1990, dans les travaux académiques ou les politiques publiques, s'est toutefois faite sans prendre en compte les limites propres à l'activité commerciale lorsqu'il est question de la participation à l'approvisionnement alimentaire des populations. D'abord, l'action des commerçants ne couvre que les seuls besoins légitimes dans le cadre d'échanges marchands: les besoins solvables. Cela laisse donc de côté la question de la couverture alimentaire des plus démunis². En tant

2 Les dispositifs d'aide alimentaire illustrent la prise en compte politique de cette limite des mécanismes marchands, les statistiques publiques objectivant d'ailleurs la « demande non solvable » (Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, 2015).

qu'acteurs intéressés par l'échange (recherche d'une différence entre le prix d'achat et le prix de vente), les commerçants sont, en outre, amenés à développer un ensemble de stratégies dont l'objectif est d'augmenter leur marge commerciale. Cette dernière est considérée ici comme la cristallisation, sous forme monétaire, des rapports de pouvoir dans les relations marchandes. Elle définit, en partie, la part de la valeur ajoutée qui revient aux producteurs, ce qui n'est pas sans conséquence sur leur sécurité alimentaire. Si le pouvoir politique des commerçants a été étudié jusqu'à récemment (Amin, 1969; Poussart-Vanier, 2005; Roy, 2010), peu de travaux documentent précisément les formes prises par le pouvoir de marché de ces acteurs³.

Cet article cherche à combler ce manque à partir d'un cadre d'analyse issu de la sociologie et de l'anthropologie économiques. Conformément à la définition de Max Weber selon laquelle le pouvoir renvoie à la « chance de faire triompher au sein d'une relation sociale sa propre volonté » (Weber, 2003 [1921]), l'article souhaite décrire l'usage quotidien d'un pouvoir singulier, le pouvoir de marché. Cette notion renvoie ici à la capacité d'un acteur du marché à orienter les prix dans un sens qui lui permette de modifier, à son profit, les termes de l'échange, c'est-à-dire à augmenter sa marge commerciale. Il prolonge ainsi la tradition de sociologie économique du commerce et de l'entreprise qui cherche à comprendre les soubassements sociaux à la production d'une activité profitable (Sciardet, 2003; Zalio, 2009).

L'article s'appuie sur une enquête empirique, menée au printemps 2016, auprès des commerçants-grossistes de cinq marchés ruraux de la province de la Gnagna, dans l'Est du Burkina Faso : Bogandé, Piéla, Guitanga, Kodjéna et Manni, organisés tous les trois jours. Il analyse l'origine, l'entretien et l'usage que les commerçants font quotidiennement de leur pouvoir de marché dans ce contexte singulier. Il montre que l'asymétrie existante dans la distribution de ce pouvoir tient à des conditions socio-écologiques singulières, à la distribution inégale des capitaux ainsi qu'à la structuration progressive des règles professionnelles organisant le commerce. Cela permet finalement de suggérer des liens causaux entre la distribution de ce pouvoir de marché et la sécurité alimentaire des populations.

3 Il faut tout de même noter des exceptions, voir notamment Grégoire et Labazée, (1993) ou Phélinas (1991a).

L'article décrit, dans un premier temps, l'influence de la structure socio-écologique du marché sur la distribution du pouvoir de marché dans la Gnagna. L'instabilité alimentaire de la région, la saisonnalité de la production et des normes sociales influencent le rythme annuel des dépenses monétaires et, *in fine*, la capacité des acteurs à tirer profit de l'échange. Dans un second temps, il analyse l'organisation collective des commerçants et montre comment celle-ci influe également sur le partage du profit commercial. Les stratégies commerciales sont décrites dans un troisième temps. Nous montrons que le pouvoir financier de chaque commerçant influe sur les types de stratégies mises en œuvre individuellement.

1. Conditions socio-écologiques de production et organisation des marchés agricoles

Le bilan céréalier de la province de la Gnagna se trouve juste à l'équilibre selon les statistiques nationales (Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, 2015)⁴. Si l'approvisionnement alimentaire de la population repose encore très largement sur l'autoproduction vivrière, la part dévolue au marché est non négligeable, notamment les années de mauvaises récoltes (Janin, 2004). Le taux de commercialisation de la production annuelle de denrées alimentaires dans la province, entendu comme la part de la production mise en marché est, en effet, d'environ 5%, alors que ce chiffre peut atteindre 30% dans une province en excédent structurel comme la Boucle du Mouhoun (Dabat, *et al.*, 2012; Sawadogo *et al.*, 2010)⁵. Cette place du marché dans l'approvisionnement alimentaire des populations s'explique par des besoins monétaires non alimentaires (festifs, éducatifs, etc.) qui demandent une mise

4 Ce diagnostic est établi par le Comité de prévision de la situation alimentaire et nutritionnelle et sans que les normes de consommation retenues ne soient précisément spécifiées. Le rapport distingue les provinces déficitaires, en équilibre de celles excédentaires. La Gnagna se trouve dans la seconde catégorie, qui comprend les provinces au taux de couverture des besoins céréaliers compris entre 90 et 120%. Notre propos n'est pas de discuter de la pertinence d'une telle représentation de la sécurité alimentaire centrée sur la question de l'offre (Janin, 2010; Alpha et Fouilleux, 2018), mais bien de souligner quelques enjeux spécifiques liés aux relations d'échange.

5 Ce chiffre est établi à partir de l'Enquête permanente agricole (EPA) burkinabè. Il correspond à une moyenne calculée à partir des données concernant les deux régions de l'Est et du Sahel, la Gnagna se situant au nord de la province de l'Est, proche de la province du Sahel.

en marché rapide des récoltes au moment précis où ces besoins surviennent. Ensuite, et surtout, parce que les stocks familiaux ne suffisent pas toujours à couvrir la consommation alimentaire des ménages ruraux toute l'année (ces derniers devant donc acheter une partie de leur alimentation) et que, plus globalement, il existe des déséquilibres entre ménages excédentaires et déficitaires au sein de la province (Janin, 2008).

Cette province est relativement isolée en raison de la qualité médiocre des infrastructures routières qui met la capitale provinciale, Bogandé, à environ six heures de la capitale nationale, alors que ces deux villes ne sont distantes que de 266 km. Les relations commerciales sont néanmoins denses, quotidiennes et fluides, si l'on excepte les difficultés lors de la saison des pluies qui peuvent rendre certains tronçons largement impraticables. La province reste, de fait, largement connectée aux principaux courants commerciaux du pays et de la sous-région grâce aux camions détenus par certains commerçants de la province (au moins un par commune) et ceux des commerçants d'autres localités souhaitant commercer avec cette province. Ouagadougou (à l'ouest) et Pouytenga (au sud) sont les deux principales localités de destination des commerçants-grossistes de la Gnagna, à la fois pour vendre les récoltes de la province, mais également pour acheter les aliments indispensables à la couverture des besoins alimentaires pendant la période de soudure⁶.

1.1. Temps des vivres, temps des besoins et rapport au marché des producteurs-consommateurs

Dans cette petite province, la majorité de la population est donc à la fois vendeuse et acheteuse de denrées agricoles. La faible autonomie alimentaire des ménages ruraux de la région (Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, 2015) engendre un rapport au marché singulier: si les produits à vocation commerciale ne sont que très rarement consommés au sein du ménage producteur, la part des céréales achetée est plus variable et dépend en grande partie du niveau de la récolte de l'année précédente.

6 Cette notion désigne couramment la période – de durée variable, quelle que soit la saison considérée – pendant laquelle la consommation de la population ne peut être prise en charge par la production de l'année ou les stocks domestiques.

Si, dans les régions excédentaires, le marché fournit des produits non directement indispensables pour la subsistance de la population, il en est donc autrement pour les régions en déficit. Dans ce dernier cas, le marché est quasiment l'unique source de fourniture d'aliments en période de soudure alimentaire. La population interagit donc avec les commerçants à une période où elle en est le plus dépendante pour son approvisionnement alimentaire. C'est l'inverse dans les zones excédentaires.

Il faut toutefois complexifier en partie ce tableau et distinguer trois périodes de commercialisation des produits agricoles dont la durée et l'apparition oscillent fortement selon les années, les villages et les situations familiales : les mois « après récolte » (octobre, novembre décembre) ; la période de « soudure » (souvent dès juin-juillet et août, mais parfois très précoce) et une période intermédiaire entre les deux précédentes, caractérisée par des besoins monétaires ponctuels qui expliquent la mise en vente d'une partie de la production. En moyenne, sur l'ensemble du Burkina Faso, 59% des produits mis en marché le sont durant la première période, 18,5% durant la seconde et un peu plus de 20% durant la troisième (Sawadogo *et al.*, 2010). Ces données manquent évidemment de précision puisqu'aucune distinction n'est faite entre les différents produits et les différentes régions. Elles corroborent toutefois les informations recueillies sur le terrain, notamment l'étude de la rythmicité annuelle du travail des commerçants de la province (acheter aux producteurs après les récoltes avant que les flux ne s'inversent à partir de mai).

Les sociabilités extra-économiques influencent également le rythme des dépenses monétaires et donc l'activité commerciale. Les obligations sociales de dépenses alimentaires à la période des fêtes de fin d'année expliquent, en effet, l'importance des volumes vendus à cette période, alors même que les prix y sont au plus bas du fait de l'arrivée massive de la production sur le marché. À cette période, le pouvoir de marché des producteurs n'est donc plus principalement fonction du niveau de production (cas de la période de soudure) mais également des obligations sociales. En effet, lorsque les producteurs ne peuvent répondre à ces obligations grâce à leur épargne monétaire, ils se trouvent dans l'obligation de vendre une partie de leur marchandise. Ce rapport contraint au marché – donc aux commerçants comme intermédiaires dans l'accès à la monnaie – se rejoue de la même manière en juillet-août – en période de soudure –, avant la nouvelle récolte.

Le pouvoir de marché de la population est le plus faible au moment où elle a pourtant le plus besoin de se fournir par ce biais.

1.2. Rapport des commerçants au marché

Si le rapport au marché des producteurs-consommateurs dépend fortement de leurs contraintes productives et sociales, celui des commerçants est tout autre. Pour ces derniers, les produits agricoles sont le support d'une activité profitable qui peut se résumer succinctement à vendre plus cher ce qu'on a acheté auparavant. Vu ainsi, le métier ne se distingue pas fondamentalement en fonction du produit considéré. Les denrées ne sont utiles pour le commerçant qu'en raison de leur valeur d'échange. La singularité de ce rapport des commerçants au marché a deux conséquences en termes de sécurité alimentaire : d'une part, ils mettent en concurrence des opportunités d'achat et de vente si bien que la sélection des clients s'effectue dans la limite du pouvoir d'achat des populations et non des besoins nutritionnels, comme cela peut être le cas dans d'autres formes d'approvisionnement alimentaire (aide alimentaire, par exemple). D'autre part, dans l'objectif de rechercher le maximum d'écart entre le prix d'achat et le prix de vente, ils développent tous, quoique dans des proportions différentes, des comportements spéculatifs qui peuvent avoir des effets néfastes sur le partage de la valeur ajoutée entre producteurs et commerçants et donc sur le pouvoir d'achat des producteurs-consommateurs de la province (voir *infra*).

Ce rapport particulier aux denrées alimentaires, marqué par la recherche d'un profit commercial, engendre également une préférence pour les produits les plus commercialisés. De fait, les commerçants sont plus soucieux du commerce des produits non vivriers. Ils préfèrent également les années de mauvaise récolte parce que celle-ci engendre une augmentation des volumes achetés par les producteurs durant la période de soudure. Ces années-là, les commerçants cherchent d'ailleurs souvent à capter davantage de profit en allant vendre leur produit dans les zones les plus touchées par la sécheresse (région du Sahel, Niger). L'un des commerçants rencontrés a ainsi affirmé que si une route goudronnée était effectivement construite pour relier Bogandé à la capitale, cela l'inciterait à vendre davantage ses produits à l'extérieur de la province où la pénurie est la plus forte. On comprend ici qu'un meilleur fonctionnement physique des marchés n'entraînerait pas forcément un

meilleur approvisionnement alimentaire des populations locales comme l'affirment les économistes raisonnant en termes d'imperfection de marché. Cela n'entraînerait qu'une reconfiguration de l'allocation des ressources sans pour autant répondre à l'ensemble des besoins⁷.

Il apparaît ainsi clairement que le niveau de production de l'année, le niveau d'organisation collective des producteurs et la spécialisation agricole de la région considérée sont des données structurelles qui influent directement sur les rapports de pouvoir dans l'approvisionnement alimentaire des populations rurales burkinabè.

2. La structure sociale du pouvoir de marché des commerçants

2.1. L'encastrement social du commerce dans la Gnagna

Les enquêtes effectuées dans la Gnagna ont été complétées par une étude spécifique des marchés de Pouytenga et Ouagadougou (celui de Sankariaré). L'ensemble montre une organisation commerciale burkinabè stratifiée et dominée par les commerçants ouagalais⁸. Trois marchés s'emboîtent : le marché de Ouagadougou, le marché de Pouytenga et le marché local ; celui de Ouagadougou servant de référence à celui de Pouytenga, et ce dernier aux marchés locaux de la Gnagna. Cette organisation est le signe de l'influence de la demande urbaine sur l'ensemble du commerce de produits alimentaires.

Les marchés de Ouagadougou et de Pouytenga apparaissent comme les plus imbriqués. D'abord, parce que les prix à Ouagadougou servent de référence pour les transactions qui ont lieu à Pouytenga en raison de l'importance de la demande solvable dans la capitale. Ensuite, parce que le poids des relations familiales et financières, entre les commerçants de ces deux marchés, apparaît important. Emmanuel Grégoire et Pascal Labazée (1993) soulignent également

7 Dabat *et al.* (2012) soulignent que, dans certaines conditions, les difficultés logistiques peuvent avoir des effets positifs sur l'approvisionnement alimentaire local en raison des effets de rétention des surplus que peuvent occasionner les mauvaises conditions de transport.

8 Ce que l'on appelle ici « domination » renvoie au respect des prix transmis par les commerçants ouagalais. On comprend donc ici ce terme dans le sens donné par Weber : « La chance de trouver des personnes déterminables prêtes à obéir à un ordre de contenu déterminé » (Weber, 2003 [1921], p. 95).

cet entremêlement des dimensions économiques et sociales de l'activité commerciale. Le cas des commerçants de la Gnagna montre toutefois que ce niveau d'encastrement des relations marchandes varie également sur des échelles géographiques restreintes. Ceux-ci apparaissent, en effet, socialement plus détachés des commerçants des marchés de Ouagadougou ou Pouytenga en raison de leur plus grande autonomie financière et sociale.

En revanche, des relations de dépendance sociale et financière se retrouvent au sein de la province, voire des marchés ruraux. Ces derniers abritent plusieurs commerçants de produits agricoles (mil, sorgho, arachide, haricot, sésame principalement). Chacun finance des collecteurs dont l'activité consiste à sillonner à vélo, plus rarement à moto, les campagnes environnant le marché et à demander dans chacune des concessions si les ménages producteurs souhaitent vendre une partie de leur production. Le « collecteur » achète ainsi des produits à l'aide d'un petit plat appelé « *yoruba* », d'une contenance d'environ 3,5 kg, et remplit des sacs de 100 kg⁹ avant de les rapporter au commerçant de gros resté à la boutique située au marché.

Les collecteurs sont généralement payés à la pièce, c'est-à-dire qu'ils gagnent une marge fixe par sac livré. Le commerçant-grossiste donne au collecteur le prix auquel il lui achètera le sac et ce dernier fixe le prix d'achat au producteur en fonction de ce prix de vente¹⁰. La dépendance économique est ici forte puisque, dans la grande majorité des cas, les collecteurs ne sont pas financièrement autonomes : leur activité dépend des avances monétaires du commerçant. L'autonomisation financière est toutefois courante au fil du temps et peut aboutir à une installation du collecteur à son compte. C'est le cas de deux commerçants rencontrés.

9 Comme suggéré ensuite, ces poids et mesures sont plus des « appellations » que des mesures standardisées. Le poids et le volume contenu dans un *yoruba* est variable comme ceux d'un « sac de 100 kg ». *Yoruba* et « sac de 100 kg » renvoient donc plus au contenant qu'à leur poids.

10 Dans le cas de collecteurs issus de la famille, le commerçant se trouve dans l'obligation morale d'ajouter à cette rémunération un appui financier en cas de « coup dur » ou d'événements importants (mariage notamment).

2.2. Carrières professionnelles et construction des réseaux commerciaux

L'entrée dans le commerce par la pratique de la collecte est un rite de passage obligé. Aucun cas ne contredit cette règle. La collecte familiarise le jeune apprenti aux principales techniques commerciales qui rendent l'activité profitable : savoir négocier, peser et évaluer la qualité des produits. En effet, un *yoruba* mal pesé rogne d'autant le profit commercial (voir *infra*). Si tous les grossistes rencontrés dans la province ont commencé ainsi le commerce, trois situations typiques se distinguent selon l'origine commerçante ou non du père.

Pour les fils de commerçants (n=7)¹¹, l'entrée dans le métier s'effectue en travaillant pour le compte de leur père ou d'un ami commerçant de ce dernier. L'apprentissage est rapide et s'opère en suivant un collecteur en activité qui peut ainsi transmettre les ficelles du métier (voir *supra*). L'installation dans une boutique ne tarde pas et s'effectue non pas uniquement grâce à l'épargne issue de l'argent de la collecte, mais surtout grâce à l'aide financière familiale. Le prêt familial peut aller jusqu'à une décapitalisation importante du commerce paternel. Le père s'appauvrit pour enrichir le fils, l'équilibre économique se rejouant au sein de l'économie domestique où le fils est celui qui subvient de plus en plus aux besoins du père et de la famille. Un commerçant précise ainsi qu'après s'être enrichi tout au long de sa carrière jusqu'à avoir 4 millions de francs CFA (environ 6 000 euros) pour son activité commerciale quotidienne, il ne lui reste plus que deux millions de francs CFA pour ce faire puisqu'il a cédé en prêt deux millions pour l'installation de son fils. De fait, le père ne sera plus un grossiste, il n'ira plus vendre sur le marché de gros de la région (Pouytenga), mais fera seulement de la vente au détail, peu rémunératrice, pour entretenir ses sociabilités professionnelles passées au sein du marché. Un autre cas d'installation confirme l'importance des montants mobilisés à l'ouverture du commerce du fils. Un jeune commerçant de 24 ans s'est, quant à lui, installé il y a sept ans à Manni (un département de la Gnagna) avec 700 000 francs CFA obtenus de son père. Il a commencé comme commerçants de ferraille, activité moins consommatrice de trésorerie. Il possède aujourd'hui trois petites entreprises

11 Nous connaissons la profession du père pour vingt-huit des quarante commerçants enquêtés.

(ferraille et produits agricoles) qu'il fait fonctionner avec plus de 5 millions de francs CFA de capital.

En ce qui concerne les commerçants qui ne sont pas issus d'une famille commerçante (n=21), l'ascension économique apparaît bien moins rapide. Ils ont également commencé leur activité commerciale comme collecteur, mais avec un petit capital de départ de l'ordre de 15 000 francs CFA. Dans ce cas, le passage par la collecte n'est pas seulement un temps de formation, il constitue également un temps d'« accumulation primitive » avant l'ouverture d'une boutique, cette activité s'effectuant au départ en parallèle d'une activité de production. Ces commerçants ont collecté de petites quantités de produits dans les concessions voisines de la famille pour ensuite aller les vendre à un grossiste. Il est également possible de distinguer une situation intermédiaire : le commerçant non issu d'une famille de commerçants est fortement appuyé financièrement au moment de l'installation par le commerçant chez qui il était collecteur/apprenti (n=3). Ce cas renvoie à des logiques corporatistes classiques, ce que d'autres ont caractérisé comme un « processus d'adoption » professionnel (Barthez, 1999) expliquant ce soutien financier.

Dans tous les cas, la marge par sac est comprise entre 500 et 2 000 francs CFA selon les produits et la période. Au fur et à mesure que les relations commerciales se stabilisent entre le collecteur et l'acheteur (grossiste), ce dernier prête généralement au premier de l'argent pour renforcer ses capacités financières de collecte de produits, les achats aux producteurs s'effectuant toujours en liquide. Dans le même temps, les collecteurs utilisent une partie de leurs recettes pour leurs besoins personnels mais également pour acheter et stocker à leur compte, stratégie qui peut être très profitable selon les produits, mais très consommatrice de trésorerie. Dans un premier temps, le collecteur stocke dans sa propre concession, voire construit un espace de stockage en son sein, avant d'ouvrir sa propre boutique. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'il arrête de collecter lui-même et sollicite à son tour des collecteurs.

À mesure que le commerce croît, les réseaux interpersonnels s'étendent, localement d'abord *via* l'activité de collecte, puis régionalement (Pouytenga et la province du Sahel), voire nationalement (Ouagadougou, voire Bobo-Dioulasso pour acheter), lorsque les volumes rendent ces déplacements rentables.

Finalement, l'activité commerciale dans la Gnagna apparaît moins structurée que le commerce au long cours que l'on observe à Pouytenga ou dans le Niger voisin (Grégoire et Labazée, 1993). L'origine agricole de nombre de commerçants, ainsi que l'importance de l'activité productive dans le quotidien des commerçants de la province de la Gnagna¹², souligne une différenciation sociale de l'activité commerciale vis-à-vis de la sphère de production non aboutie. Ceci est plus vrai encore pour un ensemble de producteurs qui « s'essaient » à des activités d'achat-revente intra-annuelle sans grande expérience ou compétences particulières. Cela peut expliquer l'ouverture prononcée de la profession vis-à-vis des personnes non spécifiquement issues d'une famille commerçante. Les cas rencontrés se distinguent donc en partie des trajectoires des grands commerçants étudiés par Grégoire et Labazée (1993), qui montrent une reproduction forte de la profession par la médiation des relations familiales.

2.3. La régulation d'un espace de profitabilité pour et par la profession

L'activité commerciale ne s'opère pas sans règles collectives. L'apprentissage auprès des pairs en est une (voir *supra*), mais la principale est peut-être le respect des prix définis entre pairs. En effet, les commerçants d'une même localité se mettent d'accord pour acheter et vendre leur marchandise au même prix. Cela permet d'assurer à chacun une marge minimale. Ainsi, un commerçant qui s'installerait en ayant comme objectif de « casser les prix » pour gagner des parts de marché se trouverait tout de suite mis à l'écart du réseau de solidarité entre pairs. La solidarité entre commerçants prend deux formes : une mutualisation des coûts de transport et une aide financière. Il est en effet courant qu'un commerçant aille vendre la marchandise d'un collègue qui n'a pas les volumes nécessaires pour faire cette fois-ci le voyage. Les grossistes peuvent également se faire des prêts entre eux en cas de difficultés financières ou si l'un ou l'autre a des dépenses personnelles imprévues.

Ces règles professionnelles structurent les modalités légitimes de production du profit commercial et régulent la concurrence. Celle-ci n'est

¹² Les commerçants ont en effet quasiment tous une activité de production à un moment donné ou à un autre de l'année. Ils diversifient aussi leur placement en investissant dans le bétail et l'immobilier.

pas exclue, mais elle ne s'effectue pas sur les prix. Elle se déplace sur la capacité d'approvisionnement des commerçants, c'est-à-dire sur le nombre de collecteurs que chaque commerçant a les moyens de financer. Sur ce point, les inégalités sont fortes puisque, selon les ressources financières du commerçant, chacun peut financer entre 2 et 30 collecteurs, la moyenne se situant plutôt entre 3 et 6 (12 commerçants sur les 19 pour lesquels nous avons ce renseignement).

3. Diversité des stratégies commerciales et leurs déterminants socio-économiques

La commensurabilité des gains commerciaux est une question complexe. Si Weber qualifie l'activité capitaliste à partir de la recherche rationnelle d'une accumulation de profit (Weber, 1967 [1904-1905]), dans notre cas, celle-ci ne se donne pas à voir aisément du fait du manque de comptabilité structurée permettant d'objectiver les profits commerciaux. Les commerçants-grossistes connaissent la marge moyenne par transaction et le capital à leur disposition pour le commerce en début de saison. Les coûts fixes sont limités à la location de la boutique (autour de 5 000 francs CFA/mois), les impôts et la patente (environ 30 000 francs CFA/an) et les frais de téléphone (autour de 10 000 francs CFA/mois). Pour certains, ils ont également une liste de créances auprès de consommateurs. Ils sont en revanche incapables de donner une estimation de leur profit annuel si ce n'est en faisant la différence entre la trésorerie disponible à la fin de deux exercices (deux saisons). Cette section distingue quatre stratégies commerciales considérées comme autant d'actions illustrant l'élaboration quotidienne de la marge commerciale (Sciardet, 2003) et structurant, *in fine*, les rapports de pouvoir au sein des relations marchandes. Chacune joue plus ou moins sur les trois dimensions de tout accord commercial : le prix, le poids et la qualité.

3.1. L'activité quotidienne du commerce de gros

Si les collecteurs acheminent les denrées jusqu'à la boutique du grossiste, ce dernier prend ensuite la relève et organise le transport jusqu'au prochain point de vente, Ouagadougou, mais surtout jusqu'au marché de Pouytenga, qui se tient tous les trois jours. Selon la saison et le rythme de vente des producteurs, les commerçants vont à Pouytenga à chaque marché (cas de la

période de décembre à février) ou plus rarement. Cette activité quotidienne de gros n'a pas un caractère spéculatif. Le commerçant va vendre ses produits à Pouytenga dès qu'un certain volume (généralement 20 sacs), couvrant convenablement les frais de transport (logement et nourriture), est atteint. La marge brute est dans ce cas généralement de 1 000 francs CFA par sac vendu. Les commerçants enquêtés vendent ainsi entre 1 000 et 14 000 sacs par an selon l'importance du commerçant.

Dans certains cas, toutefois, selon sa disponibilité en trésorerie, le grossiste essaie de repousser le moment de la vente (d'une ou deux semaines par exemple) pour profiter du différentiel de prix dans le temps, c'est-à-dire spéculer. En effet, les prix augmentant généralement de manière constante entre novembre et juin de l'année suivante, il y a peu de risque à attendre deux à trois semaines supplémentaires pour aller vendre plus tard dans la saison au marché de gros. Cela permet d'augmenter la marge brute par sac de manière conséquente, jusqu'à la doubler. Dans ce cas, il est ainsi possible de parler de spéculation à court terme. C'est le besoin de liquidité au quotidien qui limite ce type de comportement et cela explique que ce soit les commerçants les plus fortunés qui usent de cette stratégie.

3.2. Le commerce spéculatif

Spéculer est une activité légitime et largement développée dans la province de la Gnagna. Elle concerne principalement les produits non vivriers, en premier lieu les arachides¹³. Cette activité est très rémunératrice, la marge brute atteignant régulièrement 75 % selon les années. Cette stratégie commerciale est également fortement consommatrice de fonds de roulement. Trop spéculer, c'est prendre le risque de ne pas pouvoir fournir les liquidités demandées par les collecteurs et donc de perdre en quelque sorte des parts de marché sur le commerce de gros qui reste le cœur de métier.

Tous les commerçants utilisent une partie de leur trésorerie pour spéculer en achetant des produits dans la période post-récolte. Pour ce faire, la part du capital mobilisé varie entre 30 et 80 % selon le pouvoir financier du

¹³ C'est une activité également pratiquée par la frange de la population la plus aisée, notamment les fonctionnaires. Il s'agit pour ces personnes d'acheter des arachides au moment de la récolte pour les revendre en juin ou juillet avec une plus-value comprise entre 50 % et 100 %.

commerçant et concerne des volumes compris entre 12 et plus de 600 sacs. Les moins riches (en dessous de 2 millions de francs CFA en début de saison) d'entre eux vendent ces produits en stock dès qu'ils ont besoin de liquidités pour leur activité quotidienne. La plupart des commerçants définissent, en début de saison, l'argent mobilisé pour spéculer¹⁴ et différencient, dans les espaces de stockage, les produits à revendre en juin et ceux destinés à être rapidement vendus en gros. Cela permet aux commerçants de s'assurer de la continuité de l'activité en modérant la dimension spéculative de leur activité.

Les commerçants les plus riches (au-dessus de 7 millions de francs CFA de capital en début de saison) ne font plus, pour certains, cette différenciation des capitaux selon leurs usages, le travail commercial apparaissant davantage comme un travail de gestion de capitaux (financiers) sans cloisonnement des activités¹⁵. Leur assise financière permet de prendre ce risque.

3.3. Le commerce de détail

En parallèle de l'activité quotidienne de commerce de gros, tous les commerçants rencontrés développent une activité de vente au détail de denrées alimentaires (mil, sorgho, haricot).

Les revenus de cette activité sont généralement attribués aux dépenses quotidiennes des commerçants pour les besoins familiaux. La vente au détail remplit également les temps morts d'une activité fortement liée à la saisonnalité et au rythme de vente des producteurs. Elle permet également de fidéliser une clientèle à la fois acheteuse et vendeuse selon la saison. S'élabore ainsi la confiance indispensable aux relations de crédit. C'est notamment le cas de crédits en nature contractés par certaines familles pour nourrir les personnes parties aux champs pendant la saison des pluies.

Pour saisir davantage l'économie spécifique de cette stratégie, il est possible de comparer le prix d'achat d'un *yoruba* – outil de mesure utilisé à l'achat et à la vente au détail – de petit mil et son prix de vente. Lors de

14 Littéralement, la traduction gourmantché signifie « tu prends combien [d'argent] et tu déposes [laisses de côté, stockes] pour vendre après ».

15 Cette pratique de cloisonnement monétaire est classique, notamment dans la gestion de l'économie domestique (Weber, 2009).

notre enquête à Piéla, les commerçants achetaient le *yoruba* de petit mil 450 francs CFA (correspondant au prix d'achat en gros du sac – 18 000 francs CFA –) et ils vendaient un plat de *yoruba* 500 francs CFA. Reste qu'il ne faut pas en conclure une marge de 50 francs CFA par *yoruba* puisque les céréales vendues ont pu être achetées à une période où le prix était moins élevé. De plus, la marge au détail dépend également des jeux sur les quantités et les qualités de produits (voir *infra*). Bref, si les différentes stratégies commerciales peuvent être analysées distinctement pour les besoins de l'étude, elles sont toujours entremêlées dans les faits.

3.4. Le jeu sur les quantités et sur les qualités

Les commerçants ne jouent pas uniquement sur les différentiels de prix dans le temps et dans l'espace. Ils se permettent de jouer également sur les unités de mesure pour augmenter leur marge commerciale. Ainsi l'outil de mesure, le « plat » ou *yoruba*, peut être différent selon que le commerçant achète ou vend. Il utilise un plat un peu plus grand pour acheter que pour vendre.

Dans le même objectif, les commerçants essaient de remplir au maximum le plat lorsqu'ils achètent, en s'aidant de la main ou du bras, ce qu'ils ne feront pas avec la même vigueur lorsqu'il s'agit de vendre (pratique courante également en situation d'achat bord-champ). Plusieurs commerçants affirment ainsi « gagner » régulièrement entre deux et trois *yoruba* par sac de 100 kg (contenant entre 35 et 40 *yoruba* selon les céréales). Cela peut ainsi doubler le profit par sac et s'ajouter au profit issu de la différence de prix entre achat et vente.

Les commerçants réussissent également à augmenter leur profit en jouant plus directement sur la variabilité de la qualité des produits. Pour comprendre cette stratégie commerciale, il faut prendre en compte que les achats aux producteurs se font au volume (*yoruba* ou sac), alors que les ventes à Pouytenga ou Ouagadougou se font généralement au poids. De ce fait, les commerçants doivent savoir évaluer la maturité des produits, notamment des arachides, lorsqu'elles sont vendues non décortiquées. En effet, de cette maturité dépendent la densité des sacs et donc le poids qu'ils pourront en retirer. Les commerçants réalisent cette évaluation en soupesant les sacs, à

la main, ce qui leur permet de juger si les graines sont bien « développées » dans leurs coques. Ils peuvent également broyer doucement les coques, le son indiquant le niveau de maturité (coques plus ou moins creuses). Cet « effet qualité » se retrouve sur d'autres produits comme le sorgho ou les arachides décortiquées pour lesquelles il existe également différents prix selon que chaque graine a encore, ou non, le son.

Ces différentes stratégies rappellent les résultats de Jane Guyer sur les stratégies de « gains marginaux » dans les économies faiblement industrialisées (Guyer, 2004). Dans les économies fortement industrialisées, la qualité et les volumes des produits sont souvent fixes. La concurrence peut s'effectuer par les prix ou par différenciation *via* la qualité, mais, dans tous les cas, le rapport qualité-prix est généralement standardisé.

Les logiques marchandes sont plus labiles dans un contexte où les « standards de commensuration » (systèmes métriques, normes de qualité, crédit et calcul assurantiel...) sont peu stabilisés par une bureaucratie respectée¹⁶. Dans un tel contexte, les stratégies commerciales prennent des formes multiples qu'une simple analyse par les prix ne permet pas de saisir¹⁷. Le commerce de denrées alimentaires dans la Gnagna en est une parfaite illustration.

Conclusion

L'origine des profits commerciaux est un angle mort de la littérature sur les marchés agricoles ouest-africains de la période post-libéralisation. Les travaux économétriques s'intéressant à la dynamique des prix dominent le sujet sans pour autant décrire la construction concrète de ces derniers. Ils supposent que la concurrence entre acteurs dilue le pouvoir de marché de chacun d'entre eux, à moins que des asymétries d'information (Maître d'Hôtel *et al.*, 2018) ne viennent distordre l'effet de modération des profits attendu de la concurrence.

¹⁶ Concernant le jeu sur les unités de mesure, se reporter aux travaux historiques de Kula (1984).

¹⁷ Une telle erreur est souvent encore faite par les économistes lorsqu'ils analysent le fonctionnement des marchés africains en termes de « transmission de prix », ce qui appauvrit sensiblement l'analyse des marchés africains.

L'article montre que la concurrence entre commerçants de denrées agricoles de la Gnagna n'est pas aussi prégnante que le supposent les travaux économétriques. Si elle n'est pas inexistante, elle est socialement régulée par les commerçants pour éviter une guerre trop féroce sur les prix qui en ferait disparaître certains. La concurrence prend une autre forme : une lutte pour étendre les réseaux d'approvisionnement *via* le financement des collecteurs (de trois à trente selon les commerçants). En outre, l'article montre que le pouvoir de marché des commerçants ne se limite pas à un avantage informationnel. Ce pouvoir s'ancre dans un contexte socio-écologique favorable aux commerçants puisqu'il oblige les producteurs à vendre leurs produits lorsque les prix sont au plus bas et à acheter les denrées manquantes lorsqu'ils sont au plus haut, faute d'épargne. Le capital financier des commerçants leur permet de ne pas être sous l'emprise des rythmes sociaux et écologiques qu'ils retournent à leur avantage, par les capacités de stockage qu'il permet. S'il existe des asymétries d'information sur l'évolution des prix ou la qualité des produits, elles restent, selon les dires d'acteurs, très relatives, notamment avec la généralisation de l'usage du téléphone portable. C'est bien plutôt la distribution inégale des ressources monétaires – et la capacité réelle à faire appliquer ces prix lors d'une transaction concrète – qui explique pourquoi les commerçants réussissent à capter une partie de la valeur ajoutée de la production agricole au détriment des producteurs-consommateurs de la Gnagna. Rappelons que, sur les produits non vivriers achetés en décembre, la stratégie de spéculation permet à certains commerçants de se faire une marge correspondant régulièrement à 75 % du prix d'achat. Sur les produits vivriers, si la différence entre les prix d'achat et les prix de vente permettent de conclure à une marge d'environ 10 %¹⁸, n'oublions pas que les jeux sur l'outil de mesure permettent de doubler cette dernière.

Au dire des commerçants, les capitaux mobilisés pour se lancer dans le commerce sont de plus en plus importants. Ceci pose la question de la reproduction future de ce groupe social, de l'évolution des stratégies commerciales et donc de l'évolution des rapports sociaux entre les différents protagonistes des marchés agricoles. La capitalisation croissante du commerce ne va-t-elle pas renforcer le cloisonnement croissant de cette profession ? Dans ce cas, il est peut-être à craindre que la modération observée dans la recherche

¹⁸ Ce chiffre correspond à la différence entre le prix d'achat (450 francs CFA) et le prix de vente (500 francs CFA) d'un *yoruba* de petit mil.

du profit ne s'atténue au détriment de la sécurité alimentaire. Comment les futurs commerçants useront-ils de leur pouvoir financier croissant ? Quelle place donneront-ils à la spéculation dans leur mix stratégique ? Nos enquêtes suggèrent que, plus les commerçants sont riches, plus ces derniers réservent une part importante de leur capital à la spéculation. Certes, dans le cas de la Gnagna, les pratiques spéculatives peuvent avoir, dans certains cas, un effet nul sur le pouvoir d'achat puisque les consommateurs sont aussi souvent des producteurs et que ces derniers pourraient profiter d'une augmentation générale des prix. Mais, pour profiter pleinement de l'augmentation des prix, notamment lorsque celle-ci est passagère, encore faut-il pouvoir stocker sa marchandise pour la revendre ultérieurement. L'effet négatif sur la sécurité alimentaire serait, dans ce cas, le plus fort sur la partie de la population qui n'est pas également productrice et sur celle qui n'est pas alimentaires autonome sur l'ensemble de l'année (plus de 50 % pour la Gnagna – Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, 2015).

Le manque d'études sur le groupe social des commerçants, pourtant au cœur du capitalisme commercial sahélien, permet de comprendre en partie pourquoi les rapports marchands sont peu pris en compte dans les préconisations et l'action publique concernant la sécurité alimentaire. En effet, celles-ci se focalisent principalement sur l'amont ou l'aval de l'échange marchand soit par une action sur la production (Alpha et Fouilleux, 2018), soit par une action sur la demande non solvable par une politique d'aide alimentaire et de stocks publics pour pallier les crises alimentaires. Pourtant, les commerçants sont bien au cœur de la relation entre l'offre et la demande alimentaire. Par leur action sur les prix, ils influent en partie sur les producteurs. Par la concurrence qu'ils font jouer entre les consommateurs, ils déplacent la frontière entre demande solvable et insolvable, notamment en période de crise alimentaire. Bref, les étudier est indispensable pour comprendre la distribution de la valeur ajoutée de la production agricole dans les zones rurales sahéliennes. En donnant à penser la dimension politique des relations marchandes, cet article réactualise des réflexions anciennes qui ont été au cœur de celles sur les greniers villageois ou les banques de céréales (Reusse *et al.* 2002), ou celles plus récentes sur les expériences de warrantage.

L'AUTEUR

Samuel Pinaud

Samuel Pinaud est maître de conférences en sociologie à l'université Paris-Dauphine et membre de l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (Irisso – UMR 7071). Ses travaux portent sur les transformations contemporaines des marchés et des entreprises agricoles et, plus globalement, sur la dynamique des modèles productifs en agriculture. Il étudie l'écologisation et la financiarisation des exploitations agricoles dans les Hauts-de-France, le commerce de céréales au Burkina Faso ainsi que, plus récemment, l'économie politique du machinisme agricole en France depuis les années 1950.

A récemment publié

Pinaud S., 2018, « Économie politique de la poudre de lait en Afrique de l'Ouest », *Techniques & Culture*, Suppléments au n° 69, <http://journals.openedition.org/tc/8832> (consulté en novembre 2018).

Pinaud S., Jany-Catrice F., 2017, « Entre ingénierie de la participation et ingénierie de la quantification. Quand les conventions de richesse sont mises en débat », *Participations*, n° 18, p. 39-67. DOI: 10.3917/parti.018.0039

Pinaud, « L'émergence d'un gouvernement humanitaire de la pauvreté nutritionnelle en Afrique de l'Ouest. Le cas de l'administration des produits laitiers (1930-1980) », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 10, n° 2, p. 147-170. DOI: 10.3917/rac.031.0147

BIBLIOGRAPHIE

- Alpha A., Fouilleux E., 2018, « How to Diagnose Institutional Conditions Conducive to Inter-Sector Food Security Policies? The Example of Burkina Faso », *Wageningen Journal of Life Sciences*, n° 84, p. 114-122. DOI: 10.1016/j.njas.2017.07.005
- Amin S., 1969, « La bourgeoisie d'affaires sénégalaise », *L'Homme et la Société*, vol. 12, n° 1, p. 29-41. DOI: 10.3406/homso.1969.1203
- Barthez A., 1999, « Installation "hors du cadre familial" et relation d'adoption », *Économie rurale*, n° 253, p. 15-20. DOI: 10.3406/ecoru.1999.5109
- Bruegel M., 2009, *Profusion et pénurie. Les hommes face à leurs besoins alimentaires*, Rennes, PUR. DOI: <https://doi.org/10.4000/books.pur.235>
- Chaléard J.-L., 1996, *Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte-d'Ivoire*, Paris, Karthala.
- Chaléard J.-L., Moustier P., Leplaideur A., 2002, « L'approvisionnement vivrier des villes en Guinée: entre fragilité et dynamisme », *Autrepart*, vol. 3, n° 23, p. 5-23. DOI: 10.3917/autr.023.0005
- Clément A., 2004, « Nourrir le Tiers monde, la résurgence d'un vieux débat », *Food and History*, vol. 2, n° 2, p. 241-262.
- Clément A., 1999, *Nourrir le peuple: entre État et marché, XVI^e-XIX^e siècles. Contribution à l'histoire intellectuelle de l'approvisionnement alimentaire*, Paris, L'Harmattan.
- Coussy J., Hugon P., Sudrie O., 1991, *Urbanisation et dépendance alimentaire en Afrique sub-saharienne*, Paris, Sedes.
- Dabat M.-H., Zongo I., Kiendrebeogo R., 2012, *Étude sur les relations entre marchés et sécurité alimentaire au Burkina Faso*, Paris, Pam/Cirad.
- Dembélé N., Dione J., Staaz J., 1986, « Description et analyse de la structure du marché des céréales (mil, maïs, sorgho) au Mali », *document de travail*, n° 86-04, Ministère de l'Agriculture, République du Mali.
- Galtier F., David-Benz H., Subervie J. et al., 2014, « Les systèmes d'information sur les marchés agricoles dans les pays en développement: nouveaux modèles, nouveaux impacts », *Cahiers Agricultures*, vol. 23, n° 4-5, p. 245-258. DOI: 10.1684/agr.2014.0715
- Goossens F., Minten B., Tollens E., 1994, *Nourrir Kinshasa. L'approvisionnement local d'une métropole africaine*, Paris, L'Harmattan.
- Grégoire E., Labazée P. (dir.), 1993, *Grands Commerçants d'Afrique de l'Ouest. Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, Paris, Karthala.
- Guyer J. I., 2004, *Marginal Gains: Monetary Transactions in Atlantic Africa*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Guyer J. I., 1987, *Feeding African Cities: Studies in Regional Social History*, Bloomington/Londres, Indiana University Press/International African Library.

- Hirsch R., 1990, « Ajustement structurel et politiques alimentaires en Afrique subsaharienne », *Politique africaine*, n° 37, p. 17-31, <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/037017.pdf> (consulté en novembre 2018).
- Janin P., 2010, « Faim et politique : mobilisations et instrumentations », *Politique africaine*, vol. 119, n° 3, p. 5-22. DOI: 10.3917/polaf.119.0005
- Janin P., 2008, « La micro-géopolitique des ressources : nouvelle dimension exploratoire de la sécurité alimentaire », *Colloque international de géographie politique « L'Espace politique : concepts et échelles »*, Reims, URCA, 2-4 avril, <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010043063> (consulté en novembre 2018).
- Janin P., 2004, « Gestion spatio-temporelle de la soudure alimentaire dans le sahel burkinabè », *Revue Tiers Monde*, n° 180, p. 909-933. DOI: 10.3917/rtm.180.0909
- Kula W., 1984, *Les mesures et les hommes*, Paris, Éditions de la MSH.
- MacGaffey J., 1991, *The Real Economy of Zaire. The Contribution of Smuggling and Other Unofficial Activities to National Wealth*, Londres, James Currey.
- Maître d'Hôtel E., Le Cotty T., 2018, « Why Does On-Farm Storage Fail to Mitigate Price Volatility », *Agricultural Economics*, n° 49, p. 71-82. DOI: 10.1111/agec.12396
- Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, 2015, *Résultats définitifs de la campagne agricole 2014-2015 et perspectives de la situation alimentaire et nutritionnelle*, Ouagadougou, Ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité alimentaire, http://cns.bf/IMG/pdf/rapport_general_campagne_2014-2015_vf.pdf (consulté en novembre 2018).
- Paulais T., Wilhelm L., 2000, *Marchés d'Afrique*, Paris, Karthala.
- Phélinas P., 1991a, « La commercialisation des céréales au Mali : comportement des agents économiques privés et régulation du marché », *Chroniques du Sud*, n° 6, p. 225-233, <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:35382> (consulté en novembre 2018).
- Phélinas P., 1991b, « Libéralisation du commerce des grains et sécurité alimentaire au Mali : les limites du marché, le nouveau rôle de l'État », *Cahiers des sciences humaines*, vol. 27, n° 1-2, p. 65-72, <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:35147> (consulté en novembre 2018).
- Polanyi K., 2011 [1977], *La subsistance de l'homme : la place de l'économie dans l'histoire et la société*, Paris, Flammarion.
- Poussart-Vanier M., 2005, « La politisation de l'aide alimentaire d'urgence au Burkina-Faso », *Revue Tiers Monde*, vol. 46, n° 184, p. 737-760. DOI: 10.3406/tiers.2005.5609
- Reusse E. 2002, *The Ills of Aid: An Analysis of Third World Development Policies*, Chicago, University Chicago Press.

- Roy A., 2010, « L'initiative riz au Mali : une réponse politique à l'insécurité alimentaire ? », *Politique africaine*, vol. 119, n° 3, p. 87-105. DOI: 10.3917/polaf.119.0087
- Sawadogo I., Kaboré M., Koursangama A. et al., 2011, « Dynamique à court terme et prévision des prix des céréales au Burkina Faso : approche par la cointégration », dans Lankoandé D. (dir.), *Actes du colloque « Quelle agriculture pour un développement durable de l'Afrique ? »*, Ouagadougou, Cedres, 6-8 décembre, p. 657-667, https://agritrop.cirad.fr/560952/1/document_560952.pdf (consulté en novembre 2018).
- Sciardet H., 2003, *Les marchands de l'aube. Ethnographie et théorie du commerce aux puces de Saint-Ouen*, Paris, Économica.
- Sherman J. R., Shapiro K. H., Gilbert E. et al., 1987, *La dynamique de commercialisation des céréales au Burkina Faso*, Ann Arbor, université du Michigan/université du Wisconsin/USAID, 4 tomes.
- Thompson E. P., 1988 [1971], « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle », dans Gauthier F., Ikni G.-R. (dir.), *La guerre du blé au XVIII^e siècle*, Montreuil, Éditions de la Passion, p. 32-92.
- Vennetier P., 1978, « La croissance urbaine dans les pays tropicaux. Recherches sur l'approvisionnement des villes », *Annales de géographie*, vol. 87, n° 482, p. 498-499.
- Weber F., 2009, « Le calcul économique ordinaire », dans Steiner P., Vatin F. (dir.), *Traité de sociologie économique*, Paris, PUF, p. 367-407.
- Weber M., 2003 [1921], *Économie et Société. Tome I: Les catégories de la sociologie*, Paris, Plon.
- Weber M., 1967 [1904-1905], *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon.
- Zalio P.-P., 2009, « Sociologie économique des entrepreneurs », dans Steiner P., Vatin F. (dir.), *Traité de sociologie économique*, Paris, PUF, p. 573-607.

DOCUMENT

Les distorsions des politiques d'alimentation de la « révolution bolivarienne »

Crise de l'approvisionnement et politisation des contrôles au Venezuela

Paula Vásquez Lezama

MOTS-CLÉS

approvisionnement, crise alimentaire, économie pétrolière, politiques publiques, corruption, Venezuela

RÉSUMÉ

À partir de plusieurs types de données, cet article propose une analyse de la traduction de certains dispositifs du gouvernement vénézuélien en relation à la production, la commercialisation, la distribution et l'approvisionnement de produits alimentaires. Il s'agit de montrer leur impact sur la vie quotidienne des habitants et d'établir un lien entre ces politiques publiques et les pratiques locales d'approvisionnement, comme le ressenti et le vécu des personnes qui subissent cette pénurie sévère. Des données empiriques, obtenues à partir de l'observation directe faite en 2017 et 2018 dans la ville de Guatire (banlieue de Caracas) ainsi que l'examen rétrospectif des mesures économiques de la dernière décennie (1999-2018), fournissent une base pour analyser les effets de la défaillance des politiques publiques mises en œuvre par l'État vénézuélien, les difficultés rencontrées pour gouverner la crise et leur impact sur la population.

Introduction

Rosa Andreina habite Guatire, une ville périphérique de la zone métropolitaine de Caracas. En juillet 2017, elle a 30 ans, quatre enfants et elle travaille dans un pressing industriel de manière sporadique lorsque l'établissement reçoit des commandes. En juin 2017, elle gagne 13 000 bolivars forts (VEF ou Bs.F¹), soit le prix d'un kilo de riz. Elle demande à être payée à la journée et en espèces, et à pouvoir quitter le travail dès 16 heures pour aller immédiatement acheter un kilo de riz. Elle en prépare la moitié pour le dîner et le reste pour le petit-déjeuner du lendemain. Elle achète ce riz, importé de Chine, dans une épicerie d'immigrants chinois, largement répandue sur l'ensemble du territoire vénézuélien et qui a progressivement remplacé les épiceries des commerçants locaux depuis une dizaine d'années. Rosa Andreina et sa famille font, lors du déroulement de l'enquête de terrain, en juillet 2017, deux repas par jour. À la question de savoir si elle peut parfois ajouter des portions d'œufs, de poulet, haricots secs, viande ou poisson, ou toute autre protéine, elle répond que cela arrive rarement. Le père des enfants passe à la maison une fois par semaine pour apporter des œufs et des haricots noirs. Même s'ils ne sont plus ensemble, « il tient à ses enfants ».

En juin 2018, j'ai revu Rosa Andreina. Le travail au pressing est devenu rare, le père des enfants est retourné en Colombie, dans la ville de Barranquilla, d'où il est originaire. Lors de leurs conversations téléphoniques, il insiste pour que Rosa Andreina lui envoie leurs quatre enfants, car elle ne trouve presque plus rien pour les nourrir à Guatire. Les enfants continuent à perdre du poids et ont du mal à finir l'année scolaire, à cause de la multiplication des difficultés inhérentes à la crise profonde qui affecte le Venezuela : cessation du fonctionnement des transports en commun, pénurie d'argent en espèces pour payer les revendeurs de rue, pollution de l'eau distribuée par le réseau public à Guatire, etc. La diminution brutale de son pouvoir d'achat et la dégradation de tous les services publics (électricité, eau courante, gaz domestique, soins, etc.) mettent Rosa Andreina dans un dilemme quant à leur avenir : elle accepte finalement de les envoyer pour les vacances scolaires, mais l'idée qu'ils puissent rester définitivement à Barranquilla la tourmente.

1 Avec la reconversion monétaire effectuée le 20 août 2018, cette somme équivaut à 0,13 bolivars souverains (Bs.S).

L'observation du quotidien de cette mère de famille, d'un milieu populaire de la banlieue de Caracas, montre comment se manifestent l'insécurité et l'incertitude alimentaires conjoncturelles et futures: la faim constitue désormais une réalité. À la différence des cas maliens et sénégalais étudiés par Pierre Janin (2008), la hantise de ne plus pouvoir se nourrir est une nouveauté pour les ménages pauvres urbains vénézuéliens qui subissent une pénurie de nourriture élargie et durable. Par exemple, une boîte de trente œufs (la boîte standard qu'on trouve dans les marchés, divisible par deux) coûte, en janvier 2018, 319 917 Bs.F, c'est-à-dire environ 40% du salaire minimum fixé, à cette époque, à 797 510 Bs.F². Même si la Banque centrale vénézuélienne ne publie plus les données officielles concernant l'inflation et l'évolution des prix depuis février 2016, des économistes estiment qu'en 2018 les prix doublent tous les vingt-six jours (Serrano, 2018). Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une inflation annuelle de 1 000 000 % pour 2018. Selon celui-ci, les prix devaient augmenter de 13 864 % en juillet 2018 (FMI, 2018).

Cet article s'efforce de mettre en évidence, à partir de données plurielles obtenues à plusieurs échelles d'analyse, la traduction de certains dispositifs du gouvernement vénézuélien en relation à la production, la commercialisation, la distribution et l'approvisionnement de produits alimentaires ainsi que leur impact sur la vie quotidienne des habitants. Il s'agit de montrer le lien entre ces politiques publiques et certaines pratiques locales très spécifiques, comme la revente de rue, tout en relevant l'expérience subjective des personnes au cœur de cette pénurie sévère. Des données empiriques, obtenues à partir de l'observation directe, ainsi que l'examen rétrospectif des mesures économiques de la dernière décennie permettent de dresser un tableau actualisé et poignant des effets de la défaillance des politiques publiques étatiques comme des difficultés à gouverner la crise, ainsi que leur impact réel et souvent méconnu, voire minimisé, sur la population.

2 En juillet 2017, au moment de mener cette enquête, le taux de change officiel était de 10 Bs.F par USD. Tandis que le taux de change au marché noir était de 3 250 Bs.F par USD. Le prix du dollar au marché noir est également nommé « dollar parallèle ».

1. Distorsions politiques et alimentation : manne pétrolière, étatisation agricole et contrôle des prix

La mise en lumière des éléments liant la pénurie à la gestion économique et sociale des gouvernements successifs dits « bolivariens » (Hugo Chávez – 1998-2013 – et Nicolas Maduro, depuis 2013) montre comment s'articule une série de mécanismes clairement défailants pour garantir l'approvisionnement, la commercialisation et la distribution de nourriture, et dessinant le tableau de l'insécurité alimentaire qui affecte ce pays depuis 2014 (Howard-Hassmann, 2015). En effet, si la pénurie alimentaire se manifeste, depuis 2007, trois éléments se conjuguent pour en expliquer la recrudescence.

Le premier concerne l'augmentation rapide du pouvoir d'achat et de la consommation à la suite de la hausse de la dépense publique et de la distribution d'allocations versées en argent liquide, grâce aux prix élevés du pétrole pendant plus d'une décennie. Cette politique d'allocations s'est mise en place à la marge des institutions de l'État (ministères, sécurité sociale, etc.) et se nomme les « missions sociales » (Maingon, 2016). Le volet de ces Missions, qui comportent des transferts monétaires, est alors complètement dépendant du revenu pétrolier. En effet, entre 1999 et 2015, les revenus de l'exportation pétrolière vénézuélienne atteignent les 879 000 millions de dollars (USD). Le prix du baril passe de 16 USD à 44,76 USD en 2017; le prix moyen du baril pendant les dix-huit dernières années s'élève à 50 USD. C'est dire que le Venezuela connaît, lors de la dernière décennie, un *boom* des produits pétroliers qui engendre une extraordinaire rente ayant surtout servi les intérêts des entreprises importatrices étroitement liées à l'État. Pour la seule année 2012, 92 milliards USD rentrent dans les caisses du Trésor vénézuélien. Aucun autre président de l'histoire vénézuélienne n'a eu une telle période de prospérité économique. Ceci a permis au président Chávez de mettre en œuvre, entre 2001 et 2013, des programmes de construction de logements, de soins primaires et, dans une moindre mesure, de la redistribution en argent liquide *via* des allocations monétaires dans le cadre des programmes sociaux (les missions sociales) financés directement par la compagnie nationale de pétrole, Petróleos de Venezuela (PDVSA).

L'information budgétaire officielle concernant l'assignation des ressources ainsi que la nature des dépenses n'est pas disponible et le peu

de données disponibles ne coïncident pas systématiquement. Mais des rapports indépendants signalent que l'apport de PDVSA pour financer les Missions entre 2001 et 2013 aurait été de 51 377 millions USD investis dans les missions (Transparencia, 2014). Cependant, le manque de données ne permet pas d'évaluer l'impact de l'utilisation de ces ressources. En tout cas, depuis 2014, la chute du pouvoir d'achat est plus brutale, rapide et importante que son augmentation les années précédentes sans qu'aucune politique pour l'atténuer ne soit envisagée. Les ménages pauvres se trouvent ainsi démunis et dépourvus des transferts d'argent dans un contexte d'hyperinflation.

Le deuxième élément concerne la mise en œuvre, depuis le début de la « révolution bolivarienne » en 1999, de manière autoritaire et peu concertée avec les agriculteurs, d'une politique d'étatisation et d'expropriation de fermes, plantations et d'entreprises d'importation de matières premières pour l'agro-industrie, sans pour autant mettre en place de manière cohérente et durable un modèle de production agricole alternatif. En effet, le nouveau cadre légal, statué en 1999 et confirmé en 2003, avec le clair objectif annoncé de la consolidation d'une économie socialiste, a généré de nombreux changements dans la politique économique des gouvernements dits « boliviens », en particulier en ce qui concerne le contrôle des changes et des prix, ainsi que la décision de participer directement à l'importation des denrées et des marchandises (Morales Espinoza *et al.*, 2013).

Le troisième élément est la mise en place d'une politique sévère, mais très peu cohérente, de contrôle des prix. Depuis 2003, le gouvernement Chávez a émis un décret qui établit que les prix de vente au public, valables à partir de cette date, devront se maintenir jusqu'à ce que de nouveaux prix soient publiés dans le journal officiel. Les prix se sont ajustés, à nouveau en 2009, et le désapprovisionnement s'est aggravé jusqu'à devenir chronique. Ces mécanismes souvent contradictoires ont introduit des distorsions et des défaillances tant dans la production que dans la distribution.

2. Le contrôle « souverain » de l'approvisionnement

Dans le discours officiel des gouvernements successifs d'Hugo Chávez, le principe de base des politiques alimentaires est que le Venezuela atteigne « la sécurité alimentaire et la souveraineté » (Parker, 2008). Au cours de la première décennie de la « révolution bolivarienne », entre 1999 et 2009, ce discours a favorisé l'idée de promotion de la production pour accéder à l'autosuffisance alimentaire tout en interdisant aux producteurs de recevoir des marges de profit. Cette rhétorique a même forgé le terme d'« aliments souverains » pour désigner une liste très variable, qui change selon les sources et sites officiels, de produits céréaliers et laitiers, fruits, légumes et viande³.

En effet, la loi de la sécurité et de la souveraineté alimentaire, promulguée en 2008, légitime toute mesure relative à l'expropriation et à l'occupation des installations privées au nom des besoins alimentaires de la population. Le président Chávez a ainsi promis la pénalisation et l'expropriation des grands propriétaires terriens⁴. Cette question complexe ne rentre toutefois pas dans notre propos, même si la question agraire a souvent été évoquée par Chávez (Enríquez et Newman, 2016).

Depuis le début de la révolution, les gouvernements successifs de Chávez ont mis en pratique des dispositifs de contrôle de distribution et de commercialisation des produits alimentaires, notamment un panier de produits alimentaires à prix subventionnés, sans concertation avec les entreprises en charge de la distribution. Chávez s'est ainsi engagé à rendre accessible des produits agricoles nationaux aux milieux populaires *via* l'intervention directe de l'État dans le processus de production, de transformation, de distribution et de consommation des produits alimentaires. Les produits directement concernés par le premier décret de régulation des prix sont : le riz, l'avoine et les préparations dérivées, les préparations pour l'alimentation des nourrissons, la farine de maïs précuite (principal ingrédient

3 Le site officiel du ministère du Pouvoir populaire pour l'alimentation publie un guide pour l'exportation/importation, mais il offre peu de données sur la production et la distribution de nourriture. Les nouvelles mises à jour se présentent sous la forme de tweets de son activité. Voir <http://www.minpal.gob.ve> (consulté en octobre 2018).

4 La Fédération des éleveurs vénézuéliens estime que plus de 5 millions d'hectares de terres ont été expropriés par la révolution bolivarienne depuis 2005 (Seijas Meneses, 2018).

pour préparer les *arepas*, aliment de base des Vénézuéliens), la farine de blé, les pâtes alimentaires, le pain de blé, le bœuf, le poulet, la dinde, la chèvre et le porc, le lait entier en poudre – UHT pasteurisé et stérilisé –, le lait de soja, les fromages blancs non affinés, les œufs de poule, les huiles alimentaires – sauf l’huile d’olive –, la margarine, les légumineuses, le sucre, la mayonnaise et le ketchup industriels, le café moulu et en grains, la mortadelle, le sel, les pommes de terre et, pour les poissons, le chinchard, le thon et les sardines.

En effet, lorsque les missions sociales sont lancées, un réseau de distribution *via* des supermarchés est créé, vendant des aliments et des produits à des prix contrôlés. Entre 2003 et 2005, ce réseau d’établissements se développe rapidement, atteignant environ 14 000 points de commercialisation dans tout le pays (D’Elia, 2006). Le succès du réseau de supermarchés, constitué par MERCAL (Mercado de alimentos), PDVAL (Productora y Distribuidora Venezolana de Alimentos) et Bicentenario, entre 2000 et 2007, est garanti par la vente de produits à des prix inférieurs de 30 à 40% par rapport à ceux des supermarchés privés. Ce réseau étatique bénéficie alors d’énormes avantages: les supermarchés sont exonérés de taxes et reçoivent d’énormes ressources financières tout en bénéficiant de devises attribuées à un taux préférentiel pour l’importation des produits. Leur structure de coûts et les prix bas du fonctionnement de leurs locaux rendent difficile toute concurrence. Cependant, le type de produits distribués à bas prix par le réseau étatique n’a jamais garanti l’accès à une alimentation équilibrée en protéines d’origine animale ou végétale, ni aux fruits et légumes. L’huile, la farine de maïs, le riz et, dans de rares cas, le poulet sont les produits les plus demandés – mais également les plus rares et les plus chers – par la population qui se rend aux supermarchés du réseau étatique. L’infrastructure même de ces établissements est un obstacle à une distribution réussie de produits de viande et laitiers, car ceux-ci ne possèdent pas de lieux de stockage réfrigérés. Les supermarchés sont bâtis comme des entrepôts industriels et souvent comme des hangars temporaires, sans possibilité de gérer la chaîne du froid; la capacité de distribution des supermarchés du réseau étatique est et continue à être très réduite.

Ainsi, le gouvernement oblige les supermarchés privés à assurer la distribution de produits dont le prix est préalablement fixé par le

gouvernement lui-même, car le réseau public est largement insuffisant pour en assurer l'approvisionnement. Ceci explique en grande partie les énormes files d'attente qui se forment devant les supermarchés visibles dans les journaux télévisés du monde entier lorsque ces derniers évoquent la crise vénézuélienne. En effet, l'arrivée des camions contenant des produits « à prix régulés » est rare, ponctuelle, incertaine et défailante. Cela a généré, depuis 2014, des situations extrêmement violentes dans des files d'attente où sont apparues des pratiques délictueuses, comme la revente des numéros de la file, et des extorsions de tout type. Les personnes qui souhaitent acheter des produits à prix régulés dorment sur place pour être les premiers dans les files et ainsi obtenir un numéro, car un marché illicite des numéros n'a pas tardé à se mettre en place. Les files d'attente sont ainsi surveillées par des militaires et il est très dangereux de les filmer ou d'effectuer des interviews. Le gouvernement a établi des mesures pour essayer d'y remédier, comme des jours de vente selon le numéro de carte d'identité. Par conséquent, les consommateurs doivent s'absenter de leur travail le jour où ils ont le droit d'acheter des produits à prix régulés. Rosa Andreina s'absente ainsi de son travail les jeudis, car sa carte d'identité termine par un 6.

Déjà, en 2004, plus de 40 % de la nourriture consommée au Venezuela était distribuée par les réseaux de distribution gérés par le gouvernement (Penfold-Becerra, 2007). Les entreprises productrices d'aliments et les coopératives sont passées par ces réseaux étatiques pour distribuer leurs produits ; beaucoup de ces produits étaient emballés avec des étiquettes sur lesquelles figuraient des slogans politiques célébrant la révolution. Le réseau de supermarchés étatiques s'est constitué comme un instrument politique pour inciter les producteurs privés à rejoindre tous les mécanismes d'importation de matières premières gérés par l'État. Mais ces réseaux étatiques sont alors marqués par des mécanismes d'appel d'offres opaques et de la corruption dans l'attribution des devises étrangères pour l'importation. En effet, des faits irréguliers concernant la gestion des mesures de contrôle marquent l'actualité vénézuélienne en 2009, lors du dernier mandat de Chávez : la putréfaction de 122 000 tonnes d'aliments du réseau de distribution alimentaire lié à PDVSA, nommé « PDVAL » (PDVSA Alimentos), ont mis au jour des irrégularités très graves dans l'acquisition des denrées dans les marchés internationaux

par des agents étroitement liés au gouvernement (El Nacional, 2013). Ainsi, 2,2 milliards USD auraient été attribués à des entreprises intermédiaires, dans le but d'acquérir des aliments devant être distribués par PDVAL, mais ayant été retrouvés en état de putréfaction dans des containers aux alentours des ports. Des containers fantômes, avec de la nourriture importée, ne cessaient alors de proliférer près des ports vénézuéliens⁵. Quelque 3 250 containers alimentaires, soit 122 millions de kilos de viande, poulet et lait, en état de dégradation avancée ont été retrouvés. Ce procès judiciaire, toujours non résolu, est devenu emblématique du détournement des fonds en devises pour l'importation des denrées alimentaires.

Cependant, les cas de corruption dans les réseaux de supermarchés ne sont que la pointe de l'iceberg d'une série de mécanismes qui affectent sévèrement tant la production que la distribution d'aliments dans ce pays. En effet, le contrôle des changes et les formes de son implémentation ont eu un impact extrêmement négatif sur la production et la transformation locales d'aliments. L'industrie alimentaire vénézuélienne a subi une grande limitation de sa croissance dans la mesure où les entrepreneurs ont été pénalisés pour importer des produits et des fournitures. D'une part, ces contrôles non négociés avec les producteurs ont directement pénalisé leur entreprise et, d'autre part, les niveaux de salaires et de rémunération de la main-d'œuvre sont restés constants en dépit de l'inflation galopante (Suárez Niño et Morillo Moreno, 2007). Ces mécanismes, ajoutés à d'autres facteurs tels que l'incertitude et l'inflation, ont produit des effets délétères, de type cercle vicieux, qui sont à la fois la cause et la conséquence d'une pénurie devenue chronique. En limitant l'utilisation de financements externes des industriels et en favorisant celui des entreprises importatrices, corrompues ou pas, les gouvernements vénézuéliens ont largement limité la capacité des industriels locaux de faire des investissements et de se renouveler.

3. L'économie pétrolière, l'État communal et l'alimentation

Étant donné les caractéristiques structurelles de son économie (un pays pétrolier dépendant d'une rente issue de l'exportation des hydrocarbures sur

5 Ces cas ont fait, à plusieurs reprises, la une de la presse vénézuélienne. Voir par exemple Tineo (2015).

les marchés mondiaux), le Venezuela reste un pays importateur (Karl, 1997). Et si des modèles sociopolitiques ayant essayé de réinvestir la rente dans l'économie non pétrolière, voire des politiques dites de diversification de l'économie de cette période ont été mises en œuvre entre 1958 et 1998, elles sont restées fort critiquables. En effet, d'un point de vue macroéconomique, le capitalisme rentier est à la base de distorsions que les administrations successives de la « révolution bolivarienne » ont sans doute exacerbées. Mieux, des analyses détaillées montrent comment le gouvernement vénézuélien est devenu le principal investisseur dans tous les domaines de l'économie, sans pour autant avoir réussi à surmonter son héritage historique du capitalisme rentier (Purcell, 2013, 2017). Les réseaux de supermarchés étatiques se fournissent *via* des entreprises importatrices qui bénéficient du contrôle des changes. Ces entreprises ont mis en place des mécanismes corruptifs extrêmement lucratifs, en bénéficiant des devises octroyées par la Banque centrale ainsi que par d'autres fonds étatiques, avec un taux très favorable pour importer des denrées avec surpris, voire en mauvais état, et souvent même inexistantes. En quinze ans, trente-cinq taux de change différents ont conduit à la création de mécanismes frauduleux pour générer de l'argent en jouant avec les taux, offrant des marges significatives à ceux qui y ont accès et peuvent ensuite spéculer sur le marché noir. Ainsi, en septembre 2018, le taux de change officiel est de 61,09 Bs.S par USD quand, sur le marché noir, il se situe à 100 Bs.S par USD, à moins d'un mois de la création de la nouvelle monnaie (Tele Sur, 2018).

PDVSA est déclaré en cessation de paiements en novembre 2017 (Wigglesworth, 2017). Entre 2004 et 2008, les revenus du pétrole atteignent des montants particulièrement importants du fait de la hausse des prix des hydrocarbures sur le marché mondial. De 1999 à 2011, les exportations pétrolières rapportent 608 milliards USD au Venezuela; au vu du prix du baril de pétrole en 2012 (103 USD), le pays reçoit 92 milliards USD au cours de l'année. Les prix du pétrole passent de 16 à 101,06 USD le baril de 1999 à 2011. Le prix moyen du pétrole vendu par le Venezuela est de 49,30 USD pendant les douze années de la présidence Chávez (Puente, 2012). Ces prix élevés compensent partiellement le déclin de la production nationale. En 2014, la situation économique de l'industrie pétrolière vénézuélienne devient critique à la suite de la chute du prix du baril. Or, la production vénézuélienne de pétrole est en déclin depuis 2002. PDVSA est, en 2018, au

plus bas niveau de sa production des quinze dernières années. Si, en 1999, PDVSA produisait 3,5 millions de barils par jour, elle ne produit en 2013 que 2,6 millions de barils par jour. Le déclin de la production pétrolière vénézuélienne le plus significatif de la décennie a lieu pendant le mois de mai 2016. La production se situe en juin 2016 à 2,37 millions de barils par jour, soit une chute de 120 000 barils par jours en un mois (Casey et Krauss, 2016).

Le gouvernement de Nicolás Maduro met en place une carte d'alimentation appelée le « carnet de la patrie » en décembre 2016. Cette carte est exigée par les institutions, en particulier par les conseils communaux et par les réseaux de commercialisation étatiques. L'objectif du carnet de la patrie est de rationner les aliments pour assurer à chaque citoyen vénézuélien le minimum vital. Avec cette carte, on peut acheter des CLAP (de « comités locaux d'alimentation et production »), c'est-à-dire des cartons de nourriture à prix subventionnés. Même si la composition des cartons est très variable, il s'agit majoritairement de produits importés, surtout de la farine de maïs et de l'huile. Le gouvernement de Maduro promeut l'utilisation de cette carte pour le paiement des cartons CLAP. Ces cartons sont distribués par les « conseils communaux » et ceux qui veulent en acheter doivent être inscrits dans cette instance.

En effet, à partir de 2006, le projet « bolivarien » s'est fixé comme objectif de réaliser le « socialisme du XXI^e siècle » à travers un « État communal ». Il s'agit d'une radicalisation de la révolution qui, à bien des égards, contredit et même viole les principes de la Constitution dite « bolivarienne » approuvée en 1999, car il s'agit d'un changement de toute la structure de l'État. En 2006, le président Chávez favorise un projet censé être fondé sur la « participation », mais, dans la mise en pratique de l'État communal, en lieu et place de cette participation, des organisations politiques, profondément verticales et administrativement très opaques, voient le jour. La loi organisant les conseils communaux, approuvée en 2009, jettent alors les bases de la création d'un nouvel État qui s'avère être une entreprise de distribution de biens et de services, avec une forte présence dans les milieux populaires. Ces conseils sont conçus comme des « organisations populaires » chargées non seulement du diagnostic des principaux problèmes locaux, mais aussi de la planification

et de la gestion de projets destinés à résoudre ceux-ci. Ces conseils jouent, aujourd'hui, le rôle de distributeurs des cartons CLAP.

Il est possible d'affirmer, à partir d'une analyse des produits qui composent les cartons CLAP qu'ils sont le résultat final d'une politique publique fondée sur l'importation de produits alimentaires, achetés au prix fort, et dont l'objectif est de fidéliser une clientèle électorale. En 2017, mes informateurs du quartier de Guatire affirment sans hésiter que la pénurie va empirer et que, tôt ou tard, ils devront tous se munir du carnet de la patrie pour obtenir les aliments fournis par le conseil communal. Ainsi, l'approvisionnement alimentaire subventionné se révèle être un mécanisme de contrôle étatique exercé, très souvent, par des militaires qui assurent la distribution des CLAP, car les Forces armées doivent garantir « la distribution et la commercialisation correctes des produits alimentaires de base » (PROVEA, 2016).

Le produit phare du régime alimentaire des Vénézuéliens est la farine de maïs précuite pour faire la pâte des *arepas*, des galettes de maïs cuites, grillées ou frites, qui se mangent farcies de fromage, de viande, d'œufs, etc. Cependant, la farine distribuée dans les cartons CLAP est fabriquée au Mexique et permet de réaliser des *tortillas* mexicaines et pas des *arepas*. En effet, même si le maïs est la céréale de base de ces deux produits, la préparation et le goût diffèrent énormément : la farine des *tortillas* mexicaines comporte de l'hydroxyde de calcium qui donne un goût particulier et permet de faire une galette très fine et très souple. Les deux farines donnent donc des résultats très différents.

En Amérique latine, il existe une grande variété de farines de maïs précuites, principalement agro-industrielles, adaptées aux recettes, préparations et goûts locaux, et, pour les Vénézuéliens qui dépendent des distributions de nourriture à prix régulés, devoir faire des *arepas* avec de la farine mexicaine constitue un véritable choc. Cette plainte était récurrente chez mes informateurs. Ils déploraient avec amertume ce système frauduleux qui les privait de leur aliment préféré. En effet, en 2017, tant au Mexique qu'au Venezuela, la presse vénézuélienne a largement évoqué cette affaire de farine achetée avec un surcoût. Un rapport a révélé que ce surcoût représentait

environ 206 millions USD cette année-là. En effet, chaque carton CLAP est acheté à 42 USD, alors que son coût réel n'est que de 13 USD⁶.

La revente dans la rue des produits à prix régulés a été une forme de ravitaillement très courante jusqu'en 2018, lorsque la pénurie l'a tarie. Ainsi en est-il du *bachaqueo*⁷ (Pons et Ramírez, 2017) – dénomination vénézuélienne de la revente illégale de produits détaillés de rues qui génère des marges importantes puisque le revendeur les acquiert à très bas prix avant de les revendre. Depuis 2013, du fait de l'hyperinflation et du manque de disponibilités monétaires, cette pratique s'est transformée : progressivement, les quantités fournies par les *bachaqueros* ont diminué, tandis que la variété des produits a été réduite et la revente reconfigurée en doses ou en petites portions, appelées « *teticas* » (« petits seins »), de lait en poudre, de café ou d'huile, emballées dans des sacs de plastique transparents par les propres *bachaqueros*.

La perte de référence monétaire pour établir la valeur d'un produit est un phénomène général dans ce contexte de pénurie, à l'instar d'autres pays en crise structurelle (Blanc-Pamard, 1998). Dans les groupes d'amis ou de voisins, souvent organisés à partir des applications téléphoniques des réseaux sociaux, l'échange n'est pas basé sur la valeur monétaire des produits, mais sur la difficulté pour les acquérir. Un produit à prix régulé est échangeable sur le marché noir, tandis que d'autres, plus coûteux et difficile d'accès, le sont par troc ménager.

Conclusion

Le caractère « autoritaire » ou « démocratique » du régime bolivarien instauré par le président Hugo Chávez en 1999 a occupé un grand nombre de chercheurs et reste marqué par une grande polarisation politique. De nombreux auteurs soulignent que les missions sociales avaient une nature inclusive qui confirme la vocation démocratique, populaire et progressiste de ce processus politique (Weisbrot et Sandoval, 2007; Fernandes, 2007).

6 La presse mexicaine a largement relayé ce scandale des « kits d'aliments mexicains vendus avec surpris au gouvernement de Maduro » (Solera, 2017).

7 *Bachaqueo* vient de *bachaco*, « grosse fourmi ». Cela renvoie au fait de porter des marchandises sur son dos. Le verbe *bachaquear* vient de ce même terme.

Au contraire, d'autres auteurs ont fait valoir que le chavisme représente un nouveau modèle d'autoritarisme latino-américain qui a profité de l'utilisation des nouvelles technologies et des revenus élevés du pétrole pour tirer parti des institutions démocratiques et miner en permanence la séparation des pouvoirs (Corrales, 2006). Dans cet article sur les modes de contrôle de la production et l'approvisionnement de nourriture à partir de cas spécifiques, la démocratie et ses formes (électorale, constitutionnelle, voire citoyenne) n'étaient pas centrales, même si de tels mécanismes institutionnels y jouent un grand rôle : ils se sont révélés non seulement inefficaces, mais ils sont également à l'origine d'une crise de grande ampleur.

Le contrôle autoritaire de l'approvisionnement alimentaire mis en place par les gouvernements de Chávez et de Maduro, étudié ici, n'implique cependant, de ma part, aucune idéalisation de la période précédente, c'est-à-dire avant 1999. Au Venezuela, pays pétrolier et urbanisé, la production de nourriture est fondamentalement agro-industrielle. Avec cette urbanisation, les modes de consommation alimentaire ont évolué, avec une prédominance des produits transformés, souvent importés. Le panier alimentaire auquel avaient accès les Vénézuéliens pauvres, en particulier les urbains, avant l'arrivée de Chávez au pouvoir, n'était certes pas idéal. Ce constat était partagé par les experts et par les institutions concernées par la santé nutritionnelle des milieux populaires vénézuéliens. Le problème du modèle agroalimentaire était largement étudié, les diagnostics de ces défaillances étaient établis et connus (Jaffé Carbonell et Rothman, 1977). Ainsi, depuis les années 1970, la population urbaine à faible revenu consomme des produits transformés industrialisés, de faible valeur nutritionnelle (farine de maïs pour les *arepas*, pâtes, conserves, café, sucre et sodas), au détriment des produits moins transformés et de plus grande qualité nutritionnelle (œufs, fruits et légumes, céréales et légumes secs).

La « guerre économique » et, depuis 2017, les « sanctions économiques » sont les arguments souvent invoqués par les gouvernements de Chávez d'abord, de Maduro ensuite, pour se disculper de la crise. Mais les sanctions venant des États-Unis, du Canada et de Panama à l'égard des fonctionnaires du gouvernement vénézuélien présentent deux volets distincts. Le premier concerne le gel, voire la confiscation, des avoirs d'investisseurs étroitement liés au gouvernement de Maduro. Ce sont des sanctions individuelles contre

des investisseurs dans le cadre des investigations criminelles menées aux États-Unis⁸. Un second volet de sanctions, d'un autre ordre, a également été annoncé, avec des conséquences plus sévères pour l'économie pétrolière : le gouvernement des États-Unis a ainsi proclamé l'interdiction de spéculer sur les bons de dette (émis après septembre 2017) par le gouvernement vénézuélien ou par PDVSA, la compagnie nationale pétrolière. Ce second volet ne concerne en rien le commerce de l'importation, notamment de nourriture ou médicaments, mais vise la spéculation financière directement liée aux transactions pétrolières à l'étranger.

Le modèle ici décrit, issu de cette série de politiques et de mécanismes institutionnels qui ont fonctionné tout au long des vingt dernières années, a eu pour effet de décourager, voire d'annihiler toute production locale, et l'investissement dans des entreprises pouvant innover en matière de production agricole durable et de réseaux accessibles est resté très faible. Mieux, ces politiques ont stimulé la spéculation financière et la création d'entreprises fantômes, notamment importatrices. C'est le grand paradoxe de la « révolution bolivarienne » en 2018 : l'endettement spéculateur et consumériste a été pensé, depuis le ministère des Finances vénézuélien au cours des vingt dernières années ; il a servi à enrichir une nouvelle classe sociale *via* la spéculation avec des devises octroyées à des taux préférentiels. Les Vénézuéliens sont définitivement rentrés dans la spirale de la faim.

L'AUTEURE

Paula Vásquez Lezama a soutenu une thèse en anthropologie sociale et ethnologie à l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales) en 2007. Elle est chargée de recherche au CNRS (Centre national de la recherche scientifique) depuis 2012. Au Venezuela, elle a enseigné l'anthropologie médicale à l'Université centrale du Venezuela et a été chargée de projet à l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance). Ses domaines de recherche sont l'anthropologie des catastrophes, l'anthropologie de la santé, les situations de violence et l'état d'exception, les économies pétrolières et extractives.

8 <http://crimenessincastigo.blogspot.com/2018/05/el-futuro-de-las-sanciones.html> (consulté en novembre 2018).

A récemment publié

Vásquez Lezama P., 2017, « El suplicio de Franklin Brito o la significación política de un duelo somático », *Trace*, n° 72, p. 34-55, <http://www.redalyc.org/pdf/4238/423853404003.pdf> (consulté en octobre 2018).

Vásquez Lezama P., 2017, « La tension entre l'autoritarisme et la compassion : le cas de Franklin Brito au Venezuela », *Raisons politiques*, n° 65, p. 91-105. DOI: 10.3917/rai.065.0091

Vásquez Lezama P., 2014, *Le chavisme : un militarisme compassionnel*, Paris, Éditions de la MSH.

BIBLIOGRAPHIE

- Blanc-Pamard C., 1998, « La moitié du quart. Une ethnographie de la crise à Tananarive et dans les campagnes de l'Imerina (Madagascar) », *Nature Sciences Sociétés*, vol. 6, n° 4, p. 20-32. DOI: 10.1016/S1240-1307(98)80138-6
- Casey N, Krauss C., 2016, « How Bad Off Is Oil-Rich Venezuela? It's Buying U.S Oil », 20 septembre, *nytimes.com*, <http://www.nytimes.com/2016/09/21/world/americas/venezuela-oil-economy.html?mwrsrm=Facebook&r=0> (consulté en octobre 2018).
- Corrales J., 2006, « Hugo Boss », *Foreign Policy*, n° 152, p. 32-40, <https://foreignpolicy.com/2006/02/19/hugo-boss/> (consulté en octobre 2018).
- D'Elia Y. (dir.), 2006, *Las misiones sociales en Venezuela: una aproximación a su comprensión y análisis*, Caracas, ILDIS, <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/caracas/50458.pdf> (consulté en octobre 2018).
- El Nacional, 2013, « El caso de PDVAL continuá paralizado en los tribunales », 7 février, *el-nacional.com*, http://www.el-nacional.com/noticias/economia/caso-pdval-continua-paralizado-los-tribunales_127187 (consulté en octobre 2018).
- Enríquez L. J., Newman S. J., 2016, « The Conflicted State and Agrarian Transformation in Pink Tide Venezuela », *Journal of Agrarian Change*, vol. 16, n° 4, p. 594-626. DOI: 10.1111/joac.12125
- FMI, 2018, « Declaración del Directorio Ejecutivo del FMI sobre la República Bolivariana de Venezuela », 2 mai, *imf.org*, <https://www.imf.org/es/News/Articles/2018/05/02/pr18158-statement-by-the-imf-executive-board-on-venezuela> (consulté en octobre 2018).
- Fernandes S., 2007, « Barrio Women and Popular Politics in Chávez's Venezuela », *Latin American Politics and Society*, vol. 49, n° 3, p. 97-127. DOI: 10.1111/j.1548-2456.2007.tb00384.x
- Howard-Hassmann R. E., 2015, « The Right to Food Under Hugo Chávez », *Human Rights Quarterly*, vol. 37, n° 4, p. 1024-1045, https://scholars.wlu.ca/poli_faculty/37 (consulté en octobre 2018).
- Jaffé Carbonell W. J., Rothman H., 1977, « An Implicit Food Policy. Wheat Consumption Changes in Venezuela », *Food Policy*, vol. 2, n° 4, p. 305-317. DOI: 10.1016/0306-9192(77)90040-9
- Janin P., 2008, « "Le soleil des Indépendances (alimentaires)" ou la mise en scène de la lutte contre la faim au Mali et au Sénégal », *Hérodote*, vol. 4, n° 131, p. 92-117. DOI: 10.3917/her.131.0092
- Karl T. L., 1997, *The Paradox of Plenty, Oil Booms and Petro-States*, Berkeley, University of California Press.
- Maingon T., 2016, « Política social y régimen del bienestar. Venezuela 1999-2014 », *Estudios Latinoamericanos*, n° 38, p. 115-143, <http://www.revistas.unam.mx/index.php/rel/article/view/57459> (consulté en octobre 2018).

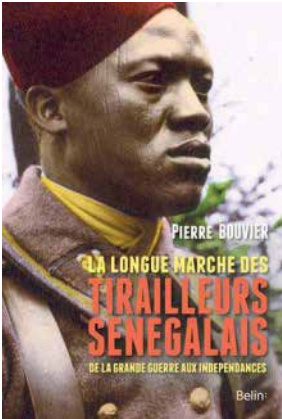
- Morales Espinoza A., Compés López R., Castillo López R., 2013, « Los precios de los productos agroalimentarios en Venezuela. Modelos de formación y reformas institucionales durante el periodo 1990-2010 », *Agroalimentaria*, vol. 19, n° 36, p. 17-33, <http://erevistas.saber.ula.ve/index.php/agroalimentaria/article/view/4908> (consulté en octobre 2018).
- Parker D., 2008, « Chávez y la búsqueda de una seguridad y soberanía alimentarias », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol. 14, n° 3, p. 121-143, http://www.scielo.org.ve/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1315-64112008000300007&lng=es&nrm=i so&tlng=es (consulté en octobre 2018).
- Penfold-Becerra M., 2007, « Clientelism and Social Funds: Evidence from Chávez's Misiones », *Latin American Politics and Society*, vol. 49, n° 4, p. 63-84. DOI: 10.1111/j.1548-2456.2007.tb00392.x
- Pons C., Ramírez S., 2017, « Parlamento de Venezuela denuncia corrupción en compra de alimentos con pérdidas de 200 mln dlr », 15 juin, [lta.reuters.com](https://lta.reuters.com/article/topNews/idLTAKBN1962XG-OUSLT), <https://lta.reuters.com/article/topNews/idLTAKBN1962XG-OUSLT> (consulté en octobre 2018).
- Puente J. M. 2012, « Rente et révolution. L'économie politique vénézuélienne pendant les présidences d'Hugo Chávez », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 87, p. 115-123.
- PROVEA (Programa Venezolano de Educación Acción en Derechos Humanos), 2016, « En 2016 se afianzó el control estatal del sistema alimentario y se profundizó la crisis humanitaria », *Informe Annual 2016*, <https://www.derechos.org.ve/actualidad/informe-anual-en-2016-se-afianzo-el-control-estatal-del-sistema-alimentario-y-se-profundizo-la-crisis-humanitaria> (consulté en octobre 2018).
- Purcell T. F., 2017, « The Political Economy of Rentier Capitalism and the Limits to Agrarian Transformation in Venezuela », *Journal of Agrarian Change*, vol. 17, n° 2, p. 296-312. DOI: 10.1111/joac.12204
- Purcell T. F., 2013, « The Political Economy of Social Production Companies in Venezuela », *Latin American Perspectives*, vol. 40, n° 3, p. 146-168. DOI: 10.1177%2F0094582X13476007
- Seijas Meneses C., 2018, « El Gobierno expropió más de 5 millones de hectáreas y están improductivas, 16 avril, [el-nacional.com](http://www.el-nacional.com/noticias/economia/gobierno-expropio-mas-millones-hectareas-estan-improductivas_231096), http://www.el-nacional.com/noticias/economia/gobierno-expropio-mas-millones-hectareas-estan-improductivas_231096 (consulté en octobre 2018).
- Serrano R., 2018, « Inflación en Venezuela aumenta 2,5 % diariamente », 16 juin, [segundoenfoque.com](https://segundoenfoque.com/inflacion-en-venezuela-aumenta-25-diariamente-2018-06-16), <https://segundoenfoque.com/inflacion-en-venezuela-aumenta-25-diariamente-2018-06-16> (consulté en octobre 2018).
- Solera C., 2017, « Maduro saca raja a víveres de México; vende despensas 112% más caras a pobres », 1^{er} août, [excelsior.com.mx](https://www.excelsior.com.mx/nacional/2017/08/01/1178934), <https://www.excelsior.com.mx/nacional/2017/08/01/1178934> (consulté en octobre 2018).

- Suárez Niño J. C., Morillo Moreno M. C., 2007, « Impacto del régimen de control de cambio sobre la industria de alimentos, bebidas y tabacodelmunicipio Libertador (Mérida, Venezuela) », *Agroalimentaria*, vol. 12, n° 24, p. 63-78.
- Tele Sur, 2018, « Venezuela: Dólar se sitúa en 61,09 Bs.S en quinta subasta del Dicom », 1^{er} septembre, <https://www.telesurtv.net/news/dolar-bolivar-soberano-quinta-subastadicom-venezuela-20180901-0005.html> (consulté en octobre 2018).
- Tineo F., 2015, « 7 años: de PDVAL a Pudreal y nadie preso », 22 mai, *elestimulo.com*, <http://elestimulo.com/blog/7-anos-de-pdval-a-pudreal-y-nadie-presos/> (consulté en octobre 2018).
- Transparencia, 2014, « Cinco grandes misiones en Venezuela », Transparencia Venezuela, <https://transparencia.org.ve/wp-content/uploads/2016/04/1.-Cinco-Grandes-Misiones-Dic..pdf> (consulté en octobre 2018).
- Wigglesworth R., 2017, « SDA Declares Venezuela, PDVSA in Default on Their Debts », 16 novembre, *ft.com*, <https://www.ft.com/content/3be4f10b-d639-3356-bd47-90b8031635d9> (consulté en octobre 2018).
- Weisbrot M., Sandoval L., 2007, *The Venezuelan Economy in the Chávez Years*, Washington, CEPR, http://cepr.net/documents/publications/venezuela_2007_07.pdf (consulté en octobre 2018).

Analyse bibliographique

Pierre Bouvier

La longue marche des tirailleurs sénégalais. De la grande guerre aux indépendances



Paris, Belin, 2018, 264 pages,
EAN : 9782410002096, 24 €

Ce livre intimiste présente des portraits de tirailleurs sénégalais, ces centaines de milliers d'hommes qui sont montés au front, « recrutés » par l'armée française lors de la colonisation afin de répondre aux besoins militaires de la Métropole. En mettant l'accent sur leurs conditions de vie, l'auteur retrace les circonstances politiques et historiques de leur engagement dans les guerres entre puissances coloniales européennes, et plus particulièrement lors des deux guerres mondiales.

Le livre est composé de deux parties : dans la première, l'auteur décrit leur

enrôlement, de gré ou de force dans l'armée française, leurs conditions de vie, l'horreur de la guerre, les promesses de la France. La seconde partie met en avant leur démobilisation, avec la perte de leur environnement, le retour en Afrique où ils vivent avec des pensions de retraites misérables, et le racisme pour ceux qui restent en métropole.

Ces conditions de vie difficiles, qui amènent les tirailleurs sénégalais à se rendre compte des injustices dont ils sont victimes, s'accompagnent de l'émergence de la conscience de leur « négritude », à travers le discours de certains intellectuels (comme Léopold Sédar Senghor au Sénégal), d'un appel à se révolter contre les injustices, et nourrit la marche vers les indépendances africaines¹.

En 1914, les forces indigènes sont sollicitées pour faire partie du dispositif militaire français. La « force noire » intervient alors sur les champs de bataille pour plusieurs années. Le statut des soldats coloniaux, des tirailleurs, change : ils ne sont plus fils d'agriculteurs ou d'artisans, mais ce sont des soldats. Si, pour certains, l'engagement a été choisi pour échapper à leur milieu ou situation familiale, il n'y a toutefois pas de patriotisme, sinon celui inculqué par la propagande, « qui présente l'adversaire comme un barbare sanguinaire... » (p. 10). Après la guerre de 1914-1918, leur situation se modifie : les tirailleurs ont acquis une connaissance élargie de l'univers de la colonisation et ils

¹ Voir l'analyse bibliographique de l'ouvrage de Ch. Valentin, 2017, *Trente ans de vie politique Léopold Sédar Senghor*, *Revue internationale des études du développement*, vol. 4, n° 232. DOI: 10.3917/ried.232.0195

peuvent affirmer des valeurs sanctionnées par des médailles et des promotions. Mais aux lendemains de la victoire, la présence des tirailleurs n'est plus indispensable. Le retour en Afrique est un choc : il faut quitter l'uniforme et ses valeurs, il faut revenir dans le village et faire face aux réalités matérielles. La République, qui prône dans un premier temps l'assimilation citoyenne, sera secouée lors de la Seconde Guerre mondiale par la question des autonomies et des indépendances.

Les injustices au niveau des rapports humains, le déséquilibre entre la situation des blancs aux colonies et des soldats noirs en Métropole font émerger et renforcent les revendications des tirailleurs.

L'ouvrage aborde également la question des relations entre hommes blancs et femmes noires : le mariage et le métissage pouvant avoir lieu dans les colonies (p. 77). Pendant leur service, certaines Françaises sont attirées par les tirailleurs, mais c'est par curiosité, car « Mademoiselle sérieuse, il n'y en a pas beaucoup pour les noirs. Voilà pourquoi un noir doit attendre d'être chez lui, pour se marier » (p. 81). Les autorités militaires et religieuses s'inquiètent des mœurs des soldats coloniaux, surtout de la polygamie.

De retour en Afrique, de 1919 à 1923, en L'Afrique-Occidentale française (A.-O.F.), les réinsertions des indigènes sont difficiles, au niveau des emplois notamment : « Une minorité d'ex-tirailleurs qui maîtrise plus ou moins le français a accès à des emplois dans la petite administration : interprètes, petits techniciens, postier, ouvriers, gardes de cercle... » (p. 137). En témoigne l'histoire de Mozanga Siozanga, cultivateur au

Soudan, qui effectue son service militaire de 1922 à 1925. À son retour, il reprend ses activités de modeste cultivateur pendant plusieurs années. Par la suite, en juin 1956, il est désigné représentant du Parti progressiste soudanais, par le biais d'une lettre de procuration. Après l'indépendance du Soudan français, devenu Mali, il adhère à l'Union soudanaise, créée en octobre 1946, sous la houlette du président Modibo Keita (président du Mali en 1965).

L'auteur montre ainsi qu'à la fin de la Grande Guerre, les options, pour les soldats coloniaux, sont limitées : la majorité retourne au travail de la terre, certains entrent dans l'administration coloniale ou continuent une carrière militaire (p. 136). Les anciens soldats coloniaux ont bien accès à un certain type d'emplois : tirailleurs-interprètes, au service du colonisateur qui connaît mal les langues vernaculaires africaines ; ou aides-ethnologues, mais tous ces emplois restent au service du blanc, du colonisateur, et induisent des relations de maître et de sujet (p. 146-152). Au début des années 1930, lors de l'exposition Dakar-Djibouti, conduite à l'initiative de Marcel Griaule², les interprètes seront encore d'anciens soldats coloniaux (p. 143).

À la fin de la Première Guerre mondiale, au moment de l'armistice, des troupes coloniales sont envoyées pour occuper la Rhénanie. L'arrêt des combats sur le front franco-prussien ne met donc pas fin à l'engagement des soldats coloniaux. La « Force noire » est mise en œuvre par les Français au détriment des Allemands. Ces soldats noirs sont stigmatisés : le racisme des Allemands frappe les tirailleurs, cantonnés au-delà du Rhin, en 1918. Ce racisme s'exprime ouvertement, dans la

2 Marcel Griaule est un « personnage clé de la professionnalisation de l'ethnologie française ». Voir É. Jolly, « Griaule Marcel - (1898-1956) », *Encyclopædia Universalis*, <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/marcel-griaule/> (consulté en novembre 2018).

presse, par des interpellations au niveau international : les troupes coloniales sont accusées de viol des femmes (p. 155). Le III^e Reich utilisera ces attaques virulentes contre une France « négriifiée » et Hitler se souviendra, lors de la Seconde Guerre mondiale, de ces « soldats noirs » qui ont occupé l'Allemagne (p. 156).

Le travail forcé est également abordé, à travers l'histoire de la construction du chemin de fer Congo-Océan entre 1921 et 1931 : ce chantier fut surnommé « le mangeur d'hommes » (p. 157). Car en parallèle à leur mobilisation dans l'armée, le syndicalisme commence à intéresser les travailleurs d'origine africaine, qui occupent, en France, des postes relevant du prolétariat, au contact d'organisations ouvrières comme la CGT. En 1938, un militant syndicaliste, K. B. G. Ponoukoun, s'engage dans la Marine nationale et participe à la mise en place d'un syndicat, dans le service des douanes, avec un soldat du régiment. Ici encore, inégalité de traitement : l'administration coloniale exige des dirigeants autochtones la possession d'un certificat d'études primaires élémentaires, or rien de tel n'est demandé aux Européens ! (p. 171).

En 1924, Lamine Senghor³, tirailleur sénégalais démobilisé, va jouer un rôle important dans l'émergence du mécontentement latent, en mettant en avant les inégalités de traitement entre les « Nègres », et les blancs, concernant le montant des pensions accordées aux tirailleurs. Au premier Congrès de la ligue anti-impérialiste (1927), Senghor prononce un discours qui traite du contentieux que les hommes de couleur subissent du fait du système colonial (p. 179).

En 1927, des blancs, comme Albert Londres, journaliste d'investigation, vont critiquer le colonialisme, l'esclavage, le travail forcé, l'attitude des tirailleurs sénégalais. En parcourant l'Afrique, le journaliste ne trouve pas une grande trace de l'œuvre civilisatrice de la colonisation (p. 183).

L'utilisation de ces « soldats noirs » lors des deux guerres mondiales a mis en évidence les injustices du système colonial : les revendications d'autonomie et d'indépendance ont émergées. Les attentes des tirailleurs sénégalais, étaient plus que légitimes : il est normal pour le continent africain d'occuper la place qui lui revient. Chaque peuple, chaque citoyen doit pouvoir prendre son destin en main et répondre à ses aspirations.

Ce livre, très riche au niveau sociologique, relate « les histoires humaines » de plusieurs tirailleurs sénégalais : la mise en parallèle d'histoires individuelles et de l'histoire de la colonisation, puis de la décolonisation, constitue la richesse de cet ouvrage et permet à chaque lecteur de s'interroger sur les enjeux sociétaux actuels.

Pierre Bouvier est professeur émérite à Paris-Nanterre, fondateur de *Socio-anthropologie*, une revue interdisciplinaire, et auteur d'une vingtaine d'ouvrages, dont *Aimé Césaire et Frantz Fanon. Portraits de (dé)colonisés*, Paris, Les Belles Lettres (2010).

Isabelle Calvache
Documentation IEDES
université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

³ Voir D. Murphy, 2015, « Tirailleur, facteur, anticolonialiste : la courte vie militante de Lamine Senghor (1924-1927) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 126, <http://journals.openedition.org/chrhc/4122> (consulté en novembre 2018).

Résumés – Abstracts – Resúmenes

The Challenges of Food Supply: Actors, Places, and Links

Pierre Janin

KEYWORDS

food supply, food system, agricultural production, commercialization, import policy, state, food safety

ABSTRACT

In a world life with growing instability and inequalities, the food supply is a permanent challenge for governments and society. Beyond its practical implementation, it comes with two fundamental stakes: the strategic control of flows, and the geographical and social links within supply systems. This introductory article focuses on the complementarity of the often-used approaches to tackle this issue, which has received little attention recently. By closely associating the fields of resources and powers, this article highlights that supplying food is not merely a technical matter related to prices, volumes, and flows, but ultimately depends on the relationships between different types of actors: states, companies, local authorities, and market networks, among others. It appears that, in some authoritarian environments (Gulf states or Latin America), the state is the key organizer, while outside periods of crises (sub-Saharan Africa), more informal dynamics are rather at play.

Los desafíos del aprovisionamiento alimentario: actores, lugares y vínculos

Pierre Janin

PALABRAS CLAVES

aprovisionamiento, sistema alimentario, producción agrícola, comercialización, política de importación, estado, seguridad alimentaria

RESUMEN

En un mundo de inestabilidades y desigualdades crecientes, el aprovisionamiento alimentario aparece como un desafío permanente

para los gobernantes y las sociedades. Más allá de sus modalidades prácticas de organización, remite a dos desafíos fundamentales: el control estratégico de los flujos y de los vínculos geográficos y sociales al interior de los sistemas de aprovisionamiento. Este artículo introductorio insiste acerca de las complementariedades de los enfoques movilizados habitualmente para abordar esta cuestión, recientemente poco estudiada. Asociando estrechamente el campo de los recursos y de los poderes, recuerda en qué medida el suministro de bienes no es únicamente una cuestión técnica de precios, volúmenes y flujos sino que depende in fine de las relaciones establecidas entre diferentes tipos de actores: estados, empresas, colectividades, redes de mercados... Se constata que en ciertos contextos autoritarios (países del Golfo Pérsico, América Latina...), la presencia del estado-organizador resulta ineludible mientras que, fuera de los períodos de crisis (África subsahariana), se deja más espacio a dinámicas más informales.

The Performance of the Cassava Leaf Commercialization Chain in Kinshasa and its Hinterland

Papy Bonkena Bokombola – Patience Mpanzu Balomba

KEYWORDS

cassava leaf, economic performance, commercialization, Kinshasa

ABSTRACT

This article analyzes the supply and commercialization chain of cassava leaves in Kinshasa, whereas most research focuses on other cassava value chains. To do so, an empirical study was carried out among direct and indirect actors at various levels of the cassava leaf value chain. The results show that the production and the commercialization of the leaves are profitable in the current conditions of the area studied, since all expenses are covered by revenue, with a fair profit margin, regardless of the variety of cassava leaf, and of sales period and location. However, processing is the activity which generates the most value; as a consequence, the processors are those taking the greatest share of this profit.

El rendimiento de la cadena de comercialización de la hoja de yuca en Kinshasa y en su hinterland

Papy Bonkena Bokombola – Patience Mpanzu Balomba

PALABRAS CLAVES

hoja de yuca, rendimiento económico, comercialización, Kinshasa

RESUMEN

Este artículo analiza la cadena de aprovisionamiento y comercialización de la hoja de yuca en Kinshasa mientras que la mayoría de trabajos se ocupan del análisis de las otras cadenas de valor de la yuca. Para ello, se realizó un estudio empírico de los actores directos e indirectos situados a diferentes niveles de la cadena de valor de la hoja de yuca. Los resultados obtenidos indican que las actividades de producción y comercialización de la hoja son rentables en las condiciones actuales de la zona de estudio ya que todos los gastos soportados son integralmente cubiertos por los ingresos, con un margen de beneficio apreciable, independientemente de la variedad de la hoja de yuca, del período o de la zona de venta. Sin embargo, la transformación es la actividad que crea mayor valor y, por consiguiente, los transformadores son los que obtienen la parte más importante.

Feeding the Arabian Peninsula The Political Economy of Food Supplies in the Gulf Monarchies

Mathieu Brun

KEYWORDS

geopolitics, Gulf, food, agriculture, agribusiness, private sector

ABSTRACT

Based on a geopolitical approach to the food supply in the Gulf's three oil-monarchies – Qatar, Saudi Arabia, and the United Arab Emirates – this article analyzes how governments deal with food dilemmas in a constrained environment, both in terms of ecosystems and international relations. It examines the different political categories of food procurement through power relations and rivalries between state actors and agribusinesses: local production, imports, and international markets, or investment abroad. These different strategies result in complex political arrangements, alliances, and competition at the regional scale.

Producir y alimentarse en las monarquías del Golfo Pérsico Una economía política de los aprovisionamientos agrícolas y alimentarios

Mathieu Brun

PALABRAS CLAVES

geopolítica, Golfo Pérsico, agricultura, alimentación, agroindustria, grandes empresas agrícolas

RESUMEN

A partir de una perspectiva de geopolítica económica sobre el aprovisionamiento alimentario en las tres petromonarquías del Golfo Pérsico (Catar, Arabia Saudita y los Emiratos Árabes Unidos), este artículo analiza las estrategias de seguridad alimentaria en un contexto marcado por las dificultades medioambientales y por las rivalidades de poder. Examina las diferentes categorías políticas del aprovisionamiento alimentario desde la óptica de las relaciones de poder entre el estado y las empresas: producir in situ, importar e invertir en el extranjero. Estas diferentes estrategias son fuente de acuerdos y alianzas con el sector privado, pero son también el producto de rivalidades y el objeto de retos de poderes a escala regional.

Abu Dhabi Facing the Food Security Challenge Supplying Cities as an Expression of Power and Social Hierarchy

Damien Calais

KEYWORDS

Food security, international trade, agricultural development, foreign direct investments (FDI), Gulf countries

ABSTRACT

Abu Dhabi, the most powerful state in the United Arab Emirates, has experienced strong economic and human development; meanwhile, the food supply of its largely urban and immigrant population has remained fragile. As the ruler from 1966 to 2004, Sheikh Zayed implemented a strategy of national production and import growth so as to earn loyalty from every stratum of a strongly hierarchical society. His successors transformed the supply system by inciting foreign direct investments (FDI) of Abu Dhabi-based companies in agricultural lands and by promoting new practices in the Abu Dhabi territory to meet social, environmental, and economical

challenges. The results of this reformed system are underwhelming in terms of food security and sustainable development.

Abu Dhabi frente al desafío de la seguridad alimentaria El aprovisionamiento de las ciudades como expresión del poder y de la jerarquía social

Damien Calais

PALABRAS CLAVES

seguridad alimentaria, comercio internacional, desarrollo agrícola, Inversión Extranjera Directa (IED), países del Golfo

RESUMEN

Abu Dhabi, el estado más poderoso de los Emiratos Árabes Unidos, ha experimentado un fuerte desarrollo económico y humano. Sin embargo, el aprovisionamiento alimentario de su población sigue siendo frágil. Sheikh Zayed, en el poder de 1966 a 2004, puso en práctica una estrategia de crecimiento de la producción nacional y de las importaciones con la finalidad de ganar la lealtad de los diferentes estratos de una sociedad muy jerarquizada. Sus sucesores transformaron el sistema de aprovisionamiento incitando la Inversión Extranjera Directa (IED) de empresas de Abu Dhabi en propiedades agrícolas y promoviendo nuevas prácticas en el territorio del emirato para atender a los desafíos sociales, ambientales y económicos. El resultado de este sistema reformado está por debajo de las expectativas en términos de seguridad alimentaria y desarrollo sostenible.

Participation sociale aux espaces politiques et valorisation de la culture : des ressources de pouvoir pour promouvoir l'accès aux aliments de qualité au Brésil

Lidiane Fernandes da Luz – Renato S. Maluf

MOTS-CLÉS

resilience, vulnerability, food security, participation, Burkina Faso

RÉSUMÉ

La localité de Juazeiro ainsi que d'autres régions à l'intérieur du Brésil ont subi de nombreuses transformations ces dernières années dans la

production, la distribution et la consommation des aliments. De nouvelles demandes des consommateurs et de nouvelles offres rendues possibles par des formes de plus en plus complexes d'approvisionnement alimentaire ont conféré à ces localités une interaction dynamique entre des systèmes alimentaires différents. À travers l'analyse des « espaces politiques », où les acteurs s'impliquent dans des discussions sur les problématiques alimentaires, on observe la présence de conflits, de rapports de pouvoir, convergents et hybrides, qui résultent tous de l'interaction entre les systèmes alimentaires et finissent par influencer l'accès des populations à une alimentation de qualité. Notre argument est que la participation sociale aux espaces politiques et la valorisation de la culture, deux caractéristiques du mouvement alimentaire local ayant émergé à l'intersection de systèmes alimentaires différenciés, sont les principales ressources de pouvoir pour la promotion de l'accès aux aliments de qualité dans la localité de Juazeiro.

Participación social en los espacios políticos y valorización de la cultura: recursos de poder para la promoción del acceso a los alimentos de calidad en Brasil

Lidiane Fernandes da Luz – Renato S. Maluf

PALABRAS CLAVES

aprovisionamiento alimentario, sistemas alimentarios, política de alimentos, valorización de la cultura

RESUMEN

La localidad de Juazeiro, al igual que otras regiones del interior de Brasil, han sufrido numerosas transformaciones en los últimos años en la producción, distribución y consumo de alimentos. Las nuevas demandas de los consumidores y las nuevas ofertas hechas posibles por formas cada vez más complejas de aprovisionamiento alimentario han conferido a estas localidades una interacción dinámica entre los diferentes sistemas alimentarios. A través del análisis de los espacios políticos, donde los actores se comprometen en estrategias sobre las problemáticas alimentarias, observamos la presencia de conflictos, de relaciones de poder, convergentes e híbridos, todos ellos resultantes de la interacción entre los sistemas alimentarios y que terminan influenciando el acceso de las personas a una alimentación de calidad. Nuestro argumento es que la participación social en los espacios políticos y la valorización de la cultura, dos características del movimiento alimentario local que surgió del cruce de sistemas alimentarios diferenciados, son los principales recursos de poder para la promoción del acceso a los alimentos de calidad en la localidad de Juazeiro.

The Contribution of Urban Agriculture to Havana's Food Supply Moving Towards the Construction of an Urban Agrarian System in Times of Crisis

Riadh Mestiri

KEYWORDS

urban agriculture, Cuba, public policy, agricultural system

ABSTRACT

The commercial isolation of Cuba over the past 50 years has led to the development of urban agriculture for the urban food supply. Through the study of public policies and the agricultural system in Havana, this work analyzes the strategy used to meet the population's food needs in times of crisis. It appears that the development of urban agriculture has been fostered by the state's commitment through a policy of land distribution and cooperativism. Consolidated by the agronomic innovation of the "*organopónicos*" and the opening of local markets, urban agriculture has been integrated into urban planning strategies in the form of a stabilized system. Nevertheless, this system is linked to the island's political situation and remains vulnerable to crises. Due to a lack of sharing in decision-making processes, the system struggles with anticipating changes.

La contribución de la agricultura urbana al aprovisionamiento alimentario en La Habana Hacia la construcción de un sistema agrario urbano en tiempos de crisis

Riadh Mestiri

PALABRAS CLAVES

agricultura urbana, Cuba, política pública, sistema agrario

RESUMEN

El aislamiento comercial de Cuba a lo largo de los últimos cincuenta años favoreció el auge de la agricultura urbana para el aprovisionamiento alimentario. Este trabajo analiza, a través del estudio de las políticas públicas y las características del sistema agrario de la La Habana, la estrategia llevada a cabo para cubrir las necesidades alimentarias de la población en tiempos de crisis. De este resulta que el estado se implicó favoreciendo el desarrollo de la agricultura urbana a través de una política de distribución

de tierras y de cooperativismo. Reforzada por la innovación agronómica de los *organopónicos* y la apertura de los mercados de proximidad a estos productos, la agricultura urbana integró el planeamiento urbano y fue construída bajo la forma de un sistema estabilizado. Sin embargo, este sistema está muy ligado a la situación política de la isla y resulta muy vulnerable a las crisis. Debido a la ausencia de tomas de decisión compartidas al sistema le cuesta, estructuralmente, anticipar los cambios.

Merchants, Farmers, and Market Power Distribution in the Gnagna Province (Burkina Faso)

Samuel Pinaud

KEYWORDS

agricultural markets, merchants, profit, food safety, Burkina Faso

ABSTRACT

Based on over forty interviews with wholesalers on five rural markets, this article examines the origin and the distribution of market power in the eastern province of Gnagna, in Burkina Faso, whose food supply has been unstable. Market power is analyzed through the structure of exchanges, social organization, and sales strategies and methods. Market power appears to be structurally unfavorable to grain farmers due to the seasonality of crops and prices, whereas the competition among merchants has less to do with prices than with the size of the collection network to increase the volume handled. Moreover, forms of solidarity among merchants are not rare (logistical or financial assistance). As for sales strategies, they bear on price differential (buying and selling), quality, and measurement units.

El comerciante, el campesino y la distribución del poder de mercado en Gnagna (Burkina Faso)

Samuel Pinaud

PALABRAS CLAVES

mercados agrícolas, comerciantes, beneficio, seguridad alimentaria, Burkina Faso

RESUMEN

A partir de una cuarentena de entrevistas a comerciantes mayoristas en cinco mercados rurales, el artículo examina el origen y la distribución del poder de mercado en la provincia oriental de Gnagna, en Burkina Faso, en equilibrio alimentario inestable. El análisis de este poder se efectúa a nivel de la estructura de los intercambios, de la organización social y en las estrategias y técnicas comerciales. Este aparece estructuralmente desfavorable a los productores de cereal debido a la estacionalidad de las cosechas y de los precios mientras que la competencia entre los comerciantes radica menos sobre los precios que sobre el tamaño de la red de colecta para aumentar los volúmenes tratados. Además, las formas de solidaridad (ayuda logística o financiera) entre comerciantes no son infrecuentes. En cuanto a las estrategias comerciales, estas juegan a la vez sobre los diferenciales de precio (compra y venta), sobre las calidades y sobre las unidades de medida.

Distorted Food Policies in the “Bolivarian Revolution” The Food Supply Crisis and the Politicization of Control in Venezuela

Paula Vásquez Lezama

KEYWORDS

food supply, food crisis, oil economy, corruption, Venezuela

ABSTRACT

Using several types of data, this article analyzes some of the Venezuelan government’s policies with relation to food production, marketing, distribution, and supply. It aims at showing their impact on citizens’ daily lives and at establishing a link between these public policies and local food supply practices, such as the way people experience such a severe shortage. Examining empirical data from direct observations in 2017 and 2018 in Guatire, a suburb of Caracas, as well as economic measures from the last two decades (1999-2018), provides a basis to analyze the effects of the Venezuelan state’s failing public policies, the difficulties encountered to govern through the crisis, and their impact on the population.

Las distorsiones de las políticas de alimentación de la “revolución bolivariana”

Crisis del abastecimiento y politización de los controles en Venezuela

Paula Vásquez Lezama

PALABRAS CLAVES

abastecimiento, crisis alimentaria, economía petrolera, corrupción, políticas públicas, Venezuela

RESUMEN

A partir de varios tipos de datos, este artículo propone un análisis de la traducción de ciertos dispositivos del gobierno venezolano con relación a la producción, la comercialización, la distribución y el abastecimiento de los productos alimentarios. Se trata de mostrar el impacto sobre la vida cotidiana de los habitantes y de establecer la relación entre las políticas públicas y las prácticas locales de abastecimiento, la experiencia y la vivencia de las personas sometidas a la escasez severa. Una serie de datos empíricos obtenidos a partir de la observación directa entre 2017 y 2018 en la ciudad de Guatire, suburbio al este de Caracas, así como el análisis retrospectivo de las medidas económicas de la última década (1998-2018), brindan la base para analizar los efectos nocivos de las políticas públicas puestas en marcha por el Estado venezolano, las dificultades para gobernar la crisis y su impacto en la población.

L'Agence française de développement publie de nombreux travaux de recherche et d'évaluation. Ces derniers permettent de nourrir la réflexion sur les thématiques liées au développement, en France et à l'international.

Évaluation de 15 ans de développement des territoires ruraux en Afrique subsaharienne



Auteurs : Julie CONVERSY, Celia CORONEL, Marie-Jo DEMANTE, Christophe MESTRE, Bob PEETERS, Pascale VINCENT et Marie-Jo DEMANTE

Ex Post - Evaluation et capitalisation n°72
Juin 2018

L'Afrique à la conquête de son marché alimentaire intérieur : enseignements de dix ans d'enquêtes auprès des ménages d'Afrique de l'Ouest, du Cameroun et du Tchad



Auteurs : Maimouna BA, Nicolas BRICAS, Pierre DJOU, Muriel FIGUIE, Eric JAZET KENGAP, Pauline MARTIN, Florence MOUTON, Claude TCHAMDA

Coordination : Nicolas BRICAS
Études de l'AFD n°12

Juin 2016

Évaluation du cadre d'intervention sectoriel (CIS) sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne 2013-2016 de l'AFD



Auteurs : Jean-Marie WATHELET, Konstantin GRUEV, Franck PAJOT

Ex Post - Evaluation et capitalisation n°64
Décembre 2016

Nos publications en chiffres

Plus de **60** publications en 2018

Près de **800** titres en ligne

5 séries et des hors-séries

Téléchargez nos publications



Editions.afd.fr

Suivez-nous



#EditionsAFD



Editions AFD

REVUE FONDÉE PAR F. PERROUX EN 1973

n° 183 – 2018/3

VARIA

(échanges commerciaux, institutions, santé)

Coordination : Hubert GÉRARDIN

(Université de Lorraine, Nancy, BETA-CNRS)



Mondialisation, migrations internes et diffusion du VIH/SIDA au Vietnam. Les enseignements d'une enquête de terrain

Arsène Rieber, Karine Chapelle, Bich Ngoc Luu et Thi Thiêng Nguyenuyen

Effets des prix et des revenus sur le recours aux soins au Cameroun

Ngangue Ngwen

Commerce équitable et espaces naturels protégés : évaluation comparée de deux propositions

Jean-Louis Pernin, Andreas Eriksson et Laurent Georges

Rente pétrolière et disparité des revenus au Tchad

Djal-Gadom Gadom, Sikod Fondo et Armand Totouom

Do institutions and financial development determine the remittances-growth nexus in Africa?

Hajer Kratou and Kaouthar Gazdar

La qualité des institutions réduit-elle la volatilité des investissements directs étrangers en Afrique ?

Bruno Emmanuel Ongo Nkoa et Jacques Simon Song

Effets des externalités horizontales et verticales de la recherche et développement sur la variété des produits en Tunisie : approche par les flux

Bel Hadj Tarek, Zouhayer Mighri et Sami Aouadi

Pour une démocratisation des relations commerciales internationales :

analyse des manifestations du Groupe consultatif des PMA à l'OMC

Meryl Thiel

Les déterminants du commerce intrabranche entre la Turquie et l'UE-15

Afef Souguir

MONDES EN DÉVELOPPEMENT IL Y A 30 ANS – NUMÉROS PARUS

deboeck **B**
SUPÉRIEUR

ABONNEMENTS PAPIER

Institutions : 145 €

Particuliers : 100 €

Étudiants : 60 €

Prix d'un numéro papier :

40 € (*frais de port en sus*)

Revue De Boeck Supérieur

Service abonnements – Cairn.info

26, rue Édouard-Lockroy

75011 Paris – France

abonnements.dbsup@cairn.info

Tél. : 0033/01 84 79 13 63



CAIRN.INFO

**À PARTIR DE 2001, TOUTS LES NUMÉROS
DE MONDES EN DÉVELOPPEMENT
SONT DISPONIBLES EN TEXTE INTÉGRAL
SUR CAIRN.INFO**

**ABONNEMENTS ÉLECTRONIQUES
licences@cairn.info**

Recherches internationales

REGARDS SUR LE SYNDICALISME INTERNATIONAL

CHINE - PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE -
CHILI - MEXIQUE

David Allan Simpson, Composition, 1964, Hauteur papier mesurée sur l'art, 32,4x26,1 cm



Janvier - mars 2018

112

SOMMAIRE

- 3 **Michel Rogalski**, Internationalisme et migrations [Éditorial]
9 **Tony Andréani, Rémy Herrera, Zhiming Long**, Sur la nature du système économique chinois
29 **Daniel Durand**, TNP : un quinquagénaire essoufflé ?
43 **Ricardo Parvex**, Chili, les objectifs du putsch de 1973 pleinement atteints aujourd'hui ?

61 **Obey Ament**, Victoire historique au Mexique d'Andrés Manuel Lopez Obrador

DOSSIER

REGARDS SUR LE MOUVEMENT SYNDICAL INTERNATIONAL

- 81 **Pierre Coutaz**, Regards sur le mouvement syndical international [Présentation]
87 **Bernard Thibault**, L'avenir du travail – Renouveler les missions de l'OIT à l'approche de son centenaire
99 **Franck Gaudichaud, Thomas Posado**, Syndicats et gouvernements latino-américains : une réinstitutionnalisation ?
115 **Cédric Leterme**, Syndicalisme et « virage à gauche » en Amérique latine
131 Débat entre **Alphonse Véronèse** et **Jean-Marie Pernot**, animé par **Pierre Coutaz**, La CGT et la FSM

NOTES DE LECTURE

- 161 Karina Bennoune, *Votre fatwa ne s'applique pas ici* [Paul Euzière]
164 Bernard Ravenel, *La résistance palestinienne : des armes à la non-violence* [Raphaël Porteilla]
167 Sergio Zamora, *Histoire d'une trahison – 11 septembre 1973, coup d'État au Chili* [Monique Roumette]
170 Pierre Blanc, *Terres, pouvoirs et conflits – Une agro-histoire du monde* [Christophe Chiclet]
172 Phivos Oikonomidis, *Le jeu mondial dans les Balkans* [Christophe Chiclet]

- Je m'abonne à *Recherches internationales* (un an - 4 numéros)
France 55 € Étudiant 30 € Étranger 75 €
 Je commande le n°112 (Regards sur le syndicalisme international) 15 €

Nom, Prénom.....

Adresse.....

6, Av. Mathurin Moreau ; 75167 Paris Cedex 19 Tél. 01 40 40 13 50

http://www.recherches-internationales.fr/ e-mail : recherinter@paul-langevin.fr

[Chèque à l'ordre de *Recherches internationales*]

Critique internationale

Revue comparative de sciences sociales

octobre-décembre 2018

81

Les petits professionnels de l'international

Pour une ethnographie des professionnels de l'international
Romain Lecler, Yohann Morival et Yasmine Bouagga

Être réfugié et « volontaire » : les travailleurs invisibles
des dispositifs d'aide internationale
Lella Drif

Les marins de commerce, des professionnels des flux internationaux
très ancrés dans le national
Claire Flécher

Politiques d'engagement ou d'employabilité ?
Concurrences au sein des programmes de volontariat à Madagascar
Florence Ihaddadene

Une nouvelle élite dans les métiers de l'international :
les expatriés africains d'Épicentre et leurs rapports professionnels
avec les employés locaux
Mamane Sani Souley Issoufou

Crise humanitaire ou crise de l'humanitaire ? Émergence et recomposition
de l'espace professionnel de l'aide internationale en Haïti
Jan Verlin

SciencesPo
LES PRESSES

Et aussi...

L'espace supranational de l'Union européenne :
politiques sociales et migratoires aux prises
avec la territorialité post-souveraine
par **Ulrike Jureit** et **Nikola Tietze**

Mobiliser aux frontières de l'Europe ?
La construction militante de l'enjeu migratoire
en Sicile (1980-2010)
par **Marie Bassi**

La matrice de l'État-parti : réseaux et trajectoires
politiques en Chine contemporaine
par **Jérôme Doyon**

N° 82 janvier-mars 2019
Numéro de Varia

La réglementation du prêt non sécurisé
au Japon et l'endettement comme problème
public
par **Adrienne Sala**

Les mobilisations armées à l'est
de la République démocratique du Congo
vues d'en bas
par **Mehdi Belaid**

Militantisme local et solidarité internationale
dans les campagnes de Colombie.
Jeux d'échelles dans l'action collective
par **Mathilde Allain**

Le ministère de la Crise : l'art de gouverner
en Iran et au-delà
par **Mazyar Ghiabi**

Domestiquer les normes, repenser le combat.
Les ressorts de l'internationalisation de la cause
des « disparus » du franquisme en Espagne
par **Sélim Smaoui**

L'autogouvernement indigène en Bolivie :
une subjectivité politique moderne
mise à l'épreuve
par **Verónica Calvo**

Diffusion/distribution CDE/SODIS ISBN 978-2-7246-3541-6

Tarifs d'abonnement 2018

Revue trimestrielle

France : Étudiants : 55 €, Particuliers : 61 €, Institutions : 82 €

Étranger : Particuliers : 69 €, Institutions : 100 € - Frais d'expédition par avion : 24 €

Prix du numéro hors abonnement : 22 €

Disponible en librairie

Rédaction

Critique internationale
CERI

56 rue Jacob - 75006 Paris

Tél. : 01 58 71 70 77 - Fax : 01 58 71 70 91

catherine.burucoa@sciencespo.fr

Ventes et abonnements

Presses de Sciences Po

<http://www.pressessdesciencespo.fr>

Librairie des sciences politiques

30 rue Saint-Guillaume - 75006 Paris

librairie@sciencespo.fr

Consignes aux auteurs

Tout article soumis au Comité de rédaction (CR) de la *Revue internationale des études du développement* doit présenter un caractère scientifique relatif aux questions de développement et des conclusions originales.

Les articles retenus par la revue, rédigés en français, anglais ou espagnol, s'intéressent aux acteurs et aux processus socio-économiques, analysent les dynamiques de rapports de forces et d'asymétries de pouvoir, soulignent la complexité des relations et des actions, mettent en valeur des études empiriques et offrent un contrepoint aux littératures grises des institutions internationales.

Présentation du manuscrit

L'article doit correspondre aux consignes aux auteurs disponibles sur le carnet de recherches des publications de l'IEDES, c'est à dire ne pas dépasser les 40 000 signes, espaces et notes comprises – hors résumé et bibliographie.

Les notes sont insérées en bas de page. Les références bibliographiques sont :

1. signalées dans le texte, entre parenthèses (nom de l'auteur, année) ;
2. développées sous forme de liste alphabétique (limitée aux références citées dans le texte) en fin d'article.

Envoi à la rédaction :

revdev@univ-paris1.fr
sr.revdev@univ-paris1.fr

Le texte anonyme est adressé à la rédaction en version électronique (Word), accompagné, en français et en anglais, de :

1. Titre
2. Résumé (moins de 800 signes)
3. 4 ou 5 mots-clés.

Sur un fichier joint, l'(les) auteur(s) indique(nt) ses (leurs) coordonnées complètes : mail, téléphone, adresse postale, rattachement institutionnel, fonction, discipline.

L'(les) auteur(s) s'assure(nt) que son(leur) texte ne permet pas de le(les) reconnaître

à la lecture et que le fichier ne comprend pas de signature électronique.

Le manuscrit respecte la hiérarchie des titres et l'ordre de présentation prévus sur le site Internet de la revue :

- les illustrations sont libres de droit et leurs sources sont précisées ;
- les tableaux peuvent être insérés dans Word directement ou seront fournis séparément pour tout autre logiciel utilisé (Excel est à éviter) ;
- les graphiques, cartes et photographies sont fournis séparément (jpeg, tif, png, 300 dpi minimum).

Conditions de publication

Le manuscrit complet est soumis anonymement à une lecture-filtre du comité éditorial qui juge de l'opportunité de le transmettre (toujours de façon anonyme) au comité de lecture, composé de deux membres, dont un au moins est extérieur à la revue. La décision de publication est prise par le CR.

La rédaction informe l'auteur de cette décision selon 3 possibilités : **1.** Accepté sous réserve de modifications validées par le CR **2.** Soumission d'une nouvelle version devant repasser devant le comité de lecture **3.** Refusé.

L'acceptation d'un article n'implique aucun engagement quant à la date de parution, la programmation des numéros de la revue étant arrêtée longtemps à l'avance. Seuls sont susceptibles de paraître des articles qui n'ont pas fait l'objet d'une publication par ailleurs ni de soumission à d'autres revues. Les documents de travail, les documents publiés en ligne et les traductions non substantiellement modifiées n'ont pas vocation à intégrer la revue de l'IEDES.

Internet

www.univ-paris1.fr/ufr/iedes/larevue
www.iedespubli.hypotheses.org

Numéros parus et à paraître

Revue internationale des études du développement

- 2019**
- n° 239 **Haïti : séisme dans le genre**
Denyse Côté, Emily Wiseman, Danièle Magloire
- n° 238 **Dépossessions foncières en milieu rural**
Laurence Roudard, Charlotte Guénard, Moustapha Diop
- n° 237 **L’approvisionnement alimentaire entre ressources et pouvoirs**
Pierre Janin, Éric-Joël Fofiri Nzossié
- 2018**
- n° 236 **Varia**
- n° 235 **La résilience en pratiques**
Benôit Lallau, Perrine Laissus-Benoist, Emmanuel Mbétid-Bessane
- n° 234 **Varia**
- n° 233 **Lecture croisée de la gouvernance des communs**
Stéphanie Leyronas, Tamatoa Bambridge
- 2017**
- n° 232 **Stratégies internationales des collectivités territoriales**
Bernard Husson, Sadio Soukouna, Yves Viltard
- n° 231 **Varia**
- n° 230 **Reconversions militantes et élites politiques en Amérique latine**
Humberto Cucchetti, Jessica Stites Mor
- n° 229 **L’économie politique de la République islamique d’Iran**
Mehrdad Vahabi, Thierry Coville
-

Revue Tiers Monde

- 2016**
- n° 228 **Aspirations démocratiques et “démocraties autoritaires” en Afrique centrale**
André Guichaoua, Emmanuel Ntakarutimana, Scott Straus
- n° 226-227 **Varia**
- Hors-série **Les Suds, aujourd’hui. Retour critique sur les problématiques et les méthodologies de quelques programmes de recherche**
Pierre Signoles, André Quesnel
- n° 225 **L’inclusion financière : aider les exclus ou servir les financiers ?**
François Doligez, Johan Bastiaensen, Florent Bédécarrats, Marc Labie
- 2015**
- n° 224 **Les chantiers du syndicalisme en Afrique**
Benjamin Rubbers, Alexis Roy
- n° 223 **Internationalisation et transformation des systèmes éducatifs au Sud**
Marie-France Lange, Nolwen Henaff

Découverte d'un artiste

FILIFE DE OLIVEIRA MACIEL

Né en avril 1993 à Peçanha, dans le Minas Gerais, ce jeune artiste brésilien de 25 ans est également agronome. Il travaille dans le domaine de l'agroécologie, principalement auprès d'agriculteurs familiaux, dans le but de promouvoir les connaissances scientifiques en milieu rural.

Dans la lutte pour la souveraineté alimentaire, la réforme agraire et la résilience des petits agriculteurs, il travaille sur les systèmes agroforestiers, la bio-construction et l'agriculture biologique, pour favoriser la reconnexion des êtres humains avec une vie plus saine et durable, grâce à leur relation avec l'alimentation.

En plus de travailler avec la nature, il communique également avec le monde par le biais de l'art. Passionné depuis l'enfance, il étudie le théâtre à Rio de Janeiro, mais c'est dans la peinture qu'il trouve son médium artistique. À travers ses œuvres, il exprime des analyses profondes de la vie sur des questions spirituelles, émotionnelles, existentielles, sociales, sexuelles et culturelles.

Born in April 1993 in Peçanha, Minas Gerais, this young 25-year-old Brazilian artist is also an agronomist. He works in the area of agroecology, mainly with family farmers, with the aim of promoting scientific knowledge in a rural environment. In the struggle for food sovereignty, agrarian reform, and the resilience of small farmers, he works with agroforestry systems, bio-construction, and organic agriculture to foster the reconnection of human beings to a healthier and more sustainable life through their relationship with food.

In addition to working with nature, he also communicates with the world through art. Passionate about art since childhood, he studied theater in Rio de Janeiro, but it was in painting that he found his artistic medium. Through his artwork, he expresses deep analyses of life through spiritual, emotional, existential, social, sexual, and cultural issues.

Nascido em abril de 1993 em Peçanha, Minas Gerais, esse jovem artista brasileiro de 25 anos é também engenheiro agrônomo. Atua na área de agroecologia, principalmente com agricultores familiares, em busca da promoção do conhecimento científico no meio rural. Na luta pela soberania alimentar, reforma agrária e a resiliência dos pequenos agricultores ele trabalha com sistemas agroflorestais, bioconstrução e agricultura orgânica, estimulando o movimento de reconexão do ser humano com uma vida mais saudável e sustentável por meio de sua relação com a alimentação.

Além de trabalhar com a natureza, ele também se comunica com o mundo pelo sensível campo da arte. Apaixonado pela arte desde criança, estudou teatro no Rio de Janeiro, mas foi na pintura onde se encontrou artisticamente. Por meio de seus quadros expressa profundas análises da vida sobre questões espirituais, emocionais, existenciais, sociais, sexuais e culturais.

email : filipeoliveiramaciela@gmail.com

L'IEDES

L'Institut d'études du développement de la Sorbonne

L'Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES) a été créé en 1957, avec la vocation d'être, en France, le lieu de rencontre et d'impulsion des études sur le développement. Devenu en 1969 une composante de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il porte depuis 2005 la mention nationale de master « Études du développement ».

En un demi-siècle, la notion de développement a profondément évolué. Du fait du contexte historique, tout d'abord : les décolonisations, la fin de la bipolarisation Est-Ouest, l'hétérogénéité croissante des pays du Sud, l'ajustement économique et le mouvement de mondialisation, mais aussi une montée en puissance d'initiatives locales exprimant de nouveaux rapports au politique et des aspirations démocratiques ne cessant de bouleverser la donne. La façon de voir le changement s'est elle aussi transformée, tant dans les milieux académiques que dans les institutions d'aide et de coopération : de nouveaux acteurs interviennent (les ONG, la « société civile » les acteurs de l'économie sociale et solidaire et les entreprises, à travers leurs activités de RSE). Des thèmes s'éclipsent (l'échange inégal, la planification, etc.), remplacés par d'autres (l'économie informelle, la pauvreté, la « bonne gouvernance », le développement durable, etc.). En mutation permanente, la question du développement polarise les enjeux majeurs du siècle à venir : les tensions politiques et géopolitiques (émergence de nouvelles puissances, flux des capitaux et mouvements de populations, espaces nationaux, territorialités et réseaux), la possibilité d'une croissance « soutenable » à l'échelle mondiale, l'harmonie problématique entre efficience économique, progrès social et environnement.

La vocation de l'IEDES est triple : former des spécialistes de haut niveau avec six parcours et un rattachement à trois Écoles doctorales, mener des recherches en sciences sociales au sein de l'unité mixte de recherche « Développement et sociétés » (UMR D&S – Institut de recherche pour le développement et université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), publier les travaux les plus novateurs, notamment à travers la *Revue internationale des études du développement*. Au-delà des thématiques et des terrains singuliers, la particularité de l'approche préconisée par l'Institut et l'UMR D&S réside dans la volonté de penser la complexité des processus de croissance économique et de changement social et culturel induits par la mondialisation afin d'en décrypter les effets sur des territoires et des populations qui échappent à l'attention dominante.

L'IEDES fait appel à un large éventail de spécialistes universitaires, chercheurs et praticiens, acteurs du développement, et s'insère dans des réseaux internationaux qui alimentent la discussion, la production et la diffusion des connaissances scientifiques sur le sujet.



ÉDITIONS DE LA SORBONNE

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE

Revue internationale des études du développement

FORMULAIRE DE COMMANDE / ORDER FORM

À RETOURNER / *TO BE RETURNED*

PAR VOIE POSTALE / *BY POST*

PAR MAIL / *BY EMAIL*

Éditions de la Sorbonne
212, rue Saint-Jacques
75005 Paris – France

RIED.abonnements@univ-paris1.fr

ABONNEMENT 2019 – 4 numéros annuels SUBSCRIPTION 2019 – 4 Yearly Issues			
	France et UE <i>/ France & EU</i>	Hors UE <i>/ Out of EU</i>	Prix <i>/ Price</i>
Particulier / <i>Individual</i>	65 €	80 €	
Institution / <i>Organization</i>	130 €	150 €	
Étudiant – sur justificatif <i>/ Student – upon justification</i>	45 €	45 €	
		Total	

Frais de port inclus / *Shipping fees included*

Nom / *Last Name* Prénom / *First Name*

Institution / *Organization*

Adresse / *Address*

Pays / *Country*

Courriel / *Email*

Téléphone / *Phone*

Adresse de livraison (si différente) / *Shipping address if different*

VEUILLEZ LIBELLER VOTRE TITRE DE PAIEMENT À L'ORDRE DE / *PAYABLE TO :*

L'agent comptable de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (PS)

PAIEMENT PAR VIREMENT / *PAYMENT BY BANK TRANSFER :*

IBAN : FR76 1007 1750 0000 0010 0578 588 ; BIC : TRPUFRP1XXX

Merci de préciser « RIED2019 Numéro de Facture » dans l'intitulé du virement.